

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTERIEURES
COOPERATION ET DEVELOPPEMENT
Direction des Politiques du Développement

CAISSE CENTRALE
DE COOPERATION ECONOMIQUE

L'ÉCONOMIE MALIENNE

I : RAPPORT

Décembre 1985

S O M M A I R E

| | Page |
|--|------|
| + <u>Volume I</u> : <u>Rapport</u> | |
| - Résumé et conclusions | 1 |
| - Présentation générale du Mali | 4 |
| - I ^è Partie : Analyse économique et financière | 8 |
| 1. Croissance économique et évolution sectorielle | 9 |
| 2. Finances publiques | 29 |
| 3. Situation monétaire | 38 |
| 3.1. L'entrée du Mali dans l'UMOA | 38 |
| 3.2. Système bancaire, monnaie et crédit | 42 |
| 4. Situation vis-à-vis de l'extérieur | 48 |
| 4.1. Balance des paiements, commerce extérieur | 48 |
| 4.2. Dette extérieure | 56 |
| - II ^è Partie : Aspects sectoriels | 64 |
| 1. Situation du secteur des entreprises d'Etat | 65 |
| 2. Le secteur agricole | 73 |
| 2.1, L'agriculture malienne | 73 |
| 2,2, Le développement rural | 116 |
| 3. Le secteur des transports | 126 |
| + <u>Volume II</u> : <u>Annexes</u> | |

RESUME ET CONCLUSION

Ce rapport fait suite à une mission conjointe du Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement (MM. BONNEFOND, sous Direction des Etudes, et GRIERE, chargé de mission géographique, Mali) et de la Caisse Centrale de Coopération Economique (MM. FICATIER ET JAUDOIN, Division des Etudes Générales et de la Documentation). Cette version est le rapport conjoint MRE-CD et CCCE.

*

* *

- Les autorités maliennes se sont engagées, depuis 1981, dans un processus de réformes structurelles dont la mise en oeuvre s'effectue, avec plus ou moins de vigueur, et dans le contexte défavorable d'une stagnation économique persistante.

- Depuis 1980 en effet, la croissance économique est pratiquement nulle -au mieux de l'ordre de 0,2 % l'an- ce qui résulte essentiellement des mauvais résultats dans le secteur primaire : l'insuffisance des conditions pluviométriques en a été le facteur essentiel, faisant par exemple chuter de 15 % en 1983 la production vivrière et se traduisant par la baisse de près d'un tiers, en trois ans, du cheptel bovins. A contrario, l'activité économique aurait été encore plus déprimée sans les bons résultats, tant en volume qu'en prix, du secteur cotonnier et, en conséquence, de la production du secteur textile. Enfin, alors que le reste du secteur secondaire -particulièrement le bâtiment et les travaux publics- et le secteur des administrations subissent normalement les effets de la politique d'assainissement financier, le secteur commercial semble avoir connu, au moins au cours des deux dernières années, une activité assez soutenue.

- Les réformes structurelles définies et progressivement mises en oeuvre depuis 1981 visent simultanément les objectifs suivants :

. un rétablissement des grands équilibres économiques à travers une politique axée essentiellement sur le freinage de la demande, l'assainissement des finances publiques et des mécanismes de crédit,

. une amélioration de la gestion publique à tous les niveaux de l'économie nationale (secteur rural et secondaire, mais aussi tertiaire : SOMIEX) et la recherche simultanée d'un élargissement du rôle du secteur privé.

- Ces politiques sont menées avec le soutien actif des différents partenaires du Mali : s'agissant particulièrement de la France en matière macroéconomique, des aides budgétaires ont accompagné les programmes mis en place avec le concours du FMI (*) et un effort conséquent a été consenti pour favoriser l'entrée du Mali dans l'UMOA. Ainsi, sur les plans financier et monétaire, on peut enregistrer les quelques progrès suivants :

. amélioration de l'administration fiscale et douanière, freinage des dépenses de personnel, programme de réduction des arriérés enregistrés,

. effets de l'entrée dans l'UMOA : dans l'immédiat, par la consolidation du compte d'opérations et par les annulations des dettes associées -essentiellement des créances irrécouvrables de l'ex Banque Centrale du Mali-, dans l'avenir, par l'instauration des règles de crédit en vigueur dans l'UMOA. Par ailleurs, malgré les craintes exprimées sur l'effet inflationniste de cette opération, il semble qu'au total, la hausse des prix en 1985 n'ait pas été élevée.

Des progrès importants restent cependant à accomplir dans ces secteurs : élaboration d'un véritable budget d'investissement ; intégration progressive des budgets annexes et comptes spéciaux au budget ; amélioration de la gestion de la dette extérieure, en particulier par informatisation de son suivi par la Caisse Autonome d'Amortissement ; retour à la fluidité des circuits du Trésor et des C.C.P., etc.

Les mesures sectorielles de réforme structurelle sont, quant à elles, mises en oeuvre à des rythmes différents, relativement satisfaisants dans le secteur rural, mais à une allure réduite dans le secteur des entreprises publiques :

. dans le secteur vivrier, la politique de restructuration du marché céréalier s'est mise en place pour les céréales dures (mil, sorgho, maïs) et devrait l'être sur la période 1985-1987 pour le paddy : elle s'est d'ores et déjà traduite par une amélioration des circuits d'approvisionnement vivrier et une réduction, des deux tiers, du déficit de l'OPAM,

. dans le secteur cotonnier, le nouveau mécanisme de répartition des excédents de la filière coton a permis d'alimenter le fonds de garantie coton nouvellement créé et d'effectuer d'important virements au compte du Trésor,

. les maux du secteur d'Etat ont bien été mis en évidence, qu'il s'agisse des Opérations de Développement Rural, ou des entreprises publiques des secteurs secondaire et tertiaire : les mesures préconisées portent sur la réduction des effectifs, la libéralisation des prix, l'autonomie de gestion et, pour les entreprises les moins viables, la liquidation ou la cession au secteur privé.

(*) dont le troisième accord de confirmation avec le Mali entrant en discussion au cours de l'été 1985.

Certes, quatre entreprises d'Etat ont été dissoutes (SCAER, SOCORAM, SAT, SOMITRAM) et les effectifs du secteur ont été réduits du cinquième entre 1979 et 1984 ; par ailleurs, des programmes spécifiques de redressement ont été mis en place pour un certain nombre d'entreprises publiques (CMDT, Office du Niger, OPAM, EDM, RCFM). Le constat actuel est cependant celui d'une lenteur inquiétante tant au niveau de la définition du programme de restructuration -cellule "Banque Mondiale"- que de l'application même des réformes prévues pour la SOMIEX et surtout AIR MALI. On peut d'ailleurs s'interroger sur les potentialités réelles de privatisation, qui supposent un certain nombre de mesures incitatives.

La même inquiétude peut apparaître en matière de prix, où la nécessité de rétablir l'équilibre d'exploitation des nombreuses entreprises concernées (transport, énergie, etc...) a semblé trop souvent céder le pas aux craintes des répercussions sociales des hausses induites sur les prix à la consommation. Il en va de même dans le domaine des prix agricoles à la consommation. Certes, ces jugements apparaissent sévères au regard du contexte de quasi-stagnation économique et donc de baisse des revenus réels par habitant, qui caractérisent le Mali depuis quelques années. Mais il convient aussi de remarquer qu'en retardant les ajustements nécessaires de prix et de revenus, on maintient de fait un statu quo en faveur des populations les moins touchées. De ce point de vue, les mesures qui seront prises dans le cadre du prochain accord de confirmation seront un test de la volonté de mener à terme les réformes entreprises.

Enfin, le redressement à terme de l'économie malienne dépendra également de l'élargissement de la place accordée au secteur privé, tant national qu'étranger -sans pour autant lui accorder les avantages dont jouit de facto le secteur commercial nettement sous-imposé. Ceci passe par des actions en cours d'étude comme une révision du code des investissements et des procédures d'agrément des projets, une distribution du crédit favorable au P.M.I., etc...

Dans le domaine agricole, les autorités ont, dès 1982, adopté une loi sur l'installation des personnes privées sur les terres aménageables de l'Etat dont l'application est maintenant possible pour l'Office du Niger. Enfin, des mesures financières d'accompagnement sont prévues pour favoriser l'installation dans le secteur privé des agents de la fonction publique.

Assainissement financier, restructuration du secteur public et élargissement du rôle du secteur privé apparaissent ainsi comme les conditions d'un redressement de l'économie malienne à terme. Dans les années à venir, du fait de l'ampleur du déficit alimentaire -qui ne pourra être réduit que progressivement- mais aussi du gonflement du service de la dette extérieure exigible, le Mali devra compter sur la compréhension de ses différents partenaires internationaux ; cette compréhension sera d'autant plus forte qu'auront été vigoureux les efforts tendant à la mise en oeuvre des réformes d'ores et déjà définies dans leurs grandes lignes.

PRESENTATION GENERALE DU MALI

1. Un pays continental

La première caractéristique du Mali est son étendue : 1,246 million de km². D'Est en Ouest le pays s'étend sur 1 700 km et du Nord au Sud sur 1 600 km. La continentalité du Mali fait qu'il est séparé par 5 200 km de frontières terrestres des sept Etats qui l'entourent : au Nord l'Algérie, au Sud le Burkina, la Côte d'Ivoire et la Guinée, à l'Est le Niger enfin à l'Ouest le Sénégal et la Mauritanie. Cet enclavement est à l'origine de sérieux problèmes de communications avec l'extérieur : Bamako est à environ 1 000 km par chemin de fer de Dakar (plus de 30 heures de trajet) et 1 250 km par la route d'Abidjan ; une des conséquences de cet état de fait est l'importance du coût des transports et des assurances dans la valeur des importations FOB : 45 % actuellement contre 16 % seulement en 1963 ; le port le plus près de Bamako est Conakry (1 000 km) mais l'infrastructure routière ne permet pas de l'atteindre facilement. A ce problème de liaison avec l'extérieur s'ajoute d'importantes difficultés de communications intérieures pourtant essentielles dans un aussi vaste pays : les routes et pistes sont souvent en mauvais état, insuffisantes (ex. : Région de Kayes) et dans certains cas impraticables en raison des pluies ; le transport fluvial n'est possible que de Koulikoro à Gao et uniquement en période de hautes eaux ; le matériel de la RCFM est en mauvais état ; enfin les transports aériens connaissent aussi actuellement de sérieuses difficultés (problèmes liés à la société d'Etat Air Mali).

2. L'organisation administrative

Le Mali est divisé administrativement en sept régions (numérotées dans l'ordre suivant de 1 à 7) : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao ; il convient d'y ajouter le district de Bamako ; la région de Tombouctou représente à elle seule 40 % de la superficie du Mali et celle de Gao plus du quart, soit à elles deux 66 % mais il s'agit pour l'essentiel de zones désertiques (on trouvera en annexe des cartes et la superficie de chaque région) ; les régions ont à leur tête des gouverneurs. Celles-ci sont divisées en cercles, il y en a au total 46 et ils sont administrés par des commandants. En dessous on trouve 285 arrondissements avec des chefs d'arrondissement. Enfin les populations sédentaires sont regroupées en Villages (10 400) avec des conseils de Villages ; pour les nomades on parle de fractions (qui peuvent éclater en campements) qui ont à leur tête des conseils de tribus. Dès qu'une agglomération comporte plus de 10 000 habitants elle est constituée en commune dirigée par un maire.

3. Le relief

On distingue tout d'abord les Vallées alluviales : la haute Vallée du Sénégal (région de Kayes) et surtout la cuvette du Niger qui dessine une large boucle de 1 700 km de long. On distingue le haut Niger en amont de Tombouctou et le moyen Niger en aval de cette ville. Le delta intérieur s'étend de Ségou à Tombouctou et la plaine alluviale dépasse alors 100 km de large. La zone naturelle d'irrigation du Niger est évaluée à 100 000 km² dont 40 000 pour le seul delta central. On estime que 25 % seulement des superficies irrigables sont effectivement irriguées. Le débit du fleuve Niger est relativement faible et on constate, du fait de la sécheresse, une diminution de celui-ci depuis une dizaine d'années ; ceci a de graves conséquences d'une part sur les cultures traditionnelles de crue (riz flottant) ou de décrue (sorgho) qui sont en nette diminution, voir même inexistantes comme en 1984, d'autre part sur le secteur de la pêche qui est en pleine crise du fait de la forte réduction des quantités de poisson dans le fleuve (les zones de ponte traditionnelles ne sont plus inondées).

Le reste du pays est relativement plat. On distingue une zone de plateaux latéritiques qui s'élèvent en terrasses successives jusqu'à 300 ou 400 mètres d'altitude et au Nord u 17^e parallèle une zone désertique sud-saharienne.

En ce qui concerne le sous-sol on trouvera en annexe une carte géologique du Mali.

4. Pluviométrie et zones climatiques

Au niveau climatique on distingue deux saisons : la saison sèche (de novembre à mai) où règnent les vents du Nord (harmattan), particulièrement chaude de mars à mai (plus de 40°) ; la saison des pluies (de juin à octobre) où le vent souffle de l'atlantique et apporte l'humidité (mousson).

Les précipitations varient du Nord au Sud de pratiquement zéro à plus de 1 400 mm (en moyenne de longue période). Dans certains cas, surtout au Sud, il peut pleuvoir dès le mois de mars ; les mois les plus pluvieux sont, selon les cas, juillet ou août (cf. carte, graphiques et tableau en annexes). En 1984 les précipitations ont été dans l'ensemble déficitaires avec un déficit variant entre 10 et 30 % dans l'Ouest et le Sud de la région de Kayes, le Sud de la région de Koulikoro (y compris Bamako), Sikasso et Ségou, ainsi que dans la zone de Tombouctou et un déficit supérieur à 40 % dans le reste du pays. Plus précisément dans le Nord des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou, dans les zones de San et Koutiala ainsi que dans les régions de Mopti, Tombouctou (exception faite de la ville même qui a reçu 230 mm) et Gao l'année 1984 a été plus sèche que 1983 battant ainsi tous les records de sécheresse jamais enregistrés dans ces régions. Les hauteurs de pluies ont varié entre 50 mm à Gao (100 en 1983, 238 en moyenne 1950-80) et 1 000 mm à Faléa dans le Sud-Ouest (1 300 mm en moyenne). Si on compare les isohyètes moyens (cf. carte en annexes) à ceux de l'année 1984 on constate une descente, à valeur égale, de plusieurs centaines de kilomètres (de - 100 à - 400 mm selon les cas) : Mopti se trouve à 300 mm au lieu de 500, Ségou à 500 mm au lieu de 700, Kayes à 600 au lieu de 700 mm, Bamako à 800 au lieu de 1 050, enfin Sikasso à 850 mm au lieu de 1 250. Au niveau de la distribution des pluies l'année 1984 a été marquée par de longues sécheresses atteignant parfois

10 jours qui ont eu lieu surtout pendant la première quinzaine de juin et les deuxièmes quinzaines d'août et de septembre ; pratiquement à partir de la première semaine d'octobre les pluies se sont arrêtées.

Compte tenu en particulier de l'importance variable des pluies selon les régions on distingue plusieurs zones climatiques (cf. carte en annexes) :

- Au Nord une zone désertique au climat sud-saharien , ne comportant pas (ou peu) de végétation (buissons et épineux) ; il y tombe moins de 200 mm d'eau par an ; cette zone correspond à plus de la moitié de la superficie du Mali (51 %). Son éventuelle utilisation agricole est conditionnée par l'eau ; même si celle-ci existe son exploitation nécessite des équipements coûteux.

- Au centre la zone sahélienne (à laquelle on fait référence quand on classe le Mali parmi les pays sahéliens) dans laquelle les précipitations se situent entre 200 et 600 mm. Cette zone de 300 000 km² représente 24 % du territoire malien. Cette partie du pays comporte en particulier la boucle du Niger, région traditionnelle d'élevage. Compte tenu du cycle actuel de sécheresse on note un recul important de la couverture végétale (steppe arbustive ou arborée) dans la zone sahélienne depuis 1972-73. A l'intérieur de cette région le delta central du Niger (environ 300 km de long sur 100 km de large), théoriquement inondé d'octobre à décembre, bénéficie d'un micro-climat particulier.

- Au Sud la zone soudanienne (savane arborée ou arbustive) dans laquelle les précipitations se situent entre 600 et 1 300 mm. Elle représente 19 % de la superficie du Mali.

- Enfin à l'extrême Sud la zone soudano-guinéenne (mosaïque savanes-forêts claires) sur laquelle il tombe plus de 1 300 mm d'eau par an et qui correspond à 6 % seulement du territoire malien.

Compte tenu de la période actuelle de sécheresse ces zones climatiques ont tendance à "descendre" vers le Sud. Au Nord le désert progresse, au Sud la zone sud-soudanienne tend à disparaître.

5. Les terres et leur utilisation

D'une manière générale les terres au Mali sont relativement pauvres ; à cet état de fait s'ajoute la dégradation des sols cultivés liée d'une part à l'insuffisance des doses d'engrais appliquées aux cultures exigeantes (coton, arachide), d'autre part à l'érosion due à des défrichements systématiques dans certaines régions (ex.: Koutiala) ; la diminution des pluies et l'avancée du désert qui en résulte contribuent également à stériliser des sols auparavant cultivables.

On estime actuellement que plus de 60 % des terres sont impropres à l'agriculture en particulier par manque d'eau. Là où les terres sont disponibles pour l'agriculture leur utilisation est la suivante :

| | |
|--------------------------------|-------|
| 9,4 M d'ha de jachères | 21 % |
| 2,1 " " " terres cultivées | 5 |
| 1,1 " " " réserves forestières | 2 |
| 3,3 " " " réserves de faunes | 7 |
| 30,0 " " " pâturages | 65 |
| <hr/> | <hr/> |
| 45,9 " " | 100 |

Presque les 2/3 de ces terres sont réservés à l'élevage. Seul environ 12 M ha (10 % de la surface totale) sont cultivables, soit un peu plus d'1/4 des terres disponibles ; et là dessus 2 M d'ha seulement (17 %) sont actuellement mis en valeur. Il n'y a pas globalement de tendance significative à l'extension des superficies cultivées bien que la terre n'apparaisse pas pour le moment comme un facteur limitant sauf dans certaines zones à densité de population plus importante ; même si les terres cultivables sont inférieures à l'estimation précédente on peut penser que moins de la moitié de celles-ci sont effectivement utilisées. L'existence des jachères reste cependant une sage précaution tant que l'emploi de l'engrais est limité.

6. Caractéristiques humaines

Le Mali compte actuellement environ 8 millions d'habitants soit une densité moyenne (très théorique compte tenu des vastes zones désertiques) de 6,5 habitants par km². Cette population est composée d'au moins 16 ethnies différentes c'est à dire autant de langues. La presque totalité des habitants est de religion musulmane ; la tendance intégriste (Wahabia) fait preuve de dynamisme et investit dans le domaine économique (aide lybienne).

7. Economie

Le Mali fait partie du groupe des PMA. Il s'est caractérisé pendant longtemps par des structures bureaucratiques d'où sont issus actuellement le problème des sociétés d'Etat ainsi qu'un certain nombre de blocages d'ordre institutionnel . Il s'agit donc maintenant de faire sauter les contraintes mais on se doit de constater que la restructuration économique traîne. Cependant le Mali détient des atouts pour redresser sa situation économique et financière et surtout pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Dans le cadre régional et international le Mali fait partie de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), de l'Autorité du Liptako-Gourma (avec le Burkina et le Niger), de l'OMVS, de la CEAO et de la CEDEAO ; il est également associé à la CEE.

I^e - P A R T I E

ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

1. CROISSANCE ECONOMIQUE ET EVOLUTION SECTORIELLE

Sur la période 1980-1984 le taux de croissance réel de l'économie malienne s'est situé autour de 0,2% en moyenne annuelle, c'est à dire que globalement la production a stagné.

En dehors des raisons économiques d'ordre structurel (politique de prix et des revenus peu favorable au producteur, gestion souvent inefficace, absorption quasi totale de l'épargne publique par le secteur public) les performances médiocres de l'économie malienne résultent du mauvais comportement du secteur agricole fortement pénalisé par des conditions pluviométriques particulièrement défavorables depuis le début de la décennie 1980. Le secteur primaire a un rôle essentiel dans l'économie malienne d'une part en raison de son poids relatif, environ 50 % du PIB, d'autre part en raison de son effet moteur vis-à-vis des autres secteurs de l'économie (industries de transformation agro-alimentaires, commerce, transport).

En ce qui concerne les problèmes d'ordre structurel, qui seront largement exposés par ailleurs, cette période quinquennale a été marquée par des décisions économiques importantes pour l'orientation à terme de la politique économique du Mali à savoir : la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement financier en collaboration avec le Fonds Monétaire International et la réintégration récente du Mali dans l'UMOA. Il est sûr que dans un contexte de relative dépression économique à l'intérieur du pays, les résultats demeurent fragiles et ne permettent pas d'envisager à court terme une véritable reprise de l'économie malienne. Néanmoins le programme d'ajustement financier a permis de contenir le développement de l'appareil étatique, et par conséquent ses débordements financiers, et devrait permettre une réorientation plus libérale des secteurs productifs de l'économie (restructuration du secteur des entreprises publiques, libéralisation des prix). De ce point de vue, l'entrée du Mali dans l'UMOA constitue un fait économique complémentaire d'une part en raison des phénomènes amont liés à la consolidation du compte d'opération qui ont permis un assainissement important des finances de l'ensemble du secteur public, d'autre part en aval par le respect des règles financières de l'UMOA qui devraient permettre de mieux contrôler les politiques de crédit, et donc éviter les excès du précédent système.

1 - LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'introduction du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies pour la confection des comptes économiques maliens si elle n'a pas profondément affecté la valeur globale du PIB, a modifié sensiblement le poids respectif de chaque secteur dans la composition du PIB (1). En dépit des imperfections, d'un système d'information de base insuffisant, la confection de Comptes Nationaux, base 1981 donnent une image plus satisfaisante de l'activité économique malienne dans la mesure où les résultats dégagés confirment que l'économie malienne reste fondée sur la prépondérance du secteur primaire et le développement du secteur tertiaire, en raison notamment de la part importante de l'activité commerciale.

./.

(1) Cette méthode d'élaboration des Comptes de la Nation, remplace le système LE HEGARAT-COURCIER appliqué pour la confection des comptes jusqu'en 1980. Les principales différences consistent en l'intégration des Administrations dans le secteur tertiaire, autrefois intégration par les salaires distribués, mais surtout par une valuation de la production au prix du marché alors que le précédent système retenait les prix officiels.

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
milliards de F CFA

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 (estimation) | 1985 (prévision) |
|----------------------|-------|------|-------|----------------------|---------------------|
| Prix courants | 330 | 360 | 397 | 462 | 494 |
| Prix constants | 354 | 360 | 356 | 361 | 365 |
| Taux croissance réel | - 2,4 | 1,8 | - 1,1 | 1,3 | 1,2 |

1.1 Le secteur primaire

Les trois composantes principales du secteur primaire sont l'agriculture, l'élevage et la sylviculture, ce dernier secteur n'apparaissait pas dans les anciens Comptes Nationaux, alors que son poids est relativement important (autour de 12%).

Les résultats de la production agricole se sont gravement ressentis de la sécheresse qui a sévi au milieu de l'année 1983 notamment dans le secteur céréalier (mil, sorgho, maïs) où la production de la campagne 1983/84 (*) (750.000 t) a été inférieure de 15 % à celle de la campagne précédente (900.000 t) ; bien qu'il n'y ait pas de résultats définitifs concernant la campagne 84/85, les conséquences de précipitations en 1984 nettement inférieures à leur niveau normal devraient entraîner une nouvelle baisse de la production. Les résultats concernant la récolte de paddy pour 1983 et 1984 fournissent des chiffres de production nettement inférieurs aux deux années précédentes (130.000 t contre 170.000 t). Cette situation se traduit pas des taux de croissance fortement négatifs pour la production du secteur vivrier.

La production du secteur des cultures industrielles a elle aussi sensiblement diminué bien que les résultats enregistrés sur les deux principales productions présentent des tendances radicalement différentes.

Alors que la production de coton a fortement progressé au cours des deux dernières années passant de 100.000 t en 1982 à 141.000 t en 1984, la production arachidière s'est complètement effondrée : 90.000 t en 1982 et seulement 28.000 t en 1984. Dans le contexte actuel de dégradation de la production agricole, l'amélioration de la production cotonnière est un facteur déterminant notamment en ce qui concerne les recettes d'exportations.

Le secteur de l'élevage, en dépit des incertitudes qui planent sur l'information statistique, aurait été fortement touché par les effets de la sécheresse. Le troupeau de bovins aurait été particulièrement touché, les effectifs baissant de près de 30 % entre 1981 et 1984. Cette baisse ne se traduit pas complètement au niveau de la valeur ajoutée dans la mesure où la baisse de la production (renouvellement du troupeau) a été compensée par une augmentation de l'abattage et des exportations. Par contre ces trois facteurs se cumulent en termes de baisse des effectifs. Les difficultés du troupeau ovins, en ce qui concerne son alimentation, ne sont que passagères et l'effectif du troupeau parvient à se maintenir. Ce secteur devrait néanmoins bénéficier d'une attention particulière dans la mesure où il constitue un potentiel alimentaire à

(*) Source : Ministère de l'Agriculture

à l'intérieur du pays et une source de devises à l'extérieur (entre 25 et 30 % des exportations).

La sylviculture n'était pas jusqu'en 1980 prise en compte dans les Comptes Nationaux, alors qu'elle représenterait près de 12 % du PIB. Ce secteur regroupe les productions de bois, de produits de cueillette et de chasse. Son évolution est intéressante à suivre dans la mesure où elle constitue une source d'énergie et de matière première importante pour le développement de l'artisanat.

Le secteur de la pêche, directement lié aux crues du Niger, continue de diminuer.

1.2 Le secteur secondaire

Le secteur secondaire dans son ensemble ne contribue que pour 15 % à la constitution du PIB. Ce secteur est composé d'une part du secteur industriel, d'autre part du secteur bâtiments et travaux publics.

Le secteur industriel proprement dit ne représente en fait que 9 % de l'ensemble du PIB. C'est dire qu'il est peu développé, et rencontre de nombreuses difficultés (enclavement, zones industrielles insuffisantes et mal aménagées, absence de décentralisation, mauvaise gestion des entreprises publiques...). Il repose essentiellement sur la transformation des produits agricoles. Ainsi, les seuls résultats satisfaisants du secteur industriel ont-ils reposé surtout sur l'augmentation régulière au cours des trois dernières années de la production du secteur textile, lié directement à la bonne marche de la filière coton ; ce bon résultat ne doit cependant pas cacher les difficultés de l'entreprise nationale COMATEX, liées à une gestion défectueuse.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, deuxième secteur important dans l'activité secondaire, en dépit d'une nette reprise en 1983, n'a pas progressé sensiblement sur la période 1981-1984. Il est à noter que l'évolution de la valeur ajoutée des bâtiments et travaux publics n'est pas calculée directement mais s'appuie sur des indicateurs (importations de ciment, de matériaux de construction, production intérieure de ciment...) et que d'autre part, une partie de cette activité n'est pas appréhendée. On peut donc penser que cette relative stagnation est essentiellement liée à la faible croissance des dépenses consacrées à l'équipement dans le budget de l'Etat.

Bien que l'activité minière n'apparaisse pas encore dans les comptes de la Nation, il semble qu'en dehors de la mise en exploitation en 1985 (500 kgs) en collaboration avec l'Union Soviétique, de la mine de Kalanya, les perspectives d'exploitation de gisements aurifères (Kenicha et Kangaba) et diamantaires soient réelles. Par contre, en ce qui concerne l'uranium, compte tenu de la faiblesse de la demande mondiale, les recherches restent modestes. Les forages pétroliers quant à eux n'ont donné aucun résultat.

DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(1981-1982 milliards FCFA courants)
(1983-1984 milliards FCFA constants 1982)

| Branches / Secteurs | Valeur 1981 | Taux crois. volume 82/81 | Valeur 1982 | Taux crois. volume 83/82 | Valeur 1983 aux prix 1982 (prov.) | Taux crois. volume 84/83 | Valeur 1984 aux prix 1982 (estim.) |
|-----------------------------------|----------------|-----------------------------------|----------------|-----------------------------------|---|-----------------------------------|--|
| <u>SECTEUR PRIMAIRE</u> | <u>174,7</u> | n.d. | <u>188,4</u> | - 7,7 | <u>173,8</u> | - 1,4 | <u>171,3</u> |
| Agriculture (vivrière+indust.) | 66,1 | | 75,3 | - 8,1 | 69,2 | - 13,7 | 59,7 |
| Dont - vivrière | 56,3 | | 65,8 | - 8,2 | 60,4 | - 14,9 | 51,4 |
| - industrielle | 9,8 | | 9,5 | - 7,4 | 8,8 | - 5,7 | 8,3 |
| Elevage | 64,1 | | 65,6 | - 12,5 | 57,4 | + 11,5 | 63,98 |
| Pêche | 3,8 | | 3,7 | - 1,1 | 3,7 | - 17,9 | 3,02 |
| Sylviculture | 40,0 | | 43,8 | - 0,5 | 43,5 | + 2,5 | 44,6 |
| <u>SECTEUR SECONDAIRE</u> | <u>46,8</u> | n.d. | <u>50,2</u> | + 6,9 | <u>53,7</u> | + 5,2 | <u>56,50</u> |
| Industries agricoles et agro. | 7,1 | | 8,41 | - 3,0 | 8,16 | + 6,0 | 8,65 |
| Industries mécaniques | 1,6 | | 1,56 | + 16,4 | 1,82 | - 12,8 | 1,59 |
| Industries chimiques et construc. | 0,9 | | 0,98 | - 18,5 | 0,80 | - 4,1 | 0,61 |
| Industries textiles et du cuir | 10,3 | | 11,40 | + 14,6 | 13,06 | + 22,5 | 16,0 |
| Industries diverses | 0,3 | | 0,26 | + 7,6 | 0,28 | + 10,7 | 0,31 |
| Industries électriques et énerg. | 1,9 | | 2,32 | + 16,4 | 2,70 | - 12,8 | 2,35 |
| Artisanat | 3,9 | | 4,30 | + 2,5 | 4,41 | + 2,5 | 4,52 |
| Bâtiments et travaux publics | 20,8 | | 21,00 | + 7,0 | 22,47 | 0 | 22,47 |
| <u>SECTEUR TERTIAIRE</u> | <u>108,5</u> | n.d. | <u>121,8</u> | + 5,9 | <u>129,0</u> | + 3,4 | <u>133,34</u> |
| Commerce | 53,3 | | 60,5 | + 5,1 | 63,6 | + 4 | 66,14 |
| Transport | 10,5 | | 12,6 | + 8,1 | 13,6 | + 2,6 | 13,96 |
| Services et services domestiq. | 10,2 | | 12,7 | + 2,0 | 12,9 | + 2,0 | 13,16 |
| Administrations | 26,2 | | 29,0 | + 4,7 | 30,4 | + 4,1 | 31,65 |
| Taxes à l'import. et à l'export. | 13,8 | | 13,5 | + 11,6 | 15,1 | + 0,4 | 15,16 |
| Branches fictives | - 5,5 | | - 6,5 | + 2 | - 6,6 | + 2,0 | - 6,73 |
| P.I.B. TOTAL | 330,0 | - | 360,4 | - 1,1 | 356,5 | + 1,3 | 361,14 |

SOURCE : Direction de la Planification - Ministère du Plan.

n.d. : non disponible.

EQUILIBRE RESSOURCES/EMPLOIS
(milliards de FCFA)

| | 1981 | 1982 | 1983 estimat. | 1984 estimat. |
|---|----------------|----------------|------------------|------------------|
| P I B | 330,0 | 360,4 | 396,9 | 462,2 |
| Importations biens et services non facteur | 121,4 | 128,3 | 156,4 | 188,0 |
| Ressources = emplois | 451,4 | 488,7 | 553,3 | 651,2 |
| Consommation | 316,4 | 338,6 | 373,2 | 435,4 |
| Investissements dont variation stock | 80,6 (-1,4) | 88,4 (-3,8) | 101,5 (-6,6) | 118,0 (-2,5) |
| Exportations biens et services non facteur | 54,4 | 61,7 | 78,6 | 96,8 |
| (en pourcentage du P.I.B.) | | | | |
| Consommation | 95,9 | 94,0 | 94,0 | 94,2 |
| Epargne intérieure | 4,1 | 6,0 | 6,0 | 5,8 |
| Investissement | 24,3 | 24,5 | 25,6 | 25,5 |

SOURCE : Direction de la Planification.

ETAT AU 30 JUIN 1984 DES REALISATIONS DU PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT

| | Objectifs du plan | | Objectifs révisés(1) | | Financem. obtenu (2) | Investi. réalisé | Financem. objectifs révisés en % | Exécution objectifs révisés en % |
|--------------------------------|-------------------|------------|----------------------|------------|----------------------|------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | milliards FCFA | % | milliards FCFA | % | | | | |
| Secteur primaire | 144 | 32 | 178 | 24,3 | 110,2 | 59,4 | 0,62 | 0,33 |
| Secteur secondaire | 139 | 31 | 220 | 30,1 | 168,2 | 101,4 | 0,76 | 0,46 |
| Infrastructures et équipements | 125 | 28 | 235 | 32,1 | 116,8 | 78,9 | 0,49 | 0,34 |
| Ressources humaines | 40 | 9 | 98 | 13,5 | 55,5 | 17,8 | 0,56 | 0,18 |
| TOTAL | 448 | 100 | 731 | 100 | 450,7 | 257,5 | 0,66 | 0,35 |

SOURCE : Direction Nationale de la Planification.

(1) Actualisation programme initial : 211 milliards F CFA
Intégration projets hors plan : 72 milliards F CFA

(2) Financement intérieur : 41,2 milliards F CFA (9,13% du total)
Financement extérieur : 409,5 milliards F CFA (90,87% du total)

INVESTISSEMENTS REALISES AU COURS DU PLAN 1974/1980
(Plan 1974/1978 prolongé en 1979/1980)

| | Prévision du Plan | | Réalizations | | Exécution Prévision |
|--------------------|-------------------|-------|-------------------|-------|------------------------|
| | milliards FCFA | % | milliards FCFA | % | % |
| Secteur primaire | 110,0 | 40,5 | 76,3 | 36,6 | 69,3 |
| Secteur secondaire | 132,1 | 48,7 | 81,0 | 38,8 | 61,3 |
| Secteur tertiaire | 29,4 | 10,8 | 51,8 | 24,6 | 174,0 |
| TOTAL | 271,5 | 100,0 | 208,5 | 100,0 | 76,8 |

FINANCEMENT INTERNE ET EXTERNE DES PLANS QUINQUENNAUX
DE DEVELOPPEMENT DE 1961 A 1985

| Période couverte par le plan | Part du financement interne | | Part du financement externe | |
|---------------------------------|--------------------------------|----------|--------------------------------|----------|
| | Prévue | Réalisée | Prévue | Réalisée |
| 1961 - 1966 | 16,7 | 25,9 | 83,3 | 74,1 |
| 1970 - 1971 | 16,6 | 22,0 | 83,4 | 78,0 |
| 1974 - 1978 | 10,3 | 8,9 | 89,7 | 91,1 |
| 1981 - 1985 (*) | 14,01 | 9,1 | 89,09 | 90,9 |

SOURCE : Gouvernement du Mali, Direction Nationale de la
Planification,
Note sur le financement interne du Mali, Bamako
décembre 1983

(*) Résultats au 30 juin 1984

1.3 - Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire repose essentiellement sur le secteur du commerce et sur le secteur des Administrations. Traditionnellement, l'activité de commerce a tenu et tient une place prépondérante dans l'activité économique du Mali. La majorité des commerces fait partie du secteur informel, aussi l'appréciation de cette activité est établie à partir du volume des importations et des activités intérieures marchandes (production commercialisée) ; il est probable qu'elle soit quelque peu sous estimée dans les comptes actuels. Il reste que cette activité a été soutenue au cours des deux dernières années. Le deuxième secteur important est celui constitué par les Administrations : bien qu'un effort particulier ait été entrepris pour en freiner la croissance (tentative de contrôler et de restreindre la croissance des effectifs), ce secteur a continué de progresser en 1983 et 1984 et représente 8,8 % du PIB.

Le secteur des transports a connu une nette progression en 1983, puis une baisse d'activité en 1984 ; cette tendance pourrait se prolonger, ce secteur se trouvant confronté à des problèmes d'augmentation tarifaire qui n'ont pas encore trouvé de solution.

2 - EPARGNE ET INVESTISSEMENT

La consommation au MALI demeure, relativement, assez élevée puisqu'elle a représenté au cours de la période 1981-1984 plus de 94 % du PIB en dépit d'une légère diminution depuis 1982. La conséquence de cette consommation importante est une faiblesse de l'épargne intérieure. En dépit de cette épargne insuffisante la formation brute de capital fixe a atteint sur la période près de 25 % du PIB selon les Comptes Nationaux. Ce taux serait en augmentation par rapport à celui de la période précédente où la formation brute de capital fixe représentait 22 % du PIB (1). La tendance serait donc à une augmentation du capital investi ; or sur cette même période le produit intérieur brut n'a pratiquement pas progressé ce qui, indique une nette insuffisance de productivité dans les investissements réalisés.

Compte-tenu des insuffisances de la Comptabilité Nationale en matière d'analyse des investissements, il nous est apparu nécessaire de s'appuyer pour compléter cette analyse sur l'état des réalisations des divers plans d'investissements.

Plusieurs remarques s'imposent :

2.1 La décroissance du financement intérieur dans les dépenses d'investissement

Lors de la décennie 1960-1970 la part des financements intérieurs avaient représenté près de 25 % du total des financements du plan. Cette part a sérieusement diminué au cours des deux derniers plans, se situant à moins de 10 % du total. Les difficultés croissantes rencontrées par les finances publiques ont entraîné une diminution constante de l'épargne publique. En dépit des mesures d'assainissement entreprises depuis 1982, il ne semble pas que la croissance du taux de financement interne puisse provenir des excédents du budget de l'Etat. Les autres ressources du secteur public (taxes à l'importation, surplus agricole comme le coton) servent à alimenter des budgets ou des fonds spéciaux qui, lorsqu'ils dégagent des excédents ont été utilisés pour couvrir des arriérés de paiement ou pour financer le service de la dette ; il conviendrait dans l'avenir que ces fonds soient engagés dans le financement des investissements. Au niveau des entreprises du secteur d'Etat, il faut espérer que les restructurations en cours leur permettront de dégager des marges d'autofinancement jusqu'à aujourd'hui inexistantes. La capacité à dégager une épargne publique conséquente, reste donc problématique.

(1) Il convient de rappeler que ces résultats proviennent de séries statistiques différentes (comptes nationaux 1975-1980, puis nouvelle base 1981-1984).

En ce qui concerne l'épargne privée, en l'absence d'informations statistiques précises, on peut penser qu'elle pourrait provenir des excédents dégagés par deux types d'agents, les salariés du secteur public et les commerçants. La politique de freinage des salaires dans le secteur public ne laisse pas prévoir une croissance de la propension à épargner ; quant aux commerçants, secteur relativement dynamique, il est probable que les conditions de drainage de l'épargne (taux d'intérêts rémunérateurs) ou les conditions de réalisation d'investissements productifs ne présentent pas de garanties ou d'intérêts suffisants, ce qui les entraîne à placer leur surplus soit dans l'immobilier, soit à l'étranger.

2.2 Les difficultés de l'adéquation entre prévision et réalisation

Les deux derniers plans ont connu des taux de réalisation inférieurs à 75 % pour le Plan 1974-1980, et de 35 % pour le Plan 1981-1985 au 30 juin 1984. Il faut préciser que le Plan 1974-1980 n'a pas été actualisé, c'est-à-dire qu'il n'a pas été tenu compte de l'augmentation des coûts au travers des projets réalisés, ce qui se traduirait par un taux de réalisation nettement inférieur. Ces décalages importants entre prévision et exécution proviennent de plusieurs facteurs : programme d'investissement trop ambitieux, déconnexion entre le Ministère du Plan chargé d'élaborer le Plan et les ministères chargés de l'exécution de ce Plan, difficultés de présenter des projets suffisamment élaborés pour répondre aux exigences des institutions bilatérales ou multilatérales, d'où décalages dans les financements. Ces facteurs entraînent une dérive importante dans la réalisation des projets et en augmentent singulièrement les coûts. Pour le Plan 1981-1984 l'actualisation du programme initial entraînera un surcoût de 211 milliards de F.CFA, c'est-à-dire une augmentation de près de 50 %.

2.3 La part décroissante de la réalisation d'investissements dans le domaine agricole

Au cours du plan 1974-1980, ces investissements avaient atteints 36,6 % du total des investissements réalisés ; ils n'atteindront pour le Plan 1981-1985 que 24,3 %, alors que l'objectif initial était de 32 %. Encore faut-il préciser que le ratio exécution/objectifs révisé n'atteint pour le moment que 33 %. Des efforts importants ont été fait dans le domaine de l'industrie et des infrastructures sans pour autant qu'il y ait des résultats probants.

3 - PRIX, EMPLOI, SALAIRES

3.1 Prix

Il est difficile de suivre d'une manière précise l'évolution des prix au Mali dans la mesure où les deux seuls indices existants ne prennent en compte que certains produits alimentaires et s'appuient sur une enquête budget consommation datant de 1962. Ces deux indices couvrent uniquement les relevés de prix de la ville de Bamako et décrivent l'évolution des prix dans les magasins d'Etat et sur le marché libre. Depuis 1980, la tendance est à une diminution du taux de croissance des prix à la consommation, les variations étant beaucoup plus fortes sur le marché libre que sur le marché des coopératives, la différence essentielle tient aux fluctuations des prix des céréales, avec une tendance générale à la hausse sur le marché des coopératives : (libéralisation des prix des céréales liée au PRMC) et à des fluctuations sur le marché libre en fonction des quantités disponibles. Après une très forte décélération des prix en 1982, + 3,7 % sur l'indice composite marché libre/marché coopérative, la hausse des prix avait atteint 10,7 % en 1983. L'année 1984 était une année particulièrement redoutée par les autorités maliennes du fait de l'entrée du pays dans l'UMOA en juin 1984.

Le changement d'unité monétaire comportait en effet un risque important de dérapage des prix, dans la mesure où la faiblesse du taux de conversion (de 1 à 2) pouvait entraîner dans le pire des cas l'ajustement des prix en francs CFA sur les anciens prix en francs maliens.

Un certain nombre de mesures avaient été prises par les autorités maliennes pour endiguer les phénomènes spéculatifs en matière d'approvisionnement, notamment des lignes de crédit mises à la disposition des entreprises de ravitaillement pour faire face à toute situation de pénurie qui aurait entraîné un dérapage certain des prix.

Le rythme d'évolution des prix au cours de l'année 1984 montre que si les risques de dérive des prix étaient réels, la poussée inflationniste n'a finalement pas été trop forte.

L'évolution des prix au cours de l'année 1984 peut se décomposer en 4 périodes :

- janvier-avril 1984

Au cours de ces quatre premiers mois, le rythme d'évolution des prix a été relativement modéré, la baisse des prix du mois de février compensant la hausse des prix du mois de janvier, et le rythme d'évolution des prix poursuivant une tendance à la baisse (+ 2,3 % entre juillet 1983 et avril 1984, soit un rythme annuel de 3,1 %).

- mai-juillet 1984

A partir du mois de mai, les prix ont fortement augmenté, la hausse atteignant 9 % pour les coopératives et 7,9 % pour le marché libre, ce qui traduisait, en rythme annuel, pour la composition des deux indices, une hausse de près de 33 %. Cependant, cette période de l'année est traditionnellement marquée par des hausses importantes de prix (période de la "soudure" pour les céréales).

Les comparaisons faites avec la même période pour 1983 n'indiquent pas de hausses déterminantes. Il faut cependant noter que les hausses liées au manque d'approvisionnement ont été moins fortes en 1984, compte tenu des mesures préventives prises par le gouvernement.

- août-octobre 1984

Après une certaine décélération au mois d'août, les prix ont à nouveau augmenté en septembre et surtout au mois d'octobre avec des hausses beaucoup plus marquées sur le marché libre (+ 9,7 %) que sur le marché des coopératives (+ 4,8 %). Si l'on compare ces augmentations à celles de la période équivalente de 1983, les hausses de prix ont été plus marquées (1983 marché libre +0,7 % ; coopératives -3,6 %).

- novembre 1984-février 1985

Après une forte baisse en novembre 1984, le rythme de croissance des prix est demeuré très modéré au cours de cette période.

Pour résumer, on peut estimer que les trois mois antérieurs à la date d'entrée dans l'UMOA, puis les trois mois postérieurs à cette entrée ont été marqués par des hausses de prix, surtout dans la seconde phase sans cependant entraîner un processus inflationniste important. La hausse des prix pour l'ensemble de l'année 1984 a été sensiblement égale à la hausse de 1983, c'est-à-dire légèrement supérieure à 10 %. On peut donc penser que l'entrée dans l'UMOA n'a eu que peu d'influence sur le niveau des prix des marchandises dans la mesure où les effets transitoires ont été rapidement effacés. En ce qui concerne les autres prix (hors indice) on peut faire les remarques suivantes :

- l'Etat a dû faire preuve d'une certaine prudence dans l'augmentation des tarifs publics, peut-être au détriment du redressement du compte des entreprises.

- En ce qui concerne les services, il est probable qu'ils aient nettement augmenté.

VARIATION DE L'INDICE DU GROUPE ALIMENTAIRE - BAMAKO
(base 100 : moyenne du 1.7.62 au 1.7.63)

de Janvier 1984 à Mars 1985

| | Janv. | Fév. | Mars | Avril | Mai | Juin | Juill. | Aout | Septe | Oct | Nov. | Déc. | Janv. | fév. | Mars |
|---------------------------------|-------|------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <u>Céréales et féculents</u> | | | | | | | | | | | | | | | |
| Coopératives | - 0,4 | -0,2 | - 0,15 | + 0,14 | - 1 | + 0,4 | + 0,2 | - 0,2 | + 1,24 | + 0,07 | + 1,10 | - 0,40 | - 0,89 | - 0,07 | - 0,32 |
| Marchés | + 1,7 | +3,6 | + 0,7 | + 1,9 | + 2,3 | + 8,8 | -10,5 | + 2,9 | - 2,6 | +10,37 | + 3,25 | - 1,50 | - 4,42 | - 4,04 | + 0,83 |
| <u>Condiments</u> | - 8,4 | -2,3 | - 1,9 | + 6,7 | + 0,5 | + 3,7 | + 4,5 | + 1,3 | -26,79 | +19,53 | - 2,49 | +26,90 | -18,48 | +20,55 | - 0,90 |
| <u>Légumes et fruits</u> | -18,5 | -9 | -20,4 | - 4,5 | +18,8 | +26,8 | +72,0 | -31,6 | +15,02 | + 3,33 | -13,64 | -25,80 | -14,40 | - 5,52 | + 3,65 |
| <u>Viandes et poissons</u> | - 2 | +3,4 | - 5,1 | - 4,1 | + 3,2 | - 3,1 | - 0,8 | + 2,1 | + 6,94 | - 0,60 | -19,75 | +10,50 | +18,40 | + 0,92 | + 0,73 |
| <u>Lait, corps gras, divers</u> | - 2 | +7 | + 4,4 | +10,5 | + 0,3 | - 2,9 | + 3,3 | + 4,9 | + 3,02 | +41,47 | +20,96 | + 5,10 | -12,50 | - 3,81 | + 6,94 |
| <u>TOTAL COOPERATIVES</u> | - 3,6 | +1,2 | - 0,2 | -0,04 | + 2 | + 0,9 | + 6,1 | - 2,8 | + 2,11 | + 5,59 | - 7,51 | + 3,60 | - 0,53 | + 1,16 | + 0,31 |
| <u>TOTAL MARCHÉ LIBRE</u> | - 2,6 | +2,4 | + 0,7 | + 0,4 | + 3 | + 3,7 | + 1,0 | - 1,3 | + 0,62 | + 8,87 | - 5,31 | + 2,20 | - 2,09 | - 0,65 | + 1,3 |

SOURCE : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - GROUPE ALIMENTAIRE
(base 100 = 1962/63 - marché de Bamako)

| | Coopératives Consommation | | Marchés libres | | Indice composé (1) | |
|------|------------------------------|------------------|----------------|-----------|--------------------|-----------|
| | Indice | Variation (2) | Indice | Variation | Indice | Variation |
| 1976 | 348,9 | 10,3 | 376,0 | 7,3 | 369,2 | 8,0 |
| 1977 | 384,8 | 10,3 | 472,8 | 25,7 | 450,8 | 22,1 |
| 1978 | 466,7 | 21,3 | 630,5 | 33,3 | 589,6 | 30,8 |
| 1979 | 518,8 | 11,2 | 605,9 | -3,9 | 584,1 | -0,9 |
| 1980 | 592,0 | 14,5 | 738,6 | 21,9 | 702,0 | 20,2 |
| 1981 | 675,9 | 14,1 | 829,7 | 12,3 | 791,3 | 12,7 |
| 1982 | 737,2 | 9,1 | 848,0 | 2,2 | 820,3 | 3,7 |
| 1983 | 837,4 | 13,6 | 931,5 | 9,8 | 908,0 | 10,7 |
| 1984 | 878,9 | 4,9 | 1.048,9 | +12,6 | 1.006,4 | 10,8 |
| 1981 | | | | | | |
| I | 633,6 | 22,1 | 761,6 | 18,4 | 729,6 | 19,2 |
| II | 660,4 | 15,6 | 809,2 | 12,5 | 772,0 | 13,2 |
| III | 707,1 | 11,3 | 853,2 | 5,7 | 816,7 | 6,9 |
| IV | 702,6 | 9,4 | 894,8 | 14,0 | 846,8 | 13,0 |
| 1982 | | | | | | |
| I | 702,2 | 10,8 | 811,8 | 6,6 | 784,4 | 7,5 |
| II | 696,0 | 5,4 | 788,3 | -2,6 | 765,2 | -0,9 |
| III | 762,5 | 7,8 | 911,0 | 1,8 | 873,9 | 7,0 |
| IV | 788,1 | 12,2 | 880,9 | -1,6 | 857,7 | 1,3 |
| 1983 | | | | | | |
| I | 786,2 | 12,0 | 843,8 | 3,9 | 829,4 | 6,5 |
| II | 825,3 | 18,6 | 898,7 | 14,0 | 880,3 | 15,0 |
| III | 872,0 | 14,4 | 987,0 | 8,3 | 958,3 | 9,7 |
| IV | 866,0 | 9,9 | 996,4 | 13,1 | 963,8 | 12,4 |
| 1984 | | | | | | |
| I | 844,8 | 9,0 | 989,0 | 17,2 | 953,0 | 14,9 |
| II | 862,8 | 4,5 | 1.039,0 | 15,7 | 995,0 | 13,0 |
| III | 906,7 | 4,0 | 1.087,8 | 10,2 | 1.042,5 | 8,8 |
| IV | 911,5 | 4,1 | 1.080,4 | 8,4 | 1.035,7 | 7,5 |
| 1985 | | | | | | |
| I | 886,5 | 2,4 | 1.022,3 | 2,6 | 988,4 | 2,5 |

(1) Indice moyen pondéré Coopératives Consommation (0,25), Marché libre (0,75).

(2) Variation annuelle, puis variation trimestrielle année n, trimestre année (n - 1)

SOURCE : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

3.2 L'emploi

Les statistiques décrivant la situation de l'emploi au MALI sont très ponctuelles et ne permettent pas de dresser un bilan précis de la situation actuelle. Les seules données connues concernent l'évolution récente des effectifs de la Fonction Publique et des entreprises du secteur d'Etat dans la mesure où ils font l'objet d'une surveillance particulière dans le cadre du programme de redressement économique malien. En 1981 la structure de l'emploi au Mali s'établissait comme suit :

- 156.000 emplois salariés, soit un peu moins de 7 % de la population active. La plus grande part de ces emplois était liée au secteur étatique, puisque l'ensemble des emplois de la fonction publique représentait environ 30 % du total et que les emplois rattachés au secteur public (entreprises d'Etat, ODR...) ou parapublic représentaient 35 % du total. Le secteur privé organisé ne touchait que 10 % des emplois salariés.
- 140.000 travailleurs de l'artisanat, soit environ 6,5 % de la population active.
- le reste de la population active occupée travaille dans le secteur primaire -agriculture, élevage, pêche et forêt- avec, pour la plupart des agriculteurs, une période creuse dans l'activité de production de l'ordre de 4 mois par an.

Pour ces deux dernières catégories de travailleurs, il est très difficile de préciser la notion d'emploi dans la mesure où peu d'éléments d'analyse sont disponibles. Pour les jeunes diplômés, les emplois créés directement ou indirectement par l'Etat constituaient un débouché naturel. Cette situation a entraîné le développement d'effectifs pléthoriques dans les Administrations et les entreprises du Secteur d'Etat... qui pèsent lourdement sur les finances publiques. Aussi, la remise en ordre des finances de l'Etat passe-t-elle par des mesures visant à la limitation de ces effectifs.

Evolution des effectifs de la fonction publique

Les effectifs dans la fonction publique qui avaient fortement augmenté (+ 41 %) entre 1975 et 1980, ont beaucoup moins progressé entre 1980 et 1984 (+ 14 %). La charge croissante des dépenses de personnel sur le budget d'Etat a en effet conduit les autorités maliennes à prendre des mesures de freinage des effectifs :

L'introduction en 1983 d'un "concours d'entrée" dans la fonction publique, qui remet en cause l'automatisme de l'embauche des diplômés, n'a probablement pas donné tous les résultats escomptés, l'augmentation des effectifs entre 1983 et 1984 ayant été de 4 %. On peut donc parler d'un ralentissement de la croissance des effectifs, mais non d'une stabilisation, qui de toute manière s'avèrera particulièrement délicate, vu la faiblesse de la création d'emploi au MALI. Parallèlement à la limitation du recrutement dans la fonction publique, qui s'est traduite par la stabilisation des dotations budgétaires affectées aux recrutements (1), un programme de recensement des effectifs de la fonction publique et la mise en place de l'automatisation de la paye ont été réalisés en 1985.

./.

(1) 1983 : 1,9 milliard F CFA
1984 : 1,5 " "
1985 : 1 " "
1986 : 750 millions F CFA

La réalisation de ce programme devrait permettre de mieux cerner les effectifs et de mieux contrôler l'activité réelle de chaque agent de l'Etat (en 1984 environ 1.400 agents de l'Etat ayant atteint l'âge de la retraite étaient recensés dans le fichier fonction publique) ; la cessation du versement de rémunérations indues (mise à retraite, suppression de doubles emplois) pourrait entraîner une réduction des dépenses de salaires de 3 à 6% selon les estimations. Il est probable que si, toutes ces mesures sont réellement appliquées, un effort supplémentaire devra cependant être accompli : en effet, les perspectives de départs normaux à la retraite sont de l'ordre de 1 à 1,5% des effectifs par an, les recrutements, sur la base de 1983-1984, se situent autour de 4% et il paraît difficile d'arrêter complètement la croissance des effectifs.

Aussi, un programme d'incitation au départ volontaire de la fonction publique est à l'étude avec la contribution d'organismes internationaux (USAID, FED...) ces programmes comporteraient des primes de départ et des aides à l'installation dans le secteur privé.

Evolution des effectifs des Entreprises d'Etat

Depuis 1980, l'emploi dans les sociétés d'Etat et entreprises d'Etat relevant du Ministère de Tutelle a connu une baisse sensible (20 % des effectifs), avec une forte accélération entre 1983 et avril 1984, (diminution de 9,7 % des effectifs).

Parallèlement à la restructuration des entreprises et sociétés d'Etat entreprise depuis 1982 avec le concours de la Banque Mondiale, un appui financier est prévu pour l'aide au recyclage des personnels licenciés. En l'état actuel de l'avancement de cette restructuration, deux milliers d'emplois pourraient être supprimés.

Cet effort important pour limiter les effectifs dans la fonction publique et les entreprises d'Etat sera accompagné de mesures permettant d'améliorer la qualité du travail du personnel retenu. Il n'en demeure pas moins que la fermeture de ce débouché qui semblait naturel pour bon nombre de maliens, a entraîné une demande accrue sur le marché du travail ; il faut espérer que les mesures d'accompagnement seront suffisantes pour permettre le développement de l'emploi dans le secteur privé. Faute de quoi, les tensions sur le marché du travail entraîneraient des difficultés sociales majeures ou un maintien du développement des emplois de l'Etat.

- EMPLOI SALARIE AU MALI 1981 -

| C A T E G O R I E S | 1 9 8 0 | 1 9 8 1 | 1 9 8 1 structure (en %) |
|--|-----------|-----------|-----------------------------|
| Salariés payés sur le budget national et les budgets régionaux : | | | |
| . fonctionnaires | 30 598 | 32 080 | 20,6 |
| . conventionnaires | 15 135 | 15 206 | 9,7 |
| Salariés municipaux et communaux | 950 | 1 000 | 0,6 |
| Salariés appartenant aux sociétés relevant du Ministère de Tutelle des Sociétés d'Etat | 13 303 | 13 189 | 8,5 |
| Salariés relevant des Opérations de Développement agricoles (dont O.N.) | 20 998 | 25 304 | 16,2 |
| Salariés relevant d'autres organismes publics et para-publics | 11 100 | 10 900 | 7,0 |
| (dont OPT) | (1 811) | (1 720) | |
| (dont SONAREM)..... | (993) | (908) | |
| (dont OPAM)..... | (1 001) | (966) | |
| (dont RCFM) | (1 482) | (1 437) | |
| Salariés du secteur privé organisé | 15 325 | 17 000 | 10,9 |
| Divers non organisés et ménages | 33 717 | 41 321 | 26,5 |
| | 141 126 | 156 000 | 100,0 |

- EVOLUTION DES EFFECTIFS DU SECTEUR PUBLIC -

| | 1975 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|------------|
| <u>FONCTION PUBLIQUE</u> | 31 783 | 44 786 | 45 758 | 47 725 | 49 116 | 50 924 (1) |
| Fonctionnaires | 18 078 | 30 308 | 31 587 | 33 589 | 35 193 | 36 540 |
| Conventionnaires | 13 705 | 14 478 | 14 171 | 14 136 | 13 923 | 14 384 |
| <u>ENTREPRISES ET SOCIETES D'ETAT</u> (relevant du Ministère de Tutelle) | 12 121 | 13 303 | 13 189 | 12 600 | 12 068 | 10 843 (2) |

(1) Décembre 1984

(2) Avril 1984

3.3 Les salaires

Les dernières hausses de salaire importantes ont été accordées en 1980 ; en 1982, des mesures partielles ont conduit au relèvement des salaires les plus bas (salaire minimum, basse catégorie de la fonction publique). Depuis cette date le salaire minimum n'a pas augmenté et la valeur du point indiciaire, dans la fonction publique a été bloquée.

Cette situation aurait conduit à une perte du pouvoir d'achat de l'ordre de 25 %, si l'on se base sur l'évolution de l'indice des prix entre 1982 et 1984.

En ce qui concerne les salaires dans la fonction publique, la dégradation effective a été moindre dans la mesure où les avancements systématiques d'échelon conduisent à une augmentation moyenne de l'ordre de 2,1 % à 3,8 % selon la catégorie indiciaire.

En tenant compte de ces avancements, le salaire moyen aurait diminué de 15,7 %. De plus en 1981, des réductions d'impôts sur le revenu ont été accordées. S'il est donc indéniable que les salaires en termes réels ont diminué, pour ce qui concerne la fonction publique, cette baisse a été quelque peu atténuée, ce qui n'a pas été le cas du salaire minimum.

Compte tenu d'un certain mécontentement du personnel de la fonction publique des mesures de rattrapage de la hausse des prix ont été accordées en mars 1985 ; elles consistaient en l'attribution d'une prime de 3.000 F.CFA pour les agents ayant un salaire inférieur à 10.000 F.CFA mensuel et en une augmentation de 10 % pour les autres salaires. L'effet d'augmentation des dépenses budgétaires est de l'ordre de 2,6 milliards de F.CFA.

Une étude récente sur la structure de l'emploi salarié au MALI faite à la demande de la Banque Mondiale, fournit un certain nombre d'éléments sur l'éventail des salaires dans ce pays. Une comparaison sur les salaires dans la fonction publique, les entreprises d'Etat et certaines entreprises privées, laisse apparaître des différences importantes au niveau des salaires.

Pour les petites catégories, les salaires dans les entreprises d'Etat sont supérieurs de 30 % à ceux de la fonction publique, cette différence s'atténuant pour les salaires les plus élevés.

COMPARAISON ENTRE LES SALAIRES DE BASE DES SOCIETES

ET ENTREPRISES D'ETAT ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

| Entreprise d'Etat (en F.CFA/mois) | | Fonction Publique (en F.CFA/mois) | | | Ecart Entreprises d'Etat/F.P. (indicatif) |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------|--------------------|---|
| Catégorie | Salaire de base | Catégorie | Indice | Salaire de base | |
| B 1 | 35 809 | B | 140 | 27 335 | + 31 % |
| B 7 | 74 160 | | 370 | 72 242 | + 2,7 % |
| A 1 | 57 685 | A | 225 | 43 931 | + 31,3 % |
| A 10 | 129 611 | | | | + 2,1 % |
| HC 1 | 130 000 | | 650 | 126 912 | |
| HC 2 | 132 500 | | | | + 4,4 % |

EVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM
(en F.CFA par heure) (1)

| DATE D'AUGMENTATION | SALAIRE MINIMUM AGRICOLE GARANTI | SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI |
|---------------------|----------------------------------|--|
| 1959 - Mars | 13,50 | 16,00 |
| 1973 - Janvier | 19,27 | 21,77 |
| 1974 - Juillet | 32,25 | 34,75 |
| 1976 - Mars | 33,60 | 36,36 |
| 1978 - Janvier | 34,34 | 37,23 |
| 1980 - Janvier | 35,91 | 39,08 |
| 1980 - Mars | 44,40 | 44,59 |
| 1982 - Fevrier | 50,17 | 56,14 |

(1) 173,33 heures/mois

EVOLUTION DES REMUNERATIONS ET SALAIRES
(en F.CFA par mois)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Salaire minimum agricole garanti | <u>7,696</u> | <u>7,696</u> | <u>8,696</u> | <u>8,696</u> | <u>8,696</u> |
| . salaire de base | 4,446 | 4,446 | 5,446 | 5,446 | 5,446 |
| . prime spéciale | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| . prime coût de la vie ... | 2,250 | 2,250 | 2,250 | 2,250 | 2,250 |
| Salaire minimum interprofessionnel garanti | <u>7,730</u> | <u>7,730</u> | <u>9,730</u> | <u>9,730</u> | <u>9,730</u> |
| . salaire de base | 4,403 | 4,403 | 6,403 | 6,403 | 6,403 |
| . prime spéciale | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| . prime coût de la vie ... | 2,250 | 2,250 | 2,250 | 2,250 | 2,250 |
| . ajustement mars 1980 ... | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 |
| <u>FONCTION PUBLIQUE</u> | | | | | |
| <u>Indice 100</u> | <u>18,540</u> | <u>18,540</u> | <u>19,540</u> | <u>19,540</u> | <u>19,540</u> |
| . salaire | 17,040 | 17,040 | 17,040 | 17,040 | 17,040 |
| . prime logement | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 |
| . prime spéciale (1) | -- | -- | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| <u>Indice 316</u> | <u>60,732</u> | <u>60,732</u> | <u>60,732</u> | <u>60,732</u> | <u>60,732</u> |
| . salaire | 59,232 | 59,232 | 59,232 | 59,232 | 59,232 |
| . prime logement | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 |
| <u>Indice 650</u> | <u>123,336</u> | <u>123,336</u> | <u>123,336</u> | <u>123,336</u> | <u>123,336</u> |
| . salaire | 121,836 | 121,836 | 121,836 | 121,836 | 121,836 |
| . prime logement | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 |

(1) Prime spéciale pour les agents dont le salaire est inférieur à 25.000 F.CFA

2. FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est, depuis quelques années, au centre des difficultés financières que traverse l'économie malienne. Comme dans le domaine de la monnaie et du crédit, des efforts de redressement ont été sporadiquement effectués dans les années 70, mais c'est véritablement depuis 1980 que des réformes structurelles ont progressivement été mises en oeuvre.

I - LES DIFFICULTES FINANCIERES CROISSANTES AU COURS DES ANNEES 70

Ces problèmes découlent essentiellement des politiques volontaristes des années 70 en faveur du développement et de la paix sociale -mises en regard de moyens budgétaires moins dynamiques ; ils découlent également d'une forte débudgétisation d'un montant important de dépenses -à travers budgets annexes et fonds spéciaux- sans moyens suffisants de contrôle, même à posteriori.

La politique de paix sociale se traduisait par l'importance des bourses scolaires et d'étude(1) et allocations (plus de 10 % des dépenses en 1979) ainsi qu'dépenses de personnel(2) : la part du total de ces dépenses est ainsi passée de 46 % en 1970 à 70 % dès 1974 et oscille depuis lors autour de 71 %. Cette absorption des ressources budgétaires s'est faite au détriment des dépenses de matériel, dont le rapport aux dépenses de bourses et de traitements est tombé de 43 % en 1970 à 22 % en 1980. Quant aux dépenses d'investissement, celles reprises au budget sont d'un faible montant (1 à 2 % des dépenses) car elles ne reprennent pour l'essentiel que les dépenses de contrepartie de projets d'investissement financés sur ressources extérieures.

Les recettes budgétaires ont, quant à elle, progressé de façon discontinue, mais à un rythme annuel moyen (+ 12,1 % entre 1970 et 1980 contre 13,7 % pour les dépenses) insuffisant pour éviter l'élargissement du déficit budgétaire qui atteignait en 1980 dix milliards de francs CFA soit le tiers des recettes. Les causes en sont nombreuses :

- étroitesse de la matière imposable, aggravée par les variations conjoncturelles et l'élasticité trop faible des impôts indirects -particulièrement des recettes douanières qui n'ont pas suivi la progression des importations : sur le plan de l'assiette, ceci résulte du système généralisé d'exonérations accordées dans le cadre du Code des Investissements de 1976, des exonérations de taxes spécifiques ou de leur maintien sur longue période à des valeurs nominales inchangées(3) ;
- ampleur de la fraude fiscale, notamment sur les importations effectuées par les négociants privés ;
- enfin, retard accumulé par les sociétés d'Etat ou d'économie mixte pour régler leurs impôts.

Enfin, le déficit des opérations budgétaires n'est pas un indicateur suffisant de la situation financière(4). En effet, les opérations des fonds spéciaux, budgets annexes et extrabudgétaires ont dégagé un déficit croissant vers la fin des années 1980, déficit dont l'ampleur varie considérablement selon la date et le mode d'estimation(5).

./.

(1) Plus de 30.000 boursiers en 1982

(2) Cf graphique. Cette croissance traduisait en particulier le principe de l'engagement automatique des diplômés de l'enseignement supérieur.

(3) Par exemple, taxation unitaire frappant les produits pétroliers.

(4) A la fin des années 70, 39 % des recettes et 52 % des dépenses de l'Etat (y compris la quasi totalité des dépenses d'investissement) n'étaient pas comptabilisées au budget.

(5) Estimations du F.M.I.

II - LES ANNEES 80 : POLITIQUE FINANCIERE PLUS STRICTE

C'est en 1980 que les autorités maliennes ont commencé à s'engager, de façon progressive, dans une politique d'ajustement touchant tous les secteurs de l'économie, et particulièrement les finances publiques.

Ainsi, en 1980 et 1981, diverses mesures furent prises dans le domaine financier : amélioration des taxes douanières et de l'efficacité de l'administration fiscale ; réduction des bourses d'étude et autres allocations ; blocage des salaires(1) ; blocage des autres dépenses de fonctionnement. Le déficit consolidé des opérations de l'Etat "sur la base des engagements" décrut en effet(2), mais dans le même temps s'accumulaient les arriérés de paiement enregistrés au niveau du Trésor.

La politique d'ajustement fut donc renforcée à partir de 1982, dans le cadre de programmes mis en oeuvre avec l'appui du F.M.I. (Cf partie "monnaie et crédit"). Si l'on met de côté les mesures à incidence financière prises dans d'autres secteurs, les mesures prises directement ont essentiellement visé à la réduction des dépenses de personnel : après une hausse en février 1982, pour les plus bas salaires, poursuite jusqu'en début 1985 du blocage des salaires ; augmentation modérée des dépenses de matériel et réduction (en termes nominaux jusqu'en 1983) des autres dépenses courantes. Afin de réduire la croissance de l'emploi dans l'administration, les autorités maliennes prirent diverses décisions dont celle d'arrêter, à la mi 1983 le recrutement automatique des diplômés en lui substituant un concours d'entrée dans la Fonction Publique, la mise en oeuvre stricte des règles relatives à la retraite, etc... De plus, des progrès significatifs furent accomplis dans le sens d'une meilleure gestion financière et d'une centralisation des données sur les fonds spéciaux. Ainsi, malgré un effort supplémentaire consacré à la réduction des arriérés de paiement enregistrés au niveau du Trésor (14,5 milliards CFA en quatre exercices), le déficit des opérations consolidées de l'Etat a été réduit à 2,9 milliards CFA en 1983 et, selon des chiffres provisoires, à 1,3 en 1984.

Pendant ces chiffres ne doivent pas conduire à un excès d'optimisme sur la situation financière réelle, en effet :

- ne sont recensés que les arriérés correspondant aux dépenses effectivement mandatées,
- la réintégration, nécessaire à un meilleur contrôle financier, des budgets annexes et fonds spéciaux (3) dans la loi de finances puis dans celle du circuit du Trésor (principe d'unité de caisse) ne pourra être que progressive.
- enfin, et surtout, le "tableau consolidé des opérations de l'Etat" du Mali n'inclut ni les opérations d'investissement à financement extérieur, ni les opérations des municipalités ou des agences de développement rural. Le F.M.I. a effectué des estimations sur le déficit réel des opérations de l'Etat après prise en compte du premier élément :

./.

(1) Atténué cependant, par une réduction des deux tiers de l'impôt général sur le revenu pour les agents du secteur public en 1981 et du secteur privé en 1982.

(2) Cf tableau des opérations consolidées de l'Etat mais aussi notes (6 et 7) explicatives du tableau.

(3) Sauf la Caisse Autonome d'Amortissement et l'O.S.R.P. et, pour le circuit Trésor, le Fonds Routier.

OPERATIONS CONSOLIDEES
(y compris investissements sur financement extérieur)

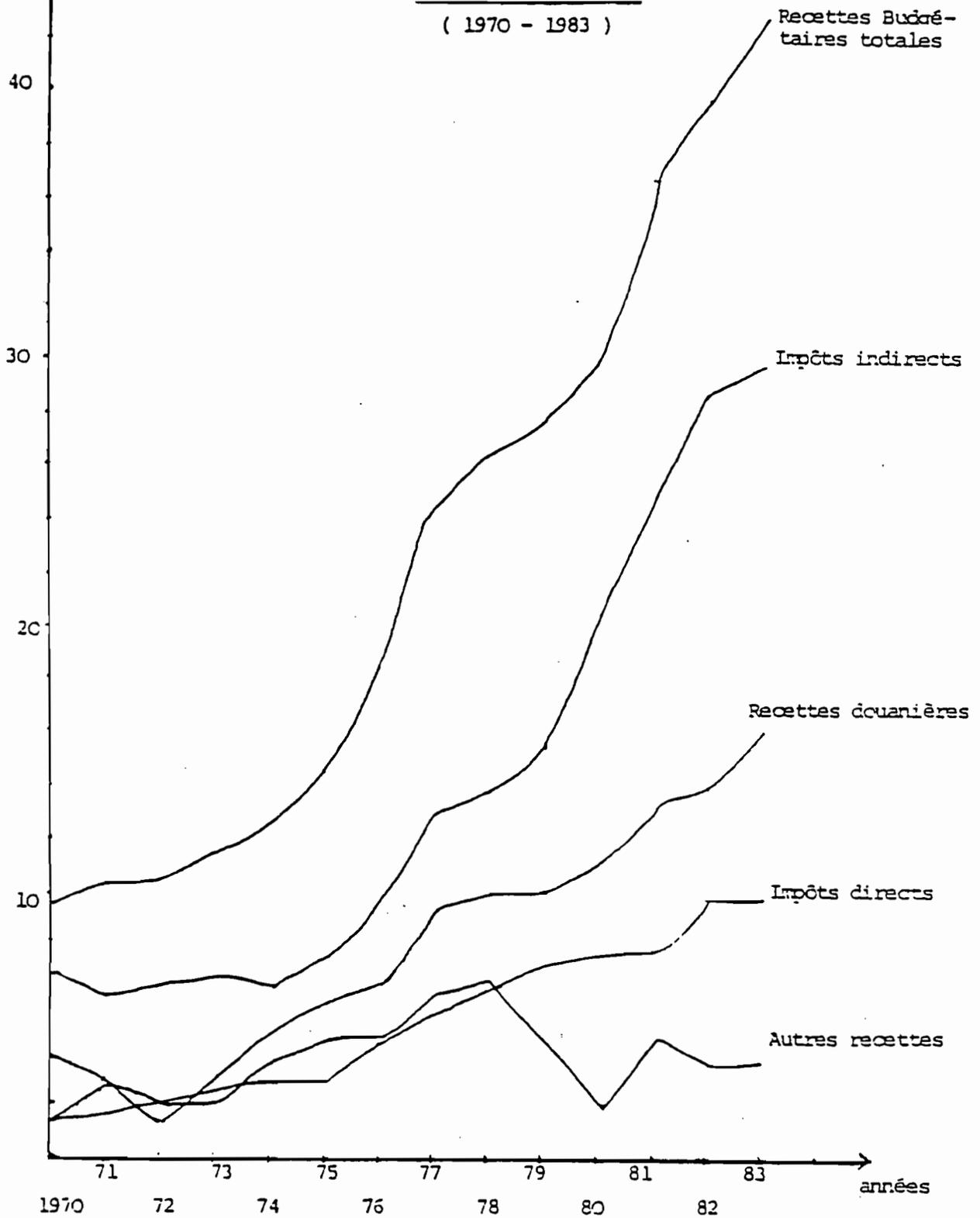
| | milliards de francs CFA | | | |
|--------------------------------|-------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
| Revenus totaux | <u>47,0</u> | <u>50,0</u> | <u>54,0</u> | <u>64,9</u> |
| Dépenses totales | <u>82,5</u> | <u>81,7</u> | <u>101,3</u> | <u>101,2</u> |
| dont dépenses extrabudgétaires | 26,1 | 26,0 | 41,5 | 36,3 |
| (dont financées par dons) | (17,8) | (11,5) | (19,5) | (21,5) |
| DEFICIT EN % DU P.I.B. | | | | |
| Total | 10,8 | 8,6 | 11,9 | 7,9 |
| Net des Dons | 4,2 | 5,2 | 6,2 | 2,3 |

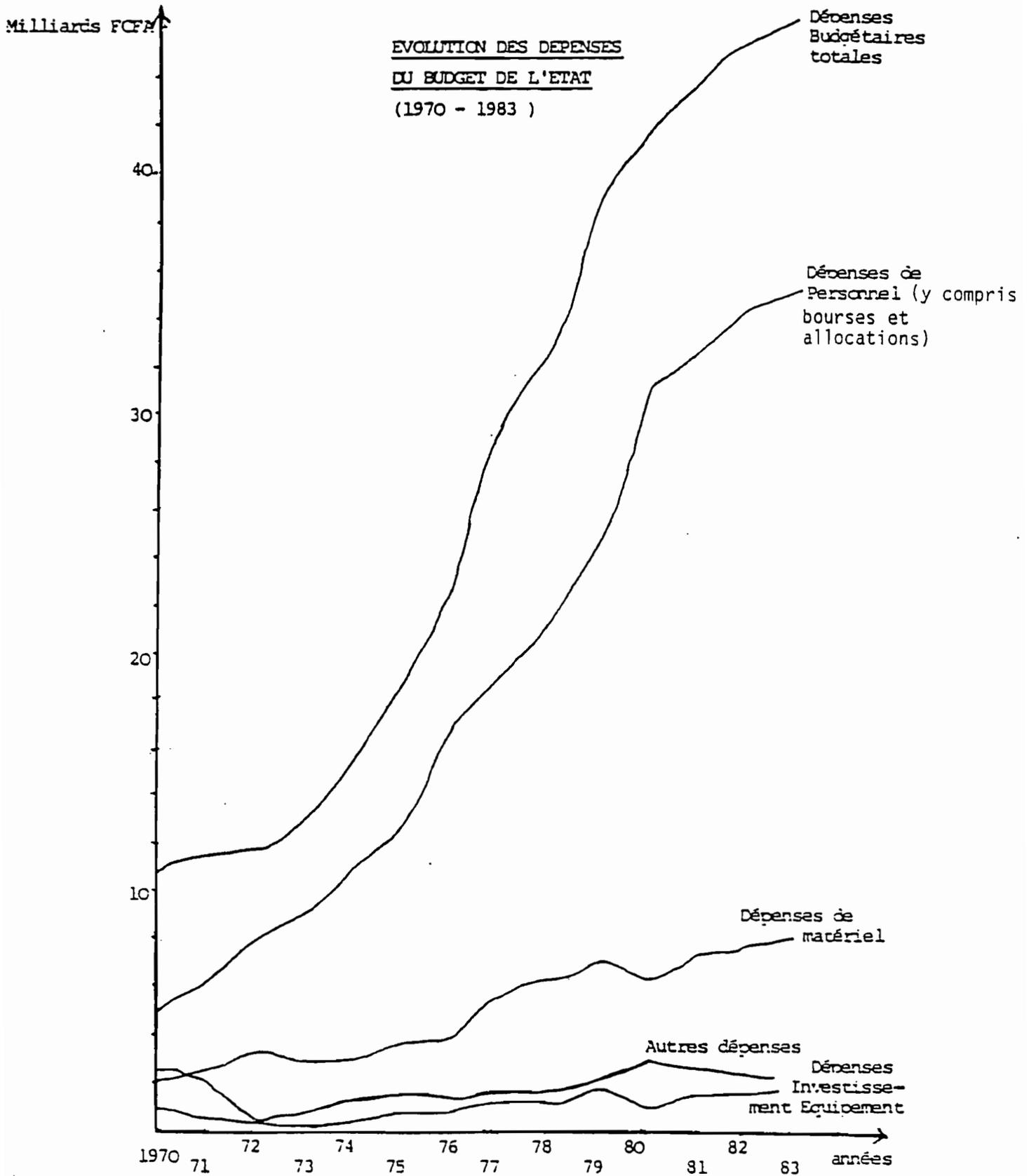
N.B. : Les dépenses extrabudgétaires de ce tableau incluent celles enregistrées dans le tableau 3.

La clarification des comptes de l'Etat passe donc par la constitution d'un véritable budget d'investissement, prévue pour 1986. Ce budget devra regrouper, outre le budget d'équipement de l'Etat (sur ressources nationales), certaines ressources extérieures programmables et fonds spéciaux.

Milliards
F CFA

EVOLUTION DES RECETTES
DU BUDGET DE L'ETAT
(1970 - 1983)





T A B L E A U N ° 1

| M A L I - RECETTES BUDGETAIRES en millions de francs CFA | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
| 1 - <u>IMPOTS DIRECTS</u> | <u>6.367</u> | <u>6.148</u> | <u>6.702</u> | <u>7.775</u> | <u>8.143</u> | <u>8.235</u> |
| IMPOTS SUR LES REVENUS | <u>6.127</u> | <u>5.920</u> | <u>6.360</u> | <u>7.094</u> | <u>7.553</u> | <u>7.413</u> |
| . Entreprises | 3.748 | 2.901 | 3.586 | 5.016 | 5.045 | 4.969 |
| . Particuliers | 2.379 | 3.019 | 2.774 | 2.078 | 2.508 | 2.444 |
| IMPOTS SUR LA PROPRIETE (1) | <u>240</u> | <u>228</u> | <u>342</u> | <u>681</u> | <u>590</u> | <u>822</u> |
| 2 - <u>IMPOTS INDIRECTS</u> | <u>19.796</u> | <u>23.028</u> | <u>28.781</u> | <u>29.910</u> | <u>32.952</u> | <u>33.319</u> |
| . Taxes intérieures (2) | 4.777 | 4.674 | 5.635 | 5.708 | 7.051 | 7.864 |
| . Taxes sur le commerce extérieur | 9.385 | 12.333 | 16.338 | 16.097 | 18.149 | 19.019 |
| . (% importations) (3) | (89 %) | (93 %) | (94 %) | (97 %) | (95 %) | (93 %) |
| . Autres (4) | 5.634 | 6.021 | 6.808 | 8.105 | 7.752 | 6.436 |
| 3 - <u>RECETTES NON FISCALES</u> | <u>1.297</u> | <u>1.181</u> | <u>985</u> | <u>1.499</u> | <u>1.686</u> | <u>5.085</u> |
| (dont : sur le coton) | -- | -- | -- | -- | -- | (2.100) |
| 4 - <u>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</u> | <u>27.460</u> | <u>30.357</u> | <u>36.468</u> | <u>39.184</u> | <u>42.781</u> | <u>46.639</u> |

(1) Fiscalité sur les revenus locatifs et la propriété foncière

(2) Impôts sur les affaires et services (I.A.S.), taxes à la consommation ; taxes spécifiques, patentes, etc.

(3) Pourcentage calculé non sur le total des taxes afférentes au commerce extérieur, mais sur les parties bien identifiées (à l'exclusion des recouvrements sur exercices antérieurs, amendes, ventes en douanes, etc.)

(4) Taxes pour services rendus ; revenus du domaine et recettes des services ; droits d'enregistrement et de timbre ; impôts forfaitaires sur le revenu perçus par les régions.

T A B L E A U N ° 2

| M A L I - DEPENSES BUDGETAIRES (1) en millions de francs CFA | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
| DEPENSES DE PERSONNEL (2) | <u>21.530</u> | <u>24.701</u> | <u>24.728</u> | <u>27.305</u> | <u>30.195</u> | <u>32.200</u> |
| . Budget national | 19.144 | 21.832 | 21.525 | 23.757 | 26.259 | 27.700 |
| . Budgets régionaux | 2.386 | 2.869 | 3.203 | 3.548 | 3.936 | 4.500 |
| BOURSES ET ALLOCATIONS | <u>3.765</u> | <u>3.925</u> | <u>3.252</u> | <u>3.067</u> | <u>3.244</u> | <u>3.100</u> |
| DEPENSES DE MATERIEL | <u>7.154</u> | <u>7.607</u> | <u>8.238</u> | <u>8.644</u> | <u>9.151</u> | <u>10.000</u> |
| . Budget national | 6.903 | 7.401 | 7.965 | 8.398 | 8.902 | 9.700 |
| . Budgets régionaux | 252 | 206 | 273 | 246 | 249 | 300 |
| AUTRES DEPENSES COURANTES (3) | <u>2.708</u> | <u>3.391</u> | <u>3.849</u> | <u>3.521</u> | <u>3.371</u> | <u>4.100</u> |
| . Budget national | 2.547 | 3.188 | 3.665 | 3.337 | 3.177 | 3.775 |
| . Budgets régionaux | 161 | 203 | 184 | 184 | 194 | 345 |
| DEPENSES D'EQUIPEMENT (4) | <u>1.167</u> | <u>1.002</u> | <u>1.501</u> | <u>1.595</u> | <u>1.604</u> | <u>1.750</u> |
| DEPENSES TOTALES | <u>36.324</u> | <u>40.626</u> | <u>41.567</u> | <u>44.132</u> | <u>47.565</u> | <u>51.150</u> |
| (variation en %) | (+ 18,5%) | (+ 11,8%) | (+ 2,3%) | (+ 6,2%) | (+ 7,8%) | (+ 7,5%) |

(1) Budgets national et régionaux, à l'exclusion des subventions aux entreprises publiques

(2) A l'exclusion de certaines dépenses communes de personnel (indemnités pour frais et missions, frais de transport), classées en "autres dépenses courantes)

(3) Certaines dépenses communes : entretien des bâtiments et logements administratifs, loyers, contributions internationales, transferts pour le budget national

(4) Uniquement dépenses d'équipement sur ressources budgétaires propres.

SITUATION DES OPERATIONS CONSOLIDEES DE L'ETAT

| | (milliards de F.CFA) | | | | | |
|---|----------------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984(1) | 1985(1) |
| <u>RECETTES</u> | <u>39,6</u> | <u>47,0</u> | <u>50,6</u> | <u>54,0</u> | <u>64,9</u> | <u>69,2</u> |
| . Budgétaires (2) | 30,4 | 36,5 | 39,2 | 42,8 | 46,6 | 53,2 |
| . Non budgétaires (3) | 9,2 | 10,5 | 11,4 | 11,2 | 18,3 | 16,0 |
| <u>DEPENSES ET PRETS NETS</u> | <u>51,7</u> | <u>56,4</u> | <u>55,7</u> | <u>59,8</u> | <u>64,9</u> | <u>70,5</u> |
| . Budgétaires (2) | 40,6 | 42,6 | 44,1 | 47,5 | 51,1 | 55,6 |
| . Budgets annexes et fonds spéciaux (4) | 5,7 | 8,4 | 10,2 | 10,6 | 13,2 | 14,9 |
| . Dépenses extra-budgétaires (5) | 5,4 | 5,4 | 1,4 | 1,7 | 0,6 | -- |
| <u>SOLDE "base engagements"(6)</u> | <u>-12,2</u> | <u>-9,7</u> | <u>-5,1</u> | <u>-5,8</u> | <u>--</u> | <u>-1,3</u> |
| VARIATION DES ARRIERES (7) (- : réduction) | 2,7 | 3,7 | -5,8 | -5,8 | -2,9 | -- |
| <u>SOLDE "base Caisse"</u> | <u>-9,5</u> | <u>-6,0</u> | <u>-10,9</u> | <u>-11,6</u> | <u>-2,9</u> | <u>-1,3</u> |
| <u>FINANCEMENT</u> | <u>9,5</u> | <u>6,0</u> | <u>10,9</u> | <u>11,6</u> | <u>2,9</u> | <u>1,3</u> |
| <u>DONS</u> (8) | <u>3,0</u> | <u>3,7</u> | <u>0,9</u> | <u>3,8</u> | <u>4,3</u> | <u>2,2</u> |
| <u>FINANCEMENT EXT.NET</u> (9) | <u>4,7</u> | <u>2,2</u> | <u>6,5</u> | <u>5,5</u> | <u>-1,9</u> | <u>-4,0</u> |
| . Prêts bruts | 5,3 | 2,9 | 7,2 | 7,0 | 0,9 | 0,8 |
| . Amortissement | -0,6 | -0,7 | -0,7 | -1,5 | -2,8 | -4,8 |
| <u>FINANCEMENT INT.NET</u> | <u>1,8</u> | <u>0,1</u> | <u>3,5</u> | <u>2,3</u> | <u>0,5</u> | <u>3,1</u> |
| . Système bancaire (10) | 1,2 | 1,9 | 6,2 | 5,7 | 3,1 | 5,6 |
| . C.C.P. (11) | 0,2 | 1,0 | -4,2 | -2,3 | -2,2 | -2,2 |
| . Autres (12) | 0,4 | -2,8 | 1,5 | -1,1 | -0,4 | -0,3 |

SOURCE : F.M.I. d'après données maliennes

./.

(Voir commentaires page suivante)

COMMENTAIRES :

- (1) Pour 1984, estimations et pour 1985, prévisions
- (2) Recettes (et dépenses) budgétaires du "budget d'Etat" (budget national et budgets régionaux) inscrites par le Trésor à des comptes d'imputation définitive
- (3) Comprend les recettes de certains budgets annexes et fonds spéciaux (Cf note 4), des dépenses extrabudgétaires et les recettes budgétaires portées à des comptes d'imputation provisoire par le Trésor
- (4) Les budgets annexes et comptes spéciaux repris en recettes et dépenses sont au nombre de sept : l'office de Répartition et de Stabilisation des Prix (O.S.R.P.) ; la Caisse Autonome d'Amortissement ; le Fonds Routier ; la Caisse de Sécurité Sociale (I.N.P.S.) ; l'Office National des Transports ; le Fonds National du Logement ; le Fonds Minier. Les opérations des seize autres ne sont reprises que pour le solde net de leurs recettes et dépenses, tel qu'il résulte de la variation de leurs dépôts au Trésor : ils sont donc inclus dans la ligne "autres" de la partie "financement" du tableau, rubrique : financement intérieur.
- (5) Du fait des informations parcellaires disponibles sur les dépenses d'investissement financées à l'aide de financements extérieurs, le F.M.I. établit une estimation du montant en question à l'aide de données de la Banque Centrale, mais ne l'inclut pas dans le tableau consolidé.
- (6) et (7) Le solde "base Caisse" est le solde des recettes et dépenses dûment effectuées - mandatées au Trésor dans le cas des opérations budgétaires. Si l'on en déduit le montant des mandats de paiement non encore honorés ("arriérés de paiement intérieurs et extérieurs"), on obtient un solde "sur la base des engagements", par convention : la consommation réelle de crédits publics est probablement plus forte que celle ainsi déterminée (engagements sans mandatement, dépenses sans engagement préalable comme électricité, téléphone, etc.)
- (8) Aides budgétaires transitant par le Trésor, la Banque Centrale ou la B.D.M.
- (9) Ne comprend pas les achats et rachats auprès du F.M.I., comptabilisées en financement intérieur
- (10) Banque Centrale : Avances statutaires de la Banque Centrale ; contrepartie des concours F.M.I. ; variation des dépôts bancaires du Gouvernement ; variation des dépôts des budgets annexes et fonds spéciaux (Cf note 4)

Banques Commerciales : variation des créances nettes sur l'Etat ; variation des dépôts des budgets annexes et fonds spéciaux
- (11) C.C.P. : Dépôts des opérateurs économiques auprès des comptes chèques postaux
- (12) Calculé par solde : inclut les erreurs et omissions, les variations des encaisses des correspondants du Trésor (C.A.A., I.N.P.S., O.S.R.P., Fonds Routier, O.P.T., etc.) en monnaie du Trésor ou en monnaie postale, et d'autres opérations du Trésor

3.1. L'ENTREE DU MALI DANS L'UMOA1 - RAPPEL HISTORIQUE

En avril 1959, six Etats nouvellement indépendants d'Afrique occidentale (Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mauritanie, Niger et Sénégal, auxquels se joindra en 1963 le Togo) confièrent la gestion de leur monnaie commune, qui restait le franc CFA, à la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) créée en remplacement de l'Institut d'émission de l'AOF et du Togo et fondèrent en mai 1962 l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Pour sa part, le Mali refusa de ratifier le traité constituant l'UMOA et préféra créer sa propre banque d'émission, la Banque de la République du Mali et remplacer le franc CFA par le franc malien, d'égale valeur, mais défini par un poids d'or et non plus par rapport au franc français. Il procéda à la création d'un Office des Changes et s'efforça dès 1961 de réorienter ses échanges extérieurs à travers divers accords de clearing avec des pays socialistes (Chine, U.R.S.S., Yougoslavie, Bulgarie, R.D.A., etc.). Ceci n'empêcha pas une aggravation de la situation financière, sous l'effet de l'augmentation trop forte des dépenses publiques et de la persistance d'un déficit courant élevé (1).

Le Mali fut ainsi amené en 1967, à se retourner vers ses anciens partenaires et à négocier les modalités de son intégration progressive dans l'UMOA, suivant les étapes ci-après (2).

- Période préparatoire, au cours de laquelle le Gouvernement devait assurer une remise en ordre de ses structures économiques, monétaires et financières ; il procéda en particulier à une dévaluation de 50 % du franc malien, entreprit des mesures de restriction des dépenses budgétaires et de réorganisation des sociétés d'Etat.

- Période transitoire de coopération bilatérale qui débuta avec la signature des accords monétaires avec la France le 19 décembre 1967, accords qui prévoyaient :

- . le transfert du privilège d'émission à un nouvel organisme, la Banque Centrale du Mali, administrée sur une base paritaire par le Mali et la France,
- . la libre convertibilité de la monnaie malienne qui jouissait désormais d'une garantie de même type que celle des autres pays de la zone franc.

Cette période transitoire fut prorogée plusieurs fois, dans l'attente de la troisième étape, la rentrée dans l'UMOA, qui fit l'objet de négociations techniques pendant l'été 1981 entre la BCEAO et les autorités maliennes. Des négociations eurent lieu à Paris en septembre 1981 pour déterminer : les conditions d'apurement du compte d'opérations, les moyens financiers nécessaires au redressement, par des apports en capital, de la situation financière des entreprises d'Etat, la couverture de la souscription du Mali au capital de la BCEAO et de la BOAD.

L'entrée du Mali dans l'UMOA a fait l'objet d'un traité d'adhésion signé le 17 février 1984.

./.

(1) Le Mali eut recours, en 1964 et en 1967, à des achats auprès du F.M.I. dans le cadre d'accords de confirmation.

(2) Accord franco-malien du 15 février 1967.

2 - MODALITES D'ENTREE DANS L'UMOA

Effective le 1er juin 1984, cette opération a comporté une période transitoire de trois mois au cours de laquelle s'est progressivement réalisée la substitution du franc CFA au franc malien sur la base de la parité en vigueur de 1 franc CFA = 2 francs maliens. La B.C.M. fut transformée en agence nationale de la BCEAO et les règles communes de l'UMOA furent immédiatement et intégralement applicables sans période transitoire, ni dérogation au Mali. Parmi les conséquences immédiates on peut noter :

- . l'instauration au Mali du régime des autorisations préalables pour tout crédit bancaire d'un montant supérieur à 30 millions de F.CFA, et plus généralement la mise en place d'un encadrement du crédit (hors crédit de campagne) et des plafonds de réescompte au niveau de chaque banque commerciale.
- . l'augmentation des conditions de banque : alors que la B.C.M. avait un taux d'intervention unique de 6 %, le taux de réescompte de la BCEAO est de 8 % (taux préférentiel) ou 10,5 % (taux normal). Le taux préférentiel est applicable aux prêts aux entreprises prioritaires, aux PMI et PME, aux crédits de campagne et aux crédits de moins de 30 millions de F.CFA,
- . les marges des banques sont désormais plafonnées et la rémunération des dépôts améliorée (1), et les banques maliennes vont pouvoir intervenir sur le marché monétaire de l'UMOA,
- . enfin, la règle applicable aux avances statutaires au Trésor est d'en limiter l'encours au cinquième des recettes budgétaires de l'exercice précédent (contre, il est vrai 15 % auparavant).

La nature de la contribution française à l'entrée du Mali dans l'UMOA a été arrêtée lors de nouvelles négociations qui se sont traduites par les décisions ci-après :

- a) Consolidation de la totalité du solde débiteur, au 31 mai 1984, du compte d'opérations de la B.C.M., pour un montant de l'ordre de 150 milliards de FM. Cette consolidation s'est faite sous la forme d'un prêt à l'Etat malien à 35 ans, au taux d'intérêt de 0,33 % et avec une période de grâce de cinq ans.
- b) En contrepartie de cette contribution française, il était entendu que serait assaini le bilan de la B.C.M. (et par la même, les situations de la Banque de Développement du Mali et de certaines sociétés d'Etat) et que le reliquat contribuerait à la reconstitution de la situation nette de la B.C.M. avant son absorption par la BCEAO. Les affectations ont été les suivantes :
 - abandon de diverses créances de la B.C.M. : 129,5 milliards de FM, dont 74,3 de prêts à diverses entreprises ou organismes publics - ce qui les rend à nouveau éligibles au crédit réescomptable - 6,2 milliards de FM pour accroissement du capital de la B.D.M.,
 - couverture des avoirs nets des engagements, de la B.C.M. non repris par la BCEAO (2,7 milliards FM),
 - accroissement du capital de la B.C.M. (11,7 milliards FM).

.../...

(1) Par exemple, le taux minimum de rémunération des dépôts d'un montant de plus de 2 millions de F.CFA va de 4 % pour un dépôt à vue à 9,5 % pour un dépôt à plus d'un an.

En ce qui concerne les droits d'entrée aux institutions bancaires de l'UMOA, ceux afférents à l'entrée dans la BCEAO ont été réglés par prélèvement sur le compte de liquidation de la B.C.M. ; ils ont été calculés y compris l'écart entre le produit de la réévaluation des immobilisations de la BCEAO (divisé par six) et le produit de la réévaluation des immobilisations de la B.C.M. Par contre, sur les 2,8 milliards CFA de droits d'entrée à la BOAD, 177 millions seulement avaient été réglés en mai 1985, l'Etat malien ne disposant pas de ressources suffisantes pour les honorer intégralement.

./.

CONSOLIDATION DU COMPTE D'OPERATIONS DU MALI ET CONTREPARTIES

Milliards de FM

| | |
|--|--------------|
| A - <u>CONSOLIDATION DU COMPTE D'OPERATIONS</u> | <u>150,1</u> |
| Principal | 45,5 |
| Consolidation OPAM | 16,0 |
| Intérêts | 88,5 |
| B - <u>CONTREPARTIES</u> | <u>150,1</u> |
| 1. <u>Annulation de créances de la B.C.M.</u> | <u>129,5</u> |
| Liquidation de la B.R.M. | 38,3 |
| Consolidation OPAM | 16,0 |
| Crédits aux entreprises publiques | 74,3 |
| OPAM | 28,5 |
| SOMIEX | 18,9 |
| SCAER | 12,0 |
| SEPAMA | 5,2 |
| COMATEX | 4,7 |
| Office du Niger | 5,0 |
| Autres | 0,8 |
| 2. <u>Accroissement du capital de la B.D.M.</u> | <u>6,2</u> |
| 3. <u>Avoirs et engagements de la B.C.M. non repris par la BCEAO</u> | <u>2,7</u> |
| Intérêts dûs au FMI pour le compte du Trésor | 2,4 |
| Intérêts sur avances statutaires | 0,4 |
| Autres avoirs | 1,1 |
| Engagements | - 1,2 |
| 4. <u>Accroissement du capital de la B.C.M.</u> | <u>11,7</u> |

N.B. : Chiffres arrondis

3.2. SYSTEME BANCAIRE - MONNAIE ET CREDIT

Le système bancaire malien était organisé autour d'un Institut d'émission, la Banque Centrale du Mali (B.C.M.) devenue, depuis la récente adhésion du Mali à l'U.M.O.A., une agence de la B.C.E.A.O. (1). Il comprend actuellement six banques agréées : la Banque de Développement du Mali (B.D.M.), la Banque Malienne de Crédits et de Dépôts (B.M.C.D.), la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (B.I.A.O.-Mali), la Banque Nationale de Développement Agricole (B.N.D.A.) (2), la Banque Lybio-Malienne (BA.LI.MA.) et la Bank of Africa (B.O.A.). La caractéristique principale de cette structure d'intermédiation financière est la prépondérance du rôle de la B.D.M. qui porte à elle seule plus de 80 % des crédits à l'économie. La B.M.C.D., la B.I.A.O. et la B.N.D.A. assurent chacune 5 à 6 % du financement de l'économie tandis que la part de la BA.LI.MA et de la Bank of Africa, toutes deux de création récente, est marginale pour l'instant.

I - EVOLUTION DE LA MONNAIE ET DU CREDIT ENTRE 1972 ET 1980.

Au cours de cette période, le MALI a connu en permanence une situation fortement déficitaire de ses avoirs extérieurs nets, en dépit d'apports financiers extérieurs importants. Jusqu'en 1977, le taux d'expansion monétaire a été très élevé -31 % annuellement de 1972 à 1976- du fait d'un accroissement considérable, au sein des contreparties, du crédit intérieur, et particulièrement du crédit aux entreprises d'Etat qui explique une croissance annuelle du crédit à l'économie de 65 % au cours de cette période.

Le renouvellement, en 1977, de l'accord de coopération monétaire franco-malien s'est cependant accompagné de mesures restrictives (par le jeu du plafonnement des opérations de réescompte en particulier), visant à enrayer la croissance du déficit en compte d'opérations ; c'est ainsi que la B.C.M. eut à cesser les opérations de réescompte destinées au seul financement des déficits courants des entreprises publiques. Si l'on écarte l'effet des aléas conjoncturels -comme par exemple l'effet de gonflement de la masse monétaire en 1977 dû à la reprise des exportations et la croissance des aides extérieures- les mesures prises permirent au moins de stabiliser relativement la situation des avoirs extérieurs nets et de freiner l'expansion de la monnaie et du crédit (cf tableaux n°1 et n°2).

./.

(1) Cf annexe consacrée à l'entrée du Mali dans l'U.M.O.A.

(2) La B.N.D.A., créée en 1981, a remplacé la S.C.A.E.R. qui a été mise en liquidation.

TABLEAU N° 1

| SITUATION MONETAIRE INTEGREE 1972-1980 (fin de période) | | | | | | milliards FM |
|--|--------|---------|--------|--------|---------|--------------|
| | 1972 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 |
| AVOIRS EXT.NETS | - 33,1 | - 102,5 | - 92,3 | - 95,9 | - 103,9 | - 112,1 |
| CREDIT INTERIEUR | 81,9 | 194,9 | 203,3 | 241,0 | 268,8 | 281,7 |
| . Gouvernement | 47,7 | 72,3 | 96,4 | 107,7 | 116,6 | 117,7 |
| . Créd. à l'écon | 34,2 | 122,6 | 106,9 | 133,1 | 152,2 | 164,0 |
| T O T A L | 48,8 | 92,4 | 111,0 | 145,1 | 166,3 | 175,3 |
| MONNAIE | 32,9 | 77,3 | 94,5 | 112,4 | 128,4 | 134,0 |
| . fiduciaire | 21,0 | 45,0 | 54,8 | 61,4 | 76,3 | 81,2 |
| . dépôts à vue | 10,7 | 31,0 | 37,2 | 46,2 | 44,9 | 45,1 |
| . C.C.P. | 1,2 | 1,3 | 2,5 | 4,8 | 7,2 | 7,7 |
| QUASI-MONNAIE | 2,3 | 1,5 | 2,4 | 6,0 | 7,7 | 7,4 |
| AUTRES (*) | 13,6 | 13,6 | 14,1 | 28,7 | 28,8 | 28,2 |

(*) Engagements extérieurs à moyen et long terme ; allocation de D.T.S. ; autres éléments nets.

o
o o

TABLEAU N° 2

CROISSANCE EN % DES DIFFERENTS AGREGATS

| TAUX DE CROISSANCE EN % (moyenne par année) | 1972-1976 | 1976-1980 |
|--|-----------|-----------|
| <u>CREDIT INTERIEUR</u> | + 24,2 % | + 11,0 % |
| . créances nettes sur le Gouvernement | + 11,0 % | + 13,0 % |
| . crédit à l'économie | + 37,6 % | + 7,5 % |
| <u>MONNAIE ET QUASI-MONNAIE</u> | + 22,3 % | + 15,7 % |
| P.I.B. en valeur | + 16,3 % | + 12,9 % |

./.

Par ailleurs, à partir de 1979, la part des dépôts bancaires dans la masse monétaire tendit à décroître fortement par rapport à celles de la monnaie fiduciaire et également par rapport aux dépôts en comptes chèques postaux. Ceci traduisait initialement le gonflement de la monnaie distribuée dans le monde rural à la suite de la très bonne récolte de 1978/79 ; mais c'était aussi la marque d'une défiance croissante à l'égard du système bancaire du fait :

- de la saisie fréquente, par les services fiscaux, des dépôts bancaires des contribuables pour les forcer à s'acquitter de leurs impôts,
- de l'illiquidité croissante du Trésor Public et de l'Office des Postes et Télécommunications qui accaparaient progressivement les ressources monétaires des C.C.P., obligeant ainsi les entreprises et particuliers payés en chèques postaux à accumuler des encaisses largement inutilisables (1).

2 - EVOLUTION DE LA MONNAIE ET DU CREDIT DE 1981 A 1984

A partir de 1980 et 1981, les autorités maliennes s'efforcent de mettre en oeuvre un certain nombre de mesures d'ajustement qui vont ensuite être incluses dans deux programmes successifs de stabilisation dans le cadre d'accords de confirmation avec le F.M.I. (2). Leur effet de décélération des agrégats monétaires est visible sur les données ci-dessous, pour lesquelles les chiffres 1984 ont été corrigés des effets (statistiques) de l'entrée dans l'U.M.O.A. :

| TAUX DE CROISSANCE (moyenne annuelle) | 1980-1983 | 1984(*) | 1980-1984(*) |
|--|-----------|-----------|--------------|
| <u>CREDIT INTERIEUR</u> | + 7,5 % | + 7,9 % | + 7,6 % |
| . créances nettes sur Crédit | + 7,6 % | + 18,8 % | + 10,3 % |
| . crédits à l'économie | + 7,4 % | + 0,1 % | + 5,6 % |
| (nets des crédits de campagne) | (+ 9,2 %) | (+ 8,8 %) | (+ 9,1 %) |
| <u>MONNAIE ET QUASI-MONNAIE</u> | + 9,9 % | + 24,2 % | + 13,3 % |
| . monnaie fiduciaire | + 7,3 % | + 0,6 % | + 5,6 % |
| . dépôts bancaires | + 17,0 % | + 54,2 % | + 25,4 % |
| . dépôts en C.C.P. | - 18,8 % | 0 | - 14,5 % |

(*) 1984 : données corrigées des différents allègements (en engagements extérieurs, créances sur l'Etat et sur les entreprises publiques) introduits dans le cadre de l'entrée dans l'UMOA, et décrits au tableau de la partie correspondante du rapport.

./.

(1) Sauf, par exemple, au paiement d'impôts

(2) Premier programme sur l'année 1982 soutenu par un premier accord de 30,4 millions de D.T.S. de mai 1982 à mai 1983.

Second programme de juin 1983 à décembre 1984, soutenu par un second accord de 40,5 millions de D.T.S. couvrant la période décembre 1983 à mai 1985.

La croissance du crédit intérieur a ainsi pu être maintenue à un taux modéré sur cette période. En ce qui concerne les crédits à l'économie, la décélération résulte d'une politique plus restrictive de distribution accompagnée d'une réorientation vers les petites et moyennes entreprises, au détriment des entreprises d'Etat (1), ainsi que d'une stagnation -voire d'une baisse en 1984- des encours de crédits de campagne.

S'agissant des créances nettes sur le Gouvernement (corrigées pour 1984), on enregistre des mouvements contradictoires : augmentation des avances statutaires de la Banque Centrale et surtout des concours du F.M.I., et à l'opposé, accroissement des dépôts bancaires et réduction de la dette envers les privés non bancaires, grâce à la réduction des dépôts en C.C.P. -rendue possible par la "liquéfaction" partielle de ces dépôts.

L'année 1984 marque cependant un fort assainissement monétaire, grâce à la consolidation du compte d'opérations et aux opérations d'annulation de dettes associées : alors que les tendances "corrigées"(2) de ces effets traduisent une poursuite de la dégradation des avoirs extérieurs nets et un gonflement de près de 19 % des créances nettes sur le Gouvernement, les données réelles voient :

- une réduction de près de 30 milliards de F.CFA des engagements extérieurs nets,
- une réduction, de plus de 33 milliards de F.CFA, des créances nettes sur le Gouvernement (Cf tableau n° 4),
- une réduction de l'ordre de 37 milliards de F.CFA, des crédits à l'économie.

Cependant la monnaie progresse d'environ 24 %, ce qui est fort par comparaison aux estimations modérées de hausse de prix. Enfin, on retrouve, dans la très forte variation des engagements à moyen et long terme et autres éléments nets, la contrepartie du prêt accordé au Mali dans le cadre de la consolidation de la dette compte d'opérations.

L'assainissement monétaire ainsi réalisée en 1984 dans d'assez bonnes conditions et l'établissement des règles de fonctionnement communes à l'UMOA ouvrent la voie à la poursuite des réformes entreprises -comme celle des entreprises publiques. Les mouvements récents traduisent en tout cas un regain de confiance dans le système monétaire : la tendance à la baisse relative des dépôts bancaires a été inversée, puisque ceux-ci représentaient, fin 1984, 126 % de la masse monétaire au sens large contre seulement 36 % fin 1980. Il y a donc eu substitution partielle avec les C.C.P. -dont la liquidité doit être entièrement restaurée- et surtout avec la monnaie fiduciaire, ainsi probablement que l'entrée de capitaux provenant d'autres pays de la zone.

./.

(1) dont on peut craindre que l'insuffisance du crédit, en l'absence de réforme de fond, les ait amenées à accumuler de nouveaux arriérés

(2) le chiffré "corrigé" des crédits de campagne pour 1984 est de 20,3 milliards (7,6 plus 12,7 de crédits de campagne annulés dans l'opération UMOA), en baisse par rapport à la moyenne de 1980 à 1983 (25,9 milliards).

SITUATION MONETAIRE INTEGREE - 1980-1984 (Chiffres fin d'année)

Milliards de Francs CFA

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 (corrigé) | 1984 (réel) |
|-----------------------------------|----------|----------|----------|----------|-------------------|----------------|
| AVOIRS EXT. NETS | - 56,1 | - 60,8 | - 65,7 | - 67,2 | - 72,7 | - 37,9 |
| (dont Banque Centrale) | (- 55,5) | (- 61,3) | (- 67,6) | (- 71,3) | (- 81,9) | (- 33,4) |
| CREDIT INTERIEUR | 140,9 | 151,2 | 163,0 | 175,0 | 188,9 | 104,5 |
| . au Gouvernement | 58,9 | 63,9 | 68,0 | 73,3 | 87,1 | 39,9 |
| . à l'économie | 82,0 | 87,3 | 95,0 | 101,7 | 101,8 | 64,6 |
| (dont : crédit de campagne) | (24,5) | (26,4) | (25,8) | (26,8) | (20,3) | (7,6) |
| T O T A L | 84,8 | 90,4 | 97,3 | 107,8 | 116,2 | 66,6 |
| MASSE MONETAIRE (*) | 70,7 | 74,8 | 81,3 | 93,8 | 116,5 | 116,5 |
| . fiduciaire | 40,6 | 40,9 | 45,0 | 50,2 | 50,5 | 50,5 |
| . dépôts bancaires | 25,8 | 29,1 | 33,6 | 41,3 | 63,7 | 63,7 |
| . C.C.P. | 4,3 | 4,8 | 2,7 | 2,3 | 2,3 | 2,3 |
| ENGAGEMENT M.L.T. | 2,5 | 2,5 | 3,2 | 3,3 |) |) |
| AUTRES ELEMENTS NETS | 11,6 | 13,1 | 12,8 | 10,7 |) - 0,3 |) - 49,9 |

(*) Monnaie et quasi-monnaie.

Pour l'année 1984, on a fait figurer, à côté des données réellement enregistrées, une colonne (année 1984 - corrigée) correspondant à l'évolution sans prise en compte des mesures liées à l'entrée dans l'UMOA.

1980 - 1984 (fin de période)

Milliards de Francs CFA

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <u>CREANCES NETTES DE LA BANQUE CENTRALE</u> | <u>54,2</u> | <u>58,8</u> | <u>65,6</u> | <u>71,0</u> | <u>41,3</u> |
| <u>CONCOURS</u> | <u>55,1</u> | <u>59,6</u> | <u>69,5</u> | <u>75,1</u> | <u>47,2</u> |
| . Avances statutaires | 4,5 | 5,0 | 6,2 | 6,8 | 9,7 |
| . Charges réglées (2) | 17,4 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | - |
| . Liquidation BRM et consolidation DPAM (2) | 27,2 | 27,2 | 27,2 | 27,2 | - |
| . Fonds fiduciaire | 6,0 | 6,0 | 6,0 | 5,8 | 5,3 |
| . Concours F.M.I. (3) | - | 1,4 | 10,1 | 15,3 | 32,2 |
| <u>DEPOTS DU GOUVERNEMENT</u> | <u>- 0,9</u> | <u>- 0,8</u> | <u>- 3,9</u> | <u>- 4,1</u> | <u>- 5,9</u> |
| . Trésor | - 0,8 | - 0,5 | - 1,9 | - 1,7 | - 1,6 |
| . O.P.T. | - | - | - 1,2 | - 0,2 | - 0,1 |
| . Autres et gains de change | - 0,1 | - 0,3 | - 0,8 | - 2,2 | - 4,2 |
| <u>BANQUES COMMERCIALES (net)</u> | <u>0,3</u> | <u>0,3</u> | <u>- 0,3</u> | <u>-</u> | <u>- 3,4</u> |
| . Crédits | 0,9 | 1,1 | 1,1 | 1,2 | 2,6 |
| . Dépôts | - 0,6 | - 0,8 | - 1,4 | - 1,2 | - 6,0 |
| <u>CREANCES/DETTES ENVERS PARTICULIERS ET ENTREPRISES</u> | <u>4,1</u> | <u>4,8</u> | <u>2,7</u> | <u>2,3</u> | <u>2,0</u> |
| . Obligations cautionnées | - | - | - | - | - 0,3 |
| . Dépôts privés aux chèques postaux | 4,1 | 4,8 | 2,7 | 2,3 | 2,3 |
| <u>T O T A L : CREANCES NETTES SUR LE GOUVERNEMENT</u> | <u>58,3</u> | <u>63,9</u> | <u>68,0</u> | <u>73,3</u> | <u>39,9</u> |

(1) Signe + pour les créances sur le Gouvernement

(2) Charges annulées fin mai 1984 dans le cadre de l'entrée dans l'UMOA. Dans le tableau 3, ces montants ont été réintroduits dans la colonne : 1984 + données corrigées

(3) Financement compensatoire et accords de confirmation

4. SITUATION VIS A VIS DE L'EXTERIEUR

4.1. BALANCE DES PAIEMENTS - COMMERCE EXTÉRIEUR

La balance des paiements du Mali a connu un déficit quasi constant lors de la précédente décennie, ce déficit s'étant accentué au début des années 1980. L'année 1982 a été marquée par une sensible inflexion de cette tendance (-2,8 milliards FCFA de déficit) et les deux années suivantes ont connu un résultat pratiquement équilibré. Il convient cependant de nuancer ces résultats car s'il est indéniable que le niveau des exportations a sérieusement augmenté en 1983 et 1984, l'obtention d'un résultat équilibré est dû, pour une bonne part, à la hausse importante des transferts publics, notamment de l'aide alimentaire, mais aussi à un allègement important des intérêts liés au service de la dette. En dépit de cet allègement d'intérêts et d'une stabilisation du solde de la balance commerciale, le déficit de la balance courante a sensiblement progressé en raison d'une hausse importante des paiements de services. En 1985, selon les prévisions de la BCEAO, le résultat pourrait être équilibré, la légère dégradation de la balance commerciale étant compensée par une augmentation des transferts publics.

1. La balance commerciale

L'amélioration des recettes d'exportation depuis 1981 a été très nette puisqu'entre 1981 et 1984 elles ont augmenté en valeur de 84 % alors que sur la même période les importations n'ont progressé que de 50 %. Cette augmentation importante des exportations a permis de réduire le déficit commercial du Mali en termes réels, le taux de couverture exportations/importations progressant de 57 % en 1981 à 71 % en 1984. Pour 1985, les perspectives sont moins bonnes dans la mesure où les exportations ne devraient pas progresser alors que les importations augmenteront (accroissement du déficit céréalière).

Les exportations

Sur la période 1979-1984, les exportations de coton et de bétail ont représenté en moyenne près de 80 % du total des exportations, les ventes de coton représentant à elles seules près de la moitié du total des recettes extérieures.

La part prépondérante du coton dans les recettes d'exportation démontre, s'il en était besoin, l'extrême fragilité de la structure des produits commercialisés par le Mali. S'il est indéniable que la réorganisation du secteur cotonnier a permis de consolider la structure de production, il n'en demeure pas moins que deux paramètres essentiels restent difficilement contrôlables, à savoir les aléas climatiques qui influent directement sur les quantités produites et les aléas économiques qui peuvent affecter tant les cours du marché que celui de la devise (dollar) dans laquelle ces derniers sont libellés. En 1983, la hausse des recettes cotonnières a été essentiellement liée à la hausse de la production exportée (+ 31,4 %), la hausse prix/dollar n'étant que de 15 %, en 1984, l'évaluation prix/dollar a été prépondérante (+ 36 %) en regard de la hausse en volume (+ 9,5 %).

En 1985, les recettes cotonnières devraient connaître un recul par rapport à 1984 en raison d'un effet de baisse sur les prix qui ne sera en aucune façon compensé par la légère augmentation de la production.

Le deuxième poste important des exportations est celui de la vente de bétail dans la mesure où il a représenté sur la période 1979-1984 environ 30 % des recettes d'exportation. Il est relativement difficile d'apprécier la validité des chiffres fournis, compte tenu de la perméabilité des frontières et de l'inorganisation de la filière viande ; il convient donc de les interpréter avec une certaine prudence.

Les ventes de bétail semblent avoir nettement progressé en 1982 (+ 22 %) et en 1983 (+ 24 %), probablement en raison des effets de la sécheresse qui ont amené les éleveurs à se séparer d'une partie plus importante de leur troupeau (difficultés alimentaires) et aussi en raison d'une demande supérieure des pays riverains. Après un léger recul en 1984, la vente de bétail pour l'année 1985 devrait à nouveau progresser.

Le reste des exportations est constitué de produits agricoles ou de dérivés de ces produits. Les exportations d'arachides, qui représentaient 6 % du total en 1979, ont considérablement diminué, traduisant la crise du secteur arachidier. En ce qui concerne le karité, on peut remarquer que sa commercialisation sous forme de beurre a fortement progressé et semble bénéficier d'une demande soutenue.

L'évolution à court terme des exportations demeure plus que jamais liée au bon comportement du secteur cotonnier. Les perspectives de commercialisation de nouveaux produits restent relativement faibles et, dans un proche avenir, ne peuvent provenir que de la mise en exploitation (en cours) des ressources minières (or, diamant).

Les importations

Après une relative stabilité sur la période 1980-1982, les importations maliennes ont à nouveau augmenté en 1983 et 1984. Les facteurs explicatifs de ces hausses sont pour l'année 1983 une augmentation des livraisons de céréales (+ 9,3 milliards de FCFA) et l'acquisition d'un avion BAC 146/100 (+ 7,4 milliards de FCFA) et pour l'année 1984 une augmentation massive des achats céréaliers (+ 22,8 milliards de FCFA).

La caractéristique principale de l'évolution des importations est l'augmentation inquiétante des importations de céréales qui, entre 1982 et 1984, ont été multipliées par 4 en volume et par 4,5 en valeur (appréciation du dollar en 1984 par rapport au FCFA). L'achat de céréales, qui représentait 8 % du total des importations en 1982, a représenté en 1984 plus de 26 % du total des produits importés.

En dépit d'une accélération importante de l'aide alimentaire, au cours des deux dernières années, les achats de céréales ont représenté pour le Mali une dépense presque équivalente à celle des importations pétrolières.

Le poste de produits alimentaires demeure le poste le plus important et représente plus du tiers de la valeur des exportations.

Sur les autres postes, on peut observer une assez faible évolution, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement ayant progressé à un rythme modéré, ce qui traduit la relative stagnation de l'économie.

Le coût d'achat des produits pétroliers, bien que la consommation se soit stabilisée autour de 140 000 tonnes, a plus que doublé sur la période 1979-1984 en raison d'une part de la hausse du prix du pétrole, et d'autre part de l'appréciation du dollar à partir de la fin de 1983. Les perspectives pour 1985 sont liées à la croissance des importations céréalières qui devraient être encore en hausse par rapport à 1984 (+ 20 %), une grande partie de cette augmentation devrait être couverte au titre de l'aide alimentaire (fin mars, 165.000 t étaient acquises sur les 200.000 t prévues).

Orientations géographiques des échanges extérieurs

Les flux commerciaux entre le Mali et l'extérieur touchent principalement deux zones, la Communauté Economique Européenne et les pays d'Afrique riverains du Mali (Sénégal, Côte d'Ivoire).

Au niveau de la CEE, la France demeure le principal partenaire commercial en dépit d'un léger recul depuis 1981. Il est à noter l'importance de la Belgique dans les exportations maliennes (25 % du total) et l'augmentation sensible des flux commerciaux entre le Mali et la République Fédérale d'Allemagne. Le commerce avec les pays limitrophes africains, Sénégal et Côte d'Ivoire, est fortement déséquilibré, le Mali important beaucoup plus de ces deux pays qu'il n'exporte vers eux.

2. Les services

Le déficit de la balance des services a suivi une évolution relativement proche de celle des importations, avec une tendance à la baisse sur la période 1980-1982, puis à des hausses sensibles en 1983 (+ 15 %) et en 1984 (+ 19 %). Ces hausses sont essentiellement liées à l'augmentation du service Frêts et Assurances. Ce poste est particulièrement élevé au Mali puisqu'il représente près de 45 % du total des importations FOB. Il traduit l'importance des coûts d'acheminement des marchandises pour un pays enclavé comme le Mali. Au niveau des services, il convient d'analyser l'évolution des intérêts à payer au titre du remboursement de la dette. L'évolution de ce poste marque une décroissance à partir de 1984. Cette décroissance s'explique par la consolidation du compte d'opérations en juin 1984 (entrée du Mali dans l'UMOA) qui a permis de réduire les intérêts dus au titre du compte d'opérations de 6,4 milliards FCFA en 1983 à 2 milliards FCFA en 1984. Seulement une partie des intérêts a été due en raison d'une part, de cette consolidation, d'autre part d'accords de rééchelonnement avec certains pays (Algérie, Egypte). Ces allègements d'intérêts sont inscrits dans les capitaux non monétaires de la balance des paiements, la différence entre le poste intérêts et le poste allègement constituant les intérêts réellement servis. On constate que ces remboursements d'intérêts "servis" ont sensiblement progressé, passant de 3,3 milliards FCFA en 1983 à 5,5 milliards FCFA en 1984, traduisant des échéances liées au remboursement des prêts FMI et des prêts commerciaux liés à l'achat de l'avion BAC 74/100.

3. Les transferts

Les transferts privés ont relativement stagné au cours de la période 80-84 avec une tendance à la hausse à partir de 1984 en raison de l'entrée dans l'UMOA.

Par contre, les transferts publics ont fortement progressé. Entre 1982 et 1984, ils ont été multipliés par deux en raison de la très forte augmentation de l'aide alimentaire qui est passé de 5,3 milliards FCFA en 1982 à plus de 17 milliards FCFA en 1984, représentant 30% du total des transferts publics.

Les dons relatifs aux projets ont également progressé alors que les aides budgétaires se sont stabilisées en 1983-1984 autour de 4 milliards FCFA.

4. Capitaux non monétaires

L'entrée nette de capitaux a peu progressé, à l'exception de l'année 1983 qui a vu l'achat de l'avion BAC. La faible augmentation des entrées nettes de capitaux traduit la montée des remboursements en capital liés à la dette extérieure et à la suppression en 1984 des prêts consentis au titre de l'assistance budgétaire. Les dépenses d'amortissements ne représentent qu'une partie de l'amortissement total dans la mesure où elles ne prennent pas en compte les remboursements de certains pays (Chine, URSS). Depuis l'entrée du Mali dans l'UMOA, on peut constater une entrée non négligeable de capitaux privés.

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 (1) | 1984 prévis. | 1985 project. (3) |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|-------------------------|
| Exportations marchandises FOB | 43,3 | 41,9 | 47,9 | 63,0 | 78,9 | 77,7 |
| Importations marchandises FOB | -65,2 | -73,2 | -76,5 | -96,5 | -111,2 | -121,9 |
| <u>Balance commerciale</u> | <u>-21,9</u> | <u>-31,3</u> | <u>-28,6</u> | <u>-33,5</u> | <u>-32,3</u> | <u>-44,2</u> |
| Services nets | -48,3 | -43,6 | -47,6 | -54,3 | -64,0 | -67,4 |
| dont - Frêts et Assurances | (-27,8) | (-31,5) | (-32,7) | (-38,1) | (-45,1) | (-49,7) |
| - Intérêts et dettes | (-3,4) | (-7,9) | (-9,4) | (-9,7) | (-7,6) | (-8,5) |
| Transferts privés | 7,0 | 8,1 | 9,5 | 8,9 | 9,7 | 10,0 |
| <u>Balance courante (hors dons)</u> | <u>-63,2</u> | <u>-66,8</u> | <u>-66,7</u> | <u>-78,9</u> | <u>-86,6</u> | <u>-101,6</u> |
| Transferts publics | 30,8 | 35,3 | 30,5 | 41,5 | 57,9 | 64,3 |
| <u>Balance courante (y compris dons)</u> | <u>-32,4</u> | <u>-31,5</u> | <u>-36,1</u> | <u>-37,5</u> | <u>-28,7</u> | <u>-37,3</u> |
| <u>Capitaux non monétaires</u> | <u>24,4</u> | <u>19,5</u> | <u>25,7</u> | <u>31,9</u> | <u>25,8</u> | <u>37,3</u> |
| Privés | 1,1 | 0,1 | -0,9 | - | 2,4 | 2,0 |
| Public | 23,3 | 19,4 | 26,6 | 31,9 | 23,4 | 35,3 |
| Prêts budgétaires | - | (3,0) | (7,2) | (7,3) | - | - |
| Prêts projets | - | (17,8) | (22,0) | (27,7) | (29,2) | - |
| Aide alimentaire | - | - | - | (1,3) | (1,0) | - |
| Amortissements | - | (-1,4) | (-2,5) | (-4,4) | (-6,8) | - |
| <u>Allocation DTS</u> | <u>0,8</u> | <u>0,9</u> | - | - | - | - |
| <u>Allègement dette (2)</u> | <u>0,3</u> | <u>0,7</u> | <u>7,6</u> | <u>6,6</u> | <u>2,8</u> | - |
| Intérêts | - | - | (7,3) | (6,4) | (2,1) | - |
| Principal | 0,3 | 0,7 | 0,3 | (0,2) | (0,7) | - |
| <u>Balance globale</u> | <u>-6,9</u> | <u>-10,4</u> | <u>-2,8</u> | <u>+1,0</u> | <u>-0,1</u> | - |
| <u>Banque centrale</u> (+ augmentation des engagements) | <u>2,3</u> | <u>5,5</u> | <u>5,8</u> | <u>2,0</u> | <u>3,1</u> | - |
| Compte d'opération | (2,5) | (7,6) | (-2,5) | (-2,6) | - | - |
| FMI | (-0,7) | (-0,7) | (8,8) | (5,3) | (8,5) | - |
| Réserves | (0,5) | (-1,4) | (-0,5) | (-0,7) | - | - |
| <u>Banques commerciales</u> (+ augmentation des engagements) | <u>1,1</u> | <u>-1,1</u> | <u>-1,3</u> | <u>-2,8</u> | <u>-4,6</u> | - |
| <u>Arriérés(- diminution)</u> | <u>3,5</u> | <u>5,8</u> | <u>-3,2</u> | <u>-2,2</u> | <u>-2,2</u> | - |
| Obligations dettes dont le service n'est pas assuré attente (rééchelonnement) | - | 0,3 | 1,5 | 2,0 | 3,8 | - |

SOURCE : BCEAO, agence de Bamako, FMI.

(1) Y compris achat avion BAC 74/100.

(2) Y compris intérêts sur le compte d'opérations, période 1982/1984 et le service de la dette sur certains prêts bilatéraux, pour lesquels des rééchelonnements ont été trouvés.

(3) Prévisions Banque Centrale.

ECHANGES COMMERCIAUX PAR ORIGINE
en pourcentage

| | 1981 | 1982 | 1983 |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| <u>EXPORTATIONS</u> | | | |
| <u>Pays industrialisés</u> | <u>71,9</u> | <u>77,-</u> | <u>71,7</u> |
| dont | | | |
| France | (16,6) | (15,8) | (14,5) |
| Royaume-Uni | (6,4) | (5,8) | (5,0) |
| R.F.A. | (7,7) | (9,8) | (9,4) |
| Belgique | (25,2) | (27,7) | (24,0) |
| Japon | (6,8) | (4,1) | (6,5) |
| <u>Pays en développement</u> | <u>22,6</u> | <u>18,9</u> | <u>24,2</u> |
| dont | | | |
| Afrique | 11,2 | 14,4 | 16,1 |
| - Côte d'Ivoire | (1,9) | (2,4) | (2,3) |
| Asie | 9,5 | 3,9 | 5,7 |
| - Chine | (6,2) | (3,4) | (4,1) |
| Autres | 5,5 | 4,1 | 4,1 |
| <u>IMPORTATIONS</u> | | | |
| <u>Pays industrialisés</u> | <u>52,3</u> | <u>55,0</u> | <u>61,6</u> |
| dont | | | |
| France | 34,7 | 27,8 | 24,6 |
| Royaume-Uni | (1,1) | (2,5) | (7,6) |
| R.F.A. | (4,9) | (8,6) | (11,0) |
| Italie | (2,2) | (4,4) | (2,8) |
| Japon | (2,2) | (2,6) | (3,1) |
| Etats-Unis | (1,6) | (3,1) | (3,1) |
| <u>Pays en développement</u> | <u>46,5</u> | <u>43,8</u> | <u>37,4</u> |
| dont | | | |
| Afrique | 42,7 | 39,9 | 37,4 |
| - Côte d'Ivoire | (28,3) | (26,8) | (23,1) |
| - Sénégal | (10,5) | (9,9) | (8,6) |
| Asie | 3,4 | 3,8 | 2,8 |
| - Chine | (2,4) | (2,4) | (1,2) |
| <u>Autres</u> | <u>1,2</u> | <u>1,2</u> | <u>1,0</u> |

COMPOSITION DES IMPORTATIONS PAR PRODUITS (CAF)
(Valeur en milliards de FCFA, volume en tonnes métriques)

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 Prév. |
|-------------------------------|-------------|-------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| <u>PRODUITS ALIMENTAIRES</u> | <u>10,2</u> | <u>16,6</u> | <u>22,9</u> | <u>20,2</u> | <u>30,6</u> | <u>54,2</u> | <u>60,2</u> |
| Sucre volume | 1,4 | 3,4 | 5,4 (30.000) | 4,4 (35.000) | 5,9 (32.000) | 6,0 (30.000) | 6,2 (28.000) |
| Colas volume | 0,3 | 0,2 | 0,3 (3.000) | 0,4 (3.000) | 0,5 (3.500) | 0,5 (3.700) | 0,5 (3.570) |
| Céréales volume | 3,4 | 6,2 | 9,0 (75.000) | 8,5 (74.240) | 17,8 155.000) | 40,6 290.000) | 45,5 350.000) |
| Farine volume | 1,1 | 1,9 | 2,0 (12.500) | 1,8 (11.300) | - | - | - |
| Lait volume | 1,0 | 0,6 | 1,0 (3.300) | 1,2 (3.800) | 1,6 (3.200) | 1,8 (3.500) | 2,3 (4.370) |
| Thé, café volume | 1,1 | 1,0 | 1,4 (1.000) | 1,4 (1.000) | 1,5 (1.100) | 1,6 (1.100) | 1,7 |
| Boissons volume | 0,2 | 0,3 | 0,4 (2.600) | 0,3 (2.600) | 0,3 (2.600) | 0,4 (2.600) | 0,4 (2.600) |
| Autres | 1,7 | 3,0 | 3,4 | 2,7 | 3,0 | 3,3 | 3,6 |
| <u>TEXTILES-CUIRS</u> | <u>2,2</u> | <u>2,8</u> | <u>4,9</u> | <u>5,1</u> | <u>5,3</u> | <u>5,8</u> | <u>6,6</u> |
| volume | | | (14.000) | (13.600) | (14.000) | (14.500) | (14.800) |
| <u>MACHINES ET VEHICULES</u> | <u>27,5</u> | <u>27,8</u> | <u>29,0</u> | <u>31,0</u> | <u>42,0</u> * | <u>37,0</u> | <u>37,0</u> |
| volume | | | (24.180) | (20.700) | (27.096) | (22.600) | (21.800) |
| <u>MATERIAUX CONSTRUCTION</u> | <u>9,0</u> | <u>8,8</u> | <u>8,2</u> | <u>10,0</u> | <u>11,6</u> | <u>12,4</u> | <u>14,1</u> |
| volume | | | (22.200) | (25.000) | (27.500) | (27.500) | (28.200) |
| <u>PRODUITS CHIMIQUES</u> | <u>8,9</u> | <u>11,0</u> | <u>10,8</u> | <u>10,0</u> | <u>11,0</u> | <u>11,7</u> | <u>13,1</u> |
| volume | | | (48.500) | (45.000) | (48.000) | (50.000) | (51.500) |
| <u>PRODUITS PETROLIERS</u> | <u>11,8</u> | <u>17,5</u> | <u>19,9</u> | <u>22,8</u> | <u>22,5</u> | <u>25,4</u> | <u>26,7</u> |
| volume | | | 152.700) | 140.500) | 141.200) | 140.400) | 140.400) |
| <u>AUTRES</u> | <u>6,6</u> | <u>8,5</u> | <u>9,0</u> | <u>10,1</u> | <u>11,6</u> | <u>12,4</u> | <u>13,0</u> |
| <u>TOTAL</u> | <u>76,2</u> | <u>93,3</u> | <u>104,7</u> | <u>109,2</u> | <u>134,6</u> | <u>158,9</u> | <u>170,7</u> |

NB : DONS CEREALES
 volume 1,75 2,5 5,3 8,7 16,9 22,0
 PU (FCFA/kg) nd nd (51.000) (76.000) 130.000) 200.000)
 nd nd 114 115 130 110

* Y compris achat d'un avion BAC 146/100 (7,4 milliards FCFA)

Source : RCEAO Agence BAMAKO

COMPOSITION DES EXPORTATIONS PAR PRODUITS
(Valeur en milliards de FCFA, volume en tonnes métriques)

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 Prev |
|----------------------------|-------------|-------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <u>COTON</u> | <u>17,0</u> | <u>21,8</u> | <u>17,1</u> | <u>18,6</u> | <u>28,1</u> | <u>41,9</u> | <u>36,8</u> |
| Coton fibre volume | 16,0 | 20,5 | 16,3 (37.335) | 17,0 (35.870) | 25,9 (47.130) | 38,7 (51.600) | 33,8 (47.000) |
| Coton graine volume | - | 0,2 | - | 0,3 (5.550) | - | - | - |
| Tourteaux volume | 0,2 | 0,2 | - | 0,2 (2.873) | 0,9 (12.246) | 0,7 (9.081) | 0,4 (7.000) |
| Tissus-fils volume | 0,8 | 0,9 | 0,8 (3.000) | 0,7 (2.545) | 1,2 (3.574) | 2,0 (4.370) | 2,1 (4.200) |
| Huile volume | | | - | 0,4 (2.000) | 0,1 (628) | 0,5 (2.000) | 0,5 (2.000) |
| <u>ARACHIDE</u> | <u>1,8</u> | <u>1,0</u> | <u>2,4</u> | <u>0,9</u> | <u>0,7</u> | <u>0,5</u> | <u>0,5</u> |
| Graine volume | - | 0,1 | - | - | 0,5 (5.000) | 0,5 (5.000) | 0,5 (5.000) |
| Huile volume | 1,4 | 0,7 | 2,0 | 0,6 (2.743) | 0,1 (508) | - | - |
| Tourteaux volume | 0,4 - | 0,2 - | 0,4 - | 0,3 (4.728) | 0,1 (1.058) | - | - |
| <u>CUIRS ET PEAUX</u> | <u>0,2</u> | <u>0,3</u> | <u>0,5</u> | <u>0,6</u> | <u>0,7</u> | <u>0,7</u> | <u>0,8</u> |
| volume | | | | (700) | (800) | (750) | (900) |
| <u>ANIMAUX VIVANTS</u> | <u>7,5</u> | <u>12,6</u> | <u>14,0</u> | <u>17,1</u> | <u>21,3</u> | <u>19,8</u> | <u>22,9</u> |
| volume | | | (35.253) | (37.900) | (42.600) | (34.500) | (36.200) |
| <u>POISSONS</u> | <u>0,3</u> | <u>0,5</u> | <u>0,6</u> | <u>0,7</u> | <u>1,5</u> | <u>0,7</u> | <u>0,7</u> |
| volume | | | (2.000) | (2.400) | (2.086) | (1.240) | (1.200) |
| <u>GOMME ARABIQUE</u> | <u>0,2</u> | <u>0,2</u> | <u>0,4</u> | <u>0,2</u> | <u>0,4</u> | <u>0,4</u> | <u>0,5</u> |
| volume | | | - | (800) | (1.000) | (1.100) | (1.000) |
| <u>SPARTERIE VANNERIE</u> | - | <u>0,1</u> | <u>0,1</u> | <u>0,2</u> | <u>0,2</u> | <u>0,2</u> | <u>0,2</u> |
| volume | | | (1.100) | (1.300) | (1.400) | (1.400) | (1.400) |
| <u>KARITE</u> | <u>2,3</u> | <u>2,0</u> | <u>1,6</u> | <u>2,3</u> | <u>1,3</u> | <u>3,2</u> | <u>3,1</u> |
| Amande de karité volume | - | - | 1,6 (25.000) | 2,1 (18.000) | 0,8 (7.000) | 1,3 (12.000) | 0,4 (3.000) |
| Beurre de karité volume | - | - | - | 0,2 (646) | 0,5 (1.400) | 1,9 (4.340) | 2,7 (5.400) |
| <u>DIVERS</u> | <u>2,1</u> | <u>4,8</u> | <u>5,2</u> | <u>7,3</u> | <u>8,6</u> | <u>10,0</u> | <u>12,2</u> |
| <u>TOTAL</u> | <u>31,4</u> | <u>43,3</u> | <u>41,9</u> | <u>47,9</u> | <u>62,8</u> | <u>77,4</u> | <u>77,7</u> |

4.2. DETTE EXTÉRIEURE

La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) est chargée de la gestion et des remboursements de la plus grande partie de la dette du Mali (80-85%). A la fin de l'année 1984, avec l'assistance de la Banque Mondiale, la CAA a entrepris un recensement de l'ensemble de la dette extérieure malienne. Une situation concernant les engagements et les encours, ainsi qu'un échancier du programme de remboursements ont pu être établis en fonction des prêts recensés au 30 juin 1984. Pour fournir une évolution de la dette extérieure du Mali, on s'appuiera sur les statistiques précédemment établies par la Banque Mondiale et le FMI.

Au 31 décembre 1983, la dette indiquée par la CAA s'établissait à un encours de 1.158 millions de DTS (1), alors que les statistiques de la Banque Mondiale et du FMI donnaient un encours de 1.049 millions de DTS ; pour le total des engagements, la CAA fournissait le chiffre de 1.570 millions de DTS (1), alors que la Banque Mondiale donnait le chiffre de 1.468,4. Les différences peuvent s'expliquer d'une part, par la plus grande exhaustivité des prêts recensés par la CAA, d'autre part par des différences d'évaluation du taux de change FCFA/DTS. Ces différences ne devraient pas affecter l'évolution de la croissance de l'endettement dans la mesure où il s'agit de prêts antérieurs à 1980 non recensés.

1. Evolution de la dette malienne

Sur la base des estimations fournies par la Banque Mondiale et le FMI, le total des encours a fortement progressé entre 1980 et 1983, puisqu'il a augmenté de plus de 50%. Sur la même période, le total des engagements a augmenté de plus de 60%. Si l'on rapporte l'évolution de la dette au ratio encours/PIB, on constate que ce ratio atteignait 78% en 1981 (2), alors qu'il serait de 109% à la fin de 1984. L'augmentation rapide de l'encours de la dette est dû essentiellement à l'augmentation des prêts accordés par les organismes multilatéraux, le montant des encours ayant été multiplié par 2,26 entre 1980 et 1983 (développement important des prêts accordés par l'AID et le Fonds spécial de l'OPEP). La progression des prêts accordés par les organismes bilatéraux a été moindre (41,9%) en raison notamment d'un arrêt des prêts accordés par la Chine et de la croissance modérée des prêts accordés par l'Union Soviétique.

Enfin, il faut noter la très forte progression des prêts du FMI (hors Fonds fiduciaire), en raison des deux accords de confirmation ; en 1981 la part des prêts du FMI par rapport à l'encours total était négligeable, elle représentait 4,2% en 1983 et 5,7% en 1984.

./.

(1) 1 DTS = 437 FCFA, taux retenu par la CAA au 31 décembre 1983.

(2) 1981, date de la nouvelle base des Comptes Nationaux.

La répartition de la dette par zone politico-géographique a sensiblement évolué : en 1980 plus de 40% de la dette étaient contractés auprès de la République Populaire de Chine et de l'URSS, en 1984 cette part ne représente plus que 30%. Durant cette période, la dette vis-à-vis des pays arabes (bilatérale et OPEP) a fortement progressé, représentant 18% du total de l'encours en 84 (contre 8% en 1980), soit l'équivalent de l'encours de la dette à l'égard de la France (1) (18,2%). La part des organismes internationaux (2) représente 27,7%.

La répartition des prêts au niveau sectoriel traduit les difficultés financières que traverse le Mali, puisque 30% des prêts ont été affectés aux aides financières et aide à la balance des paiements.

Les prêts accordés aux secteurs productifs ne représentent que 36,6% du total de l'encours, la part la plus importante ayant été accordée au secteur industriel (y compris barrage de Selingué) et au secteur des transports.

La dette malienne est largement tributaire de l'évolution des devises, puisque seulement 19,2% de l'encours est libellé en FF ou en FCFA, le dollar et les DTS représentant 32% du total.

2. Service de la dette

Sur la période 1981 - 1984, le service de la dette a augmenté de près de 60%. Cette augmentation était en partie due à la croissance des intérêts dus au titre du solde débiteur du Compte d'opération (7,3 milliards en 1982, 6,4 milliards en 1983) : la consolidation du Compte d'opération en juin 1984 a permis de diminuer ces intérêts et de les ramener à 2,1 milliards de F CFA en 1984, entraînant une faible croissance du service de la dette en 1984. Lors de la période précédant la consolidation du Compte d'opération, ces intérêts n'ont pas été payés, entraînant une baisse importante de la charge effective de la dette. Parallèlement, plusieurs prêts ont fait l'objet d'un rééchelonnement (Algérie, Egypte) ou ont été mis en attente de remboursements en vue d'un rééchelonnement. En dépit de ces allègements, les remboursements ont fortement progressé, passant de 2,7 milliards en 1982 à 6,2 milliards en 1983 et 9,7 milliards en 1984. La croissance importante de ces remboursements est due en grande partie au remboursement des prêts du FMI (0,7 milliard en 1982, 2,0 milliards en 1983, 3,7 milliards en 1984) et au remboursement du prêt commercial lié à l'achat de l'avion BAC (1,8 milliard FCFA en 1984).

Le service de la dette exigible au cours des prochaines années, en raison de l'arrivée à maturité des prêts chinois et soviétique, devrait augmenter considérablement : sur cette base, la projection pour 1985 serait de 39,7 milliards de FCFA, les remboursements atteindraient 50% des exportations de biens (21% en 1984). Il est probable que les autorités maliennes ont dû renégocier le remboursement des prêts chinois et soviétiques. Si on laisse de côté le remboursement de ces prêts, le service projeté pour 1985 atteint 21,5 milliards de FCFA ; cette croissance est essentiellement due à l'augmentation des remboursements des prêts du FMI (5,2 milliards en 1985), aux remboursements des crédits pour l'achat de l'avion BAC (1,9 milliard de FCFA) et des prêts de l'OPEP (1,2 milliard FCFA).

Le profil de remboursements pour les années à venir, situation au 30 juin 1984, présente une forte composante des remboursements en capital (prêts contractés au cours des années 1960 et 1970). Il est probable que des accords de rééchelonnement devront intervenir (Chine, URSS, pays Arabes), le Mali étant dans l'incapacité de faire face à l'ensemble des échéances.

./.

(1) La consolidation du solde débiteur du Compte d'opération (73,5 milliards de F CFA) représente à elle seule 78% de la dette malienne à l'égard de la France.

(2) Hors Fonds Spécial OPEP, y compris FMI.

EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE DU MALI - 1980/1983
(en millions de DTS)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 prévisions |
|--|--------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|
| Crédits fournisseurs | 5,1 | 5,6 | 5,1 | 22,9 | n.d. |
| Institutions financières | 5,6 | 7,2 | 7,7 | 8,7 | n.d. |
| Prêts multilatéraux | 138,9 | 211,9 | 259,9 | 312,8 | n.d. |
| FMI - Fonds fiduciaire | (21,4) | (21,5) | (21,5) | (21,2) | n.d. |
| Prêts bilatéraux | 363,5 | 401,5 | 456,9 | 515,4 | n.d. |
| <u>Sous-Total</u> | <u>491,7</u> | <u>626,1</u> | <u>729,6</u> | <u>859,8</u> | <u>907,4</u> |
| Compte d'opération | 171,8 | 169,6 | 163,3 | 145,5 | 160,3 |
| Utilisation des ressources FMI | 8,1 | 6,7 | 31,0 | 44,2 | 65,0 |
| <u>Total</u> | <u>693,0</u> | <u>802,4</u> | <u>923,9</u> | <u>1.049,5</u> | <u>1.182,7</u> |
| <u>Total</u> (y compris dette non déboursée) | <u>918,0</u> | <u>1.147,0</u> | <u>1.395,0</u> | <u>1.468,4</u> | <u>n.d.</u> |

SOURCE : Banque Mondiale (Debt table), FMI.

STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE DU MALI AU 30 JUIN 1984
(en milliards de F CFA)

| | | |
|--|--------------|----------|
| - <u>Organismes Internationaux</u> | <u>171,8</u> | |
| dont . AID | | 74,1 |
| . FMI | | 32,4 |
| . Fonds arabes (BADEA, DID, OPEP) | | 29,8 |
| . BAD-FAD | | 24,9 |
| - <u>Gouvernements</u> | <u>319,2</u> | |
| dont . URSS | | 105,5 |
| . France | | 89,5 (1) |
| . République Populaire de Chine | | 49,3 |
| . Arabie Saoudite | | 18,9 |
| . Koweït | | 14,0 |
| . Algérie | | 8,9 |
| . Irak | | 8,4 |
| . Egypte | | 5,6 |
| . Abou Dhabi | | 5,6 |
| - <u>Crédits commerciaux privés</u> | <u>22,0</u> | |
| dont . Grande Bretagne | | 9,0 (2) |
| . France | | 4,0 |
| . RFA | | 2,4 |
| . Côte d'Ivoire | | 2,1 |
| . Italie | | 2,0 |
| <u>TOTAL</u> | <u>513,0</u> | |
| <u>TOTAL</u> (y compris dette non déboursée) | <u>742,2</u> | |

REPARTITION EN POURCENTAGE

| | |
|--|-------------|
| - <u>Pays OCDE</u> (bilatéral public et privé) | <u>23,2</u> |
| dont . France | (18,2) |
| - <u>FMI/AID</u> | <u>20,7</u> |
| - <u>URSS</u> | <u>20,5</u> |
| - <u>Pays arabes</u> | <u>18,4</u> |
| - <u>République Populaire de Chine</u> | <u>9,6</u> |

(1) Dont 73,5 milliards de FCFA, résultant de la consolidation du compte d'opération.

(2) Y compris achat avion BAC.

SERVICE DE LA DETTE 1981 - 1984

Unité : millions FCFA

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 prévisi. |
|---|---------------|---------------|---------------|------------------|
| <u>Paiements réellement effectués</u> (hors FMI) | <u>4.223</u> | <u>2.034</u> | <u>4.168</u> | <u>6.040</u> |
| Intérêts | 3.599 | 1.365 | 1.882 | 2.989 |
| Principal | 624 | 669 | 2.286 | 3.051 |
| <u>Dettes échues refinancées</u> | <u>792</u> | <u>7.513</u> | <u>6.771</u> | <u>2.796</u> |
| Intérêts (1) | 94 | 7.292 | 6.438 | 2.158 |
| Principal | 698 | 211 | 333 | 638 |
| <u>Dettes échues en attente de rééchelonnement</u> | <u>319</u> | <u>1.541</u> | <u>1.836</u> | <u>3.731</u> |
| Intérêts | - | 30 | 67 | 620 |
| Principal | - | 1.511 | 1.769 | 3.111 |
| <u>Arriérés</u> | <u>3.818</u> | <u>533</u> | <u>478</u> | - |
| Intérêts | 3.818 | 399 | 412 | - |
| Principal | - | 134 | 67 | - |
| <u>FMI (paiements)</u> | <u>896</u> | <u>705</u> | <u>2.031</u> | <u>3.738</u> |
| Intérêts | 191 | 322 | 917 | 1.825 |
| Principal | 705 | 383 | 1.114 | 1.914 |
| <u>TOTAL</u> | <u>10.048</u> | <u>12.314</u> | <u>15.283</u> | <u>16.306</u> |
| Intérêt | 7.702 | 9.406 | 9.715 | 7.592 |
| Principal | 2.346 | 2.908 | 5.568 | 8.714 |

(1) A partir de 1982, intérêts sur le compte d'opérations.

SERVICE DE LA DETTE
2ème semestre 1984 - 1985
(en millions de FCFA)

| | Arriérés | | 2° semestre 84 | | 1° semestre 85 | | 2° semestre 85 | |
|--|---------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| | Princ. | Intér. | Princ. | Intér. | Princ. | Intér. | Princ. | Intér. |
| <u>Organismes internationaux</u> | <u>1.022</u> | <u>356</u> | <u>2.468</u> | <u>1.918</u> | <u>2.884</u> | <u>1.868</u> | <u>4.521</u> | <u>1.863</u> |
| dont | | | | | | | | |
| EMI | 1.022 | 339 | 957 | 871 | 970 | 838 | 2.582 | 830 |
| IDA | - | 17 | 153 | 372 | 153 | 353 | 180 | 352 |
| CPEP | - | - | 883 | 49 | 1.093 | 46 | 1.093 | 43 |
| <u>Crédits bilatéraux</u> | <u>31.254</u> | <u>2.243</u> | <u>7.057</u> | <u>1.041</u> | <u>13.644</u> | <u>2.622</u> | <u>7.262</u> | <u>1.042</u> |
| dont | | | | | | | | |
| Chine | 14.737 | 164 | 5.949 | - | 98 | - | 5.792 | - |
| France | 763 | 116 | 77 | 307 | 406 | 559 | 118 | 291 |
| Irak | 2.643 | - | - | - | 1.056 | 64 | - | - |
| Lybie | 5.173 | 684 | 89 | 24 | - | - | 115 | 22 |
| URSS | 10.697 | 1.223 | - | - | 10.942 | 1.410 | - | - |
| <u>Crédits financiers et commerciaux assurés</u> | <u>3.997</u> | <u>377</u> | <u>860</u> | <u>487</u> | <u>828</u> | <u>454</u> | <u>828</u> | <u>423</u> |
| dont | | | | | | | | |
| British Aerospace (achat BAC) | - | - | 348 | 353 | 348 | 334 | 348 | 316 |
| <u>Crédits non assurés</u> | <u>393</u> | <u>982</u> | <u>364</u> | <u>359</u> | <u>480</u> | <u>333</u> | <u>434</u> | <u>308</u> |
| dont | | | | | | | | |
| Barclays (achat BAC) | - | 92 | 140 | 154 | 140 | 143 | 140 | 133 |
| <u>TOTAL</u> | <u>36.666</u> | <u>3.958</u> | <u>10.748</u> | <u>3.800</u> | <u>17.836</u> | <u>5.278</u> | <u>13.043</u> | <u>3.636</u> |

SOURCE : Caisse Autonome d'Amortissement.

Princ : principal.

Intér.: intérêt.

PROJECTION DU SERVICE DE LA DETTE (1)
A PARTIR DES ENCOURS AU 30 JUIN 1984
(en milliards de FCFA)

| | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <u>Total</u> | <u>39,7</u> | <u>44,0</u> | <u>44,0</u> | <u>38,0</u> | <u>35,0</u> | <u>31,8</u> | <u>27,5</u> | <u>25,8</u> |
| Intérêts | 8,7 | 8,2 | 7,1 | 6,0 | 5,0 | 4,2 | 3,5 | 2,8 |
| Principal | 31,0 | 35,8 | 36,9 | 32,0 | 30,0 | 27,6 | 24,0 | 23,0 |
| dont | | | | | | | | |
| <u>Prêts multilatéraux</u> | <u>11,0</u> | <u>16,0</u> | <u>17,0</u> | <u>12,2</u> | <u>9,0</u> | <u>7,0</u> | <u>4,8</u> | <u>4,6</u> |
| Intérêts | 3,7 | 3,5 | 3,0 | 2,5 | 2,0 | 1,5 | 1,5 | 1,5 |
| Principal | 7,8 | 12,5 | 14,0 | 9,7 | 7,0 | 5,5 | 3,5 | 3,1 |
| <u>Prêts bilatéraux Arabes</u> | <u>4,0</u> | <u>4,2</u> | <u>4,3</u> | <u>3,5</u> | <u>3,4</u> | <u>3,0</u> | <u>2,5</u> | <u>3,0</u> |
| Intérêts | 1,0 | 0,9 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| Principal | 3,0 | 3,3 | 3,5 | 2,7 | 2,7 | 2,5 | 2,0 | 2,5 |
| <u>Prêts bilatéraux Chine</u> | <u>5,9</u> | <u>4,4</u> | <u>3,2</u> | <u>3,0</u> | <u>3,6</u> | <u>2,5</u> | <u>2,5</u> | <u>1,5</u> |
| Intérêts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Principal | 5,9 | 4,4 | 3,2 | 3,0 | 3,6 | 2,5 | 2,5 | 1,5 |
| <u>Prêts bilatéraux OCDE</u> | <u>1,5</u> | <u>1,7</u> | <u>2,0</u> | <u>2,2</u> | <u>3,5</u> | <u>4,1</u> | <u>4,0</u> | <u>3,5</u> |
| Intérêts | 1,0 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 0,9 | 0,8 | 0,5 | 0,5 |
| Principal | 0,5 | 0,8 | 1,0 | 1,2 | 2,6 | 3,3 | 3,5 | 3,0 |
| <u>Prêts bilatéraux URSS/Europe Est</u> | <u>12,4</u> | <u>12,8</u> | <u>12,4</u> | <u>12,0</u> | <u>11,5</u> | <u>11,2</u> | <u>10,5</u> | <u>10,0</u> |
| Intérêts | 1,4 | 1,2 | 1,0 | 0,8 | 0,6 | 0,5 | 0,3 | 0,3 |
| Principal | 11,0 | 11,6 | 11,4 | 11,2 | 10,9 | 10,7 | 10,2 | 9,8 |
| <u>Prêts commerciaux</u> | <u>4,1</u> | <u>4,0</u> | <u>3,2</u> | <u>3,0</u> | <u>2,0</u> | <u>1,8</u> | <u>1,2</u> | <u>1,0</u> |
| Intérêts | 1,6 | 1,4 | 1,0 | 0,8 | 0,5 | 0,4 | 0,2 | - |
| Principal | 2,5 | 2,6 | 2,2 | 2,2 | 1,5 | 1,6 | 1,0 | 1,0 |

SOURCE : Caisse Autonome d'Amortissement.

(1) Reconstituée à partir d'une représentation graphique.

REPARTITION DE L'ENCOURS AU 30 JUIN 1984
(en pourcentage)

par devise

| | |
|-----------|------|
| Dollar US | 25,8 |
| CFA/FF | 19,2 |
| DTS | 6,3 |
| Rouble | 20,4 |
| Yuan | 9,5 |
| Autres | 22,8 |

Par secteur économique

| | |
|---|--------|
| Secteur agricole | 8,8 % |
| Secteur industriel | 13,5 % |
| Secteur transport/tourisme | 14,3 % |
| Secteur éducation | 18,2 % |
| Aide financière et balance des paiements | 30,0 % |
| Prêts spéciaux (1) | 14,1 % |

(1) Grande partie des prêts accordée par l'URSS.

II^e - P A R T I E

ASPECTS SECTORIELS

1. LA SITUATION DU SECTEUR DES ENTREPRISES D'ETAT

Le secteur des entreprises d'Etat a été un instrument important de la politique de développement du MALI depuis son accession à l'indépendance. Les 54 entreprises publiques couvraient une partie très importante du secteur moderne de l'économie malienne. Ces entreprises bénéficiaient de près de 70 % des crédits intérieurs du pays.

En dépit de cette importance, les entreprises publiques ont toujours connu des résultats déficitaires, qui ont atteint leur maximum de dégradation entre 1979-1981 avec des pertes consolidées dépassant 6 % du PIB. Les deux tiers des pertes étaient concentrés sur 5 entreprises (SOMIEX, AIR MALI, COMATEX, SE-PAMA et la SEPOM). L'accumulation de ces pertes s'est traduit par une réduction de l'investissement en capital, puis par des arriérés de paiements croisés vis-à-vis d'autres entreprises publiques et vis-à-vis de l'Etat ; les refinancements successifs auprès de la Banque de Développement du MALI, puis de cette dernière auprès de la Banque Centrale du MALI ont entraîné un solde déficitaire important vis-à-vis du compte d'opération du Trésor Français.

Lors de la consolidation du compte d'opération, pour l'entrée du MALI dans l'UMOA, plus de 37 milliards de F.CFA de dettes à court et moyen terme concernant les entreprises du secteur public ont été transformées en dette à long terme.

Les causes principales de l'échec des entreprises publiques sont multiples mais peuvent se résumer à trois problèmes majeurs qui ont eu des effets cumulatifs :

- l'inopportunité des décisions de création de certaines entreprises :
Les décisions de créer certaines entreprises publiques n'ont pas été prises en fonction d'une efficacité économique ou d'une analyse du coût de revient, mais beaucoup plus par rapport à des objectifs de politique intérieure et par rapport à la possibilité d'utilisation de financements étrangers.
- les conditions d'environnement économique défavorables :
faible capacité d'absorption du marché intérieur, coût élevé des transports tant sur le plan intérieur que vis-à-vis de l'extérieur (enclavement du pays), faible qualification de la main d'oeuvre, encadrement et formation insuffisants...
- les politiques économiques imposées par l'Etat défavorables au bon fonctionnement des entreprises :
faible autonomie, rigidité du système de fixation des prix, coût du crédit, incitation au suremploi... Ces politiques ont pris un caractère dramatique lorsque le gouvernement a eu des difficultés à régler ses paiements vis-à-vis de ces entreprises et où il a utilisé leurs dépôts pour résoudre ses propres difficultés financières.

1 - REORGANISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

En 1981-1982, un audit du secteur des entreprises publiques a été demandé par les autorités maliennes avec l'assistance de la banque mondiale. Ce rapport classait les entreprises en trois groupes :

- groupe 1 : entreprises viables nécessitant des transformations mineures
- groupe 2 : entreprises présentant des difficultés importantes :
 - . sous-groupe : entreprises relevant du service public (électricité, poste) ou ayant des potentialités économiques
 - . sous-groupe : viabilité économique discutable
- groupe 3 : entreprises devant être mises en liquidation ou cédées au secteur privé.

Ce schéma de réhabilitation a subi quelques modifications dans la mesure où certaines entreprises ont changé de groupe (voir dernier tableau de classification). Bien que le programme global de réhabilitation soit encore en cours de négociation entre la Banque Mondiale et les autorités maliennes et donnera lieu à des compléments de diagnostic avant de mettre en place un schéma définitif, un certain nombre de mesures ont déjà été prises concernant certaines entreprises :

- la réduction des effectifs, pour les 25 entreprises relevant du Ministère de la Tutelle de sociétés et entreprises d'Etat les effectifs ont été sérieusement réduits passant de 13.189 salariés en 1981 à 10.843 en avril 1984, soit une diminution de plus de 20 %.
- le relèvement d'un certain nombre de prix administrés
- la réorganisation de la vente à l'exportation du coton, en dehors de la SOMIEX,
- encouragement à l'assistance technique étrangère pour améliorer la gestion de certaines entreprises.

Au cours des deux dernières années, deux sociétés ont fait l'objet d'une attention particulière : la SOMIEX et AIR MALI.

La SOMIEX est de loin la Société d'Etat la plus importante du MALI, puisqu'elle employait en juin 1984, 2150 personnes, soit le 1/5 des effectifs des entreprises relevant du Ministère de Tutelle et avait un chiffre d'affaires représentant 60 % du chiffre d'affaires global de l'ensemble des sociétés. La réorganisation de la SOMIEX a porté sur plusieurs volets :

- la mise à l'écart d'un certain nombre de produits dont la commercialisation est désormais privée. Seuls sept produits de base relèvent désormais de la SOMIEX : farine, huile, lait, savon, sel, sucre et thé.
- l'allègement de sa fonction de distribution : rétrocession du commerce de détail au secteur privé, liquidation de sa flotte de transport, mise en vente des supermarchés.
- diminution de ses effectifs (environ 500 personnes entre 1981 et juin 1984).
- réorganisation de la gestion de l'entreprise dans toutes ses fonctions : achat, stockage, distribution. Avec pour objectif l'achat de quantité suffisante directement à l'extérieur avec des financements directs, alors que dans le passé, le passage par plusieurs intermédiaires alourdissait la charge financière. A cet égard, la consolidation du compte d'opération a permis à la SOMIEX de garantir un bilan financier plus sain et donc un meilleur accès au système bancaire.

La deuxième société importante, tant économiquement que politiquement, à avoir subi de profondes modifications est la compagnie aérienne nationale AIR MAIL. Les premières mesures ont été prises en 1984 avec la fermeture des lignes les plus déficitaires, la fermeture des bureaux d'AIR MALI à l'étranger et des réductions importantes du personnel, environ 25 % du total des effectifs.

En octobre 1984, la tendance du Gouvernement Malien était à la liquidation de la Société et à la création d'une nouvelle société mixte avec des partenaires étrangers. Il semble qu'en l'état actuel des choses, des négociations soient en cours avec plusieurs compagnies (UTA, compagnie de charter étrangère) et qu'aucune décision définitive ne soit prise.

Pour éviter une dégradation trop importante des finances de la compagnie durant cette période, des accords sont intervenus avec la mise à disposition de sièges par des compagnies étrangères sous le sigle AIR MALI (accord avec AIR AFRIQUE pour la destination PARIS), le personnel d'AIR MALI étant mis à la disposition de cette compagnie. La ligne intérieure desservant le Nord du pays a été remise en service en mai 1985, après un arrêt temporaire (accident d'avion de Tombouctou).

2 - EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

Les résultats les plus récents concernent les dix sociétés d'Etat les plus importantes relevant du Ministère de Tutelle des entreprises et sociétés d'Etat et trois autres entreprises publiques (OPAM, RCFM, OPT). La comparaison du résultat net consolidé de ces entreprises laisse apparaître une nette amélioration des résultats depuis 1981, avec une diminution progressive du déficit consolidé, passant de 10 milliards de F.CFA en 1981 à 3,6 milliards de F.CFA en 1984 selon les dernières estimations.

Sur un plan individuel, la SOMIEX et AIR MALI, en dépit de pertes encore substantielles, ont réduit leur déficit. En ce qui concerne la SOMIEX, il convient de remarquer que les pertes sur la distribution intérieure ont diminué de 40 % entre 1982 et 1984. Les pertes pour 1984 ont été plus importantes que prévu en raison de problèmes au niveau de la vente du sucre, seul produit générant des excédents, et, par des difficultés à acquérir des crédits intérieurs d'où des charges financières supplémentaires.

Les deux sociétés textiles COMATEX et ITEMA ont eu un comportement inverse ; au cours des trois dernières années la COMATEX a vu ses déficits s'accroître (-0,45 milliards en 1982, 1 milliard en 1984) alors que ITEMA a dégagé des surplus intéressants (217 millions F.CFA en 1983, 700 millions F.CFA en 1984). ITEMA, société mixte, a su diversifier ses produits notamment à l'exportation et réduire ses effectifs alors que la COMATEX a souffert de la mévente de ses produits peu diversifiés (contraction de la demande intérieure) et d'un manque de réorganisation tant au niveau de l'appareil productif qu'au niveau des effectifs (actuellement un projet de réorganisation est en cours avec l'aide de la CHINE).

3 - LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU SECTEUR DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Bien que la restructuration du secteur des entreprises publiques soit une tâche primordiale pour l'économie du MALI, il semble que les réformes en cours tendent plus à des actions de réajustement ponctuelles, lorsque la situation devient trop critique, qu'à la mise en place d'une réorganisation fondamentale. Sur ce plan, il est certain que le programme établi par la Banque Mondiale rencontre des difficultés pour se mettre en place. Si un certain nombre de résultats ont pu être obtenus (diminution des effectifs, limitation des pertes d'exploitation...) les bonnes intentions affichées par les autorités maliennes ne se sont pas encore traduites complètement dans la réalité.

La situation semble pourtant favorable, d'un point de vue strictement économique, à la réorganisation de ce secteur dans la mesure où la situation financière des entreprises se trouve temporairement confortée en raison de la consolidation du compte d'opérations et où d'autre part, l'accès au crédit, selon la réglementation de la B.C.E.A.O., ne permettra plus de financer des déficits structurels. Sur le plan de la réduction du personnel, qui pourrait toucher 2.000 à 3.000 personnes, des projets d'appui financier sont à l'étude (USAID, Banque Mondiale, FED) qui pourraient permettre la reconversion du personnel licencié ou démissionnaire et donner les moyens de redynamiser l'initiative privée.

Des mesures concrètes de politique économique devront être prises pour modifier les contraintes internes qui asphyxiaient les entreprises, de manière à libéraliser la fonction économique des entreprises (extension de la suppression de l'impôt de 1 % sur le chiffre d'affaires à toutes les entreprises, modification du système de fixation des prix, souplesse et adaptation de l'emploi...).

./.

RESULTATS NETS DES PRINCIPALES ENTREPRISES

DU SECTEUR PUBLIC

(en millions de F.CFA)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | <u>1984</u> Prov. |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|
| I - <u>Entreprises dépendant du Ministère de Tutelle des Entreprises d'Etat</u> | | | | | |
| SOMIEX (import-export)..... | -318 | 680 | -1,098 | -160 | -1,631 |
| . Activités d'exploitation(1).... | (2,355) | (3,770) | (2,194) | (1,968) | (69) |
| . Distribution Intérieure..... | (-2,673) | (-3,090) | (-3,292) | (-2,128) | (-1,700) |
| AIR MALI (transport aérien)..... | -895 | -1,024 | -907 | -715 | -503 |
| EDM* (électricité)..... | -74 | -245 | 127 | 135 | -47 |
| COMATEX (blanchiment textiles)... | -875 | -969 | -444 | -728 | -1,054 |
| ITEMA* (textiles)..... | -164 | -145 | 19 | 217 | 700 |
| PPM (produits pharmaceutiques)... | 218 | 257 | 335 | 193 | 200 |
| SEPAMA* (huile arachide)..... | -859 | -694 | -134 | -100 | -100 |
| SEPOM (traitement oléagineux).... | -307 | 86 | -178 | -191 | 362 |
| SNEOMA* (matériel agricole)..... | 38 | 13 | 20 | 40 | 23 |
| SONATAM (tabacs et allumettes)... | 209 | 267 | 203 | 305 | 376 |
| TOTAL..... | -3,027 | -1,774 | -2,057 | -1,004 | -1,674 |
| TOTAL (hors projet d'exportation SOMIEX)..... | -5,382 | -5,544 | -4,251 | -2,972 | -1,743 |
| II - <u>Autres entreprises</u> | | | | | |
| OPAM (commerce céréales)..... | -3,398 | -2,330 | -1,620 | -1,428 | -1,239 |
| RCFM (chemin de fer)..... | -1,096 | -1,582 | -1,469 | -1,417 | -760 |
| OPT (poste et télécommunication) | -568 | -634 | -247 | 129 | 100 |
| TOTAL I + II | -8,089 | -6,320 | -5,393 | -3,720 | -3,573 |
| TOTAL (hors projet d'exportation SOMIEX)..... | -10,444 | -10,090 | -7,587 | -5,668 | -3,642 |

(1) Elimination de la commercialisation du coton

* Sociétés mixtes (privés et Etat)

PRINCIPAUX RESULTATS CONCERNANT LES ENTREPRISES PUBLIQUES
RELEVANT DU MINISTERE DE TUTELLE DES ENTREPRISES ET SOCIETES D'ETAT
(AU 6 JUIN 1984)

| Société | Effectifs | date | Chiffre d'affaires | | | cumul 1981-83 | Résultats d'exploitation | | | Cumul 1981-83 |
|--------------------|--------------|--------|--------------------|---------------|---------------|------------------|--------------------------|--------------|--------------|------------------|
| | | | 1981 | 1982 | 1983 | | 1981 | 1982 | 1983 | |
| 1 COMATEX | 2150 | fév 84 | 6033 | 5365 | 5402 | 16800 | -1939 | - 888 | -1248 | -4075 |
| 2 EMAB | 137 | déc 83 | 272 | 265 | 235 | 772 | - 115 | - 25 | - 65 | - 205 |
| 3 SOMIEX/a | 1502 | déc 83 | 74445 | 60135 | 82300 | 216880 | 1361 | -2197 | 366 | - 470 |
| 4 AIR MALI | 527 | déc 83 | 6139 | 6331 | 6938 | 19408 | -2048 | -1814 | -1068 | -4930 |
| 5 OCINAM | 264 | déc 83 | 1052 | 952 | 920 | 2924 | - 102 | - 102 | - 155 | - 359 |
| 6 TAMALI | 69 | déc 83 | 54 | 83 | 140 | 277 | - 153 | - 90 | - 73 | - 316 |
| 7 PPM | 803 | déc 83 | 6878 | 8640 | | 15518 | 514 | 669 | | 1183 |
| 8 SOCORAM | | | | | | 0 | | | | 0 |
| 9 SEPOM | 428 | fév 84 | 4324 | 2888 | 4380 | 11592 | 172 | - 355 | - 383 | - 566 |
| 10 COMANAV | 542 | déc 83 | 1288 | 1610 | | 2898 | 78 | - 101 | | - 23 |
| 11 SOCIMA | | | | | | 0 | | | | 0 |
| 12 CMTR | 139 | déc 83 | 287 | 242 | 217 | 746 | - 152 | - 163 | - 128 | - 443 |
| 13 SHM | 246 | déc 83 | 578 | 639 | 649 | 1866 | - 128 | - 153 | - 97 | - 378 |
| 14 LPM | 138 | déc 83 | 406 | 279 | 313 | 998 | - 339 | - 533 | - 71 | - 943 |
| 15 EDIM | 167 | déc 83 | 678 | 772 | 900 | 2350 | 16 | 61 | 68 | 145 |
| 16 SONETRA | 173 | déc 83 | 212 | 515 | 331 | 1058 | - 111 | 60 | - 112 | - 163 |
| 17 UCEMA | 149 | déc 83 | 82 | 78 | 113 | 273 | - 122 | - 125 | - 145 | - 392 |
| 18 SEMA | 67 | déc 83 | 154 | 172 | 370 | 696 | - 2 | 9 | 100 | 107 |
| 19 SONATAM | 1034 | déc 83 | 7838 | 9271 | 11475 | 28584 | 534 | 406 | 610 | 1550 |
| 20 EDM | 1034 | déc 83 | 8020 | 9819 | | 17839 | - 489 | 254 | | - 235 |
| 21 SEPAMA | 44 | fév 84 | 5940 | 1411 | 135 | 7486 | - 957 | - 247 | - 980 | -2184 |
| 22 ITEMA | 740 | déc 83 | 4061 | 4924 | 7712 | 16697 | - 289 | 39 | 434 | 184 |
| 23 SOCAM | 43 | déc 83 | 120 | 93 | 103 | 316 | - 137 | - 111 | - 99 | - 347 |
| 24 SNECMA | 148 | déc 83 | 1394 | 988 | 1116 | 3498 | 65 | 26 | 40 | 131 |
| 25 Gr HOTEL | 100 | déc 83 | | 886 | 1159 | 2045 | | - 231 | | - 231 |
| 26 CITRANS | | | | | | 0 | | | | 0 |
| 27 EMANA | 44 | déc 83 | 46 | 37 | | 83 | - 41 | - 38 | | - 79 |
| T O T A U X | 10688 | | 130301 | 116395 | 124908 | 371604/b | -4384 | -5649 | -3006 | -13039/b |

NB : a/ Chiffres sont les minimum, toutes les années n'étant pas incluses

b/ Y compris les profits provenant de l'exportation du coton.

ACTIVITE ECONOMIQUE DES SOCIETES ET ENTREPRISES D'ETAT

RELEVANT DU MINISTERE DE TUTELLE

(6 juin 1984)

| SOCIETE | TUTELLE | ACTIVITE | DATE DE CREATION | CAPITAL D'ETAT | CLASS PRECED | CLASS ACTUEL | ACTIONS PROPOSEES |
|-------------|---------|-------------------|------------------|----------------|--------------|--------------|-----------------------------------|
| 1 COMATEX | MTSEE | textile | 1968 | 100 % | B | II | réhabilitation |
| 2 EMAB | MTSEE | meubles | 1970 | 100 % | C | IV | liquidation |
| 3 SOMIEX | MTSEE | import/export | 1960 | 100 % | B | II | réhabilitation |
| 4 AIR MALI | MTSEE | transport aérien | 1960 | 100 % | B | II | réhabilitation |
| 5 OCINAM | MTSEE | cinéma | 1961 | 100 % | C | IV | liquidation |
| 6 TAMALI | MTSEE | cuir | 1970 | 100 % | B | III | transformation en mixte ou privée |
| 7 PPM | MTSEE | distrib.pharmac. | 1960 | 100 % | A | I | consolidation |
| 8 SOCORAM | MTSEE | fab.radio-électr. | 1965 | 100 % | C | | en cours de liquidation |
| 9 SEPOM | MTSEE | trit/cond.huile | 1968 | 100 % | B | II | réhabilitation |
| 10 COMANAV | MTSEE | transp.fluviale | 1968 | 100 % | A | I | consolidation |
| 11 SOCIMA | MTSEE | ciment | 1969 | 100 % | B | | proj de réhabil/ exten. à l'étude |
| 12 CMTR | MTSEE | transp.routier | 1961 | 100 % | C | IV | liquidation |
| 13 SHM | MTSEE | hotel/tourisme | 1971 | 100 % | C | IV | liquidation |
| 14 LPM | MTSEE | livres | 1965 | 100 % | C | IV | liquidation |
| 15 EDIM | MTSEE | imprimerie | 1972 | 100 % | A | I | consolidation |
| 16 SONETRA | MTSEE | travaux publics | 1962 | 100 % | C | III | privatisation |
| 17 UCEMA | MTSEE | céramique | 1974 | 100 % | C | IV | liquidation |
| 18 SEMA | MTSEE | immobilier | 1961 | mixte | B | I | consolidation |
| 19 SONATAM | MTSEE | tabac/allumettes | 1968 | 100 % | A | II | consolidation |
| 20 EDM | MTSEE | électricité/eau | 1960 | mixte | A | II | proj. de réhab. en cours |
| 21 SEPAMA | MTSEE | trit.huile arach. | 1975 | 49 % | C | IV | liquidation |
| 22 ITEMA | MTSEE | textile | 1969 | 33 % | A | I | consolidation |
| 23 SOCAM | MTSEE | conserves | 1975 | mixte | B | II | réhabilitation |
| 24 SNECMA | MTSEE | équip. agrico. | 1969 | mixte | A | I | consolidation |
| 25 Gr HOTEL | MTSEE | gest.hotel | voir SHM | 100 % | | III | séparation de SHM/privatisation |
| 26 CITRANS | MTSEE | transp.routier | proposée | 36 % | | | accord préalable BM |
| 27 EMANA | MTSEE | maintenance | 1979 | 100 % | B | IV | liquidation |

CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES D'ÉTAT

VIS A VIS DU PROGRAMME DE REHABILITATION

(JUN 1984)

| CLASSIFICATION ACTUELLE (AU 2 JUIN 1984) | CLASSIFICATION PRECEDENTE (AU 10 FEVRIER 1983) |
|---|--|
| <p><u>CATEGORIE I - CONSOLIDATION</u></p> <p>PPM COMANAV EDIM SONATAM ITEMA SNECMA SEMA</p> | <p><u>CATEGORIE A - REORGANISATION INTERNE</u></p> <p>PPM COMANAV EDIM SONATAM ITEMA SNECMA EDM</p> |
| <p><u>CATEGORIE II - REHABILITATION</u></p> <p>EDM COMATEX SOMIEX AIR MALI SEPOM SOCAM</p> | <p><u>CATEGORIE B - REHABILITATION</u></p> <p>SEMA COMATEX SOMIEX AIR MALI SOCAM TAMALI EMANA</p> |
| <p><u>CATEGORIE III - SOCIETE MIXTE/PRIVEE</u></p> <p>TAMALI GRAND HOTEL SONETRA</p> | <p><u>CATEGORIE C - LIQUIDATION/PRIVATISATION</u></p> <p>SHM SONETRA SEPOM OCINAM CMTR SEPAMA LPM UCEMA EMAB</p> |
| <p><u>CATEGORIE IV - LIQUIDATION</u></p> <p>OCINAM CMTR SEPAMA LPM SHM UCEMA EMAB EMANA</p> | |

2. LE SECTEUR AGRICOLE

2.1. L'AGRICULTURE MALIENNE

1. Aspect global

1.1. Le principal problème auquel on se heurte lorsqu'on veut appréhender l'agriculture malienne est d'ordre statistique. A tous les niveaux (production, commercialisation, importation, déficit, ...) il est difficile de préciser les grandeurs concernées. En particulier dans le domaine de la production (surface, rendement, production) on a affaire à deux séries statistiques largement divergentes (cf. annexes). Il est probable (mais non certain)

que les statistiques élaborées par le Ministère de l'Agriculture sont dans l'ensemble sous évaluées et que celles du Ministère du Plan sont plus fiables. Cependant on doit constater que la Comptabilité Nationale élaborée par le Plan est réalisée sur la base des statistiques de l'Agriculture ce qui paraît pour le moins étonnant. Par ailleurs dans le cadre du projet PADEM l'enquête agricole du Plan a été nettement améliorée à partir de la campagne 1983/84 mais en contrepartie cela rend incertain la comparaison avec les années précédentes. Enfin on doit souligner qu'en mai 1985 on ne connaissait toujours pas (quelque soit le Ministère) les résultats de la campagne 1984/85.

1.2. La part du secteur primaire dans le P.I.B. est de l'ordre de 50 % et à l'intérieur du secteur primaire la part des cultures variées entre 35 et 40 %. La valeur ajoutée du secteur primaire, plus celle des agro-industries et celle du tertiaire lié à l'agriculture représentait en 1983 environ 70 % du PIB ; c'est dire la place prédominante au Mali du secteur rural et de tout ce qui s'y rattache.

1.3. On estimait en 1982 que le prélèvement sur l'agriculture s'élevait à 9 260 MF CFA, soit une contribution du secteur agricole au budget de 23,6 %. Du côté des dépenses, celles réalisées en faveur de l'agriculture étaient cette année là de 6 090 MF CFA, soit 13,8 % du budget de fonctionnement de l'Etat. Il en résulte un prélèvement net sur l'agriculture ou si l'on préfère une contribution nette aux autres secteurs de l'économie de 3 170 M F CFA. Au Mali l'agriculture, malgré tous ses problèmes (comme on le verra plus loin), rapporte plus à l'Etat qu'elle ne lui coûte.

1.4. La place du secteur primaire est également très importante dans le commerce extérieur. Selon les années (période 1975-1984) 80 à 98 % des exportations proviennent de ce secteur. La balance commerciale entre les exportations du secteur primaire et les importations de produits alimentaires est très largement favorable aux premières ; le taux de couverture depuis 10 ans varie entre 121 % (1984) et 57,9 % (1977) mais il a plutôt tendance à se dégrader. On doit cependant noter que si on élimine le coton on obtient pour l'essentiel la balance des produits alimentaires et que celle-ci est beaucoup moins favorable; en moyenne une année sur deux le Mali importe plus qu'il n'exporte dans le domaine alimentaire et là encore la tendance est plutôt à la dégradation (223 % en 1977 et 47 % seulement en 1984).

1.5. Plus des 3/4 (environ 78,5 % en 1985) de la population malienne est rurale ; si ce pourcentage est en baisse (92 % en 1960) cela n'empêche pas une forte augmentation en valeur absolue de la population rurale. L'émigration rurale est importante et tend à créer de nouveaux consommateurs urbains potentiels de produits importés (blé, riz,...) compte tenu des problèmes d'approvisionnement des villes en céréales locales. Malgré ces migrations (ou à cause d'elles) on constate un important sous-emploi en milieu rural que certains ont chiffré à 31,6 millions de journées de travail par an. Cependant en même temps la croissance de la production agricole ne suit pas celle de la population (+ 2,9 %/an) ce qui engendre un déficit structurel croissant en particulier au niveau céréalier (cf. plus loin) et pour nourrir les villes ; dans le secteur agricole comme dans le reste de l'économie la croissance des ressources ne suit pas celle de la population.

1.6. Une des principales causes de l'insuffisance et de l'irrégularité de la production agricole est la sécheresse tant au niveau du volume et de la

répartition des pluies que de l'importance et de la durée des crues.

Cela fait maintenant plus de quinze ans que le Mali subit les conséquences de l'évolution climatique défavorable de l'ensemble de la région sahélienne. Le Nord et l'Est du pays sont particulièrement sinistrés et on constate une destruction des sociétés traditionnelles dans le Nord du Sahel liée aux déplacements importants de population dûs à la sécheresse : l'urbanisation est forte (+ 7 %/an) ce qui ne peut qu'accroître le chômage en ville (la fonction publique et les sociétés d'Etat n'embauchent presque plus) ; les migrations Nord-Sud (hommes et bêtes) à travers le pays augmentent, avec en particulier ses conséquences dans le domaine de la déforestation pour survivre (coupe de bois de chauffe et de bois de construction) d'autant plus que rien n'est fait pour réinstaller les réfugiés ; enfin un certain nombre de personnes partent vers les pays voisins aussi bien sahéliens (Burkina) que forestiers (Côte d'Ivoire), ce qui, au moins dans le cas des premiers, ne fait que déplacer la charge d'un pays sur l'autre. Par ailleurs la production céréalière malienne reste gravement dépendante de la pluviométrie y compris la production sous irrigation dont plus de la moitié cultivée en submersion naturelle ou contrôlée est tributaire des crues du Niger, du Bani et du Sénégal ; la très faible crue de 1984 a pratiquement empêché toute production de ce type. La sécheresse provoque également des contrecoups dans le secteur non agricole du fait des agro-industries et de tout le tertiaire que est lié à l'agriculture. Dans ces conditions la lutte contre la sécheresse, quelque soit ses difficultés, est une tâche de première importance, même si elle est de longue haleine, compte tenu de ses graves conséquences sur le milieu, l'économie et l'homme.

1.7. La superficie cultivée est généralement de l'ordre de deux millions d'hectares sur les 12 millions d'hectares (17 %) de terres arables et les 124,6 millions (1,7 %) que comporte le Mali. On ne constate pas d'augmentation significative de la surface cultivée, la tendance serait même plutôt inverse ces dernières années ; la diminution des pluies entraîne en particulier, outre une chute des rendements, la baisse des superficies ensemencées. Il existe d'importantes capacités de production agricole encore insuffisamment utilisées, en particulier dans le Sud du pays et le long du fleuve Niger (cultures irriguées). Les surfaces utilisables pour les cultures et l'élevage sont surtout situées dans l'Ouest, le Sahel, Mali-Sud et le Fleuve. Les superficies cultivées en 1983/84 (Ministère du Plan) l'ont surtout été dans les régions de Ségou (33 %) et de Sikasso (25 %) c'est à dire dans les zones Centre et Mali-Sud.

1.8. La répartition régionale de la valeur de la production des cultures (moyenne 78-80) montre également l'importance des régions de Ségou (33 %) et de Sikasso (20 %) et la place tout à fait marginale de Tombouctou-Gao (3 % ; 5 % des surfaces cultivées en 83/84). Si on ajoute l'élevage Ségou reste en tête (24 %) mais on trouve ensuite Mopti (17 %), Tombouctou-Gao (16,4 %) puis seulement Sikasso (16 %) ce qui montre bien l'importance de l'élevage dans les zones Est et Nord. Le revenu agricole brut annuel par habitant s'établit en moyenne (78-80) pour les cultures à 13 500 F CFA avec un maximum de 27 700 F dans la région de Ségou, un minimum dans les régions de Tombouctou, Gao et Mopti (7 550 - 8 600), les trois autres régions se situant entre 11 600 et 13 350 F CFA. Si on ajoute l'élevage la moyenne nationale s'établit à 22 350 F CFA avec en tête les régions de Tombouctou et de Gao (39 500 F) suivies par

Ségou (28 350 F) puis par les trois autres régions (entre 17 300 et 18 200 F CFA). On estimait en 1982 que le revenu moyen par actif non agricole était 6,4 fois plus élevé que le revenu moyen des actifs agricoles ; le revenu moyen individuel de l'ensemble de la population non agricole était quant à lui 4,4 fois plus élevé que le revenu moyen de la population agricole. Cette forte différence entre les revenus ruraux et urbains s'accompagne d'une dégradation des revenus paysans que n'arrive pas à empêcher semble-t-il l'augmentation des prix d'achat officiels des denrées agricoles aux producteurs (cf. plus loin). La politique économique suivie par le Mali n'a pas réussi jusqu'à présent à améliorer d'une manière significative et durable le pouvoir d'achat paysan.

2. Les cultures

2.1. une agriculture dualiste

On a affaire au Mali à une agriculture dualiste et ceci à différents points de vue :

- cultures vivrières (ou alimentaires ; largement autoconsommées) et cultures d'exportation (ou de rente ou industrielles) :

Les premières (88 % de la surface cultivée) concernent les céréales, les légumes secs, les racines et tubercules et quelques autres cultures ; les secondes (12 % de la S.C.) concernent essentiellement le coton mais aussi, au niveau industriel, la canne à sucre, le thé, le tabac et (de moins en moins) l'arachide. La culture du dah a pratiquement disparu de cette seconde catégorie ; on la trouvait précédemment dans la zone Sud mais elle n'a plus guère d'avenir au Mali car on y fabrique maintenant des sacs en plastique qui reviennent moins chers.

En 1983/84 (Ministère du Plan) la répartition à l'intérieur de chaque catégorie était la suivante :

| Produits | Surface | | Production | | Rendement kg/ha | Commer. 10 ³ + | % Commer. /Prod |
|-------------------|--------------------|-------|-------------------|-------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | 10 ³ ha | % | 10 ³ + | % | | | |
| Céréales | 1 760,0 | 94,0 | 1 507 | 93,4 | 856 | 211 | 14 |
| Lég.secs | 96,1 | 5,1 | 14,6 | 0,9 | 152 | | |
| Rac.tub. | 8,6 | 0,5 | 92,4 | 5,7 | 10 771 | | |
| Divers | 7,6 | 0,4 | 0,2 | £ | 133 | | |
| TOTAL VIVRIERS | 1 872,3 | 100,0 | 1 614,2 | 100,0 | 865 | | |

On notera la prédominance des céréales à tous points de vue, les superficies non négligeables en légumes secs et la production de racines et tubercules également non négligeable à cause de leurs rendements.

| Produit | Surface | | Production | | Rendement kg/ha | Commer. 10 ³ t | % Commer. /Prod. |
|-------------|--------------------|-------|--------------------|-------|--------------------|------------------------------|---------------------|
| | 10 ³ ha | % | 10 ³ ha | % | | | |
| Coton g. | 129,0 | 51,3 | 188 | 52,0 | 1 457 | 141 | 75 |
| Arachide c. | 120,0 | 47,8 | 75 | 20,8 | 625 | 6 | 8 |
| C. à sucre | 2,0 | 0,8 | 98 | 27,1 | 43 514 | | |
| Tabac | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 1 428 | | |
| Thé | 0,1 | ε | 0,1 | ε | 990 | | |
| TOT. IND. | 251,3 | 100,0 | 361,4 | 100,0 | 1 438 | | |

Ici l'essentiel est constitué au niveau des surfaces par le coton et l'arachide et au niveau de la production également par la canne à sucre compte tenu des rendements obtenus en irrigué. Le taux de commercialisation du coton est en réalité de presque 100 %. Le traitement industriel de l'arachide est presque complètement arrêté.

On constatera que d'une manière générale, quelque soit les cultures concernées, les rendements sont faibles. On a affaire à une culture extensive, le paysan privilégiant la surface cultivée plutôt que la productivité du sol.

Au cours des neuf dernières campagnes (selon les statistiques du Plan) les surfaces en cultures vivrières ont varié entre 1 537 000 ha (78/79) et 2 102 000 ha (82/83). Si on excepte la campagne 82/83 le maximum est de 1 872 000 ha (83/84). Aucune tendance très nette se dégage. En ce qui concerne les cultures industrielles les superficies varient entre 251 000 ha (82/83 et 83/84) et 301 000 ha (79/80). Si on ne tient pas compte de la campagne 79/80 le maximum est de 276 000 ha (75/76). Là encore aucune évolution ne se dégage. En ce qui concerne les céréales (93 % de la production vivrière en 83/84) la production varie entre 902 000 T. (80/81) et 1 507 000 T. (83/84). Si on ne tient pas compte de la campagne 80/81 le minimum se situe à 1 063 000 T. La production a diminué de 78 à 80 et elle a réaugmenté de 81 à 83 ; cette évolution est contredite par les statistiques du Ministère de l'Agriculture qui indiquent en particulier une diminution de la production céréalière en 82 et 83. La production des cultures industrielles a varié entre 297 000 T. (76/77) et 528 000 T. (79/80) sans qu'aucune tendance très nette ne se dégage. En ce qui concerne les rendements des cultures céréalières ils varient entre 616 kg/ha (80/81) et 978 kg/ha (77/78). Exception faite de 80/81 le minimum se situe à 746 kg/ha (81/82). L'évolution est la même que pour la production mais là encore les statistiques de l'Agriculture ne vont pas dans le même sens. Les rendements arachide-coton varient entre 821 kg/ha (81/82) et 1 196 kg/ha (75/76). On constate une diminution de 78 à 81 et une augmentation en 82 et 83. Les statistiques de l'Agriculture ne confirment que très partiellement ces tendances. La commercialisation officielle des céréales a diminué passant de 177 000 T. en 76/77 à 60 000 T. en 83/84. La commercialisation traditionnelle est mal connue. La commercialisation officielle de l'arachide et du coton a varié entre 111 000 T. (81/82) et 200 000 T. (76/77). Le minimum est de 138 000 T. si on excepte 81/82. La commercialisation de l'arachide s'est effondrée, celle du coton s'est plutôt améliorée.

En 1983/84 les superficies en cultures vivrières se trouvaient surtout dans les régions de Ségou (35,2 %) et de Sikasso (22,8 %) et dans une moindre mesure de Mopti (17 %) et de Koulikoro (13 %). Au niveau des zones agro-climatiques les surfaces en cultures vivrières se trouvent essentiellement dans le Centre (28,5 %) et Mali-Sud (28,8 %). Pour la production les régions qui viennent en tête sont les mêmes : Ségou (32,9 %), Sikasso (29,3 %), Mopti (16,7 %), et Koulikoro (11,3 %). En ce qui concerne les zones il s'agit également de Mali-Sud (35 % de la production) et du Centre (26,7 %). Pour les cultures industrielles vient en tête au niveau des surfaces la région de Sikasso (39 %), suivi par Kayes (20 %), Ségou (20 %) et Koulikoro (18,7 %). On trouve dans la zone de Mali-Sud la moitié des surfaces en cultures industrielles, le reste étant surtout dans le Centre (17 %) et dans l'Ouest (15,3 %). La production de cultures industrielles est surtout importante dans les régions de Ségou (43 % ; canne à sucre) et de Sikasso (37 % ; coton). Si on ne considère que la production de coton, d'arachide et de tabac la zone de Mali-Sud vient très largement en tête (65 %) suivi du Centre (20 %) et de l'Ouest (10 %).

Une des principales questions que l'on se pose lorsqu'on distingue les cultures vivrières des cultures de rente est de savoir s'il y a entre ces deux catégories équilibre ou concurrence. Il convient tout d'abord de rappeler que les secondes ne concernent que 12 % de la surface cultivée (83/84 statistiques du Plan). Il faut ensuite souligner que l'expérience prouve que les cultures de rente ne se font pas au détriment des cultures vivrières ; des assolements sont pratiqués dans lesquels en particulier le coton et l'arachide ont leur place et pas plus ; si on se réfère par exemple à l'opération Mali-Sud (CMDT) on peut constater que le développement du coton ne s'est pas fait au détriment des céréales ; en ce qui concerne l'arachide on peut aussi remarquer qu'actuellement la plus grande partie de la production est en fait autoconsommée et non commercialisée, elle complète donc l'alimentation paysanne et ne se situe par conséquent pas en position de concurrence. Il apparaît de plus en plus qu'il s'agit là d'un faux problème et qu'on se situe en fait en situation de complémentarité.

- Agriculture de subsistance et agriculture commerciale :

Cette distinction est proche de la précédente mais elle ne la recoupe pas complètement. Tous les paysans commercialisent une partie de leur production pour acquérir un revenu monétaire mais celui-ci peut être complété par d'autres sources de revenus (élevage, bois, artisanat, activité secondaire, ...). Toutefois le paysan cherche d'abord à se nourrir avant de vouloir gagner de l'argent ; l'autoconsommation est sa première priorité et il compte sur ce qu'il produit pour se nourrir et non sur l'argent qu'il pourrait gagner d'une autre manière ; il n'est jamais certain de pouvoir acheter avec du numéraire de la nourriture en quantité suffisante et à un prix intéressant ; les rapports de prix (à la production et à la consommation) et la volonté de limitation des risques (sécuriser son alimentation) ne l'incite pas à tenter une telle opération.

Une fois l'alimentation la mieux assurée possible certaines productions peuvent être vendues. On a vu que le coton est commercialisé pratiquement à 100 % ; le taux de commercialisation du tabac doit être assez élevé ; la canne à sucre et le thé concernent des exploitations en régie. La chute de la production d'arachide a eu pour conséquence (ou pour cause ? la question peut être discutée) la baisse de son taux de commercialisation de 66 % à 8 %. On a vu

par ailleurs que 14 % au moins de la production céréalière sont vendus (on indiquera plus loin les variations de ce taux d'une céréale à l'autre). D'autres produits vivriers sont également commercialisés par le secteur privé mais on ignore dans quelles proportions. On peut également citer le maraîchage (autour des villes, surtout Bamako) et les fruits (exportation de mangues par FRUITEMA par exemple). Ainsi selon les structures des exploitations agricoles, leur localisation et les rapports de prix les paysans commercialisent plus ou moins, tel ou tel produit, dans telle ou telle proportion. Autosubsistance et commerce cohabitent dans les mêmes unités de production mais selon des modalités différentes et dans des proportions variables.

- Agriculture non encadrée (diffuse, traditionnelle) et agriculture encadrée :

De nombreuses opérations de développement rural (ODR - nous en reparlerons plus loin) sont sensées "encadrer" les paysans maliens ; dans le récent rapport qui les concerne la SATEC en étudie 26 . Il ne faudrait pas croire pour autant que tous les paysans sont concernés. Ils peuvent soit être complètement hors structure (volontairement ou non), soit n'avoir des rapports avec les ODR que pour certaines de leurs spéculations. Le rattachement à une ODR peut être voulu ou imposé, efficace ou non, réel ou symbolique. Ainsi tous les cas sont possibles, mêlés ou disjoints et les résultats obtenus ne sont pas nécessairement liés à la présence ou à l'absence d'un encadrement.

- Economie sédentaire - économie pastorale :

La plus grande partie de l'agriculture malienne est composée de paysans sédentaires ; une autre partie, moins importante mais qui est loin d'être négligeable, est composée de pasteurs nomades. L'agriculteur sédentaire pratique cependant le plus souvent une agriculture itinérante à l'intérieur du terroir villageois ; après quelques années de culture il laisse la terre se reposer pendant un temps assez long en pratiquant la jachère naturelle. L'éleveur nomade peut, dans certains cas, se stabiliser s'il y trouve son intérêt ou y est obligé par exemple par les circonstances climatiques, soit provisoirement, soit définitivement.

Selon le dernier recensement démographique, qui date de 1976, la population nomade représenterait 8 % de l'ensemble de la population rurale. La majorité des nomades (80 %) se trouve dans les régions de Gao et de Tombouctou. Selon l'enquête agricole 1982/83 (Ministère du Plan) la population des exploitations agricoles représentait en 1982 89 % de l'ensemble de la population rurale. Pour autant que ces chiffres soient concordants, 3 % de la population rurale sédentaire auraient des activités non agricoles. Si on applique ces pourcentages à l'année 1985 on obtient les valeurs suivantes :

| | | |
|-------------------------|--------|----------------|
| sédentaires ruraux | 92 % | 5 846 000 hab. |
| agriculteurs | (89 %) | (5 655 000) |
| non agriculteurs | (3 %) | (191 000) |
| nomades | 8 % | 508 000 |
| <hr/> | | <hr/> |
| Total population rurale | 100 % | 6 354 000 hab. |

Ainsi en 1985 6 163 000 personnes vivraient de la culture et de l'élevage ; parmi elles 91,8 % seraient des sédentaires et 8,2 % des nomades.

Les agriculteurs sédentaires vivent principalement de la culture et dans certains cas également de l'élevage. Selon l'enquête agricole 1982/83 47 % des exploitations possédaient des bovins, 36 % des ovins et 43 % des caprins. Ceux qui possèdent des bovins en détiennent en moyenne 10 ; ceux qui possèdent des ovins et des caprins en possèdent en moyenne 22,5. Ces animaux qui dépendent des exploitations agricoles peuvent bénéficier d'un élevage de type plutôt sédentaire (surtout les ovins et les caprins) ou plutôt nomade (1) (surtout les bovins). Les pasteurs nomades (2) vivent principalement de l'élevage mais peuvent parfois pratiquer certaines cultures. Ils peuvent être ainsi amenés à se sédentariser et à pratiquer alors un autre type d'élevage. Ils peuvent travailler pour leur propre compte ou pour des agriculteurs sédentaires en prenant en charge leurs animaux (surtout les bovins).

Si on rapproche les statistiques de l'élevage de celles de l'enquête agricole 1982/83 on constate que 40 % des bovins, 40 % des ovins et des caprins, 53 % des équins et 31 % des asins sont rattachés à des exploitations agricoles. On peut penser que la totalité des porcins le sont également. Par déduction tous les autres animaux (y compris la totalité des camelins) sont à rattacher à l'élevage nomade. On constate toujours que se sont dans les régions de Tombouctou et de Gao que le pastoralisme est proportionnellement le plus développé. On peut cependant se demander si d'une part il n'y a pas globalement une surévaluation du cheptel au Mali, d'autre part il n'y a pas une sous-évaluation du nombre d'animaux dans les exploitations et du nombre d'exploitations qui possèdent des animaux.

Quoiqu'il en soit économie sédentaire et économie pastorale sont étroitement imbriquées et complémentaires à tous les niveaux et elles ont chacune leur importance qu'on ne saurait négliger.

- cultures pluviales et cultures irriguées

La majeure partie des cultures au Mali est réalisée en pluvial. La répartition pluviale-irriguée était la suivante en 1983/84 :

| | | |
|-------------------------|--------------|---------|
| secteur traditionnel | 2 047 000 ha | 96,4 % |
| secteur irrigué moderne | 77 000 ha | 3,6 % |
| TOTAL | 2 124 000 ha | 100,0 % |

Cette répartition sous estime en fait le secteur irrigué car elle ne tient pas compte de l'irrigation traditionnelle (incluse dans le secteur traditionnel). Il existe des statistiques plus anciennes où l'ensemble de l'irrigation est davantage prise en compte :

| | 76/77 | | 78/79 | |
|-----------------|------------|-------|------------|-------|
| | (1 000 ha) | (%) | (1 000 ha) | (%) |
| cult. pluviales | 1 591 | 86,3 | 1 608 | 89,6 |
| cult. irriguées | 252 | 13,7 | 187 | 10,4 |
| TOTAL | 1 843 | 100,0 | 1 795 | 100,0 |

(1) Transhumances en saison sèche.

(2) tamachek, songhaï, peul, maure.

On peut penser que là encore l'ensemble de l'irrigation traditionnelle n'est pas prise en considération, en particulier les cultures de décrue (sorgho, maïs,...) qui représentent en moyenne 35 000 ha.

Dans ces conditions il y a tout lieu de penser qu'en moyenne les cultures irriguées représentent au moins 15 % de la totalité de la superficie cultivée. On peut d'ailleurs rapprocher cette estimation de celle selon laquelle la valeur de la production en irriguée représenterait 17,5 % de la totalité de la production végétale.

a) cultures pluviales

Ces cultures concernent d'une part les vivriers composés de céréales (mil, sorgho, maïs et fonio), de racines et de tubercules (patate, igname et manioc), de légumes secs (niébe et wandzou) et de cultures diverses (gombo,...), d'autre part les cultures industrielles (arachide et coton). Compte tenu en particulier de la période de sécheresse que connaît le Mali depuis 14 ans les cultures pluviales apparaissent de plus en plus comme très aléatoires, surtout dans toute la bande centrale du pays. Ces aléas pluviométriques ne font que renforcer la difficile amélioration de ce type de culture. Et pourtant il apparaît clairement que, compte tenu de leur prédominance, l'augmentation indispensable et importante de la production agricole (face à sa stagnation ou à sa diminution selon les cas) ne pourra se réaliser, pour une très large part, qu'à travers les cultures pluviales. Il convient de maintenir celles-ci là où c'est possible et de s'efforcer par tous les moyens de les améliorer. Pour y arriver il est nécessaire de trouver les solutions techniques, économiques et financières permettant la mise en place de projets fiables. Il faut en particulier lutter contre l'appauvrissement des sols dû aux défrichements et à l'emploi insuffisant d'engrais.

b) cultures irriguées

Ces cultures concernent surtout le riz mais aussi dans une bien moindre mesure le sorgho, le maïs, la canne à sucre et le thé. Ces cultures sont pratiquées dans le cadre de différents systèmes d'agriculture irrigués :

+ La submersion naturelle ou culture de crue (août-décembre) est une forme d'irrigation traditionnelle (non contrôlée) grâce à laquelle est cultivée le riz flottant. En 1976/77 on estimait que 136 000 ha avaient ainsi été irrigués; en année moyenne cette superficie est de l'ordre de 120 000 ha ce qui permet de produire 75 000 t. de paddy soit un rendement moyen de 625 kg/ha (480 à 700 kg). La plus grande partie de ce type d'irrigation concerne le fleuve Niger (dans le lit majeur), en particulier le delta central. Les contraintes ici sont liées aux aléas pluviométriques et hydrologiques ainsi qu'à la présence de poissons rizophages. Une première amélioration peut être réalisée par la construction des diguettes submersibles traditionnelles (région de Gao) ; cela permet d'empêcher la submersion précoce et de lutter contre les poissons ; ces diguettes représentent un investissement humain dont le coût financier est pratiquement nul ; les rendements obtenus selon la crue, varient entre 0 et 500 kg paddy /ha. La seconde amélioration possible est constituée par des petits ouvrages submersibles ; il s'agit de diguettes améliorées réalisées en maçonnerie et équipées de grilles à poissons ; leur coût varie entre 100 000 et 200 000 F CFA/ha et les rendements obtenus, selon la crue, peuvent aller de 0 à 700 kg paddy/ha.

+ La culture de décrue, autre forme d'irrigation traditionnelle (non contrôlée) qui concerne le sorgho (mil), le maïs et le riz "kobé" (en contre saison dans la zone des lacs). En année moyenne ce type de culture peut concerner 35 000 ha (fourchette : 25 000-40 000 ha) et permettre la production de 25 000 t. de céréales soit une moyenne d'environ 700 kg de céréales/ha (fourchette : 0-900 kg/ha).

+ La submersion contrôlée qui est un système moderne d'irrigation permettant la culture du riz flottant. Lors de la campagne 1976/77 la superficie ainsi cultivée était de 69 000 ha. En année moyenne on peut estimer la superficie à 60 000 ha et la production à 75 000 t de paddy soit un rendement moyen de 1 250 kg/ha (1 t/ha selon une autre source) ; il convient d'y ajouter 7 000 ha en maîtrise partielle de l'eau produisant notamment 70 000 t de légumes (10 t/ha) ; selon une autre source la superficie moyenne serait de 75 000 ha et non de 67 000 ha. Ce type d'irrigation est pratiqué surtout depuis 1960 ; il est composé d'un endiguement insummersible, de prises d'eau, de vannes et de grilles contre les poissons. L'investissement représente 500 000 à 800 000 F CFA/ha et les rendements potentiels sont de 1,5 t/ha. Le problème sur ce type d'aménagement, la crue n'étant jamais garantie, est de régulariser la production ; malgré les échecs de ces deux dernières années, en particulier 1984 où la récolte a été nulle compte-tenu de l'absence de crue, on se doit de constater que, par exemple, pour l'Opération Riz Mopti (O.R.M.) sur une période de 16 ans en moyenne 76 % de la surface ont été inondés ce qui n'est pas catastrophique. Ceci par conséquent n'amène pas à remettre en cause le principe même de ce type d'aménagement qui a l'avantage de ne pas coûter trop cher en investissement et en fonctionnement et de constituer une technique connue. Ce type d'irrigation nécessite des surfaces importantes mais il est cependant possible d'intensifier la culture en augmentant les rendements (il conviendrait d'entreprendre des projets pilotes). Actuellement la submersion contrôlée concerne principalement, outre l'O.R.M. (3 556 ha en 83/84, 5 334 t, 1,5 t paddy/ha), l'Opération Riz Ségou (O.R.S., 21 730 ha en 83/84, 23 322 t, 1,1 t paddy/ha) et l'Opération Riz Sikasso. L'idée de remplacer ce système de culture irriguée par de petits périmètres engendre un certain scepticisme ; une telle transformation n'est pas incitative si on la compare à une situation de crue normale ; elle nécessite une organisation nettement plus compliquée donc beaucoup plus difficile à gérer.

+ La maîtrise totale de l'eau qui est le point d'aboutissement actuel des techniques modernes d'irrigation concerne surtout le riz mais aussi la canne à sucre, le blé, les légumes et le thé. En 1976/77 on estimait à 47 000 ha la superficie concernée par ce type d'irrigation. En année moyenne on peut estimer la superficie à 50 000 ha se décomposant en 45 000 ha (90 %) de culture de riz (production 100 000 t, rendement 2,2 t/ha) et 5 000 ha pour le blé (1 500 t), la canne à sucre (6 000 t de sucre) et les légumes (40 000 t). La maîtrise totale de l'eau concerne essentiellement l'Office du Niger (O.N.) mais également quelques autres périmètres : Sélingué (1 100 ha, riz, mauvais résultats), San (150 à 1 000 ha de riz, fourrage et polyculture), Baguineda (O.D.I.B. : 292 ha en 83/84, 442 t paddy, 1,5 t/ha), Forgho (1984 : 30 ha, entre 2,75 et 3,75 t paddy/ha selon les variétés), Diré (100 à 300 ha de blé, utilisation d'un pivot-matic, coût très élevé, échec manifeste), petites périmètres de la région de Kayes (O.V.S.T.M., polyculture, maraîchage) et les petits périmètres encadrés

par la C.M.D.T. (Mali-Sud, Sikasso). L'infrastructure principale de l'Office du Niger a été conçue pour irriguer 150 000 ha ; les aménagements jusqu'à présent ont porté sur 58 000 ha dont 45 000 seulement sont cultivables ; en 1983/84 41 590 ha étaient cultivés dont 39 331 (94,6 %) en riz (72 166 t paddy, 1,8 t/ha) et 2 259 (5,4 %) en canne à sucre (98 297 t, 43,5 t/ha) ; les ressources en eau sont abondantes ce qui a tendance d'ailleurs à provoquer un certain gaspillage. A l'O.N. et à Sélingué alimentation et drainage se font gravitairement ce qui limite les coûts. Ailleurs on est obligé de pratiquer le pompage dont le coût est très élevé pour les cultures céréalières (la culture du riz nécessite beaucoup d'eau : 17 000 m³/ha pour l'hivernage soit 105 000 F CFA). Pour rentabiliser ce type de culture il faudrait réaliser deux campagnes par an ce qui n'est encore que très rarement le cas et présente des difficultés (problème du froid en contre saison, de la recherche de variétés à cycle court, ...) ; il faudrait également augmenter les rendements qui sont beaucoup trop faibles dans la majorité des cas (O.N. : 2,5 t/ha en maximum). Le coût des aménagements nécessaires est également élevé ; un périmètre rustique revient à 1,5 - 2 M CFA/ha et un périmètre sophistiqué comme Forgho à 4,5 - 5 M CFA/ha pour un rendement potentiel de 4 t/ha en pratiquant le repiquage. Les consommations intermédiaires avec pompage mais sans amortissement sont de l'ordre de 215 000 F CFA/ha (facteur travail non rémunéré) ; un tel coût de production n'est économiquement acceptable que si les rendements sont élevés (3,75 t/ha à Forgho) et si le prix d'achat est suffisamment rémunérateur (à Gao 150 F CFA/kg paddy alors que le prix officiel n'est que de 65 F/kg) ; au niveau financier l'opération n'est rentable que si la commercialisation est suffisante ce qui est rarement le cas compte-tenu du taux très élevé d'autoconsommation.

L'ensemble du secteur irrigué moderne (submersion contrôlée et maîtrise totale de l'eau) représentait en 1983/84 77 000 ha se répartissant de la manière suivante :

| | | | | |
|---------------|-----------|---------|-----------|-----------|
| Riz paddy | 74 602 ha | 96,9 % | 115 032 t | 1,5 t/ha |
| Canne à sucre | 2 259 ha | 3,0 % | 98 297 t | 43,5 t/ha |
| Thé | 102 ha | 0,1 % | 101 t | 1,0 t/ha |
| Total | 76 963 ha | 100,0 % | - | |

La totalité de la culture du riz au Mali est réalisée en irrigué ; elle se répartissait en 1983/84 de la manière suivante :

| | ha | % | t | % | t/ha |
|---------------------------|---------|-----|---------|-----|------|
| irrigation traditionnelle | 113 283 | 60 | 100 954 | 47 | 0,9 |
| irrigation moderne | 74 602 | 40 | 115 032 | 53 | 1,5 |
| Total | 187 885 | 100 | 215 986 | 100 | 1,15 |

Le riz sous irrigation traditionnelle concerne pour l'essentiel la submersion naturelle. Des recherches sont à réaliser pour remplacer le riz par le maïs et le sorgho là où c'est possible afin en particulier de consommer moins d'eau lorsque celle-ci est pompée. Pour limiter le risque climatique on pourrait envisager l'utilisation de petites pompes quand la crue est insuffisante et l'eau non maîtrisée.

Au Mali les potentialités en matière de cultures irriguées sont très importantes, on les estime à 1 M d'hectares. Malgré la priorité (dont on peut discuter) accordée théoriquement aux aménagements hydroagricoles on constate que les réalisations sont relativement faibles. Il conviendrait par conséquent de mieux appréhender les potentialités réelles existantes en faisant leur inventaire et en améliorant leur gestion : meilleure connaissance du réseau du fleuve Niger, des eaux souterraines, de la nature des sols (pédologie) et des possibilités au niveau des groupes humains concernés (qualités d'agriculteur des bambara). De ce dernier point de vue il convient de bien prendre en considération les contraintes humaines et économiques et pas seulement les problèmes techniques lors de la mise en place de nouveaux systèmes d'agriculture irrigués. Dans tout aménagement on doit prévoir un volet expérimentation qui doit prendre en compte l'ensemble des données du problème.

2.2. Le mil

Si on se base sur les statistiques du Ministère du Plan les surfaces en Mil entre 1975 et 1983 ont varié entre 597 000 ha (1977/78) et 949 000 ha (1982/83) (moyenne : 716 000 ha). Malgré l'irrégularité des superficies ensemencées la tendance serait plutôt à l'augmentation. En 1983/84 on aurait eu 815 000 ha de mil l'essentiel se trouvant dans les régions de Ségou (44,9 %) et de Mopti (26,8 %) c'est à dire dans les zones Centre (38,2 %) et Séno-Plateau Dogon (18,4 %).

Entre 1975 et 1983 la production de mil a varié entre 350 000 t. (79/80) et 629 000 t. (82/83) (moyenne : 521 000 t.) ; cette production est irrégulière mais il y aurait plutôt une tendance à l'augmentation depuis 1980/81. En 1983/84 la production aurait été de 593 000 t. l'essentiel se situant dans les régions de Ségou (38,1 %) et de Mopti (32,1 %), c'est à dire dans les zones Centre (35,1 %) et Seno-Plateau Dogon (23,9 %) ; à noter également l'importance de la production dans la zone Mali-Sud (18,9 %).

Ces dernières années les rendements du mil ont varié entre 566 kg/ha (79/80) et 877 kg/ha (75/76) (moyenne : 728) ; malgré l'irrégularité les rendements seraient plutôt à la hausse depuis 1980/81. En 1983/84 on avait 728 kg/ha, les rendements les meilleurs se trouvant dans la région de Sikasso (1125 kg/ha) et les moins bons dans les régions de Tombouctou (309 kg/ha) et de Kayes (387 kg/ha). Au niveau des zones on trouve les meilleurs rendements en Moyenne Vallée (1 426 kg/ha), dans l'Ouest (1 162 kg/ha) et dans Mali-Sud (1 096 kg/ha) et les rendements les plus mauvais dans le Sahel (154 kg/ha), la zone lacustre (309 kg/ha) et la haute-vallée (322 kg/ha).

Le prix d'achat au producteur pratiqué par le secteur privé était en moyenne (octobre-janvier) en 1983/84 de 75 F CFA/kg et en 1984/85 de 85 F CFA/kg (+ 13,3 %) alors que le prix officiel pour ces deux campagnes n'était que de 50 F CFA/kg, soit dans le premier cas 67 % du prix du secteur privé et dans le second cas 59 % seulement.

Le prix de vente du petit mil au consommateur sur le marché libre (source DNSI) est passé de 96 F CFA/kg en 1982 à 138 F en 1984 (+ 43,75 %) ; de début 1984 à début 1985 le prix est passé de 119 F CFA/kg à 121 F (+ 1,7 %).

Le prix de vente officiel est passé de 58 F CFA/kg en 81/82 à 62,5 F en 83/84 (+ 7,8 %) ; en 84/85 le prix est passé à 65 F (+ 4 %). Dans ces conditions le prix de vente officiel qui représentait 60 % du prix de vente du marché libre en 1982 n'en représentait plus que 45 % en 1984 (- 15 points) ; cependant de début 1984 à début 1985 le rapport est passé de 53 % à 54 % (+ 1 point).

Début 1984 le rapport du prix d'achat libre au paysan sur le prix de vente libre au consommateur était de 63 % ; un an plus tard il était de 70 % (+ 7 points). Début 1984 le rapport des prix officiels d'achat et de vente était de 80 % et un an plus tard de 77 % (- 3 points). D'une part la marge relative et absolue est plus élevée dans le secteur privé que dans le secteur réglementé, d'autre part l'évolution de ces marges d'une année sur l'autre est inverse ; elles tendent donc à se rapprocher tout en restant encore très différentes au profit du secteur privé.

2.3. Le sorgho

Pour le sorgho on peut résumer les données physiques du Ministère du Plan dans le tableau suivant :

| Caractéristiques | Surf. (m ha) | Prod. (m t) | Rend ^{mt} (kg/ha) |
|------------------|------------------------------------|------------------------------------|--|
| Moyenne | 458 | 380 | 830 |
| 75-83 Mini | 298 (75/76) | 277 (75/76) | 595 (80/81) |
| Maxi | 580 (83/84) | 504 (83/84) | 967 (77/78) |
| Tendance | ↗ | ↗ (81-83) | ↗ (81-83) |
| 83/84 : Total | 580 | 504 | 869 |
| Régions | Ségou (31,5%) Sikasso (29,1%) | Sikasso (42,4 %) Ségou (24,7 %) | Gao (299) Kayes (379) Sikasso (1264) Tombouctou (2614) |
| Zones | Mali-Sud (39,8%) Centre (27,0%) | Mali-Sud (48,8%) Centre (21,7%) | Sahel (52) Fleuve (299) Mali-Sud (1065) delta (1083) lacustre (2614) |

Malgré les tendances qu'on a pu indiquer la culture du sorgho est très irrégulière. Comme pour le mil on constatera la forte concentration géographique de la production de sorgho : presque 50 % dans la zone Mali-Sud et 70 % si on y ajoute la zone Centre.

En ce qui concerne les prix on peut résumer la situation dans le tableau suivant :

| Caractéristiques | Prix d'achat (1) (F CFA/kg) | Prix de vente (2) (F CFA/kg) | Rapport (1)/(2) (%) |
|--|---------------------------------------|---|--------------------------------------|
| Sect. pr. 1982 1984 83/84 84/85 | 81 F (oct.-jv.) 81 F (oct.-jv.)(=) | 91 F 142 F (+ 56 %). 130 F (jv.-mars) 128 F (j-m)(-1,5%) | 62 % 63 % |
| Sect.offi. 81/82 83/84 84/85 | 42,5 F 50 F (+ 17,6%) 50 F (=) | 58 F 62,5 (+ 7,8 %) 65 F (+ 4%) | 73 % 80 % (+ 7p.) 77 % (- 3p.) |
| PO/PP(%) 1982 1984 83/84 84/85 | 62 % 62 % (=) | 64 % 44 % (- 20p.) 48 % (jv.-mars) 51 % (j-m)(+ 3p.) | |

Au niveau du prix d'achat au producteur la situation n'a pas varié lors des deux dernières campagnes. En ce qui concerne le prix de vente au consommateur le rapport prix officiel/prix secteur privé s'est fortement dégradé de 1982 à 1984 mais il s'est légèrement redressé début 85 comparé à début 84 (baisse dans le secteur privé mais hausse dans le secteur officiel). Comme pour le mil la marge absolue et relative entre prix d'achat et prix de vente est plus élevée dans le secteur privé que dans le secteur réglementé ; l'évolution de ces marges entre 84 et 85 est inverse mais elles restent encore très différentes.

2.4. Mil-sorgho

Il est intéressant de comparer pour ces deux cultures les statistiques du Ministère du Plan à celles du Ministère de l'Agriculture :

| Caractéristiques | Surf. (m ha) | Prod. (m t) | Rend ^{mt} (kg/ha) |
|---|---|---|---|
| PLAN moyenne 75-83 mini maxi tendance 83/84 : Total | 1 174 990 (76/77) 1 435 (82/83) ↗ (77-83) 1 395 | 901 709 (80/81) 1 097 (83/84) ↗ (81-83) 1 097 | 767 579 (80/81) 913 (77/78) ↗ (81-83) 786 |
| AGR. moyenne 75-83 mini maxi tendance 83/84 : Total | 1 366 1 277 (83/84) 1 431 (79/80) ↘ (80-83) 1 277 | 826 654 (80/81) 1 000 (78/79) ↘ (82-83) 670 | 605 466 (80/81) 729 (78/79) ↘ (82-83) 525 |

On notera que les fourchettes sont différentes surtout pour les rendements et pour le minimum de surface. Il en résulte que les tendances sont inverses. La production évoluée par l'Agriculture en 1983/84 est très inférieure à l'estimation du plan ; cela est surtout dû aux rendements qui sont toujours très inférieurs dans les statistiques de l'Agriculture comparés à celles du Plan. La seule conclusion qu'on peut en tirer dans ces conditions est qu'il est fort délicat de se faire une idée juste du niveau et de l'évolution de la production de mil et de sorgho ces dernières années.

Pour autant que cela ait une signification l'estimation par l'I.E.R. des coûts de production du mil et du sorgho en 1984/85 varie, selon le type de culture, entre 37 000 et 44 000 F CFA/ha, soit 47 à 63 F/kg, pour des rendements moyens prévisionnels se situant entre 600 et 800 kg/ha. Ce coût de production inclus une rémunération forfaitaire du facteur travail sur la base de 600 F CFA/jt. Le coût par kilo produit est à rapprocher du prix d'achat officiel qui est de 50 F CFA/kg, soit une valeur le plus souvent inférieure au coût de production. Cependant si on compare le coût au prix d'achat par le secteur privé (81-85 F CFA/kg) l'opération semble rentable pour les paysans.

Le prix d'achat officiel au producteur même s'il demeure encore nettement insuffisant a cependant fortement augmenté ces dernières années puisqu'il est passé de 16 F CFA/kg en 1975/76 à 50 F en 1984/85 (+ 212,5 %). Il faut cependant regretter l'absence d'augmentation en 1984 comparé à 1983 alors que sur le marché libre le prix d'achat du mil augmentait de 13,3 % et le prix de vente au consommateur officiellement de 4 % et dans le secteur privé (source : PRMC) de 36 % (cependant entre début 84 et début 85 il y a eu une baisse de 7 %).

Le prix de vente du mil et du sorgho (source : PRMC) au consommateur sur le marché libre est passé de 82 F CFA/kg en 1982 à 140 F en 1984 (+ 70,7 %). Le prix de vente officiel est passé de 26 F/kg en 76/77 à 62,5 F en 83/84 (+ 140 %) ; entre 81/82 (58 F) et 83/84 il a augmenté de 7,8 % seulement. Le prix de vente officiel qui représentait 71 % du prix de vente du marché libre en 1982 n'en représentait plus que 45 % en 1984 (-26 points) ; cependant de début 1984 à début 1985 le rapport est passé de 48 % à 54 % (+ 6 points).

En 1976/77 le rapport des prix officiels d'achat et de vente était de 61,5 % alors qu'en 1984/85 il était passé à 76,9 %. La marge relative a diminué mais la marge absolue (10 et 15 F/kg), elle, a augmenté. Le prix d'achat officiel au producteur a plus augmenté en valeur relative et moins en valeur absolue que le prix de vente officiel au consommateur ; on n'a pas intégralement répercuté sur le consommateur le taux d'augmentation du prix au producteur.

Le commerce du mil et du sorgho après avoir longtemps constitué un monopole de l'Etat peut maintenant être réalisé par le secteur privé. Cela explique en contrepartie l'effondrement de la commercialisation officielle qui est passée de 48 000 t. en 75/76 (70 000 t. même en 76/77) à 2 000 t. en 83/84. Entre 1980/81 et 1983/84 la commercialisation privée a varié, d'une manière irrégulière, entre 110 000 t. (80/81) et 147 000 t. (81/82). Dans l'ensemble de la commercialisation la part du secteur privé est passée en volume de 89 % en 80/81 à 98 % en 83/84. La part de la production officiellement commercialisée est passée de 5,3 % en 75/76 (9 % en 76/77) à 0,2 % en 83/84 ; la part commercialisée par le secteur privé est passée de 15,5 % en

80/81 et 81/82 à 10,6 % en 83/84 ; au total la part commercialisée de la production est passée de 17,5 % en 80/81 à 10,8 % en 83/84. Il faut savoir toutefois que la commercialisation réalisée par le secteur privé est mal connue et qu'en ce domaine il s'agit d'estimations dont la valeur est incertaine. En 1983/84 la commercialisation en volume et en valeur était la suivante :

| | mt | % | FCFA/kg | M FCFA | % |
|----------------|-----|-----|---------|--------|-----|
| officielle | 2 | 2 | 50 | 100 | 1 |
| traditionnelle | 116 | 98 | 78 | 9 048 | 99 |
| Total | 118 | 100 | -- | 9 148 | 100 |

2.5. Le Fonio

Le fonio constitue un genre dans la catégorie des "Mils", le mil dont on a parlé plus haut étant un autre genre beaucoup plus répandu. On peut résumer dans le tableau suivant les données physiques issues des enquêtes du Ministère du Plan :

| Caractéristiques | | Surf. (m ha) | Prod. (m t) | Rend ^{mt} (kg/ha) |
|------------------|----------|------------------|------------------|----------------------------|
| 75-83 | moyenne | 54 | 40 | 741 |
| | mini | 32 (79/80) | 17 (79/80) | 531 (79 et 80) |
| | maxi | 74 (75/76) | 57 (75/76) | 980 (83/84) |
| | tendance | irrégulière | irrégulière | ↗ (81-83) |
| 83/84 | Total | 51 | 50 | 980 |
| | Régions | Ségou (53 %) | Koulikoro (45 %) | Kayes (450) |
| | | Koulikoro (25 %) | Ségou (38,7 %) | Koulikoro (1735) |
| | Zones | Centre (50,5 %) | Ouest (46,7 %) | Mali-Sud (571) |
| | | Ouest (28,5 %) | Centre (36 %) | Ouest (1586) |

La production de fonio est très irrégulière ; elle est concentrée dans le Centre et l'Ouest du pays.

2.6. Le Maïs

Les données physiques concernant le maïs, qu'elles proviennent du Plan ou de l'Agriculture, peuvent se résumer dans le tableau suivant :

| Caractéristiques | | Surf. (m ha). | Prod. (m t) | Rend ^{m†} (kg/ha) |
|------------------|-------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|
| PLAN 75-83 | moyenne | 75 | 84 | 1 120 |
| | mini | 45 (75/76) | 45 (80/81) | 622 (81/82) |
| | maxi | 126 (83/84) | 144 (83/84) | 1 894 (82/83) |
| | tendance | irrégulière | ↗ (81-83) | irrégulière |
| | 83/84 Total | 126 | 144 | 1 143 |
| AGR. 75-83 | moyenne | 85 | 70 | 824 |
| | mini | 47 (80/81) | 50 (77/78) | 500 (77/78) |
| | maxi | 112 (79/80) | 95 (82/83) | 1 553 (80/81) |
| | tendance | irrégulière | irrégulière | irrégulière |
| | 83/84 Total | 74 | 75 | 1 014 |
| PLAN 83/84 | Régions | Sikasso (63,5 %) | Sikasso (79,2 %) | Mopti (260) Sikasso (1424) |
| | Zones | Mali-Sud (70,1 %) | Mali-Sud (86,1 %) | Delta (325) Mali-Sud (1403) |

Dans l'ensemble aucune tendance longue et précise ne se dégage. Comme pour le mil et le sorgho les statistiques du Plan et de l'Agriculture sont très différentes. C'est dans la région de Sikasso (zone Mali-Sud) que la production de maïs est concentrée pour l'essentiel, compte tenu à la fois de l'importance des surfaces cultivées et des rendements obtenus. La concentration de la culture du maïs dans cette région du Mali est dû en particulier à l'intervention de la CMDT qui développe le maïs en rotation avec le coton.

Selon l'IER le coût de production moyen en 1984/85 du maïs en assolement avec le coton était de 83 000 F CFA/ha, y compris la rémunération du travail, soit 52 F/kg pour un rendement moyen de 1 600 kg/ha. Ce coût est supérieur au prix d'achat officiel de 50 F/kg mais inférieur au prix d'achat par le secteur privé qui s'élève à 82 F/kg.

Le prix d'achat officiel au producteur a toujours été le même que pour le mil et le sorgho sauf en 81/82 et 82/83, campagnes durant lesquelles il a été légèrement supérieur. On peut regretter que ce décrochement vers le haut ne se soit pas poursuivi ce qui aurait pu favoriser le développement souhaitable de cette culture. Comme pour le mil et le sorgho il est également regrettable que le prix d'achat officiel n'ait pas augmenté entre 1983 et 1984 alors que sur le marché libre le prix d'achat du maïs augmentait de 17 % et le prix de vente au consommateur officiellement de 4 % et dans le secteur privé (source : PRMC) de 35,6 % (toutefois entre début 84 et début 85 il y a eu une baisse de 10 %).

Le prix de vente du maïs au consommateur sur le marché libre est passé de 72 F/kg en 1982 à 118 F en 1984 (+ 64 %). Le prix de vente officiel du maïs est le même que celui du mil et du sorgho. Ce prix de vente officiel qui représentait 81 % du prix de vente du marché libre en 1982 n'en représentait plus que 53 % (- 28 points) en 1984 ; cependant de début 1984 à début 1985 le rapport est passé de 52 % à 60 % (+ 8 points).

Début 1984 le rapport du prix d'achat libre au paysan sur le prix de vente libre au consommateur était de 58 % ; un an plus tard il était de 76 % (+ 18 points). Durant la même période le rapport des prix officiels d'achat et de vente est passé de 80 % à 77 % (- 3 points). Ainsi début 85, compte tenu d'une évolution inverse, la marge relative est sensiblement la même dans les deux secteurs alors que la marge absolue demeure plus forte dans le secteur pricé (26 F/kg) que dans le secteur réglementé (15 F/kg).

Le commerce du maïs, comme celui du mil et du sorgho, peut maintenant être réalisé par le secteur privé. La commercialisation officielle du maïs n'a jamais été importante ; elle stagne entre 1 000 et 3 000 t./an sauf en 82/83 où elle a atteint 11 000t. La commercialisation privée a tendance à augmenter ; elle est passée de 14 000 t. en 80/81 à 23 000 t. en 83/84. La part du secteur privé dans l'ensemble de la commercialisation se situe généralement entre 80 et 93 %. La part de la production officiellement commercialisée varie le plus souvent entre 1 et 5 % ; la part commercialisée par le secteur privé a baissé de 31 % en 80/81 à 16 % en 83/84 ; au total la part commercialisée de la production varie selon les années (80 à 83) entre 17 et 37 %. En 1983/84 la commercialisation en volume et en valeur était la suivante :

| | mt | % | Fcfa/kg | M Fcfa | % |
|----------------|-----------|------------|-----------|--------------|------------|
| officielle | 2 | 8 | 50 | 100 | 6 |
| traditionnelle | 23 | 92 | 70 | 1 610 | 94 |
| Total | 25 | 100 | -- | 1 710 | 100 |

2.7. le riz

On a vu précédemment que le riz est cultivé en irrigué soit traditionnellement, soit dans des aménagements modernes. Les données physiques concernant le riz peuvent se résumer dans le tableau suivant :

| Caractéristiques | | Surf. (m ha) | Prod. (m t) paddy | Rend ^{mt} (kg/ha) paddy |
|------------------|----------|----------------------------------|----------------------------------|--|
| PLAN 75-83 | moyenne | 181 | 188 | 1 039 |
| | mini | 112 (78/79) | 122 (80/81) | 815 (75/76) |
| | maxi | 244 (77/78) | 303 (77/78) | 1 411 (78/79) |
| | Tendance | irrégulière | ↗ (81-83) | irrégulière |
| 83/84 | Total | 188 | 216 | 1 149 |
| AGR. 75-83 | moyenne | 157 | 185 | 1 178 |
| | mini | 105 (82/83) | 129 (82-83) | 943 (80/81) |
| | maxi | 197 (78/79) | 251 (78/79) | 1 555 (77/78) |
| | Tendance | irrégulière | irrégulière | irrégulière |
| 83/84 | Total | 112 | 129 | 1 152 |
| PLAN 83/84 | Régions | Mopti (40,4 %) Ségou (33,5 %) | Ségou (44,9 %) Mopti (29,6 %) | Kayes (178) Tombouctou (1 538) Ségou (1 540) |

Il n'y a guère de tendances qui se dégagent. Les statistiques d'une source à l'autre sont très différentes. La production est surtout concentrée sur les régions de Ségou (Office du Niger, Opération Riz Ségou) et de Mopti (irrigation traditionnelle) ; dans le premier cas cela est dû à des rendements relativement élevés et dans le second cas à des superficies importantes.

Selon les calculs de l'IER les coûts moyens de production (travail inclus) du riz paddy étaient les suivants en 1984/85 : pour la submersion naturelle 44 500 F/ha, soit 63 F/kg pour un rendement moyen estimé à 700 kg/ha ; pour la submersion contrôlée (ORS, ORM) 78 500 F CFA/ha, soit 65 F/kg pour un rendement de 1 200 kg/ha ; enfin pour la maîtrise totale de l'eau (O.N.) 126 500F/ha, soit 63 F/kg avec un rendement moyen de 2 t./ha. Le coût du kilo de paddy produit est voisin ou égal au prix d'achat officiel (65 F/kg).

Le prix d'achat officiel au producteur est passé de 20 F CFA/kg en 75/76 à 65 F en 84/85 (+ 225 %).

Le prix de vente du riz (RM 40) au consommateur sur le marché libre a augmenté seulement de 3,5 % entre 1982 et 1984 (de 166/176 F/kg à 172/182 F selon les sources ; 173 F début 1985). Le prix de vente officiel est passé de 66 F/kg en 76/77 à 125 F en 84/85 (+ 89 %) ; il est tout à fait regrettable que ce prix n'ait pas changé de 82/83 à 84/85. Dans ces conditions ce prix officiel n'a augmenté que de 8,7 % entre 81/82 et 83/84. Le prix de vente officiel représentait 65/69 % du prix de vente du marché libre (selon les sources) en 1982 et 69/73 % (+ 4 points) en 1984 ; début 1985 ce rapport était de 72 %. Il faut souligner qu'une part importante du riz vendu au consommateur est du riz importé (importation commerciale ou aide alimentaire) et non du riz local ce qui influence les prix pratiqués.

En 1976/77 le rapport des prix officiels d'achat et de vente était de 30 % alors qu'en 84/85 il était passé à 52 %. La marge relative a diminué mais la marge absolue a augmenté (de 46 F à 60 F CFA/kg). On peut faire ici les mêmes remarques que pour le mil et le sorgho ; le prix d'achat officiel au producteur a plus augmenté en valeur relative et moins en valeur absolue que le prix de vente officiel au consommateur ; on n'a pas intégralement répercuté sur le consommateur le taux d'augmentation du prix au producteur.

Le commerce du riz ne doit en principe que progressivement être ouvert au secteur privé mais il n'en reste pas moins qu'il semble déjà en assurer dans les faits (selon les chiffres disponibles) une part importante. La commercialisation officielle a diminué de moitié passant de 107 000 t. en 76/77 à 51 000 t. en 84/85. Entre 80/81 et 83/84 la commercialisation privée a oscillé d'une manière irrégulière entre 10 000 t. (82/83) et 40 000 t. (81/82) c'est à dire entre 16 et 40 % de l'ensemble de la commercialisation. La part de la production officiellement commercialisée a baissé de 61 % en 76/77 à 26 % en 83/84 ; la part commercialisée par le secteur privé est passée de 17 % en 80/81 (30 % en 81/82) à 5 % en 83/84 ; au total la part commercialisée de la production a diminué de 65 % en 80/81 (74 % en 81/82) à 31 % en 83/84. En 1983/84 la commercialisation en volume et en valeur était la suivante (faute de données disponibles la prix de marché libre n'est qu'une estimation) :

| | mt | % | Fcfa/kg | M Fcfa | % |
|----------------|----|-----|---------|--------|-----|
| officielle | 56 | 82 | 60 | 3 360 | 70 |
| traditionnelle | 12 | 18 | 120 | 1 440 | 30 |
| Total | 68 | 100 | --- | 4 800 | 100 |

2.8. L'ensemble des céréales.

On a déjà indiqué précédemment les données physiques concernant l'ensemble des céréales et les situant à l'intérieur des cultures vivrières. On peut les résumer dans le tableau suivant en y ajoutant les données statistiques du Ministère de l'Agriculture :

| Caractéristiques | | Surf. (m ha) | Prod. (m t) | Rend ^{mt} (kg/ha) |
|------------------|-------------|--|--|---------------------------------|
| PLAN 75-83 | moyenne | 1 484 | 1 213 | 817 |
| | mini | 1 276 (76/77) | 902 (80/81) | 616 (80/81) |
| | maxi | 1 760 (83/84) | 1 507 (83/84) | 978 (77/78) |
| | Tendance | ↗ (79-83) | ↗ (81-83) | ↗ (81-83) |
| | 83/84 Total | 1 760 | 1 507 | 856 |
| AGR. 75-83 | moyenne | 1 608 | 1 081 | 672 |
| | mini | 1 463 (83/84) | 874 (83/84) | 549 (80/81) |
| | maxi | 1 713 (79/80) | 1 306 (78/79) | 780 (78/79) |
| | Tendance | ↘ (80-83) | irrégulière | irrégulière |
| | 83/84 Total | 1 463 | 874 | 597 |
| PLAN 83/84 | Régions | Ségou (36,9 %) Sikasso (20,4 %) Mopti (17,8 %) | Ségou (31,3 %) Sikasso (29,5 %) Mopti (17,8 %) | Kayes (377) Sikasso (1 240) |

Une fois de plus on constate des différences inconciliables entre le Plan et l'Agriculture. Si dans les statistiques du Plan une tendance à la hausse se dessine ces dernières années, les statistiques de l'Agriculture semblent plutôt indiquer l'inverse. La place importante que tient la région de Sikasso dans la production céréalière est due en grande partie aux rendements obtenus (région Sud à pluviométrie élevée, place importante du maïs dont le rendement est plus élevé).

La part relative de chaque culture dans l'ensemble des céréales est la suivante :

| Cult. | PLAN | | | | | | AGRICULTURE | | | | | |
|---------------------|-----------------|----------------|----------------------|-----------------|----------------|------------------|-----------------|----------------|------------------|-----------------|--------------|------------------|
| | : moy. 75-83 | | | 83/84 | | | moy. 75-83 | | | 83/84 | | |
| | Surf. (%) | Prod. (%) | Rend. (kg/ ha) | S (%) | P (%) | R (kg/ ha) | S (%) | P (%) | R (kg/ ha) | S (%) | P (%) | R (kg/ ha) |
| mil sorgho | 48 31 | 43 31 | 728 830 | 46 33 | 39 34 | 728 869 | | | | | | |
| S-T | 79 | 74 | 767 | 79 | 73 | 786 | 85 | 76 | 605 | 87 | 77 | 525 |
| fonio ^{er} | 4 | 3 | 741 | 3 | 3 | 980 | - | - | - | - | - | - |
| maïs ^e | 5 | 7 | 1 120 | 7 | 10 | 1 143 | 5 | 7 | 824 | 5 | 8 | 1 014 |
| riz | 12 | 16 | 1 039 | 11 | 14 | 1 149 | 10 | 17 | 1 178 | 8 | 15 | 1 152 |
| TOT. % | 100 | 100 | - | 100 | 100 | - | 100 | 100 | - | 100 | 100 | - |
| TOT. V.A. | (m ha) 1 484 | (m t) 1 213 | 817 | (m ha) 1 760 | (m t) 1 507 | 856 | (m ha) 1 608 | (m t) 1 081 | 672 | (m ha) 1 463 | (m t) 874 | 597 |

Il est possible que dans les statistiques de l'Agriculture le fonio soit inclus dans le mil-sorgho. Dans ce cas là la répartition moyenne des différentes céréales est à peu près la même dans les deux séries de statistiques, que ce soit pour les surfaces ou pour la production. Superficie et production totales de céréales sont en moyenne nettement différentes dans les deux cas et en sens inverse ; cela est dû au rendement qui est estimé par la Plan à un niveau plus élevé (+ 21,6 %) que par l'Agriculture. Si les statistiques de l'Agriculture estiment le rendement du riz à un niveau supérieur aux estimations du Plan cela est dû à l'absence ou à l'insuffisance de la prise en compte de la submersion naturelle (les rendements y sont moins élevés que dans l'irrigation moderne). En 1983/84 surface, production et rendement de céréales sont beaucoup moins élevés dans les statistiques de l'Agriculture (- 16,9 % , - 42 % ; - 30 %) que dans celles du Plan ; à noter que pour cette campagne le rendement du riz est le même dans les deux sources statistiques. Au total il convient de bien souligner l'importance des mils et sorgho (donc de la culture pluviale) dans l'ensemble des céréales : 83 % de la surface et 77 % de la production ; cette différence est due au fait que les rendements du maïs et du riz (cette dernière culture est réalisée uniquement en irrigué) sont nettement plus élevés (+ 46 % et 35 %) que ceux des mils et sorgho ; cela montre à la fois l'intérêt qu'il y aurait à améliorer la culture du mil et du sorgho et les possibilités d'intensification, mais cela nécessiterait des recherches en particulier dans le domaine variétal.

Dans la commercialisation (en volume) la part relative de chaque culture dans l'ensemble des céréales est la suivante :

| Cult. (%) | Com. officiel | | | | Com. privé | | | | Com. Total | | | |
|---------------------|-----------------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| | moy. 75-84 (80-83) | | 83/84 | | moy. 80-83 | | 83/84 | | moy. 80-83 | | 83/84 | |
| | Com. | Com/ Prod. | Com. | Com/ Prod. | Com. | Com/ Prod. | Com. | Com/ Prod. | Com. | Com/ Prod. | Com. | Com/ Prod. |
| mil-sorgho (% →) | 27 (7) | (1) 3 | 3 (2) | 2 | 77 (93) | 13 | 77 (98) | 10 | 58 (100) | 14 | 56 (100) | 10 |
| Maïs (% →) | 2 (23) | (6) 2 | 3 (8) | 1 | 10 (77) | 20 | 15 (92) | 16 | 9 (100) | 26 | 12 (100) | 17 |
| Riz (% →) | 71 (73) | (36) 37 | 94 (82) | 26 | 13 (27) | 14 | 8 (18) | 5 | 33 (100) | 50 | 32 (100) | 31 |
| TOT. VR (% →) | 100 (30) | (6) 8 | 100 (28) | 4 | 100 (70) | 13 | 100 (72) | 10 | 100 (100) | 19 | 100 (100) | 14 |
| TOT. VA (m t) | (71) 95 | | 60 | | 165 | | 151 | | 236 | | 211 | |

1/3 de la commercialisation des céréales concerne le riz paddy, 58 % le mil et le sorgho et le reste le maïs (moyenne : 80-83). Le commerce du mil, du sorgho et du maïs concerne surtout le secteur privé, celui du riz le secteur public. L'activité principale du commerce privé concerne le mil et le sorgho. 70 % de la commercialisation des céréales passe par le secteur privé. Sur la période 80-83 la moitié de la production de riz a été commercialisée, 1/4 de la production de maïs et 14 % de celle de mil et de sorgho ; pour l'ensemble des céréales la part commercialisée est de 19 %, soit 236 000 t. (211 000 t. en 83/84). La commercialisation officielle des céréales a été divisée par trois entre 1976/77 (177 000 t.) et 1984/85 (55 000 t.) ; cela est dû à la fois à la baisse des achats de riz et de mil-sorgho. Entre 1980 et 1983 les achats de céréales par le secteur privé ont varié entre 150 000 et 200 000 t. (moyenne 165 000 t.) sans qu'aucune tendance ne se dégage ; il en est de même pour l'ensemble de la commercialisation qui a varié entre 210 000 et 275 000 t. (moyenne 236 000 t.). La part du riz dans la commercialisation officielle est passée de 60 % en 76/77 à 93 % en 84/85. La part du mil-sorgho dans la commercialisation privée reste assez stable entre 74 et 81 % (moyenne 77 %, pourcentage de 83/84). Au total la part du maïs a doublé de 80/81 (7 %) à 82/83 (14 %) et ceci au dépend du riz dont la part tend à baisser (37 % en 80/81 ; 32 % en 83/84). La part de la production de céréales officiellement commercialisée est tombée de 17 % en 76/76 à 4 % en 83/84 ; la part commercialisée par le secteur privé est passée de 16 % (80/81) à 10 % (83/84) ; au total la part commercialisée est passée de 24 % (80/81) à 14 % (83/84). Les moyennes sont donc à interpréter avec prudence dans la mesure où les tendances sont nettement à la baisse. Pour la commercialisation officielle cela peut s'expliquer par la volonté de désengagement de l'Etat mais on peut se demander si le secteur privé prend vraiment le relais. La commercialisation n'augmente pas comme semble augmenter la production selon les statistiques du Plan. Cependant si on se base sur les statistiques de l'Agriculture la part commercialisée reste assez stable, entre 23 et 25 %.

En 1983/84 la valeur de la commercialisation se répartissait de la manière suivante entre les différentes céréales :

| Cult. | Com. officiel | | Com. privé | | Com. total | |
|---------------------|---------------|-----|----------------|-----|-----------------|-----|
| | M Fcfa | % | M Fcfa | % | M Fcfa | % |
| mil-sorgho (% →) | 100 (1) | 3 | 9 048 (99) | 75 | 9 148 (100) | 58 |
| maïs (% →) | 100 (6) | 3 | 1 610 (94) | 13 | 1 710 (100) | 11 |
| riz (% →) | 3 360 (70) | 94 | 1 440 (30) | 12 | 4 800 (100) | 31 |
| TOTAL (% →) | 3 560 (23) | 100 | 12 098 (77) | 100 | 15 658 (100) | 100 |

Les revenus distribués grâce à la commercialisation des céréales s'élevaient à 15,7 mds F CFA lors de la campagne 1983/84. 77 % de cette somme provenaient du secteur privé ; la part du privé est plus importante en valeur qu'en volume compte tenu des prix pratiqués qui sont plus élevés. Le mil et le sorgho représentent 58 % de la valeur de la commercialisation, le riz 31 %. Les 3/4 des sommes distribuées par le secteur privé concernent le mil et le sorgho. 94 % des achats du commerce officiel concernent le riz, produit pour lequel le secteur étatique détient encore un certain monopole (en particulier à l'Office du Niger durant la campagne d'hivernage). Mil, sorgho et maïs concernent presque exclusivement le secteur privé.

Le Mali n'est plus le grenier à céréales qu'il a été, il n'est plus globalement exportateur de céréales même si on essaye de tenir compte des exportations clandestines vers les pays limitrophes du Sud. Il s'agit désormais d'un déficit structurel (qui risque d'aller en augmentant) et non plus seulement conjoncturel. La population augmente plus vite que la production et l'agriculture n'arrive pas à couvrir une grande partie des besoins urbains compte tenu de la croissance des villes et de la stagnation de la commercialisation liée à l'augmentation de l'autoconsommation. La couverture de la consommation céréalière par la production nationale serait ainsi tombée de 95 % en 79/80 à 85 % en 83/84, ceci en se basant sur les statistiques du Plan qui sont plus optimistes que celles de l'Agriculture. La différence entre production et consommation est couverte par les importations commerciales et l'aide alimentaire. Cette non couverture de la consommation par la production est d'autant plus grave que la première est constituée par une part très élevée de calories d'origine céréalière, 75 % en moyenne, 65 à 85 % selon les zones.

L'aide alimentaire en céréales est passée en valeur de 1,75 mds F CFA en 1980 à 22.1 mds en 1984 et constitue désormais une part importante de l'aide ; de 1981 à 1984, la part des céréales dans le total de l'aide alimentaire est passée de 66 % à 90 %. En volume l'aide alimentaire

céréalière est passée de 15 000 t. en 1980 à 168 400 t. en 1985. Les importations commerciales de céréales sont passées pendant ce temps de 27 500 t. à 127 000 t. Ainsi l'ensemble des importations céréalières est passé de 42 500 t. à presque 300 000 t. en cinq ans ; dans ce total la part de l'aide alimentaire a augmenté (de 35 à 57 %) pendant que celle des importations commerciales diminuait (de 65 à 43 %). L'aide en céréales tient donc maintenant une part prépondérante dans les importations céréalières du Mali. L'aide directe de la France est passée de 5 000 t. de céréales en 1982 à 15 000 t. en 1985. Les estimations du déficit céréalier sont passées de 75 000 t. en 80/81 à 360 000 t. en 84/85 ; l'ensemble des importations de céréales a couvert ces déficits sauf en 1984 (77 %) et 1985 (82 %) ; cette non couverture intégrale n'est pas forcément inquiétante dans la mesure où le déficit céréalier, en fait assez mal connu, est souvent, par prudence, surestimé.

L'ensemble des céréales disponibles à la consommation (production nationale estimée par le Plan et importations de l'étranger) rapporté au nombre d'habitants donne une consommation brute annuelle de grains qui serait passée en moyenne de 116 kg/habitant en 1981 à 194 kg en 1984. La consommation nette farine serait quant à elle passée de 103 à 173 kg/habitant (estimation PADEM 1984 : 160 kg) ; pour la période 1975-1977 la FAO avance le chiffre de 169 kg. Le nombre de calories de céréales par habitant et par jour serait dans ces conditions passé de 975 à 1 638 ; l'estimation FAO sur la période 61-77 est de 1 551 calories ; il est possible que la consommation journalière moyenne de céréales à laquelle nous aboutissons soit sous évaluée pour la période 80-82 (80 : 1 146 cal. ; 81 : 975 ; 82 : 1 241).

2.9. Les légumes secs

Il s'agit ici du niebe (haricot sec) et du wandzou (pois de terre). Sur la période 75-83 la superficie moyenne cultivée en niebe était de 76 000 ha avec un minimum de 39 000 ha (79/80) et un maximum de 104 000 ha (78/79). Aucune tendance ne se dégage mais plutôt une certaine stabilité entre 1980 et 1983 (73 000 à 87 000 ha). En 1983/84 la superficie cultivée en niebe était de 87 000 ha, l'essentiel se trouvant dans les régions de Sikasso (65,8 %) et de Koulikoro (21,8 %) c'est à dire dans les zones Mali-Sud (72,7 %) et Ouest (15,2 %). En 1983/84 la production de niebe était de 10 000 t., l'essentiel, comme pour les surfaces, se trouvant dans les régions de Sikasso (58,9 %) et de Koulikoro (35,9 %). Le rendement moyen du niebe est particulièrement bas, 114 kg/ha en 83/84 avec les variations régionales suivantes: 29 kg/ha à Kayes, 102 kg à Sikasso et 188 kg à Koulikoro ; dans la zone Ouest on atteint 269 kg/ha.

La superficie de wandzou était estimée à 9 000 ha en 83/84 soit une production de 5 000 t. compte tenu d'un rendement moyen de 513 kg/ha. Cette culture est concentrée dans les régions de Ségou (72 % de la surface et de la production) et de Sikasso (21 %) c'est à dire dans les zones Centre (70-68 %) et de Mali-Sud (27-29 %). La fourchette des rendements régionaux va de 497 kg/ha (Ségou) à 597 (Koulikoro ; 555 à Sikasso) ; au niveau des zones on a 493 kg/ha dans le Centre, 531 dans le Sahel et 555 dans Mali-Sud.

Au total les légumes secs représentaient en 83/84 96 000 ha (niebe 91 %) et une production de 15 000 t. (niebe 67 %) soit un rendement moyen très faible de 152 kg/ha. Les régions les plus concernées sont Sikasso (surface 61 %, production 47 %), Koulikoro (20 %, 27 %) et Ségou (7 %, 23 % grâce au wandzou

au rendement plus élevé) c'est à dire les zones Mali-Sud, Ouest et Centre.

2.10. Les racines et tubercules.

Il s'agit des patates, de l'igname et du manioc. En 1983/84 on estimait les patates à 800 ha soit une production de 11 000 t. pour un rendement moyen de 14 t./ha. On trouve des patates dans les régions de Tombouctou (lacustre) et de Sikasso (Mali-Sud) ; le rendement est beaucoup plus élevé dans le premier cas (28 t./ha) que dans le second (4 t./ha).

L'igname était estimée en 83/84 à 5 000 ha et 20 000 t. soit un rendement moyen de 4 t./ha. Il s'agit uniquement de la région de Sikasso (Mali-Sud) où la pluviométrie est suffisante.

La superficie en manioc serait de 3 000 ha (83/84) soit une production de 61 000 t. compte tenu d'un rendement moyen de 22 t./ha. On trouve du manioc essentiellement dans la région de Ségou (90 % ; zone Centre).

Pour l'ensemble des racines et tubercules on avait en 83/84 la répartition suivante :

| | Surface | Production | Rendement |
|--------|-----------------|------------------|-----------|
| patate | 9 % | 12 % | 14 t/ha |
| igname | 57 | 22 | 4 |
| manioc | 34 | 66 | 22 |
| TOTAL | 100 9 000 ha | 100 92 000 t. | 11 |

sont concernées les régions de Sikasso, Ségou et Tombouctou.

2.11. Les autres cultures vivrières

Le gombo représenterait en 83/84 1 700 ha soit une production de 230 t. compte tenu d'un rendement très faible de 133 kg/ha (fourchette régionale : 62 - 136 kg). L'essentiel de la production est situé dans la région de Sikasso.

Il convient de citer également les cultures fruitières et maraîchères qui sont mal connues mais importantes en particulier au niveau de l'approvisionnement des villes (surtout Bamako) et de l'exportation. De ce point de vue les exportations de la campagne 83/84 se sont présentées de la manière suivante :

| | Tous exportateurs | | dont Fruitema | | |
|-----------------------------|-------------------|-------|---------------|-------|---------|
| haricots filet et mangetout | 705 t | 23 % | 418 t | 18 % | (59 %) |
| piments | 71 | 2 % | 40 | 2 % | (56 %) |
| limes de Tahiti | 17 | 1 % | 17 | 1 % | (100 %) |
| mangues | 2 211 | 74 % | 1 850 | 79 % | (84 %) |
| TOTAL | 3 004 t | 100 % | 2 325 t | 100 % | (77 %) |

Dans ce secteur les 3/4 des exportations sont constitués par les mangues ; cependant les exportations de ce fruit ont baissé de 7 % entre 82/83 et 83/84. 77 % des exportations de fruits et légumes sont réalisés par la société Fruitema à laquelle la France apporte son aide (FAC, PROPARGO (CCCE), BDPA, CFDT) ; d'une campagne sur l'autre les exportations en volume de mangues de cette société ont baissé de 10 % et les exportations totales de 2 % ; ce recul est dû au manque de disponibilités en fret aérien ; cependant on constate parallèlement une augmentation des prix de vente unitaires (qui semble ne pas persister) due à une amélioration de la qualité et à une bonne stratégie commerciale. En 83/84 la valeur des ventes de la société Fruitema atteignait presque 900 M F CFA et ses achats aux paysans (revenus distribués) 340 M F CFA ; le bénéfice d'exploitation (avant impôts) de l'exercice s'élève à 154 M (17 % du C.A.) ; hors subvention FAC (financement de l'AI) il s'élèverait à 110 M F CFA. Les exportations de mangues représentent 76 % du C.A. FOB de Fruitema et contribuent pour 74 % à la formation de son bénéfice. Cette société envisage de diversifier ses activités d'exportations dans des secteurs plus ouverts et moins fragiles : la cire d'abeille de luxe, la fleur d'hibiscus, la noix de cajou (fruit de l'anacardier) et éventuellement la gomme arabique (1) (en liaison avec un projet FAC de plantation de gommiers dans la région de Kayes)(2).

2.12. L'arachide.

Les données physiques concernant l'arachide peuvent se résumer dans le tableau suivant :

| Caractéristiques | | Surf. (m ha) | Prod. (m t) | Rend ^{mt} (kg/ha) |
|------------------|----------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| PLAN 75-83 | moyenne | 158 | 140 | 886 |
| | mini | 120 (83/84) | 75 (83/84) | 625 (83/84) |
| | maxi | 188 (75/76) | 215 (75/76) | 1 144 (75/76) |
| | Tendance | ↘ | ↘ | ↘ |
| 83/84 | Total | 120 | 75 | 625 |
| AGR 75-83 | moyenne | 147 | 104 | 707 |
| | mini | 69 (83/84) | 26 (83/84) | 377 (83/84) |
| | maxi | 207 (75/76) | 160 (76/77) | 865 (76/77) |
| | Tendance | ↘ | ↘ | ↘ |
| 83/84 | Total | 69 | 26 | 377 |
| PLAN 83/84 | Régions | Kayes (41,4%) Sikasso (22,8%) | Sikasso (40 %) Kayes (24 %) | Kayes (363) Sikasso (1 096) |
| | Zones | Ouest (30,7%) Mali Sud (25,8%) | Mali Sud (43,4%) Ouest (34,2%) | Hte Vallée (233) Mali Sud (1 050) |

Il y a une très nette tendance à une forte diminution de la surface, des rendements et donc de la production. D'une statistique à l'autre même si les valeurs absolues sont très différentes, la tendance reste la même. Les superficies arachidières se trouvent surtout dans les régions de Kayes (zone Ouest) et de Sikasso (zone Mali-Sud) ; la production est plus importante à Sikasso qu'à Kayes compte tenu des rendements plus élevés obtenus (pluies plus importantes) et ceci malgré l'intervention de l'Office de Développement Intégré des Productions Arachidières et Céréalières (ODIPAC) dans l'Ouest du pays. La production d'arachide pour les

(1) Le Mali exporte actuellement chaque année environ 1 000 t de gomme pour une valeur de 400 M F CFA.

(2) Dans le domaine des jus de fruit et du concentré de tomate (cultivée sur le périmètre de l'ODIB avec l'aide du FAC au départ) à noter également l'existence de la SOCAM ; il s'agit d'un secteur qu'on peut développer mais le dynamisme de cette société semble laisser à désirer.

huileries est en pleine crise au Mali et les essais d'arachide de bouche (en particulier par la CMDT, usine à San) n'ont pas encore entraîné une production paysanne importante (maximum : 468 t commercialisées en 84/85). Les principales causes de la baisse de la production arachidière doivent être recherchées dans :

- la conséquence de la sécheresse de ces dernières années sur les zones écologiquement marginales pour cette culture,
- la non vulgarisation et l'absence de semences natives dans ces zones,
- l'abandon de la politique de subventions aux intrants (semences, engrais,...), le manque de diffusion de ceux-ci et l'absence de crédit agricole ce qui entraîne une diminution de leur utilisation donc une baisse des rendements (i-e l'inverse de l'intensification recherchée)
- la diminution de l'efficacité de l'engrais en période de sécheresse,
- la détérioration des services rendus par le développement rural,
- la non adhésion du plus grand nombre de paysans aux objectifs du développement et leur non accès aux moyens mis en oeuvre ce qui a entraîné une accentuation de la différenciation sociale,
- l'adaptation des objectifs de production à l'approvisionnement du marché intérieur (80 000 t.) plus rémunérateur plutôt qu'à la vente à l'exportation qui n'apparaît plus comme intéressante,
- l'accent mis sur les cultures céréalières (surtout le maïs) comme cultures de rente plutôt que sur l'arachide, ce qui revient à confirmer la vocation dominante du Centre-Ouest du Mali.

Selon l'IER le coût de production moyen en 1984/85 de l'arachide produit dans la zone ODIPAC en assolement avec les céréales (maïs/arachide/mil ou sorgho) était de 98 500 F CFA/ha, y compris la rémunération du travail, soit 99 F CFA/kg coque pour un rendement d'1 t./ha (nettement supérieur à la réalité observée). Ce coût est plus élevé (du double) que le prix d'achat par l'ODIPAC pour le compte de la SEPAMA (50 F CFA/kg) mais nettement moins élevé que les prix pratiqués par le secteur privé (environ 150 F/kg en moyenne) qui réalise la plus grande partie de la commercialisation.

Le prix d'achat officiel au producteur est passé de 20 F CFA/kg coque en 75/76 à 50 F en 84/85, soit une augmentation de 150 % en 9 ans. On doit noter que ce prix n'a augmenté que de 25 % au cours des cinq dernières années, ce que l'on peut considérer comme nettement insuffisant. Le prix d'achat sur le marché libre est trois fois supérieur au prix d'achat officiel.

Depuis 1982 la libéralisation de la commercialisation est totale. Toutefois même si auparavant le secteur privé était exclu de droit du commerce de l'arachide son importance était grande ; il a doublé ses revenus entre 1974 et 1980 et il a assuré l'approvisionnement du marché intérieur. La commercialisation officielle est tombée de 93 000 t. en 75/76 à 1 100 t. en 84/85.

Le commerce privé est quant à lui passé de 47 000 t. en 78/79 à 6 000 t. en 83/84 ; c'est curieusement, pour autant que les chiffres soient exacts, depuis qu'il est légalement autorisé à intervenir que le commerce privé s'est effondré ; sa part dans l'ensemble du commerce est très irrégulière. Le total de l'arachide commercialisée a baissé de 127 000 t. en 75/76 à 6 400 t. en 83/84 suivant en cela la baisse de la production (l'augmentation de la commercialisation nécessite celle de la production). La part de la production officiellement commercialisée est tombé de 43 % en 75/76 à 1 % en 83/84 ; la part commercialisée par le secteur privé est très irrégulière ; au total la part commercialisée de la production a diminué de 59 % en 75/76 à 9 % en 83/84. En 1983/84 la commercialisation en volume et en valeur était la suivante :

| | m t | % | Fcfa/kg | M Fcfa | % |
|----------------|-----|-----|---------|--------|-----|
| officielle | 0,4 | 6 | 45 | 18 | 2 |
| traditionnelle | 6,0 | 94 | 150 | 900 | 98 |
| Total | 6,4 | 100 | --- | 918 | 100 |

L'importance du commerce traditionnel est due au niveau des prix qui y sont pratiqués bien supérieur au commerce officiel (seule une augmentation de la production permettra de peser sur les prix). Le circuit privé est nettement plus efficace et performant que le circuit public ; il accepte d'acheter de l'arachide décortiqué ce qui est plus intéressant pour le paysan ; le volume limité de crédits accordés par l'ODIPAC fait que cette ODR a peu de prise sur les producteurs dont elle n'a pas de remboursements à exiger ; le retard dans la mise en place du financement (le 15/1/85 au lieu de novembre 1984 comme les paysans le souhaitent) incite également les producteurs à se retourner vers le secteur privé. Ce dernier assure l'essentiel de l'approvisionnement du marché intérieur (demande monétaire solvable estimée à 40 000 t./an) qui demeure alors même que l'exportation (circuit officiel) n'apparaît plus rentable compte tenu du cours mondial. Globalement la structure des prix des divers produits agricoles ne favorise pas l'arachide à laquelle par ailleurs les graines de coton font concurrence. De plus il se pose dans l'Ouest du Mali d'importants problèmes de transport dus à l'état du réseau routier ; si on veut favoriser la commercialisation de l'arachide et des autres produits agricoles dans la zone ODIPAC il convient d'améliorer les pistes et d'en créer afin de la désenclaver.

Il existe au Mali deux huileries pour traiter l'arachide. La SEPOM, à Koulikoro, est une usine ancienne destinée à la production d'huile pour le marché intérieur ; elle a une capacité de traitement d'environ 30 000 t. d'arachide coque ; compte tenu de sa très forte sous-utilisation on y raffine actuellement une partie de l'huile produite par HUICOMA à partir des graines de coton et on y triture également des graines de coton. La SEPAMA, à Kita, est une usine récente destinée à la production d'huile pour l'exportation ; elle a une capacité de traitement de plus de 40 000 t. d'arachide coque (seuil de rentabilité 30 000 t.) ; compte tenu du manque de matière première cette usine est fermée depuis deux ans ; dans ces conditions il a été demandé à l'ODIPAC d'effectuer en 1984/85 une commercialisation des arachides pour le compte de la SEPAMA ; cette tentative a été un échec ; les quantités collectées étant très faibles l'usine ne peut pas être remise en marche et l'arachide ainsi achetée sera utilisée comme semence ;

de toute façon il n'apparaît plus payant de produire de l'huile pour l'exportation ; la différence de prix à l'exportation entre l'arachide graine et l'huile brute ne justifiait pas la création de la SEPAMA et encore moins son surdimensionnement ; la limitation de l'exportation de graines (par la SOMIEX) , qui avait été rentable de 1974 à 1978, au profit de l'huile brute a été de ce point de vue une erreur.

Les exportations d'arachide (graines, huile et tourteaux) après avoir atteint 4 350 MF CFA en 1977 (14,2 % de la valeur de l'ensemble des exportations) sont progressivement tombées à 500 MF CFA en 1984 (0,6 % des exportations). Tout porte à croire qu'elles ne remonteront pas d'une manière durable et significative. L'avenir de l'arachide au Mali (s'il y en a un) se situe pour l'essentiel au niveau du marché intérieur ; mais même là il y a la concurrence de l'huile et des tourteaux de coton ; compte tenu de l'augmentation de la production de coton on peut se demander s'il reste une place pour le commerce de l'arachide dans le contexte actuel. Finalement la seule possibilité serait, outre l'autoconsommation (environ 40 000 t., y compris les semences), l'augmentation de la production d'arachide de bouche (pour la confiserie) en vue de l'exporter.

2.13. Le coton

Les données physiques concernant le coton peuvent se résumer dans le tableau suivant :

| Caractéristiques | | Surf. (m ha) | Prod. (m t) | Rend ^{m†} (kg/ha) |
|------------------|--------------------|--------------------|------------------|----------------------------|
| PLAN 75-83 | moyenne | 105 | 132 | 1 257 |
| | mini | 87 (75/76) | 96 (81/82) | 1 043 (81/82) |
| | maxi | 133 (79/80) | 188 (83/84) | 1 457 (83/84) |
| | Tendance | ↗ (81-83) | ↗ (82-83) | ↗ (82-83) |
| | 83/84 Total | 129 | 188 | 1 457 |
| AGR. 75-83 | moyenne | 108 | 124 | 1 148 |
| | mini | 91 (75/76) | 98 (81/82) | 991 (80/81) |
| | maxi | 123 (79/80) | 151 (79/80) | 1 270 (83/84) |
| | Tendance | ↗ (82-84) | ↗ (82-84) | ↗ (81-83) |
| | 83/84 Total | 111 | 141 | 1 270 |
| PLAN Régions | Sikasso (57 %) | Sikasso (54,8 %) | Sikasso (1 471) | |
| | Ségou (22,6 %) | Ségou (25 %) | Ségou (1 685) | |
| | Koulikoro (20,3 %) | Koulikoro (20,2 %) | | |
| | Mali Sud (73,1 %) | Mali Sud (73,6 %) | Mali Sud (1 475) | |
| | Centre (18,9 %) | Centre (22,9 %) | Centre (1 778) | |
| Zones | | | | |

Ces toutes dernières années la tendance est plutôt à la hausse que ce soit pour la surface, la production ou le rendement du coton ; la production a été particulièrement mauvaise en 81/82 (moins de 100 000 t.) avant cette remontée ; le niveau le plus haut, au moins pour la commercialisation, a été atteint en 79/80 (151 000 t.) ; selon l'enquête PADEM la CMDT sous-estimerait la production et celle-ci atteindrait 188 000 t. en 83/84 ; si cette valeur est exacte, ce dont

il est permis de douter, cela signifierait soit que la commercialisation officielle de coton est elle aussi sous-estimée, soit qu'une part non négligeable (i-e nettement supérieure à l'estimation de 3 % faite par la CMDT) de la production n'est pas officiellement commercialisée (circuits parallèles ou utilisation artisanale par les paysans eux mêmes). La production de coton est concentrée dans les régions de Sikasso (plus de la moitié) et de Ségou (1/4), c'est à dire dans les zones Mali-Sud (presque les 3/4) et Centre (un peu moins d'1/4 en 83/84). Les rendements sont meilleurs dans la zone Centre que dans la zone Mali-Sud. La production de coton se situe ainsi dans les régions les plus pluvieuses du Mali, là où interviennent les ODR qui l'encadrent : surtout la CMDT (propriété de l'Etat à 60 % et de la CFDT à 40 %) (96 % de la commercialisation) et pour une très faible part l'OHV (4 %). La culture du coton et au delà d'elle, l'ensemble de la filière cotonnière, est globalement (même si c'est d'une manière irrégulière) en pleine croissance depuis plus de 20 ans et le gouvernement malien entend bien favoriser la poursuite de cette croissance (+ 10 à 20 %/an ? — La réponse paysanne, jusqu'à présent assez favorable, est liée non seulement aux conditions de commercialisation mais aussi aux conditions objectives incitant à la production et permettant l'obtention d'un rendement satisfaisant (en moyenne 1,2 t/ha) :

- La fourniture d'intrants (semences, engrais, insecticides,...) adaptés est assurée en quantités suffisantes et au bon moment. Le rapport intrants sur produit brut qui était de 32 % en 83/84 devrait être ramené à 27 % en 88/89.

- Ces intrants sont actuellement subventionnés ; le taux de subventions était de 19 % en 83/84 ; il est prévu toutefois que ces subventions disparaissent à partir de 88/89.

- Des équipements de culture attelée provenant de la SMECMA) sont proposés aux paysans.

- L'accès au crédit agricole (BNDA) est assuré.

- Des thèmes techniques favorisant l'intensification sont diffusés.

- La CMDT dans le cadre du projet Mali-Sud a clairement opté en faveur d'un développement intégré qui associe au coton non seulement d'autres cultures (maïs, sorgho, riz, niébe, arachide de bouche) mais aussi l'élevage (utilisation des graines de coton comme aliment du bétail,...) , une politique de l'eau, une amélioration des pistes et une action en faveur de la santé.

- Mise en place d'associations villageoises, formation technique (jeunes paysans, forgerons) et alphabétisation fonctionnelle.

Selon l'IER le coût production moyen en 1984/85 du coton graine produit dans la zone Mali-Sud (CMDT) par les exploitations type 5 ha était de 128 000 F CFA/ha, y compris la rémunération du travail, soit 107 F/kg coton graine pour un rendement d'1,2 t./ha. Ce coût est nettement plus élevé que le prix d'achat officiel qui était alors de 75 F/kg.

Le prix d'achat officiel au producteur est passé de 37,5 F/kg en 75/76 à 75 F en 84/85, soit un doublement en neuf ans. Durant cette période le prix du coton n'a augmenté qu'une campagne sur deux. L'importance du prix

d'achat de la campagne précédente sur les décisions de culture est manifeste au niveau paysan ; cela implique la nécessité de fixer les prix le plus tôt possible avant le début de la campagne.

La vente du coton graine par les paysans à la CMDT est passée de 103 000 t. en 75/76 à 151 000 t. en 79/80 ; après avoir baissé en 80/81 (108 000 t.) puis à nouveau en 81/82 (96 000 t.) elle a ensuite à nouveau augmenté et a atteint 144 000 t. en 84/85. En 1983/84 la commercialisation des 141 000 t. de coton graine à 75 F/kg a représenté une valeur de 10 575 MF CFA. L'organisation et la sécurité de la commercialisation par la CMDT assure sa réussite et la confiance que les paysans lui accordent.

Une fois le coton acheté celui-ci passe par les usines d'égrenage de la CMDT (11 + 1 en construction). Cela permet de séparer la fibre (83/84 : 54 241 t., rendement 38,44 % contre 39,04 % lors de la campagne précédente pour raisons d'ordre climatique) de la graine (83/84 : 81 321 t., rendement 57,64 %).

Lors de la campagne 83/84 les graines de coton ont été réparties de la manière suivante :

| | | |
|-------------------------------|-----------|---------|
| Semences pour 84/85 | 10 685 t. | 13,1 % |
| Aliments du bétail (embouche) | 14 621 | 18,0 % |
| | <hr/> | <hr/> |
| Sous Total | 25 306 | 31,1 % |
| HUICOMA (Koutiala) | 43 853 | 53,9 % |
| SEPOM (Koulikoro) | 12 162 | 15,0 % |
| | <hr/> | <hr/> |
| Sous Total | 56 015 | 68,9 % |
| | <hr/> | <hr/> |
| Total général | 81 321 t. | 100,0 % |

Sur les 81 321 t., 70 636 t. (86,9 %) constituent des graines marchandes, le reste étant conservé comme semences futures. Avec un rendement de 17,72 % HUICOMA (propriété de la CMDT à 50 %, de l'Etat à 40 % et du secteur privé à 10 %) a produit 7 771 t. d'huile neutre. Avec un rendement de 13,32 % pour produire de l'huile neutre et de 86 % pour produire ensuite de l'huile raffinée la SEPOM a extrait des graines qui lui ont été fournies 1 393 t. d'huile raffinée ; elle a également produit de l'huile raffinée à partir d'une partie de l'huile neutre d'HUICOMA. Ces deux usines qui traitent ainsi 68,9 % des graines produisent également des tourteaux de coton.

Durant cette même campagne la répartition de la fibre de coton a été la suivante :

| | | | |
|-----------------------|-----------|-------|---------|
| ITEMA | 756 t. | 61 % | |
| COMATEX | 409 | 33 % | |
| Artisanat | 77 | 6 % | |
| | <hr/> | <hr/> | |
| S-T Ventes locales | 1 242 | 100 % | 2,3 % |
| Exportations (SOMIEX) | 52 999 | | 97,7 % |
| | <hr/> | <hr/> | <hr/> |
| Total général | 54 241 t. | | 100,0 % |

La presque totalité de la fibre de coton est destinée par conséquent à l'exportation. La consommation locale qui représentait 6,4 % de la production en 82/83 n'en représentait plus que 2,3 % en 83/84 (ou 4 % selon une autre source).

ITEMA est une usine qui fonctionne correctement même si on peut lui reprocher de réaliser à tort de toutes petites séries ; 80 % de sa production sont exportés ; il est envisagé de doubler cette production sous réserve que le prix du coton le permette. La COMATEX, elle ne marche pas ; c'est une société d'Etat à 100 % qui bénéficie de l'aide chinoise (Pékin). L'existence à Bamako d'un marché parallèle du textile ne facilite pas la tâche de ces usines en ce qui concerne l'approvisionnement du marché local.

Les exportations de la filière cotonnière concernent en tout premier lieu les fibres. De 1981 à 1984 les exportations de fibres sont passées de 16,3 Mds CFA à 38,7 mds. Outre le niveau en volume des exportations ce qui compte c'est le cours du coton en dollars et le cours du dollar en francs. De ce point de vue l'année 1984 a été très bonne le cours moyen (CAF) de vente du coton fibre s'étant établi à 737 F CFA/kg ; ce cours est à comparer au prix de revient du coton fibre qui était cette année là de 500 F CFA/kg ce qui a laissé une marge bénéficiaire importante. Pour l'année 1985 les cours seront beaucoup moins bons ; ils ont fortement baissé depuis le mois d'avril et s'établissent début octobre à 463 F CFA/kg ; tout laisse penser qu'ils ne remonteront pas d'ici la fin de l'année. Ces cours déprimés, qui rappellent ceux de 1982, sont à rapprocher du prix de revient du coton fibre cette année ; celui-ci est de 580 F CFA/kg c'est à dire que la filière risque de ce point de vue soit d'être juste équilibrée, soit d'enregistrer des pertes. Si cette situation devait durer cela ferait planer des doutes sur l'avenir de la culture du coton au Mali (compte tenu entre autre des coûts de transport dûs à son enclavement) ; cette culture ne peut financièrement se maintenir qu'avec des cours du coton suffisamment rémunérateurs quelque soit par ailleurs les efforts réalisés pour comprimer le prix de revient en supprimant en particulier les charges indues supportées par le coton. Matériellement la SOMIEX joue le rôle de prestataire de services au sein de la filière coton ; elle assure l'enlèvement du coton fibre aux usines et son acheminement par des transporteurs privés jusqu'aux ports d'expédition ; la commercialisation elle même est ensuite largement sous traitée (80 % de la production) à la compagnie cotonnière (COPACO) à l'exception des contrats avec l'Algérie (14 %) et avec la Chine (6 %) que la SOMIEX assure. A noter que les lenteurs de la comptabilité de cette société entravent le bon fonctionnement de la filière coton. Par ailleurs, les pays vers lesquels le coton est exporté sont essentiellement la France (24 %), la Grande-Bretagne (20 %), la R.F.A. (20 %) et la Hollande (18 %) ; pour des raisons d'ordre politique il est interdit de vendre du coton malien à Formose.

En dehors du coton fibre le Mali exporte un peu d'huile de coton (environ 2 000 t. soit 500 M CFA), des tourteaux de coton (autour de 10 000 t. soit moins d'1 mds CFA) ainsi que des tissus et du fil en coton (plus de 4 000 t. soit 2 mds). Au total l'ensemble des exportations de la filière coton est passé de 6,1 mds CFA en 1975 à 41,9 en 1984 ; la forte augmentation entre 1983 (28,1 mds) et 1984 est surtout dû à l'augmentation des cours du coton fibre. Selon les années et d'une manière irrégulière les exportations cotonnières varient entre 39 % et 60 % de la valeur de l'ensemble des exportations ; la moyenne est de 48 % c'est à dire que presque la moitié des exportations maliennes provient de la filière coton.

Au niveau financier les mécanismes et circuits sont les suivants. Le financement du crédit de campagne permettant l'achat du coton est assuré par un consortium de banques ; la BDM à elle seule assure la moitié du financement de ce crédit consorcial le reste étant fourni par les autres banques de la place, en particulier la BMCD et la BIAO ; le taux du crédit ainsi accordé est de 12 % alors qu'auparavant il n'était que de 9 %, ce renchérissement étant une des conséquences de l'entrée du Mali dans l'UMOA. L'OSRP est chargé de la gestion et de la coordination de la filière coton ; à l'intérieur de cet organisme cette gestion est assurée d'une manière individualisée contrairement aux autres produits. Le compte coton dont l'OSRP a la charge représente un encours moyen de plusieurs milliards de Francs CFA ; il est placé à la BDM ce qui ne manque pas de poser des problèmes compte tenu des défaillances de gestion de cette banque. Il existe un fonds de garantie coton pour réalimenter le compte coton lorsque les avoirs sur ce compte ne permettent plus de faire face aux engagements contractuels de l'OSRP (vis à vis de la SOMIEX, de la CMDT, de la CAA et de l'OSRP lui-même) ; ce fonds est logé à la BCEAO et placé pour 70 % à la BNDA (qui verse à ce titre un intérêt de 7 % à l'OSRP) et pour 30 % à la BDM ; ce fonds ne peut en aucun cas être inférieur à 1 mds F CFA, à charge si nécessaire au Trésor public malien de le financer pour le maintenir au minimum à ce niveau. A la clôture de la campagne les avoirs du fonds de garantie excédant 2,75 mds F CFA sont reversés au Trésor public ; ainsi début 1985 le fonds de garantie a versé en trois fois au Trésor un total de l'ordre de 6,5 mds F CFA au titre de la campagne 83/84 ; cette somme est loin d'être négligeable pour le Mali mais on peut considérer que son niveau, dû à des cours élevés, est exceptionnel ; le Trésor malien ne doit pas s'attendre à percevoir une telle somme lors de la clôture de la campagne 84/85 (cours beaucoup plus bas) ; outre ce versement le Trésor bénéficie de l'IAS perçu sur la filière coton, soit au titre de la campagne 83/84, environ 640 MF CFA ; c'est donc finalement de plus de 7,1 mds CFA dont l'Etat malien a bénéficié très directement au terme de cette campagne grâce à la culture du coton ; c'est un résultat remarquable même si on doit penser qu'il ne se reproduira pas de sitôt. L'avenir financier de la filière coton au Mali est lié à une bonne tenue des cours mondiaux ; l'Etat malien n'aurait pas les moyens de soutenir une activité qui perdrait pendant trop longtemps des sommes importantes ; si cette filière pouvait au contraire continuer à lui rapporter de l'argent comme en 83/84 cela aurait un effet bénéfique très appréciable sur les finances publiques maliennes.

2.14. Les autres cultures industrielles.

La canne à sucre est cultivée exclusivement sur les terres de l'Office du Niger (Région de Ségou). Il s'agit d'une culture agro-industrielle qui était réalisée en régie directe par l'Office lui-même; depuis juillet 1984 l'activité sucrière a été détachée juridiquement de l'office. Il existe une sucrerie à Dougabougou qui date de 1966 et une sucrerie-distillerie à Sribala (1977) ; la capacité annuelle de production est de 19 000 t. pour le sucre et de 2,4 M l pour l'alcool ; ces sucreries bénéficient d'une aide de la Chine. La superficie cultivée en canne à sucre est passée de 1 000 ha en 76/77 à 3 000 ha en 1980/81 puis est redescendue à 2 250 ha en 83/84. La superficie récoltée représente en moyenne 84 % de la superficie cultivée. La canne collectée pour usinage est passée de 47 000 t. en 76/77 à 228 000 t. en 79/80, elle est ensuite retombée à 80 000 t. en 82/83 et 98 000 t. en 83/84. Le rendement de cette canne collectée par hectare récolté a progressé de 44 t./ha en 76/77 à 84 t./ha en 81/82 puis est retombé à 52 t./ha en 83/84. La canne effectivement broyée représente en moyenne 98 % de la canne collectée. La production de sucre et d'alcool a été la suivante :

| Campagne | Sucre blanc | Taux d'extraction | Alcool |
|----------|-------------|-------------------|-----------|
| 75/76 | 4 267 t | 8,4 % | |
| 76/77 | 14 251 t | 32,4 % (?) | |
| 77/78 | 18 952 t | 9,2 % | |
| 78/79 | 18 047 t | 8,5 % | 132 900 l |
| 79/80 | 18 157 t | 8,1 % | 132 919 l |
| 80/81 | 11 662 t | 16,4 % (?) | 151 233 l |
| 81/82 | 6 000 t | 6,9 % | 148 918 l |
| 82/83 | 6 358 t | 8,2 % | 435 938 l |
| 83/84 | 10 237 t | 10,7 % | 405 626 l |
| 84/85 | 12 600 t | | |

La capacité annuelle de production n'a été proche de la saturation pour le sucre (19 000 t.) qu'au cours de trois campagnes entre 1977 et 1980 ; en 1984/85 la capacité de production n'a été utilisée qu'au 2/3. En 1983/84 la capacité de production d'alcool (2,4 Ml) n'a, quant à elle, été employé qu'à 17 % (18 % en 82/83). Le taux d'extraction de sucre a baissé de 9,2 % en 77/78 à 6,9 % en 81/82 puis il est remonté à 10,7 % en 83/84 ; les taux des campagnes 76/77 et 80/81 sont manifestement erronés. La production de sucre (destinée au marché local, en moyenne elle représente 23 % de la consommation malienne) a connu son maximum en 77/78 (presque 19 000 t.) puis elle est redescendue jusqu'à 6 000 t. en 81/82 avant de remonter à 12 600 t. en 84/85. La production d'alcool est quant à elle passée de 133 000 l entre 78-80 à plus de 400 000 l entre 82-84.

La culture du tabac concerne généralement environ 200 ha (229 ha en 83/84). La production, selon les années, varie entre 200 t. et 600 t. (moyenne 350 t.) ; en 1983/84 la production a été de 327 t. Les rendements moyens annuels varient entre 1 t. et 1,5 t./ha ; en 83/84 le rendement était de 1 428 kg/ha. On trouve du tabac dans les régions de Sikasso et Tombouctou. La production de tabac Paraguay en irrigué est réalisée dans le cadre de l'OHV ; les objectifs de production sont loin d'être atteints en particulier à cause du tarissement des mares, du vieillissement des motopompes, des difficultés de ravitaillement des paysans en pièces de rechange et du manque d'entretien des motopompes. La production de tabac étant peu élevée les besoins de la SONATAM ne sont pas satisfaits. Le coût de production du tabac Paraguay (y compris la rémunération du travail) est de 627 000 F CFA/ha d'après l'IER (84/85) ; pour un rendement de 2 t./ha (nettement supérieur à la réalité) le coût est alors de 314 F CFA/kg alors que le prix officiel d'achat n'est que de 180 F CFA/kg. Le coût de production du tabac Br. Kentucky est quant à lui de 717 000 F/ha, soit pour un rendement de 10,5 t./ha (?) un coût de 68 F CFA/kg ce qui rendrait théoriquement cette culture intéressante compte tenu de son prix d'achat officiel de 105 F/kg (sous réserve de vérifier la réalité d'un rendement aussi élevé). Le prix d'achat officiel du tabac Paraguay a relativement peu progressé dans la mesure où il est passé de 125 F/kg en 75/76 à 180 F en 84/85, soit une augmentation de 44 % seulement en 9 ans. Outre les problèmes liés à la production (cf. ci-dessus) cela peut expliquer la stagnation de la commercialisation autour de 200 à 300 t. ; la commercialisation du tabac Paraguay a représenté 264 t. (46 M F CFA) en 82/83 et 288 t. (51,8 M CFA) en 83/84.

La culture du thé (en irrigué) est réalisée en régie dans le seul cadre de l'opération thé Sikasso (OTS) (Mali-Sud). Elle concernait en 1983/84 une superficie de 102 ha et une production de 101 t., soit un rendement de 990 kg/ha. Cette culture a été lancée avec l'aide de l'assistance technique chinoise.

Il existe théoriquement au Mali une production potentielle importante d'amandes de karité mais cette production est cyclique. Ces amandes font l'objet de transformation artisanales et industrielles ; la seule unité industrielle qui triture ces amandes est la société SIKA Mali. Cette société effectue les achats officiels d'amandes ; ceux-ci sont tombés de 20 000 t. en 81/82 à 13 700 t. en 83/84 ; ces achats se sont effondrés en 84/85 à un niveau inférieur à 100 t. ; le prix d'achat officiel au producteur en 82/83 était de 40 F CFA/kg d'amandes séchées. La commercialisation étant libre la concurrence joue et les paysans peuvent préférer vendre leur production au secteur traditionnel ; l'essai d'importation d'amandes de karité par la SIKA en 84/85 a été par ailleurs un échec. Compte tenu du manque de matière première l'usine de la SIKA est arrêtée en attendant la prochaine campagne de commercialisation qu'on espère meilleure. Lors de la campagne 83/84 la SIKA a produit 3 787 t. de beurre de karité avec un rendement à l'usinage de 34 % ; cette société (promoteurs maliens 36 % apports étrangers 64 %, investissements 2 680 MF CFA) ne réalise pas l'objectif qui lui était fixé d'exporter chaque année 9 000 t. de beurre de karité et elle est loin de travailler à pleine capacité (30 000 à 35 000 t. d'amandes par an pourraient être triturées). Les exportations de karité, réalisées essentiellement par le secteur traditionnel, ont été les suivantes ces dernières années :

| Année | amandes | | beurre | | Total mds F CFA | % |
|-------|---------|-----------|--------|-----------|--------------------|-----|
| | t | mds F CFA | t | mds F CFA | | |
| 1976 | 14 880 | | | | 0,6 | 2,7 |
| 1977 | 34 940 | | | | 1,1 | 3,6 |
| 1978 | 5 770 | | | | 0,2 | 0,6 |
| 1979 | 45 327 | | | | 2,3 | 7,3 |
| 1980 | 37 383 | | | | 2,0 | 4,6 |
| 1981 | 25 000 | 1,6 | | | 1,6 | 3,8 |
| 1982 | 18 000 | 2,1 | 646 | 0,2 | 2,3 | 4,8 |
| 1983 | 7 000 | 0,8 | 1 400 | 0,5 | 1,3 | 2,1 |
| 1984 | 12 000 | 1,3 | 4 340 | 1,9 | 3,2 | 4,1 |

Le volume d'amandes de karité exportées diminue alors qu'au contraire l'exportation de beurre augmente ; à souligner qu'en même temps l'industrie locale manque de ce produit (la savonnerie de la SEPOM a besoin à elle seule de 3 500 t. de beurre de karité). Au total les exportations de karité représentent le plus souvent selon les années 1 à 3 mds F CFA et 2 à 5 % de l'ensemble des exportations maliennes.

On peut enfin citer la culture du sésame qui démarre. C'est une culture à cycle court et peu exigeante. Elle est pratiquée dans le cadre de la CMDT et de l'OHV. La commercialisation en 83/84 a porté sur environ 20 t.

2.15. L'ensemble de la commercialisation des cultures

En 1983/84 la valeur de la commercialisation (au niveau des paysans) des cultures industrielles était la suivante :

| | M F CFA | % |
|--------------|---------------|--------------|
| Arachide | 918 | 7,6 |
| Coton | 10 575 | 87,5 |
| Tabac | 52 | 0,4 |
| Karité | 548 | 4,5 |
| Total | 12 093 | 100,0 |

Cette commercialisation représentait par conséquent plus de 12 mds F CFA ; l'essentiel (87,5 %) est constitué par le coton.

Durant cette même campagne la valeur de la commercialisation paysanne de l'ensemble des cultures était la suivante :

| Cultures | Com. officiel | | Com. privé | | Total | |
|---------------------------|-----------------------|------------|-----------------------|------------|------------------------|------------|
| | M F CFA | % | M F CFA | % | M F CFA | % |
| Céréales (% →) | 3 560 (23) | 100 | 12 098 (77) | 96 | 15 658 (100) | 97 |
| Fruits, Lég. (X) (% →) | | | 440 (100) | 4 | 440 (100) | 3 |
| S - T (% →) | 3 560 (22) | 100 24 | 12 538 (78) | 100 93 | 16 098 (100) | 100 57 |
| Industrielles (% →) | 11 193 (93) | 76 | 900 (7) | 7 | 12 093 (100) | 43 |
| TOTAL (% →) | 14 753 (52) | 100 | 13 438 (48) | 100 | 28 191 (100) | 100 |

Les revenus distribués grâce à la commercialisation de l'ensemble des cultures étaient supérieurs à 28 mds F CFA en 83/84. La répartition entre les circuits officiels et le commerce privé est presque égale. La valeur du commerce des produits vivriers (essentiellement les céréales) est supérieure à celui des cultures industrielles contrairement à ce qu'on aurait pu penser. Le commerce officiel concerne pour plus des 3/4 les cultures industrielles (presque uniquement le coton) et le commerce privé concerne pour l'essentiel les cultures vivrières.

2.16. Production et consommation

Nous avons présenté ci-dessus les principales cultures du Mali. Il convient toutefois de noter que dans les enquêtes du Ministère du Plan figure, jusqu'en 82/83, une ligne intitulée "autres cultures" avec une superficie variant entre 80 000 ha (78/79) et 347 000 ha (79/80) soit une moyenne de 229 000 ha.

Dans l'enquête PADEM-Plan de 83/84 cette surface tombe à 6 000 ha sans conséquence très nette sur la surface totale ce qui laisse supposer une répartition différente sur les diverses cultures. Quoiqu'il en soit on peut penser que production et commercialisation sont généralement sous-estimées et qu'un certain nombre de cultures non répertoriées, dites "secondaires", ont une importance non négligeable en particulier au niveau de l'équilibre de la ration alimentaire.

On a pu constater que les différentes productions sont assez étroitement localisées. Il convient de faire jouer ces complémentarités régionales pour arriver à une diversification des cultures nécessaires tant au niveau alimentaire que pour sécuriser la production.

Il apparaît que se pose au Mali non seulement le problème de la quantité de la ration alimentaire (en particulier en céréales) mais également celui de sa qualité (consommation d'arachide, de viande, de poisson,...). D'après les chiffres disponibles la production agricole nationale couvrirait en moyenne les 3/4 de la consommation alimentaire. Pour l'année 1982 la part couverte par la production nationale aurait été de 83 %. Même en tenant compte des importations (aide incluse) de produits alimentaires il apparaît que dans l'ensemble la population malienne ne satisfait pas ses besoins alimentaires (évalués selon les sources entre 2 300 et 2 400 cal./pers./j.) ceux-ci étant caloriquement déficitaires. Selon les travaux de la FAO les disponibilités moyennes en calories ont été en moyenne sur la période 1961-1977 de 2 034 cal./hab./j. (fourchette : de 1 811 cal. en 1973 à 2 148 cal. en 1976), soit au maximum 88 % des besoins (sur la base minimum de 2 300 cal.) ; sur la période 1975-1977 les disponibilités ont été de 2 115 cal. (92 % des besoins) ; selon une autre source sur la période 1972-1974 la moyenne n'aurait été que de 1 756 cal./hab./j. (76 %) ; par ailleurs la FAO estime à 49 % le nombre de dénutris c'est à dire ceux qui se situent en dessous de la limite critique de 1 526 cal. (66 %). D'après nos propres calculs, à partir des statistiques du Plan, la consommation moyenne a évolué ces dernières années entre 1 283 (1981) et 2 155 cal./hab./j. (en 1984), soit une satisfaction des besoins compris entre 56 % et 94 % ; il semble toutefois que pour les années 1980 à 1982 cette estimation soit sous évaluée (1980 : 1 508 cal., 66 % ; 1982 : 1 633 cal., 71 %), on serait donc finalement plutôt entre 1 857 cal. (81 % ; en 1983) et 2 155 cal. ; à noter cependant que l'estimation PADEM ne donne pour 1984 que 2 020 cal./hab./j. (88 %). Enfin selon les études de l'O.C.D.E. l'alimentation est dans l'ensemble satisfaisante sur le plan protéique mais déficitaire en calcium, en vitamine A et, dans les villages, en vitamine C.

3. L'économie des unités de production agricoles (U.P.A.)

D'après l'enquête 1982/83 du Ministère du Plan l'U.P.A. moyenne comprend au Mali 9,5 personnes, dont 5 actifs (15-60 ans)(53%); cette taille, selon les régions, varie du simple au double, de 6 personnes dont 3,3 actifs (55%) à Tombouctou à 12,6 personnes dont 6 actifs (48%) à Sikasso. Cette population agricole est quantitativement suffisante et qualitativement valable (les bambara en particulier sont de bons paysans) mais elle est peu productive, dispose de peu de ressources et ne bénéficie pas d'une alimentation suffisante (comme cela a été souligné plus haut) surtout en période de soudure et les années de sécheresse. L'exode rural entraîne une diminution de la force de travail et risque par là même d'entraîner une baisse (ou une moindre croissance) de la production agricole si les différentes productivités (du travail, du capital et de la terre) n'augmentent pas, or il n'apparaît en particulier aucune augmentation de la productivité du travail (alors même que celle-ci est très faible). En même temps on constate

un sous emploi rural en saison sèche qui peut aller de paire avec une insuffisance de la force de travail lors des pointes de travaux de la saison des pluies.

La superficie cultivée des UPA est en moyenne de 4,05 ha, soit 0,81 ha/actif. Cette moyenne varie selon les régions de 0,69 ha (0,20/actif) à Gao à 6,07 ha (1,14/actif) à Ségou. On a vu précédemment que les rendements sont faibles. Même s'il y a amélioration de la productivité du sol dans certains cas, on ne peut pas dire qu'il y ait globalement augmentation de la productivité de la terre.

Les UPA sont peu équipées en particulier en culture attelée. Elles disposent en moyenne de 0,4 charrue ; cela va d'un nombre très faible (<0,05) à Gao et Tombouctou à 0,6 à Sikasso et Ségou. Ce faible équipement est d'autant plus inquiétant qu'il apparaît impossible pour une UPA en culture manuelle d'accumuler donc de créer un véritable surplus et de l'accroître. L'augmentation du coût du matériel et des intrants qui est à rapprocher de la baisse du pouvoir d'achat des paysans explique pour partie cet équipement réduit et le faible emploi d'engrais. Les coûts élevés sont dûs entre autre au coût des transports. Mais les causes du sous-équipement du monde rural tiennent également à la non mise à disposition et à temps du matériel et des intrants (engrais). Il y a aussi (en dehors de la zone CMDT) l'absence ou l'insuffisance du crédit ; la BNDA se refuse (à tort ou à raison ?) de prendre des risques là où n'existe pas un encadrement (ODR) sérieux. Parallèlement à ce sous équipement on ne constate pas une augmentation de l'efficacité du capital.

Le cheptel est constitué en moyenne de 4,7 bovins/UPA ; cela va de 2,8 à Gao et Tombouctou 8,2 à Ségou. Pour les ovins et les caprins il y en a en moyenne 8,9/UPA ; ce nombre varie de 2,8 à Sikasso à 25,4 à Tombouctou en passant par 16,1 à Ségou. Enfin pour les ânes et chevaux on en dénombre en moyenne 0,5/UPA ; cela va de 0,2 à Sikasso à 0,7 à Tombouctou.

4. L'élevage.

Au Mali l'élevage tient une place très importante. Sa part dans le PIB du secteur primaire a baissé entre 1981 et 1983 passant de 36,7 % à 33,0 % mais elle est remontée à 37,3 % en 1984 du fait de la baisse de la part des cultures.

Le nombre de têtes de bétail a légèrement augmenté entre 1981 et 1982 malgré la sécheresse (bovins : + 1,0 % ; ovins-caprins : + 0,4 %) mais il a ensuite diminué en 1983 (-14,8 % ; - 9,6 %). Pour 1984 il existe deux séries de chiffres contradictoires :

| | PLAN | ELEVAGE |
|---------------|----------------------|----------------------|
| Bovins | 4 825 000 (- 15,0 %) | 5 688 000 (+ 0,2 %) |
| ovins-caprins | 11 750 000 (+ 4,5 %) | 10 382 000 (- 7,7 %) |
| porcins | 45 000 (=) | |
| camelins | 418 000 (+ 3,0 %) | |
| équins | 77 000 (=) | |
| asins | 851 000 (+ 6,0 %) | |
| volailles | 20 000 000 | |

Il semblerait que les chiffres du service de l'élevage soient plus exacts, au moins en ce qui concerne les bovins, que ceux du Ministère du Plan ; il est probable que le nombre de bovins n'a pas baissé mais qu'il est resté sensiblement le même en 1983 et en 1984 ; de même, contrairement à ce qui a pu être affirmé, il n'y a pas eu en 1985 d'hécatombe de bétails (il est resté des pâturages disponibles, surtout dans le Sud). Si on admet les chiffres du Plan cela tendrait cependant à confirmer l'opinion selon laquelle la sécheresse a souvent modifié les proportions au profit des petits ruminants et provoqué une multiplication des petits troupeaux (les ovins et les caprins résistent mieux à la sécheresse que les bovins). De toute façon on peut constater l'importance numérique de l'élevage si on la compare par exemple à la population malienne (8 M d'habitants). Malgré cela il pourrait y avoir plus de bêtes si on adaptait les méthodes d'élevage actuellement pratiquées. Cependant dans les conditions actuelles d'élevage et compte tenu de la sécheresse la simple augmentation du cheptel peut avoir des conséquences néfastes sur l'environnement. Le bétail, et non la terre, constitue le véritable patrimoine de l'éleveur ce qui explique en particulier la désertification due aux petits ruminants (surtout les chèvres). Les bêtes représentent un investissement (des revenus excédentaires) de prestige, un capital qu'on place, qu'on essaye de préserver et d'augmenter plus que de rentabiliser : la commercialisation n'est pas le but premier poursuivi par l'éleveur. Le capital ainsi investi ("cheptel vif") représente une valeur de l'ordre de 450 mds F CFA ce qui est évidemment considérable. Ce bétail est réparti d'une manière inégale selon les régions ; en ce qui concerne les bovins (1982) une partie importante se trouve dans la région de Mopti (29,6 %) suivie par la région de Sikasso (16,0 %) ; les autres régions (à l'exception de Gao : 6,9 %) ont chacune une part qui varie entre 12,6 % et 11,1%. Pour les ovins et les caprins les régions les plus importantes sont Tombouctou (24,1 %), Mopti (23,4 %) et Gao (20,0 %), les autres régions comprenant chacune moins de 10 % du cheptel.

En ce qui concerne les bovins les principales races sont les zébus peuls, les zébus maures et les n'damas.

Il existe, nous l'avons déjà indiqué, deux grands types d'élevage celui pratiqué par les éleveurs (environ 60 % du cheptel bovin) et celui pratiqué par les cultivateurs (40 %). Dans ce dernier cas il s'agit d'agro-pastoralisme ; l'élevage peut alors apporter aux cultivateurs un revenu complémentaire important mais cependant en moyenne inférieur à la moitié du revenu brut total (y compris l'auto-consommation) ; ces ressources tirées de l'élevage peuvent provenir entre autre de la vente de boeufs de trait réformés et de la vente de lait. Dans le cas des éleveurs on peut distinguer trois groupes : d'une part l'élevage pur traditionnel (environ 9 % du cheptel bovin), ensuite l'élevage associé aux cultures pluviales (15 %), enfin l'élevage associé aux cultures irriguées du delta central du Niger (pâturages de bourgou à la décrue ce qui suppose évidemment l'existence d'une crue ; 36 %). On peut également citer les systèmes modernisés ; il s'agit d'ateliers d'embouche mais ils sont rares et ce type d'élevage est difficile à mettre en place et à étendre. Dans ces différents cas où on a affaire à de véritables éleveurs l'élevage procure l'essentiel des revenus (plus de 50 %).

L'élevage, d'une manière générale, favorise le développement des cultures. Cela est particulièrement net si on considère la culture attelée (il ya environ 400 000 boeufs de trait au Mali), la fumure des sols (production de fumier) et dans certains cas l'embouche. A l'opposé l'élevage constitue dans

certains cas un frein au développement des cultures, entre autre lorsqu'il y a divagation des animaux comme par exemple dans le sud-ouest.

L'élevage au Mali est entravé dans son développement par un certain nombre de contraintes, de facteurs limitants. Il existe une pathologie sévère et d'une manière générale des problèmes de santé animale, en particulier dans le sud ; ceci a en particulier pour conséquence une forte mortalité, surtout chez les jeunes animaux. Il manque d'eau pour abreuver le bétail spécialement en saison sèche. Pendant cette même saison il manque de fourrage (problèmes alimentaires) pour nourrir les troupeaux ; de ce point de vue les feux de brousse n'arrangent rien. Enfin il existe des problèmes institutionnels dans les services de l'élevage qui ne remplissent pas correctement leurs tâches en ce qui concerne la prophylaxie sanitaire et médicale (santé animale, vaccination) ; l'existence et la formation d'infirmiers et l'assistants d'élevage ne suffisent pas pour améliorer l'état sanitaire des troupeaux et pour mettre en œuvre une véritable politique pastorale.

A ces contraintes habituelles se sont ajoutées depuis un certain temps les conséquences de la sécheresse sur l'élevage. Les troupeaux ont migré du Nord vers le Sud du pays et même vers la Côte d'Ivoire où il existe des zones d'accueil mises en place par la SODEPRA ; mais le bétail du Nord supporte mal l'humidité du Sud compte tenu de l'existence de la tripanosomiase qui constitue un handicap à la mobilité de certaines espèces. Par ailleurs la concentration des animaux dans le Sud a pour conséquence des phénomènes de surpâturage entraînant un appauvrissement des sols. Il faut aussi souligner que cette descente obligée vers le Sud est contraire à l'intérêt même des éleveurs qui est d'aller vers le Nord où l'herbe et la santé animale sont meilleures, pour autant qu'il pleuve. Il y a également des migrations du bétail de la Mauritanie vers le Mali ainsi que des passages dans les deux sens entre le Mali et le Burkina ce qui ne manque pas de créer des problèmes au niveau des populations. Tous ces mouvements de troupeaux ont souvent pour conséquence le transfert de leur propriété au profit des gens du Sud donc aux dépens de ceux du Nord. Plus que de pertes du bétail il faudrait plutôt parler comme conséquences de la sécheresse d'un profond bouleversement de l'élevage qui laissera des traces ineffaçables dans l'agriculture malienne.

Il existe un commerce important et croissant du bétail destiné soit à la consommation nationale (viande), soit à l'exportation (sur pieds) et ceci même si le but premier des propriétaires d'animaux n'est généralement pas de les vendre. Les prix des animaux sur pieds étaient en 1982 les suivants ;

| Animaux (F CFA) | | pour l'abattage | pour l'exportation | pour le réélevage | Moyennes |
|-----------------|---|-----------------|--------------------|-------------------------|----------|
| Boeufs | F | 65 250-77 000 | 87 500 | 33 750-43 500 38 625 | 65 750 |
| | M | 71 125 | | | |
| Vaches | F | 47 500-57 500 | 74 500 | | 63 500 |
| | M | 52 500 | | | |
| TOT. Bovins | F | 47 500-77 000 | 81 000 | 38 625 | 64 625 |
| | M | 62 250 | | | |
| Ovins mâles | F | 8 000-12 000 | | | 10 000 |
| | M | 10 000 | | | |
| Caprins | F | 5 750- 9 500 | | | 7 625 |
| | M | 7 625 | | | |

(F = fourchette ; M = moyenne)

On estime en général qu'un bovin correspond à un poids moyen de viande de 150 kg et qu'un ovin ou un caprin correspond à 15 kg. Cela donne alors pour la viande un prix moyen de 430 F CFA/kg pour les bovins, de 670 FCFA/kg pour les ovins et de 500 F CFA/kg pour les caprins (moyenne ovins-caprins : 585 F CFA/kg). On estime par ailleurs que la production annuelle de viande par tête de bétail entretenue est de 13 à 15 kg pour les bovins, 6 kg pour les petits ruminants et 10 à 20 kg pour les dromadaires ; cela correspond par conséquent à une prise de valeur annuelle moyenne de 6 000 F CFA pour les bovins et de 3 500 F CFA pour les ovins et les caprins qui seront vendus sur pieds.

Les abattages en 1982 se seraient élevés au total à 321 000 bovins (8 %) et à 3 692 000 ovins et caprins (92 %) soit au total 4 013 000 (100 %). Parmi ceux-ci les abattages contrôlés ne représentent qu'une faible partie : 31 % des bovins, 10 % des ovins et caprins et au total 12 %. Les abattages d'animaux permettent presque uniquement de fournir en viande la marché malien (consommation nationale, y compris l'autoconsommation) les essais d'exportation sous forme de viande ayant jusqu'à présent échoué. En 1982 l'ensemble des abattages de bovins a représenté 5 % du cheptel correspondant alors que pour les ovins et les caprins la part atteint 30 %. La valeur (au prix d'achat sur pieds) de ces animaux abattus s'élèvent à presque 20 mds F CFA (38 %) pour les bovins et 32,5 mds (62 %) pour les ovins et les caprins soit un total de 52,5 mds (100 %) ; une partie (les animaux vendus) correspond à un revenu monétaire, l'autre à un revenu en nature (ce qui est autoconsommé) ; l'autoconsommation paysanne concerne surtout les petits ruminants. La répartition par région des abattages contrôlés en 1983 montre la prédominance du district de Bamako (37 % des bovins, 23 % des ovins et caprins ainsi que la quasi totalité des porcins) et de la région de Ségou (15 % des bovins et 23 % des ovins et caprins). L'évolution des abattages contrôlés indique une croissance de ceux-ci, certes irrégulière mais cependant bien réelle ; de 1975 à 1983 ces abattages sont passés pour les bovins de 86 000 à 127 000 (47,5 %), pour les ovins et caprins de 197 000 à 329 400 (+ 67 %) et au total de 283 000 à 456 400 (+ 61 %). Cette augmentation peut être due à une croissance de la demande (mais le marché de la viande semble assez stable) ou à une part plus grande prise par les abattages contrôlés dans le total des abattages ; on peut aussi éventuellement voir dans ce phénomène une conséquence de la sécheresse qui aurait poussé les éleveurs dans certains cas à un déstockage important du bétail ; ainsi si on compare les huit premiers mois de 1984 à la même période de 1983 on constate une augmentation des abattages contrôlés de 29 % pour les bovins, 6 % pour les ovins et caprins, 41 % pour les porcins et 32 % pour les camelins ; ces chiffres tendraient là encore à prouver que les petits ruminants souffrent moins de la sécheresse que les autres animaux, leur déstockage ne s'impose pas.

Pour favoriser le maintien des cours qui chutent lorsque les offres de ventes sont trop importantes les ONG, à l'aide de subventions de bailleurs de fonds, ont lancé en 84/85 une opération viande séchée. Cela a permis, là où le prix des bovins était tombé à 5 000 F CFA par tête, de le faire remonter jusqu'à 25 000 F CFA; de ce point de vue on peut estimer que l'opération a été un succès. La production s'est élevée à plus de 200 t. de viande séchée, soit l'équivalent de 1 200 t. de viande fraîche (1 kg de viande séchée = 6 kg de viande fraîche ; 1 carcasse de 120 kg permet la production de 13 à 15 kg de viande séchée). Le prix de revient de la viande séchée est de l'ordre de 2 000 F CFA/kg ce qui correspond à 333 F/kg de viande fraîche ; ceci est tout à fait raisonnable sous réserve que le consommateur adopte ce nouveau produit ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent en partie parce que sa qualité n'est pas bonne ; l'application d'une meilleure technique de séchage apparaît nécessaire. Il n'existe pas (ou très peu) actuellement de circuit de commercialisation pour la viande séchée ; celle-ci est distribuée

gratuitement, à titre d'aide alimentaire, en particulier dans les cantines scolaires et dans les centres de nutrition. On peut se poser la question de savoir quelle est la pérennité d'une telle opération compte tenu du fait qu'un financement extérieur est actuellement indispensable pour qu'elle se maintienne ; s'agit-il uniquement d'une aide d'urgence ou au contraire d'une opération à maintenir et à développer ? Dans un contexte où la sécheresse s'arrêterait est-ce nécessaire de poursuivre dans cette voie là ? Quel serait dans ce cas l'intérêt de l'opération ?

On estimait en 1982 la consommation nationale de viande (y compris l'autoconsommation) à d'une part 48 143 t. (46,5 %) de viande bovine (+ 3,6 % par rapport à 1981) dont 48 % pour les urbains et 52 % pour les ruraux, d'autre part 55 379 t. (53,5 %) de viande d'ovins-caprins (82/81 = + 2,7 %) dont 14 % pour les urbains et 86 % pour les ruraux. Au total cela représente 103 522 t. (100 % ; + 3,1 %) se répartissant entre la population urbaine (30 %) et la population rurale (70 %). Cette consommation de viande correspond en moyenne à 13,8 kg par habitant et par an ce qui est fort peu ; il y a de plus une nette différence entre les urbains (20 % de la population), 20,5 kg/habitant, et les ruraux (80 %), 12,2 kg. La population malienne souffre d'un déficit important en protéines animales.

L'exportation des produits de l'élevage est très importante au Mali ; il s'agit essentiellement des animaux vivants mais aussi des cuirs et peaux. En 1984 ces exportations s'élevaient à 22 mds F CFA contre 2,6 mds en 1975 c'est à dire qu'elles ont été multipliées par 8,5 en 9 ans. Cette forte croissance, comme pour l'abattage, peut être liée en partie à la sécheresse et au déstockage qu'elle a dans certains cas provoqué. La part de l'élevage dans l'ensemble des exportations a elle aussi fortement augmenté passant de 13 % en 1976 à 37 % en 1982 ; cependant elle a ensuite baissé à 28 % en 1984 du fait de la croissance importante des exportations cotonnières ces dernières années (ce qui ne saurait durer compte tenu de la chute des cours). Les exportations d'animaux sur pieds étaient estimées en 1982 à 439 000 (45 %) bovins (+ 63 % par rapport à 1981) et 537 000 (55 %) ovins et caprins (82/81 = + 15 %) soit au total 976 000 (100 %) animaux (+ 33 %) ; cela représente 6,6 % de cheptel bovin, 4,3 % du cheptel ovins-caprins, soit 5,1 % du total. De même que les abattages contrôlés sont faibles par rapport à l'ensemble des abattages, les exportations contrôlées du bétail sur pieds en 1982 sont peu importantes par rapport à l'ensemble de ces exportations : 17 % pour les bovins, 29 % pour les ovins-caprins, soit au total 23,5 % ; à noter que ces pourcentages sont nettement inférieurs à ceux de 1981 : 29 %, 34 % et 32 %. Les exportations contrôlées ont fortement augmentées (et dans les mêmes proportions d'une espèce à l'autre) passant pour les bovins de 22 600 bêtes en 1975 à 88 000 en 1983 (+ 289 % en 8 ans), pour les ovins-caprins de 46 200 à 180 400 (+ 290 %) et au total de 68 800 à 268 400 (+ 290 %). Si on compare les huit premiers mois de 1984 à la période correspondante de 1983 on constate ici, contrairement aux abattages, une diminution : bovins - 10 % ; ovins-caprins - 20 %. La catégorie "autres animaux", qui est fortement en baisse concerne, outre les équins et les camelins, les oiseaux. En 1983 la répartition des exportations contrôlées du bétail sur pieds par région de provenance montre la prédominance de Ségou (37 % des bovins et 22 % des ovins-caprins) et de Mopti (24 % et 45 %) ainsi que l'importance de Bamako comme lieu de transit (20 % et 19 %). La destination de ce bétail est pour l'essentiel la Côte d'Ivoire (1983 : 86,5 % des bovins et 88,2 % des ovins-caprins) mais également le Libéria (10,6 % ; 5,7 %), l'Algérie, le Niger et le Sénégal ; dans la catégorie "autres animaux" on trouve la France (37 %), la RCI (14 %), la Belgique, le Maroc, les Pays-Bas (12 % chacun) et le Sénégal (10 %).

Au total en 1982 c'est presque cinq millions d'animaux (15 % de bovins 85 % d'ovins-caprins) qui ont été abattus (80 %) ou exportés (20 %) ; ceci correspond à 26 % du cheptel (11,4 % des bovins, 34 % des ovins-caprins). Une partie seulement des abattages et des exportations ont été contrôlés (14 %), pour le reste il s'agit d'estimations (86 %) ; la partie contrôlée augmente d'année en année. Les abattages qui précèdent ou qui suivent des ventes, les exportations et les ventes pour réélevage procurent aux paysans des revenus monétaires ; les abattages liés à l'autoconsommation procurent un revenu en nature ; l'ensemble de ces revenus s'ajoute à ceux procurés par les cultures (là aussi monétaires ou en nature). Nous avons indiqué plus haut que selon le type d'élevage la part des revenus tirés de celui-ci varie. En moyenne sur la période 1978-1980 la part des revenus tirés de l'élevage dans l'ensemble des revenus (cultures + élevage) a été de 40 % ce qui est considérable. Ce pourcentage varie de 2 % dans la région de Ségou à 81 % à Tombouctou et Gao.

Compte tenu du constat qui vient d'être fait sur la nature de l'élevage au Mali et sur les contraintes qui pèsent sur lui il convient de développer la mise en oeuvre d'une véritable filière viande et lait. Au niveau des systèmes de production il faut d'une part améliorer la gestion des espaces agro-pastoraux (par exemple gestion des pâturages de Bourgou), d'autre part améliorer (ou créer là où il n'existe pas) le secteur moderne. En ce qui concerne la productivité il convient en premier lieu de mener des actions sur le milieu et dans le domaine de l'alimentation des bêtes : introduire des espèces fourragères nouvelles mieux adaptées aux saisons sèches, réaliser une valorisation fourragère des résidus de récolte, utiliser des sous-produits agro-industriels comme compléments alimentaires, restaurer régulièrement les parcours dégradés, installer des points d'eau (réaliser des forages) et arriver à une bonne répartition de ceux-ci ; dans le domaine de la productivité il convient également de mener des actions sur les animaux (accroître la productivité du cheptel) : développer la protection sanitaire des troupeaux (santé animale, vaccination,...), promouvoir des améliorations génétiques favorisant la production de viande et (ou) de lait. Au niveau de la production et de la commercialisation il convient de promouvoir la production de lait frais, d'améliorer l'abattage, le stockage, la transformation (viande, lait, peaux, [tannage, exploitation du cuir]...), d'organiser ou d'améliorer les réseaux de commercialisation et de distribution (du bétail, de la viande fraîche ou séchée, ainsi que des produits et sous-produits animaux) et pour aider à cette amélioration d'équiper des marchés. Tous les projets d'élevage devraient nécessairement intervenir à ces différents niveaux pour réussir à développer ce secteur vital de l'agriculture malienne.

2.2. LE DEVELOPPEMENT RURAL

1. Les objectifs

A partir des documents émanant du gouvernement malien, en particulier le Plan 1981-1985, il est possible de dégager les grandes orientations qui ont été fixées au développement rural :

- ↖ Assurer l'autosuffisance alimentaire (satisfaire les besoins alimentaires de base de la population) aussi bien quantitativement que qualitativement (équilibre nutritionnel de la ration alimentaire) et ceci en luttant contre les risques climatiques par la maîtrise, entre autre, des eaux souterraines et de surface.
- Développer les cultures d'exportations (surtout le coton qui intéresse environ 80 000 UPA i-e 15 % de la population) et les valoriser au maximum afin d'assurer un flux régulier et important de devises et réduire par là même le déficit de la balance commerciale.
- ↖ Développer les ressources animales en consolidant les efforts de reconstitution du cheptel (qui avait beaucoup souffert de la sécheresse de 1972) et en valorisant mieux sur le marché national et régional (Afrique de l'Ouest) le cheptel et la pêche (richesse "minière"), ceci par l'augmentation de la qualité des produits animaux et la valorisation maximum des sous-produits.
- Satisfaire les besoins des agro-industries en matières premières.
- Développer les ressources forestières pour satisfaire les besoins en bois de chauffe, de service et d'oeuvres.
- Discipliner la distribution du crédit tout en privilégiant les ODR et les branches tournées vers l'exportation.
- Promouvoir le monde rural : lui donner les moyens d'exercer ses responsabilités en favorisant sa structuration (faible **organisation** actuelle de la population rurale) ; **développer** les actions en faveur des **collectivités** en vue de l'**amélioration** de la qualité de la vie et de l'accroissement des revenus.
- Lutter contre la désertification par la préservation et la reconstitution à long terme du couvert végétal dégradé par la sécheresse et ses conséquences (ex. : surpâturage).
- Lutter contre l'enclavement interne et externe (ex. : le mauvais état du réseau routier secondaire est un obstacle important au développement rural).
- Ruraliser et professionnaliser l'enseignement (faible qualification actuelle de la population rurale).
- ↖ Mettre l'information, la communication et la culture au service du développement.

2. Les institutions : les O.D.R.

2.1 Nature

Les Opérations de Développement Rural (O.D.R.) ont vu le jour aux lendemains de l'indépendance à une époque où la politique économique malienne était orientée vers le "tout Etat". Dans le récent rapport de la SATEC mentionné plus haut celle-ci en étudie 26 tout en soulignant qu'il en existe d'autres qui ne faisaient pas partie de ses termes de références.

Les ODR sont des établissements publics sans personnalité morale bien définie ce qui fait qu'elles présentent peu de garanties pour leurs créanciers et que par conséquent il leur est le plus souvent impossible d'accéder au crédit bancaire ; cet état de fait implique la nécessité de passer à un statut juridique plus précis. Dans le groupe des ODR étudiées par la SATEC la répartition est la suivante :

| | nb | % |
|--|-----------|------------|
| Opérations à Gestion Autonome (O.G.A.) | 16 | 62 |
| E.P.I.C. (ex. : Office du Niger,...) | 6 | 23 |
| Actions ou projets | 3 | 11 |
| Société d'Economie Mixte (la C.M.D.T.) | 1 | 4 |
| | <u>26</u> | <u>100</u> |

Les ODR interviennent soit au niveau d'une seule région (15 ODR ; 55 %), dans un (6 ; 22 %) ou plusieurs cercles (9 ; 33 %), soit au niveau de plusieurs régions (7 ; 26 %), soit enfin au niveau national (5 ; 19 %). La production végétale (comme activité principale) concerne 12 ODR (48 %) dont 5 (20 %) pour la culture en sec et 7 (28 %) pour la culture irriguée ; la production animale concerne 4 ODR (16 %) dont 3 (12 %) pour la production bovine et ovine et 1 (4 %) pour la pêche ; la production agricole en régie concerne 3 ODR (12 %), 1 (4 %) pour la culture du thé et 2 (8 %) pour le secteur forestier ; enfin le secteur amont de l'agriculture concerne 6 ODR (24 %), 2 (8 %) dans le domaine de l'équipement et 4 (16 %) dans celui des fournitures agricoles. En ce qui concerne la production végétale les superficies suivies par les ODR seraient les suivantes (source : SATEC) :

| activité principale | O.D.R. | | Surface | | ha/ ODR |
|---------------------|--------|-----|-----------|-----|------------|
| | nb | % | ha | % | |
| Cultures en sec | 5 | 42 | 987 290 | 83 | 197 458 |
| Cultures en irrigué | 7 | 58 | 195 276 | 17 | 27 897 |
| T O T A L | 12 | 100 | 1 182 566 | 100 | 98 547 |

Les ODR dont l'activité principale est centrée sur les cultures en sec peuvent s'occuper de certaines cultures irriguées ; de même celles qui s'occupent principalement des cultures irriguées peuvent accessoirement s'intéresser aux cultures en sec. On constatera qu'en moyenne chaque ODR axée sur les cultures en sec a en charge une superficie 7 fois plus importante que celle axée sur les cultures irriguées. La superficie dont ces ODR s'occupent (1,2 M ha) représente 59 %

des 2 M ha qui sont en moyenne mis en valeur chaque année ; à l'opposé 41 % des superficies cultivées ne sont pas encadrés.

En ce qui concerne la production animale encadrée par des ODR la situation est la suivante :

| activité principale | O D R | | Quantité | % Total | par ODR |
|---------------------|-------|-----|---------------|---------|---------------|
| | nb | % | | | |
| Bovins, Ovins | 3 | 75 | 5 110 448 an. | 27 | 1 703 483 an. |
| Pêche | 1 | 25 | 6 300 t | 7 | 6 300 t |
| T O T A L | 4 | 100 | - | - | - |

Les ODR concernées (3) suivent théoriquement plus de 5 M d'animaux (27 % du cheptel bovin-ovin-caprin du Mali) soit en moyenne 1,7 M/ODR. Les interventions ont lieu dans les domaines de la santé animale, de l'emboûche bovine, de l'amélioration de la production et de la fourniture de boeufs de trait. En ce qui concerne la pêche, OPM concerne 6 300 t de poisson soit environ 7 % de l'ensemble de la production malienne.

La production agricole en régie dans le cadre des ODR se présente de la manière suivante :

| activité principale | O D R | | Surface ha | % Total | ha/ODR |
|---------------------|-------|-----|---------------|---------|---------|
| | nb | % | | | |
| Thé | 1 | 33 | 100 | 100 | 100 |
| Bois | 2 | 67 | 207 730 | 19 | 103 865 |
| T O T A L | 3 | 100 | 207 830 | 19 | 69 277 |

On a déjà parlé du thé. En ce qui concerne le secteur du bois il s'agit de plantations forestières et d'aménagement des forêts le tout concernant plus de 200 000 ha soit 19 % des réserves forestières maliennes.

Le secteur amont de l'agriculture pris en charge par les ODR se présente quant à lui de la manière suivante :

| activité principale | O D R | | Quantité |
|----------------------|-------|-----|--------------|
| | nb | % | |
| équipements | 2 | 33 | 183 puits/an |
| intrants | 4 | 67 | |
| semences | | | 814 t |
| pesticides | | | 222,5 t |
| reproducteurs N'dama | | | 290 an. |
| aliments bétail | | | 1 000 t |
| poussins d'1 jour | | | 125 000 p. |
| T O T A L | 6 | 100 | - |

Ce secteur concerne d'une part les équipements ruraux et le forage des puits, d'autre part la production de semences, de pesticides, d'aliments du bétail, de poussins d'un jour et de reproducteurs bovins N'dama ; ces derniers sont issus d'un troupeau de 2 200 têtes.

En ce qui concerne les cultures il est possible de préciser ainsi celles sur lesquelles porte l'action des ODR :

| Cultures | Surface | | | O D R | | ha/ODR |
|------------------------------|-----------|----------------------|--------|-------|------------------|---------|
| | ha | % | % S.T. | nb | % | |
| mil-sorgho | 761 330 | 64,4 | 59 | 9 | 75 | 84 592 |
| riz | 132 790 | 11,2 | 78 | 9 | 75 | 14 754 |
| maïs | 62 200 | 5,3 | 78 | 6 | 50 | 10 367 |
| blé | 2 000 | 0,2 | | 1 | 8 | 2 000 |
| TOTAL CEREALES | 958 320 | 81,1 | 62 | 12 | 100 | 79 860 |
| niebe | 2 390 | 0,2 | 3 | 2 | 17 | 1 195 |
| maraîchage | 316 | ε | | 2 | 17 | 158 |
| TOTAL CULTURES VIVRIERES | 961 026 | 81,3 | 55 | 12 | 100 | 80 086 |
| arachide | 109 170 | 9,2 | 71 | 6 | 50 | 18 195 |
| coton | 108 200 | 9,2 | 100 | 2 | 17 | 54 100 |
| canne à sucre | 4 000 | 0,3 | 100 | 1 | 8 | 4 000 |
| tabac | 170 | ε | 85 | 1 | 8 | 170 |
| TOTAL CULTURES INDUSTRIELLES | 221 540 | 18,7 | 85 | 7 | 58 | 31 649 |
| TOTAL 1 | 1 182 566 | 100,0 | 59 | 12 | $\frac{100}{92}$ | 98 547 |
| Thé | 100 | ε | 100 | 1 | 8 | 100 |
| TOTAL 2 | 1 182 666 | $\frac{100,0}{85,0}$ | 59 | 13 | $\frac{100}{87}$ | 90 974 |
| Forêts | 207 730 | 15,0 | 19 | 2 | 13 | 103 865 |
| TOTAL 3 | 1 390 396 | 100,0 | 45 | 15 | 100 | 92 693 |

Les principales cultures encadrées sont les céréales (81 %) surtout le mil et le sorgho (64 %) ainsi que le riz (11 %) ; parmi les cultures industrielles les ODR s'occupent surtout de l'arachide et du coton (9 % chacun). Le secteur forestier tient également une place importante (15 %). 59 % des superficies cultivées sont encadrées ; ce taux n'est plus que de 45 % si on intègre les forêts. Les ODR s'occupent de la totalité du coton, de la canne à sucre et du thé ; de 85 % du tabac, de 75 % du riz et du maïs, de 71 % de l'arachide et de 59 % du mil-sorgho. Les cultures industrielles sont plus encadrées (85 %) que les céréales (62 %) ou que l'ensemble des cultures vivrières (55 %). La totalité des ODR qui concernent la production végétale s'occupe des céréales et des autres cultures vivrières alors que 58 % seulement s'occupent des cultures industrielles.

Les 3/4 de ces ODR s'occupent du mil, du sorgho et du riz et la moitié du maïs et de l'arachide. En moyenne une ODR encadre 80 000 ha de cultures vivrières alors qu'elle n'encadre que 32 000 ha de cultures industrielles ; cette superficie moyenne encadrée n'est que de 18 000 ha pour l'arachide, 15 000 ha pour le riz et 10 000 ha pour le maïs.

On peut également regrouper les ODR selon leur domaine d'activité principale ; ce regroupement figure dans le tableau ci-joint. En ce qui concerne la production végétale (12 ODR, 46 %) on peut distinguer un premier groupe d'ODR (8 ; 67 %) qui s'occupent principalement du mil, du sorgho, du maïs, de l'arachide et de cultures diverses ; on trouvera dans le tableau l'importance des surfaces totales et unitaires (par ODR) des activités principales et secondaires, le revenu monétaire net distribué au niveau des producteurs (en 1982) ainsi que la part des ODR concernées dans la commercialisation des activités principales. Le second groupe est constitué par les ODR (3 ; 25 %) qui s'occupent principalement du riz. Le dernier groupe des productions végétales (1 ODR : la CMDT) concerne le coton. En ce qui concerne la production animale (5 ODR ; 19 %) on retrouve d'une part l'élevage bovin et ovin (4 ODR, 80 %, y compris la reproduction bovine) avec le nombre d'animaux concernés, d'autre part la pêche (1 ODR, 20 % : l'OPM) avec le tonnage concerné. Enfin dans le secteur des entreprises (9 ODR, 35 %) on distingue les régies (thé et forêt, 3 ODR, 33 %), les travaux équipements (2 ODR, 23 %), la fourniture d'intrants (3 ODR, 33 %) et le tourisme (1 ODR, l'OPNBB).

Le financement des ODR représente des sommes considérables provenant de différentes sources. Ainsi pour l'année 1980 on avait :

| | M FCFA | % |
|-----------------------|--------|-----|
| financement extérieur | 9 440 | 39 |
| ressources propres | 13 444 | 56 |
| aides budgétaires | 1 355 | 5 |
| TOTAL | 24 239 | 100 |

L'importance de cette somme (24,2 mds CFA) s'explique en partie par les charges excessives (de personnel, de fonctionnement,...) que les ODR supportent. Ces charges ont également comme conséquence une importante augmentation des coûts de production.

En 1981 le chiffre d'affaire des ODR s'élevait au total à 29 354 M F CFA (en moyenne 1 129 M/ODR); leur valeur ajoutée était de 3 874 M CFA et leur résultat net, négatif, était de - 938 M CFA. Un tel résultat s'explique en partie par le niveau de gestion globalement insatisfaisant des ODR dont la SATEC a fait le classement suivant :

| | nb d'ODR | % |
|-----------------|----------|-----|
| gestion saine | 4 | 16 |
| " insuffisante | 4 | 16 |
| " mauvaise | 9 | 36 |
| " très mauvaise | 7 | 28 |
| " inexistante | 1 | 4 |
| TOTAL | 25 | 100 |

Analyse par filière. Domaines d'activité des ODR. Typologie

| Activités principales | | | | Activités secondaires | | TOTAL | | O D R | | ha/O D R | | | Rev. moné. net niv. producteurs 1982 mds CFA | Part des ODR ds commer. act. princ. |
|--|------------------------|---------------------|-------------|-----------------------|---------------|------------------------|------------------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|---|-------------------------------------|
| nature | Surface | | | Surface | | Surface | | nb | % | activités principales | activités secondaires | Total | | |
| | ha | % | %surf. Tot. | ha | % | ha | % | | | | | | | |
| mil, sorgho, ⁽¹⁾ maïs, arachide, divers (Z +) | 755 576 | 79,1 (95) | 44 | 38 990 | 17,1 (5) | 794 566 | 67,2 (100) | 8 | 67 | 94 447 | 4 874 | 99 321 | M., S., Maïs 4,05 Arachide : 0,65 Tot. (38%) 4,70 | 5 à 10 % |
| Riz ⁽²⁾ (Z +) | 99 300 | 10,4 (96) | 58 | 4 000 | 1,8 (4) | 103 300 | 8,7 (100) | 3 | 25 | 33 100 | 1 333 | 34 433 | 4,5 (37 %) | 60 % |
| Coton ⁽³⁾ (Z +) | 100 000 | 10,5 (35) | 92 | 184 700 | 81,1 (65) | 284 700 | 24,1 (100) | 1 (CMDT) | 8 | 100 000 | 184 700 | 284 700 | 3,1 (25 %) | 96 % (+ 4 % OHV) |
| ⁽⁴⁾ TOTAL (1 à 3) (Z +) | 954 876 | 100,0 82 (81) | 48 | 227 690 | 100,0 (19) | 1 182 566 | 100,0 85 (100,0) | 12 | 100 80 46 71 | 79 573 | 18 974 | 98 547 | 12,3 (100 %) (45 %) | 49 % |
| Entrepr. Régies ⁽⁵⁾ (Thé, forêts) | 207 830 | 18 | 19 | | | 207 830 | 15 | 3 | 20 33 | 69 277 | | 69 277 | | |
| ⁽⁶⁾ TOTAL (4 + 5) (Z +) | 1 162 706 | 100 (84) | 38 | 227 690 | 100,0 (16) | 1 390 396 | 100,0 (100) | 15 | 100 58 | 77 514 | 15 179 | 92 693 | | |
| Elevage Bovins (nb) Ovins (nb) | 2 812 648 2 300 000 | 55 45 | 42 18 | | | 2 812 648 2 300 000 | 55 45 | 4 (ODEM) 1 | 100 25 | 703 162 2 300 000 | | 703 162 2 300 000 | | |
| TOTAL | 5 112 648 | 100 | 27 | | | 5 112 648 | 100 | 4 | 100 80 | 1 278 162 | | 1 278 162 | 12,5 (83 %) | |
| et pêche (t) | 6 300 | 100 | 7 | | | 6 300 | 100 | (OM) 1 | 100 20 | 6 300 | | 6 300 | 2,5 (17 %) | |
| TOTAL ⁽⁷⁾ | | 100 | | | | | 100 | 5 | 100 19 29 | | | | 15,0 (100 %) (55 %) | |
| Equipements ⁽⁸⁾ | 183 puits/an | | | | | 183 p./an | | 2 | 23 | 183 p./an | | 183 p./an | | |
| intrants ⁽⁹⁾ (t) | 2 036,5 | | | | | 2 036,5 | | 3 | 33 | 679 | | 679 | | |
| Tourisme ⁽¹⁰⁾ | | | | | | | | (OPNB) 1 | 11 | | | | | |
| TOTAL ⁽¹¹⁾ (5+8+9+10) | | | | | | | | 9 | 100 35 | | | | | |
| TOTAL (4+7+11) | | | | | | | | 26 | 100 | | | | | |
| TOTAL (4 + 7) | | | | | | | | 17 | 100 | | | | 27,3 (100 %) | |

(d'après les données du rapport SATEC : Etude des ODR)

Les ODR employaient en 1981 24 733 personnes (en moyenne 950/ODR) soit 11 414 permanents (46 %) et 13 319 temporaires (54 %) ; parmi les permanents on dénombrait alors 2 160 fonctionnaires (19 %).

En conclusion de cette description des ODR on peut souligner que celles-ci ont été créées trop rapidement et à un moment où la politique était au "tout Etat". De plus compte tenu de la faiblesse des informations de base les projets ont été initiés techniquement à partir de données incertaines puis mis en oeuvre sans la participation des paysans à la prise de décision. Enfin par la suite le suivi-évaluation des opérations en cours a été déficient.

2.2. Résultats

Compte tenu des dernières remarques qui viennent d'être faites et des résultats financiers (dûs en partie à une mauvaise gestion) présentés plus haut il ne faut pas s'étonner du fait que les objectifs poursuivis en matière de développement rural n'aient pas été atteints. La structure et le fonctionnement des ODR ont contribué à freiner l'initiative paysanne et par là même à limiter considérablement le progrès agricole.

Malgré tout le bilan des ODR n'est pas totalement négatif ; certains aspects positifs doivent être soulignés. Ainsi les ODR ont contribué à la distribution chez les paysans de matériel agricole ; par exemple en 1980/81 les ODR ont distribué l'équipement et les intrants suivants :

| | nb. | % CMDT |
|-------------------------------|------------|--------|
| charrues | 3 415 | 56 |
| multiculteurs | 2 844 | 66 |
| houes (ODIPAC : 60 %) | 496 | 0 |
| herses (ON : 70 %) | 156 | 0 |
| semoirs | 3 557 | 71 |
| pulvérisateurs | 4 805 | 98 |
| charrettes ou trains de roues | 2 724 | 45 |
| motopompes | 27 | 0 |
| engrais (t) | 31 350 + | 74 |
| fongicides (semences) (t) | 6,8 t | 0 |
| <hr/> | | |
| TOTAL outils agricoles (nb) | 18 024 | 68 |
| intrants (t) | 31 356,8 t | 74 |

On peut ajouter que chaque ODR distribue également environ 1 000 paires de boeufs de trait par an ; ce chiffre est à rapprocher du fait qu'il y a actuellement au Mali de l'ordre de 200 000 paires de boeufs au travail.

Si les distributions de matériel sont importantes on doit cependant remarquer la place considérable tenue par la CMDT qui encadre principalement la culture cotonnière dans la zone Mali-Sud.

Cet équipement et ces intrants permettent l'application par les paysans d'un certain nombre de thèmes techniques prônés par l'encadrement. On trouvera en annexe un tableau sur le niveau de pratique des thèmes techniques dans quatre ODR ; on pourra constater que les résultats obtenus en ce domaine sont loin d'être négligeables même s'il reste encore beaucoup à faire dans le cadre de ces ODR ou d'autres.

En ce qui concerne les vaccinations on constate que les 3/4 des bovins sont vaccinés dans les zones où interviennent des ODR alors qu'ailleurs il n'y en a qu'1/4.

Les ODR (là aussi surtout la CMDT) contribuent également à la diffusion du crédit. En 1980 la masse monétaire de crédit ainsi distribuée s'est élevée à 4 564 M F CFA soit l'équivalent de 45,5 % de la valeur de la commercialisation au niveau du producteur.

2.3. Evolution

Compte tenu en particulier de leur coût et des résultats médiocres obtenus la restructuration des ODR apparaît indispensable. Si le principe en est acquis, sa réalisation tarde, l'affaire traîne et aucune décision n'est véritablement prise. Il s'agit tout d'abord de réduire leur nombre, l'idée étant de se limiter à environ une dizaine alors qu'il y en a actuellement plus de 27. Il convient également d'assainir leur gestion, point sur lequel il y a, nous l'avons vu, beaucoup à faire ; dans ce domaine on a déjà commencé à agir en restructurant par exemple la filière coton dans le cadre du projet Mali-Sud II. Il est nécessaire aussi de réduire les fonctions des ODR ; pour le moment celles-ci interviennent dans les domaines de la production végétale et animale, de la fourniture d'intrants, de la commercialisation et de la prestation de service ; il s'agirait maintenant de les limiter à de simples prestations de service en particulier en matière de formation, d'animation et d'aide à la gestion. Il va de soi qu'un tel effort d'assainissement entraînera des licenciements comme c'est le cas pour l'ensemble du secteur public et para-public (sociétés d'Etat) ; c'est dire qu'il y aura des conséquences sociales importantes qu'on ne doit pas sous-estimer ; cela implique éventuellement la mise sur pied d'un fonds de reconversion social.

Limitier le rôle des ODR suppose en contrepartie le transfert à d'autres agents économiques d'un certain nombre de leurs activités. L'idée est de faire prendre en charge par les structures paysannes (voir en annexe le nombre d'organisations villageoises début 1984) certaines des fonctions actuelles des ODR ; toutefois cette relève s'avère difficile : les organisations paysannes sont souvent inexistantes, insuffisantes ou inefficaces ; c'est tout le problème de la structuration et de la promotion du monde rural qui se pose ici. Compte tenu de la faible qualification et organisation de la population rurale la question essentielle est celle de sa formation. Le gouvernement malien entend quant à lui favoriser la structuration du monde paysan en optant pour la mise en place des TONS villageois ; il s'agit d'associations coopératives villageoises traditionnelles de développement économique, social et culturel fondées sur la solidarité et le volontariat ; ils sont chargés de la conception, de l'exécution et de l'évaluation des actions de développement de chaque village ce qui doit permettre le développement des projets relevant d'initiatives de base ; les TONS ont une personnalité juridique et disposent de l'autonomie financière.

Compte tenu de l'état de ses finances publiques le Mali est obligé non seulement de ne plus subventionner les ODR mais aussi d'arrêter ses subventions aux intrants (engrais, pesticides, semences, équipements,...). Si la réalité financière nécessite bien de prendre de telles décisions il n'en demeure pas moins que se pose la question de savoir quelle politique adopter pour éviter la chute de la production. Augmenter le prix des intrants implique nécessairement l'augmentation du prix d'achat des produits agricoles aux paysans ce qui devrait logiquement se répercuter sur les prix à la consommation. Cependant dans ce processus d'inflation d'origine agricole, s'il est évident qu'à son terme quelqu'un doit payer, le gouvernement n'a pas encore tranché entre les ruraux et les urbains.

3. Les moyens

3.1. Les moyens financiers

Le flux d'aide à l'ensemble du secteur relevant de l'économie rurale a été jusqu'à présent très important et en forte augmentation. De 1960 à 1970 cette aide s'est élevée à 18 380 M F CFA soit 13 % du total de l'aide. De 1970 à 1980 l'aide a été de 128 500 M CFA soit 26 % de l'aide totale.

3.2. Les moyens techniques

Le premier but à atteindre est d'augmenter la production agricole. Pour obtenir un tel résultat le premier moyen préconisé est l'accroissement des superficies cultivées, ce qui semble évident compte tenu des surfaces disponibles ; cette augmentation des surfaces est possible si on diffuse largement la culture attelée ; toutefois le risque d'une telle option est de favoriser la culture extensive plutôt qu'intensive et d'arriver à une diminution des jachères dangereuse si elle n'est pas compensée par des apports importants d'engrais. Le second moyen est l'intensification des systèmes de production par l'amélioration des conditions de la production ; il s'agit ici d'augmenter la productivité des facteurs de production (travail, capital et terre) ; le problème est que cette intensification est principalement recherchée dans la culture irriguée ; compte tenu des aléas climatiques on insiste sur la valorisation des ressources en eau, sur une meilleure maîtrise de celle-ci, sur l'amélioration de la gestion des périmètres irrigués et sur la transformation du statut foncier des exploitants dans ces périmètres des ODR, ceci dans le sens de la sécurisation par la résolution des problèmes fonciers ; on peut citer ici comme exemple le programme de réhabilitation de l'Office du Niger (O.N.) qui porte en particulier sur l'augmentation des rendements par utilisation de l'engrais et sur la réalisation de deux campagnes par an sur les mêmes terres. Le troisième moyen, qui rend d'ailleurs possible la réalisation des deux premiers, est l'approvisionnement assuré en intrants et en équipements ainsi que l'accès au crédit agricole (par la BNDA qui ne travaille actuellement pour l'essentiel qu'avec la CMDT). Il faut également souligner que la mise en oeuvre des deux premiers moyens implique que l'on favorise l'introduction des résultats de la recherche agronomique en milieu rural.

Pour augmenter la production on peut non seulement agir en amont de celle-ci mais également en aval. L'incitation à la production peut ainsi se réaliser en favorisant, par une politique des prix appropriée, une juste rémunération des paysans ; il faut toutefois savoir que le niveau de la production, qui est sensible à un grand nombre d'éléments, ne répond pas automatiquement et immédiatement à une action sur les prix (telle qu'elle peut être par exemple mise en oeuvre par le PRMC), il convient aussi d'insérer les paysans dans un réseau d'échange et pour ce faire de réorganiser et de rationaliser les circuits économiques de distribution (aussi bien d'ailleurs des intrants que des extrants) ce qui implique une amélioration des moyens de communication ; une telle action se réalise dans le cadre d'un retour à l'économie de marché et à l'initiative privée ; à partir de 1981 la restructuration du marché céréalier s'est traduite en particulier par une libéralisation progressive du commerce des céréales qui après le mil et le sorgho doit maintenant concerner le paddy ; il faut toutefois souligner que ce retour au privé peut ne pas comporter que des avantages en particulier dans le domaine du respect des prix officiels planchers aux producteurs tels qu'ils sont fixés par le gouvernement.

Le développement de la production peut également être favorisé par des actions sur l'environnement humain. Trois moyens sont ici à mentionner. Tout d'abord l'incitation à l'installation de nouveaux agriculteurs susceptibles entre autre d'appliquer des méthodes modernes de production ; ceci devrait concerner le personnel licencié par le secteur para-public, les fonctionnaires acceptant de se reconvertir dans le secteur privé et les jeunes chômeurs diplômés. Ensuite la formation des paysans, en particulier à travers l'alphabétisation fonctionnelle telle qu'elle est actuellement pratiquée par exemple dans le cadre de la CMDT. Enfin l'organisation des paysans, à travers la mise en place des TONS villageois (cf. 2.3.) ou d'autres groupements de producteurs mieux adaptés à la réalité locale et aux besoins du développement.

Au niveau global il convient finalement de coordonner la mise en oeuvre des différentes politiques sectorielles avec la stratégie alimentaire du Mali. Il s'agit en particulier de l'amélioration des voies de communication internes et externes (politique de désenclavement), de la maîtrise de l'eau (hydraulique villageoise et rurale), de la lutte contre la désertification (politique écologique de restauration de l'environnement), de l'amélioration de l'élevage (production d'animaux de trait), du développement de filières agro-alimentaires et de l'exploitation des ressources naturelles (phosphates de Tilemsi pour faire de l'engrais).

3.3. Cultures pluviales et cultures irriguées

On a indiqué plus haut (cf. 3.2.) l'importance des cultures irriguées dans le processus d'intensification agricole au Mali et on a indiqué à cette occasion la limite que constitue la recherche d'une meilleure productivité prioritairement dans ce secteur. Cette orientation apparaît clairement si on étudie les investissements(1). Sur la période 1974-1978 les actions concernant les cultures pluviales ont représenté environ 13 % du total des financements acquis ou réalisés par l'Etat contre 15 % pour les cultures irriguées. Le rapport des investissements cultures pluviales sur cultures irriguées (CP/CI) a donc été de 0,86 (le Plan 1981-1985 avait même prévu un rapport de 0,65 seulement) alors que sur la même période le rapport de la valeur de la production des cultures pluviales sur celle des cultures irriguées (CP/CI) était de 4,7. Ceci indique clairement qu'en ce qui concerne les financements de l'Etat les cultures pluviales sont pénalisées par rapport aux cultures irriguées. L'option en faveur de l'irrigation pour les cultures céréalières engendre un surcoût économique : sur la période considérée l'Etat a accepté de payer 6,75 fois plus cher chaque calorie céréalière supplémentaire obtenue en système irrigué par rapport au système pluvial. Le choix technique privilégiant la culture irriguée n'apparaît pas dans ces conditions comme la meilleure solution pour accroître la production au moindre coût.

(1) D'après G. ANCEY : Développement des cultures pluviales au Mali. Club du Sahel.

3. LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Au Mali, de par sa superficie et son enclavement en zone sahélienne, les problèmes de transport revêtent une importance vitale pour le pays.

L'éloignement de la côte Ouest africaine impose au Mali, le transit de ses marchandises dans des ports éloignés, ce qui implique des difficultés d'approvisionnement et des surcoûts pour les produits transportés (les charges de frêts et d'assurances représentant en moyenne 45 % du prix des marchandises fob importées). Deux ports : DAKAR (1.000 kms par le rail) et ABIDJAN (1.250 kms par la route), assurent 90 % du total des marchandises embarquées ou débarquées. Le transport routier est le mode principal de communication assurant 55 % du frêt total, contre 36 % par le rail et 9 % par voie fluviale.

1 - LES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT

1. Le transport routier

Le réseau routier malien est composé de 13.000 kms de routes nationales, régionales et locales ; seulement 1.900 kms sont bitumés et 4.100 sont des pistes aménagées. Pour l'ensemble du pays la densité routière est de 1,1 km/100 km². Ce réseau couvre de manière relativement satisfaisante le Sud et le Sud/Est du pays où se trouve concentrée une partie importante de la population ; cependant avec une densité de 8,5 km/100 km², cette région a une densité routière 2 fois moins importante que celle de la Côte d'Ivoire. La région Ouest de BAMAKO, desservie par la ligne de chemin de fer BAMAKO/DAKAR, et les régions du Nord ont un réseau routier nettement insuffisant. Cette situation pour le Nord du pays, particulièrement enclavé (difficulté de passage du Niger), peut s'avérer délicate notamment pour l'acheminement de l'aide alimentaire. A cet égard, l'extension de l'axe BAMAKO/MOPTI jusqu'à GAO pourrait améliorer la situation.

Le parc automobile malien a connu une croissance modérée au cours des dix dernières années (4 % par an). Il est difficile d'apprécier l'adéquation entre le parc routier et les quantités à transporter. Les véhicules de type semi-remorque, ont progressé de plus de 50 %, mais compte tenu de la saisonnalité du transport ils sont sous employés en période creuse, et insuffisants en période de grosse charge. Le parc des camions de faible tonnage a diminué en raison du prix insuffisant fixé pour la tonne/km transportée, qui pénalise fortement les véhicules les plus modestes ; cette situation entraîne des difficultés de transport durant les périodes de récolte. L'évolution du trafic, en termes de quantités transportées, a marqué une nette décélération entre 1980 et 1982, en raison notamment de l'augmentation des prix du carburant. Hors, depuis 1979, il n'y a pas eu de réévaluation du prix officiel du transport marchandises : cette situation entraîne un manque de rentabilité des entreprises de transport. Compte tenu des problèmes de remplissage de frêt en aller-retour et l'augmentation du prix des carburants, l'ajustement minimum des prix entraînerait une hausse de l'ordre de 25 %. Toutes les sociétés de transport appartiennent au secteur privé depuis la disparition de la C.M.T.R. (Compagnie Malienne de Transport Routier).

2. Le transport ferroviaire

Le chemin de fer malien, qui appartenait autrefois au réseau DAKAR/NIGER, ne possède qu'une ligne unique de BAMAKO à KIDIRA (642 kms) à la frontière sénégalaise. L'influence du rail dans le transport des marchandises a diminué au cours des dernières années ; au cours de la décennie 1960 et au début des années 1970, le transport ferroviaire assurait plus des deux tiers du volume total des marchandises transportées, cette part dans le transport international est tombée en 1983 à 36 %. Cette diminution de l'efficacité du rail découle de deux raisons principales :

- le manque de fiabilité et de vitesse du Service Ferroviaire dû à une maintenance insuffisante de la voie ferrée et du matériel roulant,
- aux difficultés de collaboration entre les services maliens et sénégalais.

Il semble que depuis la fin 1983, le Mali et le Sénégal tentent de collaborer de manière plus étroite pour mieux rentabiliser la ligne. Avec la réorganisation de la Régie des Chemins de Fer du Mali, dont le déficit financier a été réduit de moitié entre 1983 et 1984, les quantités transportées ont augmenté d'un tiers d'une année sur l'autre.

Il est certain que l'optimisation de la ligne de chemin de fer présente deux avantages pour les maliens :

- un coût de transport plus économique
- la présence d'un seul opérateur (R.C.F.M.) pour gérer les flux de transport.

3. Le transport fluvial

Ce mode de transport, bien que plus modeste que les deux précédents (9 % du total), est néanmoins important pour la zone du Delta du Niger, région Nord/Est de MOPTI. Le fleuve est navigable de KOULIKORO à GAO d'août à octobre. La construction d'une route goudronnée MOPTI-GAO (1985/1986) rendra ce moyen de communication moins indispensable.

On peut ajouter la voie fluviale sénégalaise SAINT-LOUIS - KAYES, navigable d'août à octobre. Une partie importante du trafic est assuré par les bateaux traditionnels (style pirogue), le trafic moderne étant assuré par la COMANAV (Compagnie Malienne de Navigation) dont la flotte est composée de : trois bateaux postaux, 4 navires de fret, 12 remorqueurs et 58 barques).

4. Le transport aérien

Le transport aérien devrait avoir au Mali un rôle important, compte tenu des distances importantes à parcourir notamment pour les régions situées au nord du pays. Mais les difficultés importantes qui frappent la compagnie nationale AIR MALI rendent ce moyen de communication inefficace, tout au moins au niveau des lignes intérieures.

Pour les transports internationaux, en raison de la quasi disparition d'Air Mali, il repose notamment pour le fret marchandises sur la Compagnie UTA (70 %) et Air Afrique (20 %). Cette dépendance pour le transport des marchandises est certainement préjudiciable pour la commercialisation de certains produits, notamment les produits frais (fruits, légumes) dont la saisonnalité ne s'accommode pas forcément avec les capacités offertes par les compagnies aériennes.

2 - ORGANISATION DES TRANSPORTS

L'Office National des Transports (O.N.T.), placé sous l'autorité du Ministre Chargé des Transports, s'est vu confier deux missions :

- promouvoir et adapter le développement du secteur des transports aux objectifs de production,
- gérer le frêt et coordonner les transports pour obtenir le meilleur rendement économique et social.

La majorité des échanges extérieurs maliens s'effectue par l'intermédiaire des ports. L'O.N.T. est donc principalement chargé d'établir l'acheminement des marchandises. Cette activité entraîne deux types de problème :

- la définition d'une politique de stockage dans les ports de la côte ouest africaine,
- l'organisation de l'évacuation des produits maliens d'exportation ou d'importation.

1) Politique de stockage

Le nécessaire passage des produits, par des ports d'embarquement ou de débarquement, nécessite une présence effective dans les ports. A ce titre, deux organismes publics maliens ont été mis en place à DAKAR (EMASE(1)) et à ABIDJAN (EMACI(2)) pour gérer les installations et les facilités accordées au Mali dans ces ports. Ce type d'organisation permet :

- de négocier avec les pays côtiers des zones d'entreposage spécifiques à l'intérieur de laquelle le Mali s'organise pour échapper aux pénalités pour stationnement prolongé.
- l'affectation prioritaire d'un poste à quai.
- de disposer d'un délai de franchise (20 jours à DAKAR et ABIDJAN) pour les marchandises débarquées hors de cette zone soit pour les évacuer directement par le Mali, soit pour les exporter en zone malienne.
- de substituer à la taxation en vigueur dans le port (délai de franchise et pénalités pour stationnement prolongé), une taxe linéaire applicable dès le débarquement de la marchandise et sur la durée de séjour dite "frais de prestation des entrepôts" et qui frappe toutes les marchandises de la même manière qu'elles soient débarquées en zone malienne ou dans le reste du port.

Il est à souligner que les marchandises entreposées en zone du Mali ne sont pas soumises en plus à d'autres taxes de magasinage. Ces prestations des entrepôts sont fixées de façon à couvrir le fonctionnement des EMA et les frais de location des infrastructures de stockage.

./.

(1) EMASE : Entrepôts Maliens au Senegal

(2) EMACI : Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire

Cette taxation permet en principe à tous les produits maliens d'échapper aux pénalités pour stationnement prolongé et, une certaine justice entre les importateurs maliens dont les produits sont prioritaires et ceux moins favorisés par la programmation de l'O.N.T.

Cette politique a suscité l'hostilité des transitaires qui souvent acconiers tirent des profits substantiels de ces pénalités. Ils ont été à la base d'un bon nombre de difficultés.

- refus d'informer les EMA sur l'arrivée des marchandises
- refus de débarquer ou de transférer les marchandises en zone malienne chaque fois que les connaissements n'étaient pas parvenus à temps.

En cela, ils ont bénéficié de la neutralité des autorités portuaires qui pourtant avaient le même intérêt que le Mali, à savoir, éviter que les marchandises de ce pays tout en disposant d'une zone spécifique ne continuent à encombrer le reste du port.

2) Organisation du mode de transport

La répartition du fret entre le rail et la route découle au Mali de la répartition du trafic entre les ports. Le choix du port détermine le mode de transport. Ainsi le port de DAKAR implique le transport ferroviaire, celui des autres ports le transport routier.

Le travail de l'O.N.T. est simplifié actuellement par le fait que le rail n'arrive pas à satisfaire pour l'instant les besoins en transport de sa zone d'influence. Aussi, l'O.N.T. affecte au rail ce qu'il peut transporter, le reste étant affecté au transport routier et veille à l'adéquation entre l'offre et la demande des transports par un contrôle et un suivi du parc malien.

La répartition du trafic malien entre les ports se présente comme suit à titre indicatif :

| | |
|-------------------------------|------|
| - ABIDJAN | 60 % |
| - DAKAR | 30 % |
| - LOME | 7 % |
| - COTONOU (hydrocarbure)..... | 3 % |

2.1 - Evacuation par le Sénégal :

Jusqu'en 1981, l'organisation de cette évacuation était assurée par les EMASE qui l'exécutaient en fonction des priorités communiquées par l'O.N.T. A partir de cette date la Régie des Chemins de Fer du Sénégal (R.C.F.S.) a repris en main cette répartition en s'engageant à respecter la priorité établie par le Mali.

L'une des conséquences dramatiques en est que le Mali vient de perdre au Port de DAKAR 6.000 tonnes de céréales qui bien qu'ayant été régulièrement programmées par l'O.N.T. sont restées bloquées au port pendant plusieurs mois sans que la R.C.F.S. ait pu donner des justificatifs.

En effet, plutôt que de voir ces céréales se détériorer au port, le donateur a préféré les transférer sur un autre pays.

Cet exemple montre la nécessité pour un pays de pouvoir déterminer la priorité d'évacuation de ses produits.

Le trafic malien par DAKAR connaît les difficultés suivantes :

- offre insuffisante de transport au niveau des régies sénégalaises et maliennes de chemin de fer,
- tarifs ferroviaires sénégalais très élevés (souvent le double du trafic malien),
- non respect de la programmation du Mali.

Cet état de choses a entraîné un manque d'intérêt des opérateurs économiques maliens pour ce port.

Les EMASE semblent être écartés de l'organisation du transit de produits maliens. 30 % du trafic malien passe par ce port qui jusqu'à un passé encore récent était le principal port utilisé par le Mali tant par le tonnage tracté que par les facilités octroyées.

2.2 - Evacuation par la Côte d'Ivoire :

Les EMACI ont la responsabilité effective de l'organisation de l'évacuation pour ABIDJAN.

Ils procèdent à l'affrètement de véhicules routiers pour le compte des opérateurs économiques maliens en respectant la convention de transport routier conclue entre le Mali et la Côte d'Ivoire.

Cette convention rétablit la répartition du frêt comme suit :

- frêt en transit :
 - . 2/3 pour les transporteurs maliens
 - . 1/3 pour les transports ivoiriens
- marchandise achetée sur place (50 % pour les transporteurs de chacun des deux pays).

L'intervention des EMACI outre qu'ils dispensent le transporteur et le propriétaire de la marchandise des efforts de démarchage, permet de contrôler l'application du tarif officiel des transports.

Les principales difficultés se situent au niveau de la régulation des transports en raison :

- du déséquilibre entre les importations et les exportations du Mali pose souvent le problème du frêt de retour. (En 1983 le flux des importations était 6 fois plus important que le flux des exportations).
- de l'insuffisance de structure de stockage à l'intérieur du Mali qui empêche de réguler le transport à l'exportation sur toute l'année (nécessité d'évacuer les productions agricoles notamment le coton avant la saison des pluies).

La programmation de l'O.N.T. est souvent perturbée par certains arrivages massifs au port. Cette situation se produit souvent lors de livraison des dons alimentaires dont les dates d'arrivée ne sont pas toujours maîtrisées par le Mali.

= DISTRIBUTION DU TRAFIC PAR MODE, ANNEES 1966 - 1983 =

| | 1966 | 1973 | 1977 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | MOYENNE 1979-1980 |
|---------|-------------------------------------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|----------------------|
| | <u>FRET (t-km millions)</u> | | | | | | | | |
| ROUTE | 113 | 310 | 247 | 228 | 246 | 203 | 179 | 256 | 222 |
| RAIL | 116 | 156 | 149 | 143 | 131 | 138 | 151 | 174 | 147 |
| FLUVIAL | 41 | 30 | 22 | 45 | 40 | 35 | 38 | 35 | 38 |
| AIR | n/a | 16 | n/a | n/a | n/a | n/a | n/a | n/a | -- |
| | <u>PASSAGERS (pass-km millions)</u> | | | | | | | | |
| ROUTE | 400 | 720 | 992 | 1.200 | 1.320 | 1.450 | 1.595 | 1.755 | 1.464 |
| RAIL | 68 | 95 | 129 | 150 | 151 | 156 | 160 | 165 | 156 |
| FLUVIAL | 31 | 20 | 28 | 30 | 26 | 25 | 28 | 26 | 27 |
| AIR | n/a | 65 | n/a | n/a | n/a | n/a | n/a | n/a | -- |

Source : 1966-1977, Plan des transports au Mali, SEDES 1980
1979-1983, Office National des Transports, 1984

= COMMERCE EXTERIEUR PAR ITINERAIRE, ANNEES 1966 - 1983 =

(en milliers de tonnes)

| | 1966 | 1973 | 1977 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 |
|---------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <u>IMPORTATIONS</u> | <u>259</u> | <u>370</u> | <u>349</u> | <u>453</u> | <u>442</u> | <u>432</u> | <u>356</u> | <u>465</u> |
| DAKAR : rail | 179 | 206 | 152 | 152 | 164 | 186 | 166 | 191 |
| ABIDJAN : route | 80 | 164 | 197 | 301 | 278 | 246 | 190 | 274 |
| <u>EXPORTATIONS</u> | <u>74</u> | <u>94</u> | <u>189</u> | <u>103</u> | <u>127</u> | <u>96</u> | <u>67</u> | <u>77</u> |
| DAKAR : rail | 29 | 53 | 92 | 47 | 42 | 42 | 24 | 28 |
| ABIDJAN : route | 45 | 41 | 97 | 56 | 85 | 54 | 43 | 49 |
| <u>T O T A L</u> | <u>333</u> | <u>464</u> | <u>538</u> | <u>556</u> | <u>569</u> | <u>528</u> | <u>423</u> | <u>542</u> |
| DAKAR : rail | 208 | 259 | 244 | 199 | 206 | 228 | 190 | 219 |
| ABIDJAN : route | 125 | 205 | 294 | 357 | 363 | 300 | 233 | 323 |

Source : 1966-1977, Projet de Maintenance Routière au Mali - SAR n° 2597 a-MLI
 1979-1983, Office National des Transports (O.N.T.) - 1984

DEVELOPPEMENT DU PARC AUTOMOBILE - 1974-1983 (*)

| TYPE DE VEHICULES | 1974 | | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | | Augmentation en % du nombre de véhicules de 1974 à 1985 |
|---------------------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|---------------|---|
| | % | N | | | | | | | | | % | N | |
| Voitures Particulières | 62 | 11.870 | 12.510 | 13.123 | 13.953 | 14.268 | 12.934 | 14.207 | 14.618 | 16.167 | 60 | 16.908 | 142 |
| Camionnettes | 21 | 3.968 | 4.560 | 5.073 | 4.999 | 5.804 | 5.809 | 6.356 | 6.687 | 6.961 | 29 | 8.183 | 206 |
| Camions | 14 | 2.620 | 2.837 | 2.810 | 2.633 | 2.410 | 1.702 | 1.601 | 1.502 | 1.650 | 6 | 1.797 | 69 |
| Tracteurs | 2 | 406 | 532 | 527 | 481 | 504 | 477 | 414 | 422 | 406 | 2 | 495 | 122 |
| Bus | 0,5 | 113 | 170 | 184 | 258 | 171 | 144 | 214 | 201 | 287 | 1,5 | 414 | 366 |
| Véhicules spéciaux | 0,5 | 98 | 90 | 90 | 126 | 148 | 150 | 145 | 140 | 150 | 0,5 | 150 | 153 |
| <u>T O T A L</u> | <u>100</u> | <u>19.075</u> | <u>20.699</u> | <u>21.807</u> | <u>22.450</u> | <u>23.305</u> | <u>21.216</u> | <u>22.937</u> | <u>23.570</u> | <u>25.621</u> | <u>100</u> | <u>29.937</u> | <u>146</u> |
| Semi-remorques | | 419 | 558 | 599 | 434 | 408 | 500 | 341 | 457 | 753 | 674 | | 161 |

(*) Sauf véhicules militaires

LE RESEAU ROUTIER EN 1984

(en kilomètres)

| | ROUTES BITUMÉES | ROUTES GRAVILLONNÉES | PISTES PERMANENTES | PISTES SAISONNIÈRES | TOTAL | NOMBRE DE ROUTES |
|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|------------------------|---------------|---------------------|
| <u>CLASSEES :</u> | <u>1.868</u> | <u>1.696</u> | <u>2.143</u> | <u>7.297</u> | <u>13.004</u> | |
| Routes Nationales | 1.762 | 1.153 | 1.149 | 1.632 | 5.696 | 20 |
| Routes Régionales | 97 | 543 | 936 | 4.019 | 5.595 | 33 |
| Routes Locales | 9 | -- | 58 | 1.646 | 1.713 | 29 |
| <u>NON CLASSEES :</u> | <u>102</u> | <u>87</u> | <u>182</u> | <u>561</u> | <u>932</u> | |
| <u>T O T A L</u> | <u>1.970</u> | <u>1.783</u> | <u>2.235</u> | <u>7.858</u> | <u>13.936</u> | |

Source : Direction Nationale des Transports, Mai 1984

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTERIEURES
COOPERATION ET DEVELOPPEMENT
Direction des Politiques du Développement

CAISSE CENTRALE
DE COOPERATION ECONOMIQUE

L'ECONOMIE MALIENNE

II : ANNEXES

Décembre 1985

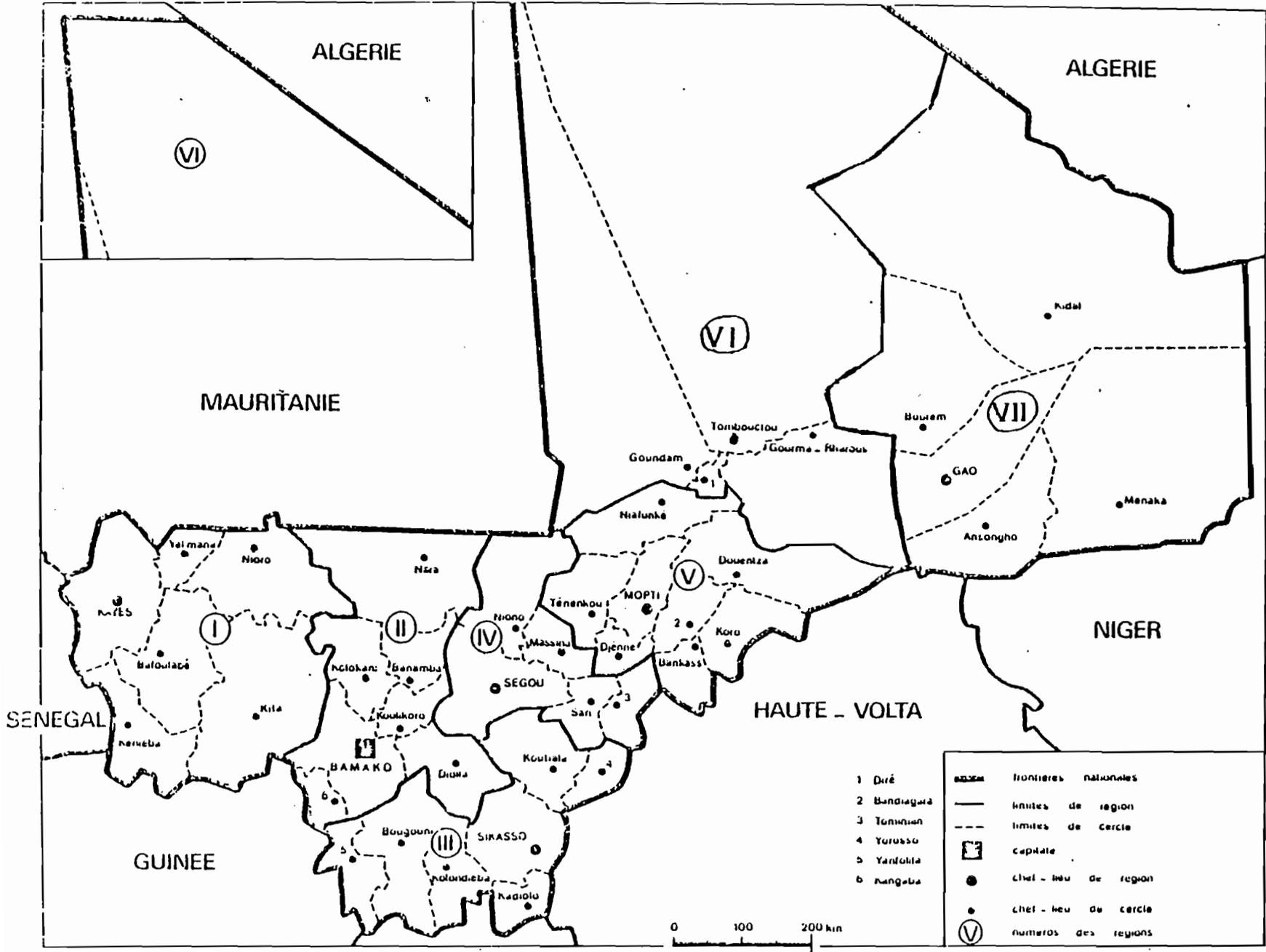
TABLE DES ANNEXES

| | Page |
|---|------|
| 1. Le Mali : Généralités | 1 |
| 2. Cultures | 12 |
| 3. Barèmes | 35 |
| 4. Elevage | 49 |
| 5. Secteur primaire et commerce extérieur | 53 |
| 6. Développement rural | 55 |
| 7. La Stratégie Alimentaire (S.A.) | 72 |
| 8. L'hydraulique rurale | 76 |
| 9. La recherche en milieu rural | 79 |
| 10. Démographie | 81 |
| 11. Organigramme du Ministère du Plan | 88 |
| 12. Abréviations | 89 |

1. LE MALI
GENERALITES.

SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU MALI





carte administrative

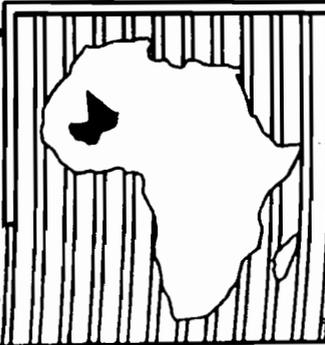
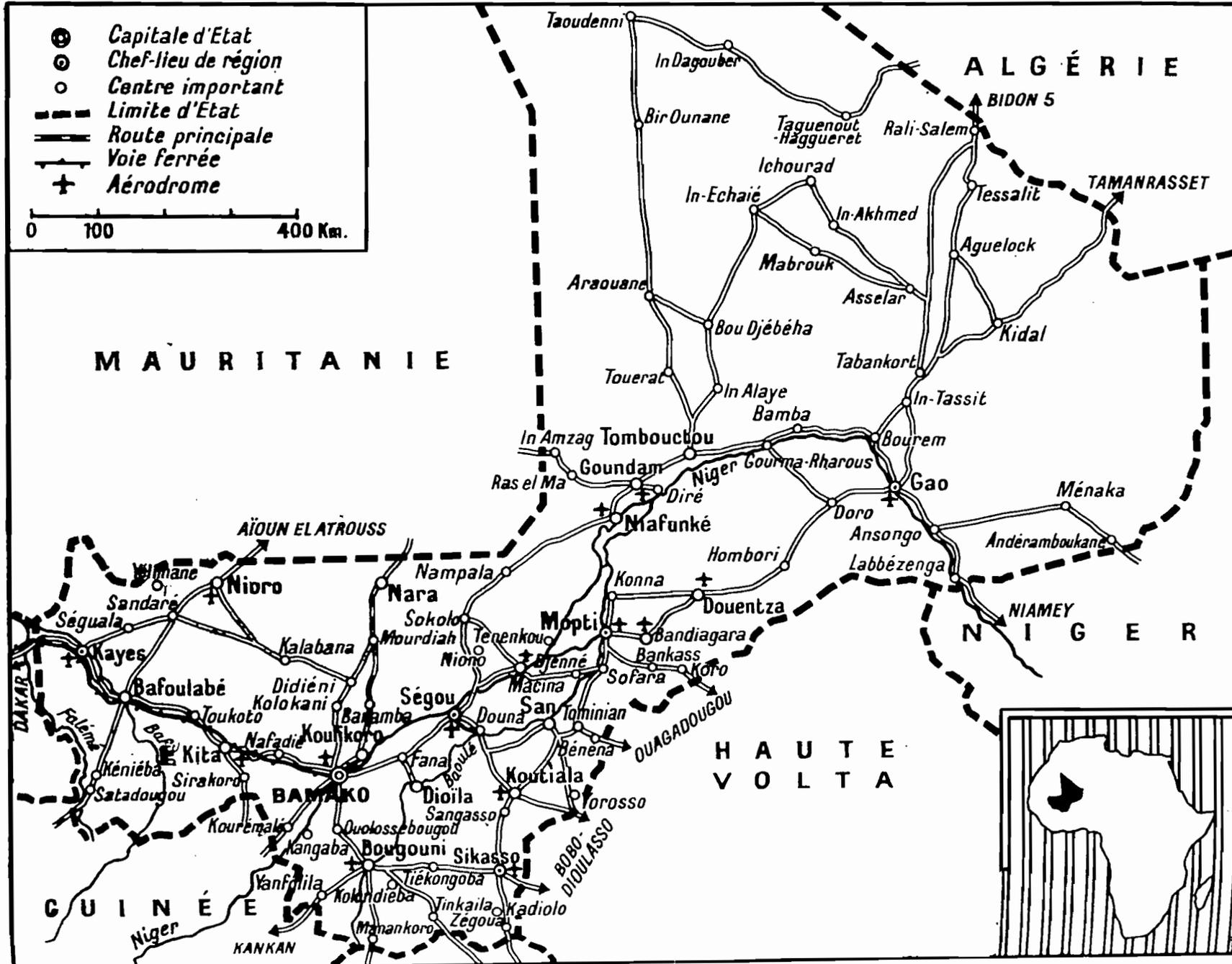
MALI

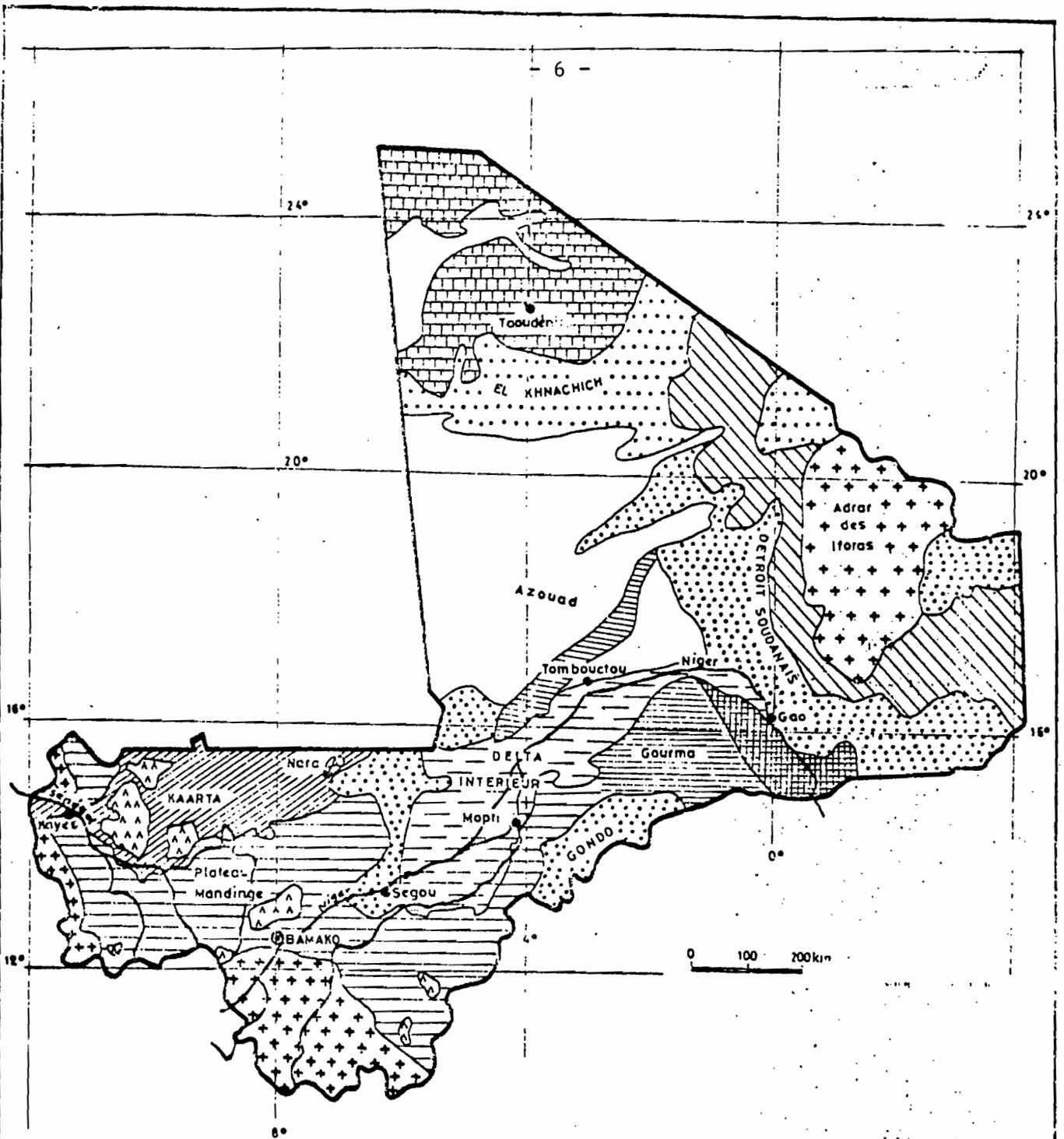
extrait de : Développement des cultures irriguées au Mali.
Club du Sahel.

MALI : SUPERFICIE PAR REGION

| N° | NOM REGIONS | SUPERFICIE (km2) | % | CLASSE- MENT |
|----|-----------------|---------------------|--------|-----------------|
| 1 | Kayes | 119 743 | 9,61 | 3 |
| 2 | Koulikoro | 95 848 | 7,69 | 4 |
| 3 | Sikasso | 76 480 | 6,14 | 6 |
| 4 | Segou | 56 127 | 4,51 | 7 |
| 5 | Mopti | 79 017 | 6,34 | 5 |
| 6 | Tombouctou | 496 611 | 39,85 | 1 |
| 7 | Gao | 322 002 | 25,84 | 2 |
| - | District Bamako | 252 | 0,02 | 8 |
| - | TOTAL | 1 246 080 | 100,00 | - |

Source : Statistiques maliennes





LEGENDE

QUATERNAIRE

- Alluvions
- Formations dunaires
- TERTIAIRE**
- Continental Terminal
- Eocene inf. / Cretace sup.

SECONDAIRE

- Continental Intercalaire

PRIMAIRE

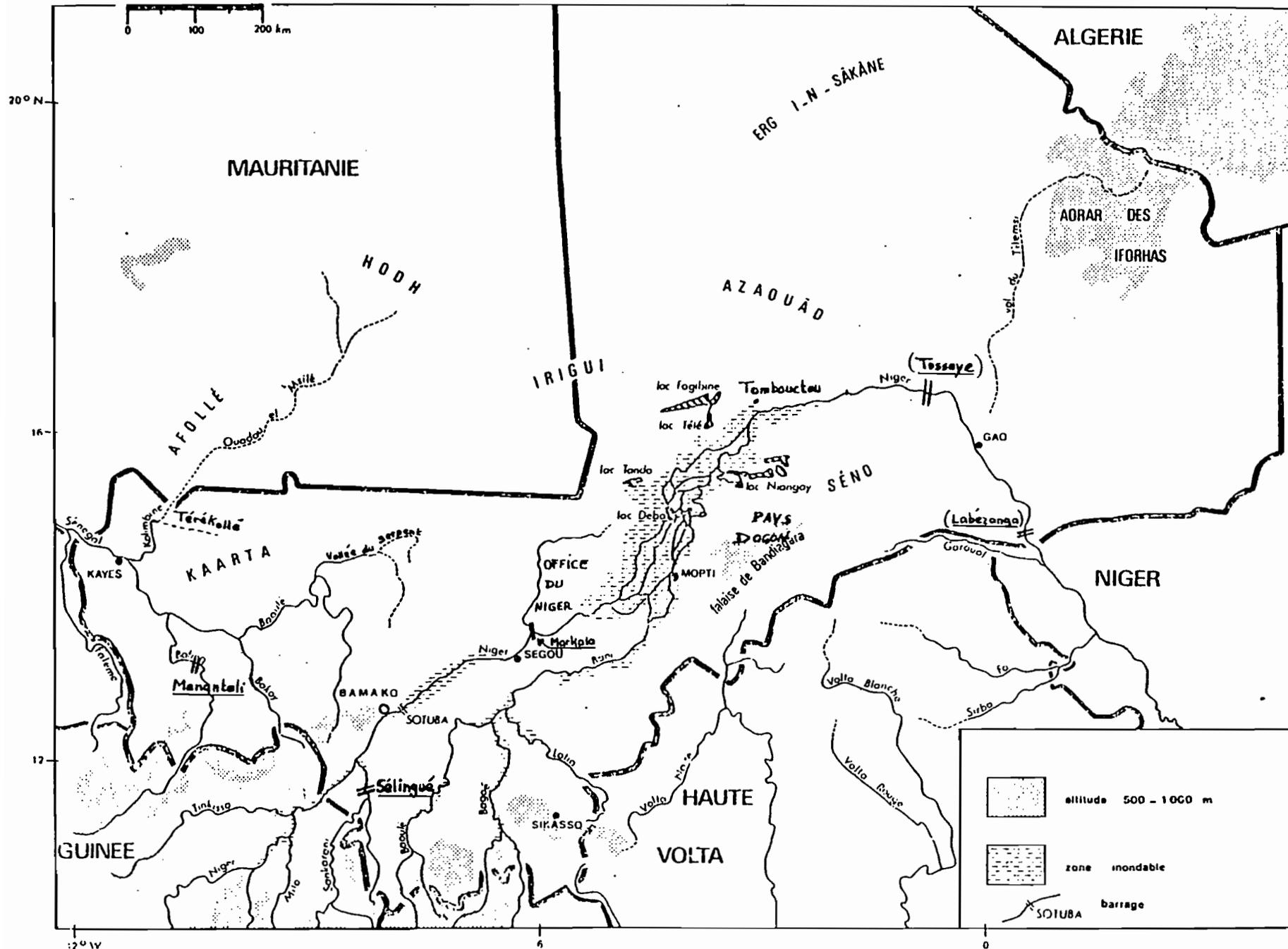
- Permien
- Cambro-Carbonifere
- Cambrien

PRECAMBRIEN

- Infra-Cambrien
- Socle

CARTE GEOLOGIQUE DU MALI

Source : administration malienne



extrait de : Développement des cultures irriguées au Mali.
Club du Sahel.

Zonation écologique du Mali

| | Zones écologiques | | | Pluviométrie annuelle moyenne (en mm) | Durée de la saison agricole (mois) | Superficie approximative | | Végétation type | Activités principales |
|------|--------------------------|--|--------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------------|--|---|
| | Zone | Climat | Subdivision | | | Km ² | % | | |
| 51 % | Zone saharienne | Très aride | Désertique | moins de 50 | 0 | 372 000 | 30 | Néant | Néant |
| | | | Pré-désertique | 50 à 200 | moins de 1 | 260 000 | 21 | Steppe herbacée discontinue | Nomadisme - cultures d'oasis |
| 24 % | Zone sahélienne | Aride | Sahelo-saharienne | 200 à 400 | 1 à 2 | 99 000 | 8 | Prairies annuelles discontinues ; | Transhumance - pêche |
| | | | Sahélienne | 400 à 600 | 2 à 3 | 198 000 | 16 | Steppe à épineux buissonnants ; | Agriculture non permanente - périmètres hydrogricolos |
| 19 % | Zone soudanienne | Semi-aride (xérophile) à sub. humide (aciérophile) | Soudano-sahélienne | 600 à 800 | 3 à 4 | 93 000 | 7,5 | Tapis herbacé continu ; | Agriculture sédentaire |
| | | | Nord-soudanienne | 600 à 1 000 | 4 à 4,5 | 75 000 | 8 | Savane arbustive à arborée ; | Élevage associé - chasse et pêche |
| | | | Sud-soudanienne | 1 000 à 1 300 | 4,5 à 5,5 | 68 000 | 5,5 | Parcs agricoles ; | Urbanisation |
| 6 % | Zone soudano-guinéenne | Humide (mésophile) | Soudano-guinéenne | Plus de 1 300 | Plus de 5,5 | 75 000 | 6 | Forêts claires ; Forêts ripicoles ; Savanes anthropiques | Agriculture itinérante Élevage en développement Chasse - cueillette |
| | Delta Intérieur du Niger | | | 200 à 600 | 4 à 5 | 20 000 à 30 000 | 1,5 à 2,5 | Prairies vivaces submersibles bourgoutières | Élevage - pêche Agriculture de décrues, de submersion (riziculture) |

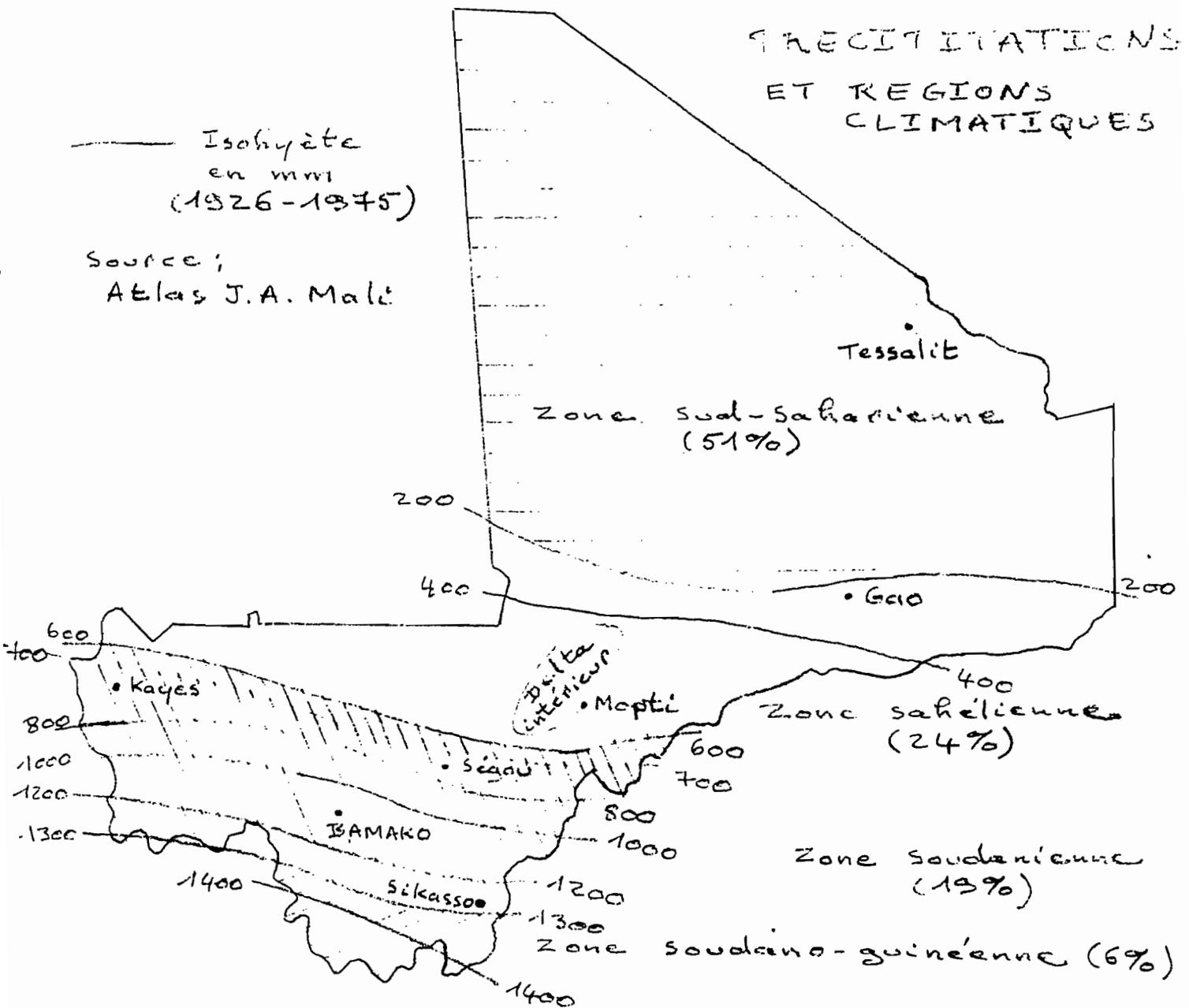
100 %

Source : Revue Forestière Française N°2, 1985

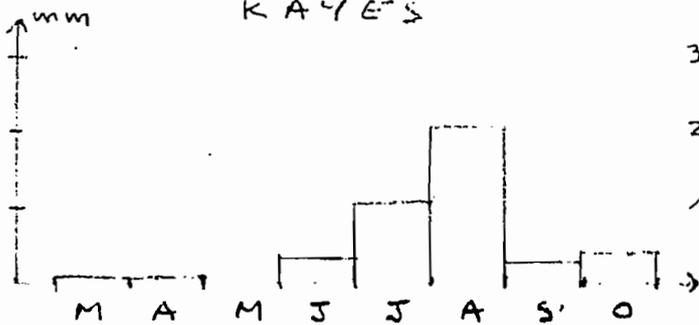
PRECIPITATIONS ET REGIONS CLIMATIQUES

— Isohyète
en mm
(1926-1975)

Source;
Atlas J.A. Mali



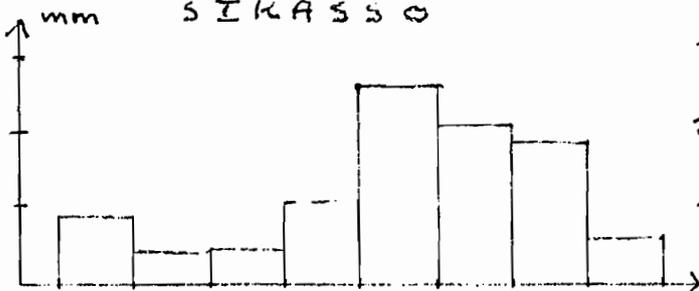
1982
KAYES



1982
MOPTI



1982
SIKASSO



1982
BAMAKO



Moyennes pluviométriques

| Station | Latitude Nord | Pluviométrie moyenne (en mm) | | | |
|--------------------|---------------|------------------------------|-----------|-----------|----------------|
| | | 1951-1960 | 1961-1970 | 1971-1980 | 1951-1980 |
| Tessalit | 20° | 112,4 | 78,0 | 51,0 | 81,3 |
| Kidal | 18° | 142,5 | 132,8 | 128,8 | 134,8 |
| Tombouctou | 17° | 242,3 | 171,0 | 153,0 | 188,7 |
| Gao | 16° | 305,6 | 216,8 | 195,2 | 238,3 |
| Ménaka | 16° | 327,2 | 267,7 | 208,5 | 269,2 |
| Hombori | 16° | 494,5 | 390,4 | 368,3 | 418,0 |
| Nioro | 16° | 705,8 | 567,6 | 415,0 | 562,6 |
| Mopti | 15° | 624,2 | 535,1 | 450,8 | 537,1 |
| Kayes | 14° | 769,1 | 699,2 | 605,0 | 690,5 |
| Ségou | 13° | 777,4 | 733,0 | 619,7 | 708,4 |
| San | 13° | 802,0 | 743,4 | 720,1 | 752,1 |
| Bamako ville | 13° | 1 111,3 | 1 092,0 | 995,7 | 1 067,0 |
| Kita | 13° | 1 208,7 | 1 054,0 | 911,5 | 1 058,2 |
| Kéniéba | 13° | 1 410,8 | 1 348,1 | 1 085,0 | 1 286,3 |
| Koutiala | 12° | 1 099,2 | 1 010,2 | 864,4 | 991,5 |
| Bougouni | 11° | 1 315,6 | 1 201,5 | 1 080,6 | 1 212,0 |
| Sikasso | 11° | 1 328,8 | 1 231,4 | 1 128,6 | 1 251,3 |

Source : Revue Forestière Française N°2, 1985

RECAPITULATION DES RELEVES PLUVIOMETRIQUES

H = hauteur en mm des pluies

N = nombre de jours de précipitation par an

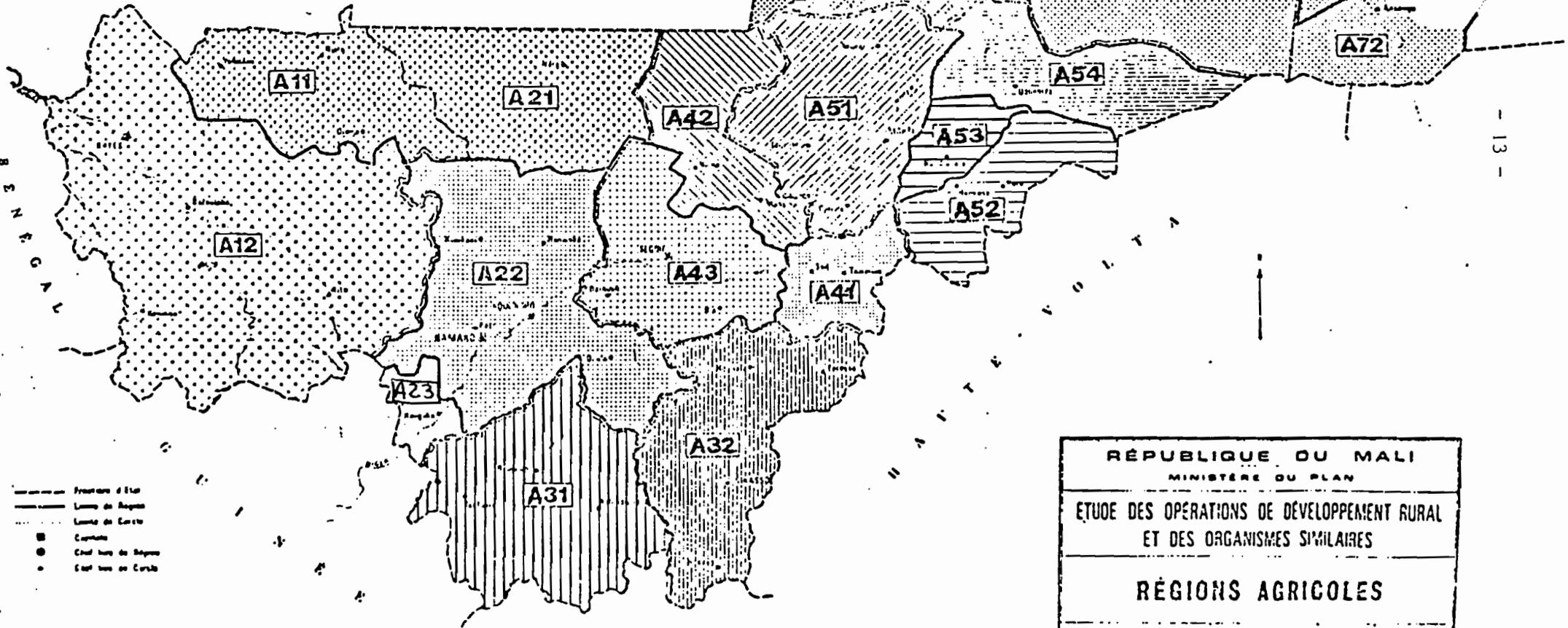
| N° Rég. | Stations (Latitude Nord) | Moyenne sur 30 ans (1950/1980) | | 1 9 8 1 | | 1 9 8 2 | | 1 9 8 3 | | 1 9 8 4 | |
|---------|-----------------------------|--------------------------------------|-----|---------|----|---------|----|---------|----|---------|---|
| | | H | N | H | N | H | N | H | N | H | N |
| 1 | . Kéniéba (13°) | 1 286 | 88 | 1 179 | 82 | 1 212 | 82 | 660 | 72 | 846 | |
| | . Kayes (14°) | 690 | 61 | 593 | 56 | 533 | 51 | 431 | 38 | 609 | |
| | . Kita (13°) | 1 058 | 81 | 829 | 79 | - | - | 652 | 63 | 771 | |
| | . Nioro du Sahel (16°) | 562 | 49 | 406 | 55 | 379 | 33 | 253 | 31 | 323 | |
| | . Galougo | 852 | 53 | 603 | 44 | - | - | - | - | - | - |
| | . Kourounikoto | 840 | 51 | 595 | 43 | 636 | 37 | - | - | - | - |
| | | 881 | 64 | 701 | 60 | 690 | 51 | 499 | 51 | 637 | |
| 2 | . Bamako Ville (13°) | 1 057 | 93 | 790 | 80 | 963 | 73 | 720 | 66 | 769 | |
| | . Bamako Senou (13°) | 886 | - | - | - | - | - | 642 | 58 | 817 | |
| | . Nara | 455 | 40 | 465 | 50 | 326 | 40 | 276 | 35 | 192 | |
| | . Mourdiah | 520 | 38 | 592 | - | 283 | 22 | - | - | - | - |
| | . Dioïla | 943 | 58 | 730 | 53 | 665 | 46 | 662 | - | 500 | |
| | | 790 | 57 | 644 | 61 | 559 | 45 | 546 | 53 | 570 | |
| 3 | . Sikasso (11°) | 1 251 | 104 | 1 221 | 81 | 1 045 | 91 | 713 | 67 | 852 | |
| | . Bougouni (11°) | 1 211 | 96 | 1 182 | 81 | 1 189 | 84 | 992 | 69 | 818 | |
| | . Filamana | 1 297 | 75 | 1 654 | 72 | 1 313 | 69 | - | - | - | - |
| | . Misseni | 1 176 | 74 | 1 489 | 69 | 1 078 | 75 | - | - | - | - |
| | . Koutiala (12°) | 991 | 80 | 850 | 77 | 849 | 74 | 795 | 60 | 509 | |
| | | 1 185 | 86 | 1 279 | 76 | 1 095 | 79 | 833 | 65 | 726 | |
| 4 | . Ségou (13°) | 709 | 69 | 522 | 45 | 391 | 50 | 525 | 41 | 498 | |
| | . San (13°) | 752 | 67 | 727 | 66 | 519 | 56 | 634 | 55 | 396 | |
| | . Kogoni | 542 | 43 | 317 | 36 | 350 | 37 | 294 | 32 | 261 | |
| | | 668 | 60 | 522 | 49 | 420 | 48 | 484 | 43 | 385 | |
| 5 | . Mopti (15°) | 537 | 57 | 410 | 43 | 324 | 42 | 445 | 36 | 328 | |
| | . Bayo | 571 | 43 | - | - | 378 | 39 | - | - | - | - |
| | . Hombori (16°) | 418 | 43 | 410 | 39 | 223 | 29 | 278 | 25 | 153 | |
| | | 509 | 48 | 410 | 41 | 308 | 37 | 362 | 31 | 241 | |
| 6 | . Toumbouctou (17°) | 188 | 29 | 162 | 31 | 112 | 21 | 73 | 17 | 221 | |
| | . Niafunké | 301 | 26 | 199 | 16 | 127 | 17 | - | - | - | - |
| | | 245 | 28 | 181 | 24 | 120 | 19 | 73 | 17 | 229 | |
| 7 | . Gao (16°) | 238 | 32 | 192 | 27 | 206 | 32 | 102 | 19 | 49 | |
| | . Tessalit (20°) | 81 | 18 | 44 | 16 | - | - | 71 | 9 | 57 | |
| | . Menaka (16°) | 269 | 30 | 159 | 29 | 130 | 26 | 220 | 23 | 38 | |
| | . Kidal (18°) | 134 | 22 | 157 | 28 | - | - | 64 | 14 | 65 | |
| | | 181 | 31 | 169 | 28 | 168 | 29 | 114 | 16 | 52 | |

2. CULTURES

| N° d'ordre | N° de code | Région agricole | N° d'ordre | N° de code | Région agricole |
|------------|------------|-----------------|------------|------------|-----------------|
| 1 | A11 | Kaarta | 11 | A51 | Delta |
| 2 | A12 | Ouest | 12 | A52 | Seno |
| 3 | A21 | Nara | 13 | A53 | Bandiagara |
| 4 | A22 | Bamako | 14 | A54 | Douentza |
| 5 | A23 | Haute Vallée | 15 | A61 | Nialfouké |
| 6 | A31 | Sud Ouest | 16 | A62 | Lacs |
| 7 | A32 | Sud Est | 17 | A63 | Gourma |
| 8 | A41 | San-Tominian | 18 | A71 | Gao |
| 9 | A42 | Office du Niger | 19 | A72 | Ansongo-Bourem |
| 10 | A43 | Centre | 20 | A73 | Désert |

— Limite de région agricole

M A U R I T A N I E



- Frontière d'Etat
- Limite de Région
- Limite de Cercle
- Capitale
- Chef-lieu de Région
- Chef-lieu de Cercle

0 50 100 150 200 250 km

CÔTE D'IVOIRE

RÉPUBLIQUE DU MALI
MINISTÈRE DU PLAN

ÉTUDE DES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DES ORGANISMES SIMILAIRES

RÉGIONS AGRICOLES

SATEC SNID

Contraintes et objectifs spécifiques des régions agricoles

| REGIONS AGRICOLES | | CONTRAINTES PRINCIPALES | OBJECTIFS OPERATIONNELS DE DEVELOPPEMENT |
|-------------------|-----------------|--|---|
| A 12 | Vallées | forte densité de population rareté des terres irrigables enclavement | cultures irriguées intensives organisation professionnelle |
| | Zone pluviale | variabilité de la pluviométrie enclavement | céréaliculture traditionnelle |
| A 11 | KAARTA | pluviométrie faible rareté des points d'eau prédateurs des cultures enclavement | élevage extensif |
| A 21 | NARA | | satisfaction des besoins essentiels protection du milieu naturel |
| A 22 | BAMAKO | variabilité de la pluviométrie | céréaliculture traditionnelle intégration élevage - agriculture amélioration foncière coton ou mil cultures irriguées intensives périurbaine: |
| A 23 | HAUTE VALLEE | enclavement d'hivernage souches dans les parcelles | culture de maïs intensif culture de coton cultures irriguées intensives intégration élevage - agriculture optimisation systèmes d'exploitation |
| A 31 | SUD OUEST | pénurie de surfaces cultivables souches dans les parcelles enclavement d'hivernage | culture de maïs intensif culture de coton intégration élevage - agriculture amélioration foncière optimisation systèmes d'exploitation |
| A 32 | Zone Nord | variabilité de la pluviométrie pénurie de surfaces cultivables | culture de coton intégration élevage - agriculture amélioration foncière organisation professionnelle |
| | Zone Sud | souches dans les parcelles | culture de maïs intensif culture de coton optimisation systèmes d'exploitation |
| A 42 | OFFICE DU NIGER | défectuosité des aménagements résultats économiques des colons rapports Office - colons | culture irriguée intensive organisation professionnelle |
| A 43 | CENTRE | variabilité et faiblesse de la pluviométrie faible contrôle des submersions nombreuses activités non agricoles | riziculture extensive élevage extensif |
| A 41 | SAN - TOMINIAN | variabilité de la pluviométrie pénurie de surfaces cultivables | céréaliculture traditionnelle |

Contraintes et objectifs spécifiques des régions agricoles

(suite)

| REGIONS AGRICOLES | | CONTRAINTES PRINCIPALES | OBJECTIFS OPERATIONNELS DE DEVELOPPEMENT |
|-------------------|----------------|---|--|
| A 53 | BANDIAGARA | pénurie de surfaces cultivables | cultures irriguées intensives |
| A 52 | SENO | variabilité et faiblesse de la pluviométrie prédateurs des cultures rareté des points d'eau | céréaliculture traditionnelle élevage extensif |
| A 54 | DOUENTZA | faiblesse de la pluviométrie | élevage extensif satisfaction des besoins essentiels |
| A 51 | DELTA | faiblesse de la pluviométrie faible contrôle des submersions | riziculture extensive élevage extensif contrôle du circuit élevage |
| A 61 | NIAFOUNKE | concurrence élevage - agriculture nombreuses activités non agricoles | |
| A 62 | LACS | faiblesse de la pluviométrie faible contrôle des submersions rareté des terres irrigables concurrence élevage - agriculture structures sociales | élevage extensif satisfaction des besoins essentiels |
| A 63 | GOURMA | | |
| A 71 | GAO | | |
| A 72 | BOUREM-ANSONGO | | |

Source : SATEC. Etude des ODR

EVOLUTION SUPERFICIE, PRODUCTION ET RENDEMENT

DES PRINCIPALES CULTURES (UNITE : 1 000)

| moyenne 75-83 | | | | | | | | | | | |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------|
| campagne | | | | | | | | | | | |
| culture | | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 prévisions |
| <u>Mil-Sorgho</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 1 366 | 1 300 | 1 384 | 1 318 | 1 372 | 1 431 | 1 403 | 1 420 | 1 393 | 1 277 | |
| Prod. (t) | 826 | 800 | 900 | 800 | 1 000 | 943 | 654 | 871 | 793 | 670 | 548 |
| Rend. (kg/ha) | 605 | 615 | 650 | 607 | 729 | 659 | 466 | 613 | 569 | 525 | |
| <u>Riz-paddy</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 157 | 188 | 170 | 128 | 197 | 170 | 175 | 165 | 105 | 112 | |
| Prod. (t) | 185 | 218 | 237 | 199 | 251 | 165 | 165 | 176 | 129 | 129 | 142 |
| Rend. (kg/ha) | 1 178 | 1 160 | 1 394 | 1 555 | 1 274 | 971 | 943 | 1 067 | 1 229 | 1 152 | |
| <u>Maïs</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 85 | 89 | 102 | 100 | 105 | 112 | 47 | 60 | 74 | 74 | |
| Prod. (t) | 70 | 70 | 80 | 50 | 55 | 64 | 73 | 70 | 95 | 75 | 61 |
| Rend. (kg/ha) | 824 | 787 | 784 | 500 | 524 | 571 | 1 553 | 1 167 | 1 284 | 1 014 | |
| <u>TOT. CEREAL.</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 1 608 | 1 577 | 1 656 | 1 546 | 1 674 | 1 713 | 1 625 | 1 645 | 1 572 | 1 463 | |
| Prod. (t) | 1 081 | 1 088 | 1 217 | 1 049 | 1 306 | 1 172 | 892 | 1 117 | 1 017 | 874 | 751 |
| Rend. (kg/ha) | 672 | 690 | 735 | 679 | 780 | 684 | 549 | 679 | 647 | 597 | |
| <u>Arachide c.</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 147 | 207 | 185 | 195 | 155 | 172 | 128 | 117 | 91 | 69 | |
| Prod. (t) | 104 | 145 | 160 | 128 | 126 | 116 | 92 | 92 | 48 | 26 | |
| Rend. (kg/ha) | 707 | 700 | 865 | 656 | 813 | 674 | 719 | 786 | 527 | 377 | |
| <u>Coton g.</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 108 | 91 | 122 | 103 | 119 | 123 | 111 | 85 | 105 | 111 | 118 |
| Prod. (t) | 124 | 105 | 133 | 114 | 133 | 151 | 110 | 98 | 129 | 141 | 144 |
| Rend. (kg/ha) | 1 148 | 1 154 | 1 090 | 1 107 | 1 118 | 1 228 | 991 | 1 153 | 1 229 | 1 270 | 1 223 |
| <u>TOT. CULT. IND.</u> | | | | | | | | | | | |
| Surf. (ha) | 255 | 298 | 307 | 298 | 274 | 295 | 239 | 202 | 196 | 180 | |
| Prod. (t) | 228 | 245 | 293 | 242 | 259 | 267 | 202 | 190 | 177 | 167 | |
| Rend. (kg/ha) | 894 | 822 | 954 | 812 | 945 | 905 | 845 | 941 | 903 | 928 | |
| <u>SURF. TOT. (ha)</u> | | | | | | | | | | | |
| | 1 863 | 1 875 | 1 963 | 1 844 | 1 948 | 2 008 | 1 864 | 1 847 | 1 768 | 1 643 | |

Source : Ministère de l'Agriculture.

MALI : SURFACE DES PRINCIPALES CULTURES
POUR L'ENSEMBLE DU PAYS (1 000 ha)

| moyenne 75-83 | | | | | | | | | | | |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| campagne | | | | | | | | | | | |
| culture | | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 |
| Mil | 716 | 706 | 622 | 597 | 642 | 618 | 738 | 753 | 949 | 815 | |
| Sorgho | 458 | 298 | 368 | 455 | 466 | 411 | 486 | 570 | 486 | 580 | |
| Riz paddy | 181 | 233 | 175 | 244 | 112 | 243 | 135 | 116 | 182 | 188 | |
| Maïs | 75 | 45 | 53 | 109 | 79 | 67 | 56 | 98 | 47 | 126 | |
| Fonio | 54 | 74 | 58 | 57 | 54 | 32 | 49 | 70 | 40 | 51 | |
| TOT. CEEA. | 1 484 | 1 356 | 1 276 | 1 462 | 1 353 | 1 371 | 1 464 | 1 607 | 1 704 | 1 760 | |
| Patate | 1 | | | | | | | | | 0,8 | |
| Igname | 5 | | | | | | | | | 5 | |
| Manioc | 3 | | | | | | | | | 3 | |
| TOT. RAC. TUB. | 9 | | | | | | | | | 9 | |
| Niebe | 76 | 80 | 57 | 93 | 104 | 39 | 75 | 80 | 73 | 87 | |
| Wandzou | 9 | | | | | | | | | 9 | |
| TOT. LEG. S. | 85 | 80 | 57 | 93 | 104 | 39 | 75 | 80 | 73 | 96 | |
| Arachide c. | 158 | 188 | 137 | 168 | 149 | 165 | 165 | 181 | 145 | 120 | |
| Tabac | 0,2 | 0,3 | | | 0,2 | 0,2 | 0,2 | | | 0,2 | |
| Coton g. | 105 | 87 | 107 | 100 | 106 | 133 | 90 | 92 | 104 | 129 | 118 |
| Canne à sucre (1) | 2 | 1 | 1 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 2 | |
| Thé | 0,1 | | | | | | | | | 0,1 | |
| TOT. CULT. IND. | 265 | 276 | 245 | 271 | 258 | 301 | 258 | 275 | 251 | 251 | |
| Gombo | 2 | | | | | | | | | 2 | |
| Autres cult. | 229 | 302 | 265 | 133 | 80 | 347 | 198 | 183 | 325 | 6 | |
| TOT. CULT. DIV. | 231 | 302 | 265 | 133 | 80 | 347 | 198 | 183 | 325 | 8 | |
| TOT.GEN. | 2 074 | 2 014 | 1 843 | 1 959 | 1 795 | 2 058 | 1 995 | 2 145 | 2 353 | 2 124 | 1 900 |

Source : Ministère du Plan

(1) surface cultivée

MALI : PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES
POUR L'ENSEMBLE DU PAYS (1 000 t)

| moyenne 75-83 | | | | | | | | | | | |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Campagne | | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 |
| Culture | | | | | | | | | | | |
| Mil | 521 | 619 | 464 | 521 | 552 | 350 | 420 | 538 | 629 | 593 | |
| Sorgho | 380 | 277 | 316 | 440 | 358 | 396 | 289 | 412 | 427 | 504 | |
| Riz paddy | 188 | 190 | 176 | 303 | 158 | 240 | 122 | 135 | 153 | 216 | |
| Maïs | 84 | 62 | 63 | 115 | 103 | 76 | 45 | 61 | 89 | 144 | |
| Fonio | 40 | 57 | 44 | 51 | 39 | 17 | 26 | 53 | 24 | 50 | |
| TOT. CEREAL. | 1 213 | 1 205 | 1 063 | 1 430 | 1 210 | 1 079 | 902 | 1 199 | 1 322 | 1 507 | 1 112 |
| Patate | 11 | | | | | | | | | 11 | |
| Igname | 20 | | | | | | | | | 20 | |
| Manioc | 61 | | | | | | | | | 61 | |
| TOT. RAC. TUB. | 92 | | | | | | | | | 92 | |
| Niebe | 10 | | | | | | | | | 10 | |
| Wandzou | 5 | | | | | | | | | 5 | |
| TOT. LEGU.S. | 15 | | | | | | | | | 15 | |
| Arachide c. | 140 | 215 | 122 | 178 | 164 | 146 | 135 | 128 | 94 | 75 | |
| Tabac | 0,4 | 0,4 | | | 0,3 | 0,6 | 0,2 | 0,3 | | 0,3 | |
| Coton g. | 132 | 114 | 128 | 136 | 133 | 151 | 109 | 96 | 129 | 188 | > 144 |
| Canne à sucre | 133 | 60 | 47 | 208 | 215 | 228 | 173 | 88 | 80 | 98 | |
| Thé | 0,1 | | | | | | | | | 0,1 | |
| Dah (kéraf) | 1,5 | | | | | 2,1 | 1,6 | 0,7 | | | |
| TOT. CULT. IND. | 407 | 389 | 297 | 522 | 512 | 528 | 419 | 313 | 303 | 361 | |
| Gombo | 0,2 | | | | | | | | | 0,2 | |

Source : Ministère du Plan

MALI : RENDEMENT DES PRINCIPALES CULTURES

POUR L'ENSEMBLE DU PAYS (KG/HA)

| moyenne 75-83 | | | | | | | | | | | |
|-------------------|----------|-------|-------|-------|-------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|
| culture | campagne | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 |
| | | Mil | 728 | 877 | 746 | 873 | 860 | 566 | 569 | 714 | 663 |
| Sorgho | 830 | 930 | 859 | 967 | 768 | 964 | 595 | 723 | 879 | 869 | |
| Riz paddy | 1 039 | 815 | 1 006 | 1 242 | 1 411 | 988 | 904 | 1 164 | 841 | 1 149 | |
| Maïs | 1 120 | 1 378 | 1 189 | 1 055 | 1 304 | 1 134 | 804 | 622 | 1 894 | 1 143 | |
| Fonio | 741 | 770 | 759 | 895 | 722 | 531 | 531 | 757 | 600 | 980 | |
| TOT. CEREAL. | 817 | 889 | 833 | 978 | 894 | 787 | 616 | 746 | 776 | 856 | |
| Patate (3) | 14 | | | | | | | | | 14 | |
| Igname (3) | 4 | | | | | | | | | 4 | |
| Manioc (3) | 22 | | | | | | | | | 22 | |
| TOT. RAC. TUB.(3) | 11 | | | | | | | | | 11 | |
| Niebe | 114 | | | | | | | | | 114 | |
| Wandzou | 513 | | | | | | | | | 513 | |
| TOT. LEG.S. | 152 | | | | | | | | | 152 | |
| Arachide c. | 886 | 1 144 | 891 | 1 060 | 1 101 | 885 | 818 | 707 | 648 | 625 | |
| Tabac | 2 000 | 1 300 | | 1 500 | 1 500 | 3 000(?) | 1 000 | | | 1 428 | |
| Coton g. | 1 257 | 1 310 | 1 196 | 1 360 | 1 255 | 1 135 | 1 211 | 1 043 | 1 240 | 1 457 | 1 223 |
| Canne à sucre (1) | 67 | 64 | 44 | 75 | 79 | 77 | 82 | 84 | 55 | 52 | |
| Thé | 990 | | | | | | | | | 990 | |
| TOT. CUL. IND.(2) | 1 034 | 1 196 | 1 025 | 1 172 | 1 165 | 997 | 957 | 821 | 896 | 1 056 | |
| Gombo | 133 | | | | | | | | | 133 | |

(1) en t/ha récolté

(2) arachide, coton

(3) en t/ha

Source : Ministère du Plan

1983/84 : SURFACE DES PRINCIPALES CULTURES PAR REGION

(1 000 ha)

| REGIONS CULTURES | KAYES (% →) | KOULIKORO (% →) | SIKASSO (% →) | SEGOU (% →) | MOPTI (% →) | TOMBOUCTOU (% →) | GAO (% →) | TOTAL (100%)(% ↓) |
|---------------------|-----------------|--------------------|-------------------|-------------------|-----------------|---------------------|---------------|------------------------|
| Mil | 15 (1,8 %) | 81 (10,0 %) | 80 (9,8 %) | 366 (44,9 %) | 219 (26,8 %) | 54 (6,7 %) | | 815 (46,3%)(38,4%) |
| Sorgho | 83 (14,3 %) | 108 (18,7 %) | 169 (29,1 %) | 183 (31,5 %) | 10 (1,8 %) | 20 (3,4 %) | 7 (1,2 %) | 580 (32,9%)(27,3%) |
| Riz paddy | 1 (0,6 %) | 5 (1,6 %) | 25 (13,3 %) | 63 (33,5 %) | 76 (40,4 %) | 13 (6,9 %) | 7 (3,7 %) | 188 (40,7%)(8,9%) |
| Maïs | 13 (10,5 %) | 19 (14,6 %) | 80 (63,5 %) | 10 (8,2 %) | 4 (3,1 %) | ε (0,1 %) | | 126 (7,2%)(5,9%) |
| Fonio | 2 (4,0 %) | 13 (25,1 %) | 5 (10,5 %) | 27 (53,0 %) | 4 (7,4 %) | | | 51 (2,9%)(2,4%) |
| TOT. CEREALES | 114 (6,5 %) | 224 (12,7 %) | 359 (20,4 %) | 649 (36,9 %) | 313 (17,8 %) | 87 (4,9 %) | 14 (0,8 %) | 1 760 (100%)(82,9%) |
| Patate | ε (4,2 %) | | 0,4 (51,5 %) | | | 0,4 (44,3 %) | | 0,8 (9,3%)(0,1%) |
| Igname | | | 5 (100,0 %) | | | | | 5 (58,1%)(0,2%) |
| Manioc | | | | 2,5 (90,0 %) | | 0,3 (10,0 %) | | 2,8 (32,6%)(0,1%) |
| TOT. RAC. TUB. | ε (0,4 %) | | 5,4 (63,1 %) | 2,5 (29,1 %) | | 0,7 (7,4 %) | | 8,6 (100%)(0,4%) |
| Niebe | 4 (4,1 %) | 19 (21,8 %) | 57 (65,8 %) | | 6 (7,1 %) | 1 (1,2 %) | | 87 (90,5%)(4,1%) |
| Wandzou | ε (0,4 %) | 0,6 (6,3 %) | 1,9 (20,8 %) | 6,6 (72,5 %) | | | | 9,1 (9,5%)(0,4%) |
| TOT. LEG. SECS | 4 (4,2 %) | 19,6 (20,4 %) | 58,9 (61,3 %) | 6,6 (6,9 %) | 6 (6,2 %) | 1 (1,0 %) | | 96,1 (100%)(4,5%) |
| Arachide c. | 50 (41,4 %) | 17 (13,9 %) | 27 (22,8 %) | 20 (17,0 %) | 6 (4,7 %) | ε (0,2 %) | | 120 (47,8%)(5,6%) |
| Tabac | | | 0,1 (49,5 %) | | | 0,1 (50,5 %) | | 0,2 (0,1%)(ε %) |
| Coton g. | ε (0,1 %) | 30 (20,3 %) | 71 (57,0 %) | 28 (22,6 %) | | ε (ε %) | | 129 (51,3%)(6,1%) |
| Canne à sucre (1) | | | | 2 (100,0 %) | | | | 2 (0,8%)(0,1%) |
| Thé | | | 0,1 (100,0 %) | | | | | 0,1 (ε %)(ε %) |
| TOT. CULT. IND. | 50 (19,9 %) | 47 (18,7 %) | 98,2 (39,1 %) | 50 (19,9 %) | 6 (2,4 %) | 0,1 (ε %) | | 251,3 (100%)(11,8%) |
| Gombo | 0,1 (3,7 %) | | 1,6 (90,6 %) | ε (1,8 %) | | 0,1 (3,9 %) | | 1,8 (23,7%)(0,1%) |
| Autres cultures | 1,9 (32,2 %) | | 1,4 (24,2 %) | 0,2 (3,0 %) | | 2,3 (40,6 %) | | 5,8 (76,3%)(0,3%) |
| TOT. CULT. DIV. | 2 (26,3 %) | | 3 (39,5 %) | 0,2 (2,6 %) | | 2,4 (31,6 %) | | 7,6 (100%)(0,4%) |
| TOT. GEN. | 170 (8,0 %) | 290,6 (13,7 %) | 524,5 (24,7 %) | 708,3 (33,3 %) | 325 (15,3 %) | 91,2 (4,3 %) | 14 (0,7 %) | 2 123,6 (100 %) |

(1) surface cultivée

source : Ministère du Plan

1983/84 : PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES PAR REGION
(1 000 T.)

| CULTURES \ REGIONS | KAYES (%→) | KOULIKORO (%→) | SIKASSO (%→) | SEGOU (%→) | MOPTI (%→) | TOMBOUCTOU (%→) | GAO (%→) | TOTAL (100%)(%↓) |
|--------------------|----------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|--------------------|---------------|---------------------|
| Mil | 6 (1,0 %) | 64 (10,8 %) | 90 (15,2 %) | 226 (38,1 %) | 190 (32,1 %) | 17 (2,8 %) | | 593 (39,4 %) |
| Sorgho | 31 (6,2 %) | 71 (14,0 %) | 214 (42,4 %) | 124 (24,7 %) | 10 (1,9 %) | 52 (10,4 %) | 2 (0,4 %) | 504 (33,4 %) |
| Riz paddy | ε (ε %) | 3 (1,4 %) | 24 (11,1 %) | 97 (44,9 %) | 64 (29,6 %) | 20 (9,3 %) | 8 (3,7 %) | 216 (14,3 %) |
| Maïs | 5 (3,4 %) | 18 (12,8 %) | 114 (79,2 %) | 6 (3,9 %) | 1 (0,7 %) | ε (ε %) | | 144 (9,6 %) |
| Fonio | 1 (1,9 %) | 23 (45,0 %) | 3 (6,4 %) | 19 (38,7 %) | 4 (8,0 %) | | | 50 (3,3 %) |
| TOT. CEREALES | 43 (2,9 %) | 179 (11,9 %) | 445 (29,5 %) | 472 (31,3 %) | 269 (17,8 %) | 89 (5,9 %) | 10 (0,7 %) | 1 507 (100,0 %) |
| Patate | ε (ε %) | | 1,7 (15,0 %) | | | 9,7 (85,0 %) | | 11,4 (12,3 %) |
| Igname | | | 20 (100,0 %) | | | | | 20 (21,7 %) |
| Manioc | | | | 55 (90,0 %) | | 6 (10,0 %) | | 61 (66,0 %) |
| TOT. RAC. TUB. | ε (ε %) | | 21,7 (23,5 %) | 55 (59,5 %) | | 15,7 (17,0 %) | | 92,4 (100,0 %) |
| Niebe | 0,1 (1,1 %) | 3,6 (35,9 %) | 5,8 (58,9 %) | | 0,4 (4,1 %) | ε (ε %) | | 9,9 (67,8 %) |
| Wandzou | ε (ε %) | 0,3 (6,4 %) | 1 (21,3 %) | 3,4 (72,3 %) | | | | 4,7 (32,2 %) |
| TOT. LEG. SECS | 0,1 (0,7 %) | 3,9 (26,7 %) | 6,8 (46,6 %) | 3,4 (23,3 %) | 0,4 (2,7 %) | ε (ε %) | | 14,6 (100,0 %) |
| Arachide c. | 18 (24,0 %) | 12 (16,4 %) | 30 (40,0 %) | 11 (14,1 %) | 3 (4,4 %) | 1 (1,1 %) | | 75 (20,8 %) |
| Tabac | | | 0,1 (49,7 %) | | | 0,2 (50,3 %) | | 0,3 (0,1 %) |
| Coton g. | ε (ε %) | 38 (20,2 %) | 103 (54,8 %) | 47 (25,0 %) | | ε (ε %) | | 188 (52,0 %) |
| Canne à sucre | | | | 98 (100,0 %) | | | | 98 (21,1 %) |
| Thé | | | 0,1 (100,0 %) | | | | | 0,1 (ε %) |
| TOT. CULT. IND. | 18 (5,0 %) | 50 (13,8 %) | 133,2 (36,9 %) | 156 (43,2 %) | 3 (0,8 %) | 1,2 (0,3 %) | | 361,4 (100,0 %) |
| Gombo | ε (3,5 %) | | 0,2 (93,5 %) | ε (0,8 %) | | ε (2,2 %) | | 0,2 - |

Source : Ministère du Plan

1983/84 : RENDEMENT DES PRINCIPALES CULTURES PAR REGION

(kg/ha)

| REGIONS CULTURES | KAYES | KOULIKORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO | TOTAL MALI |
|---------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|-------|---------------|
| Mil | 387 | 787 | 1 125 | 619 | 870 | 309 | | 728 |
| Sorgho | 379 | 651 | 1 264 | 679 | 950 | 2 614 | 299 | 869 |
| Riz paddy | 178 | 1 000 | 960 | 1 540 | 842 | 1 538 | 1 215 | 1 149 |
| Maïs | 373 | 1 002 | 1 424 | 543 | 260 | | | 1 143 |
| Fonio | 450 | 1 735 | 592 | 709 | 1 043 | | | 980 |
| TOT. CEREALES | 377 | 799 | 1 240 | 727 | 859 | 1 023 | 714 | 856 |
| Patate (1) | | | 4 | | | 28 | | 14 |
| Igname (1) | | | 4 | | | | | 4 |
| Manioc (1) | | | | 22 | | 22 | | 22 |
| TOT. RAC. TUB. (1) | | | 4 | 22 | | 22 | | 11 |
| Niebe | 29 | 188 | 102 | | 66 | | | 114 |
| Wandzou | | 597 | 555 | 497 | | | | 513 |
| TOT. LEG. SECS | 29 | 199 | 115 | 497 | 66 | | | 152 |
| Arachide c. | 363 | 738 | 1 096 | 518 | 580 | 2 852 (?) | | 625 |
| Tabac | | | 1 428 | | | 1 428 | | 1 428 |
| Coton g. | 160 | 1 513 | 1 471 | 1 685 | | | | 1 457 |
| Canne à sucre (1) | | | | 44 | | | | 44 |
| Thé | | | 990 | | | | | 990 |
| TOT. CUL. IND.(2) | 360 | 1 064 | 1 357 | 1 208 | 580 | 2 852 (?) | | 1 056 |
| Gombo | 62 | | 136 | 62 | | 76 | | 133 |

(1) en t/ha

(2) arachide, coton

source : Ministère du Plan

NOMENCLATURE DES ZONES AGRO-CLIMATIQUES

| Zone agro-climatique | Régions administratives |
|-----------------------|---|
| 1- OUEST | Kayes (1) Koulikoro (2) |
| 2- SAHEL | Kayes (1) Koulikoro (2) Ségou (4) |
| 3- HAUTE VALLEE | Koulikoro (2) |
| 4- MALI SUD | Koulikoro (2) Sikasso (3) |
| 5- MOYENNE VALLEE | Ségou (4) |
| 6- CENTRE | Ségou (4) |
| 7- DELTA | Mopti (5) |
| 8- SENO-PLATEAU-DOGON | Mopti (5) |
| 9- ZONE LACUSTRE | Tombouctou (6) |
| 10- FLEUVE | Tombouctou (6) Gao (7) |
| 11- NORD | Tombouctou (6) Gao (7) |

Source : enquête PADEM (Plan)

1983/84 : RENDEMENT DES PRINCIPALES CULTURES

PAR ZONE AGRO-CLIMATIQUE (kg/ha)

(PERIMETRES IRRIGUES RIZICOLES ET SUCRIERS EXCLUS)

| CULTURE \ ZONE | OUEST | SAHEL | HAUTE VALLEE | MALI SUD | MOYENNE VALLEE | CENTRE | DELTA | SENO PLATEAU DOGON | LACUSTRE | FLEUVE |
|--------------------|-------|--------|--------------|----------|----------------|--------|-----------|--------------------|-----------|--------|
| Mil | 1 162 | 154 | 322 | 1 096 | 1 426 | 668 | 707 | 945 | 309 | |
| Sorgho | 760 | 52 | 753 | 1 065 | 569 | 697 | 1 083 | 906 | 2 614 | 299 |
| Riz paddy | 178 | | 1 007 | 622 | | 1 637 | 810 | 404 | 1 797 | 1 052 |
| Maïs | 590 | | 832 | 1 403 | | 641 | 325 | | | |
| Fonio | 1 586 | | | 571 | 1 060 | 692 | | 1 043 | | |
| TOT. CEEA. | 935 | 120 | 737 | 1 116 | 791 | 679 | 756 | 945 | 1 040 | 710 |
| Patate (1) | | | | 4 | | | | | 27 | |
| Igname (1) | | | | 4 | | | | | | |
| Manioc (1) | | | | | | 22 | | | 22 | |
| TOT. FAC. TUB.(1) | | | | 4 | | 22 | | | 25 | |
| Niebe | 269 | 32 | | 92 | | | | 109 | | |
| Wandzou | | 531 | | 555 | | 493 | | | | |
| TOT. LEG. SECS | 269 | 64 | | 110 | | 493 | | 109 | | |
| Arachide c. | 697 | 17 (?) | 233 | 1 050 | 588 | 518 | 2 000 (?) | 288 | 2 852 (?) | |
| Tabac | | | | 1 428 | | | | | 1 428 | |
| Coton g. | | 160 | 520 | 1 475 | 1 063 | 1 778 | | | | |
| Thé | | | | 990 | | | | | | |
| TOT. CULT. IND.(2) | 697 | 18 (?) | 349 | 1 370 | 872 | 1 249 | 2 000 (?) | 288 | 2 852 (?) | |
| GOMBO | | | | 136 | 62 | | | | | 76 |

(1) en t/ha

(2) arachide, coton

Source : Ministère du Plan

L'EXPLOITATION AGRICOLE MOYENNE PAR REGION EN 1982

| données \ regions | KAYES | KOULI KORO | SIKASSO | SEGOU | MOPTI | TOMBOUCTOU | GAO | TOTAL MALI |
|---|-----------------------|-------------------|---------------------------|-------------------------------------|-------------------|---|------------------------------|-------------------|
| nb. pers./expl. nb actifs/expl.(1) | 12,0 5,9 | 11,8 5,8 | <u>12,6</u> <u>6,0</u> | 9,3 5,3 | 6,9 4,1 | <u>6,0</u> <u>3,3</u> | 7,3 3,5 | 9,5 5,0 |
| surf./expl. (ha) surf./actif (ha) (1) | 4,69 0,71 | 3,64 0,63 | 5,32 0,89 | <u>6,07</u> <u>1,14</u> | 3,12 0,76 | 1,42 0,43 | <u>0,69</u> <u>0,20</u> | 4,05 0,81 |
| nb. bovins/expl. nb. ov-cap./expl. nb. ânes-chev./expl. | 3,3 3,2 0,5 | 5,4 4,7 0,5 | 5,0 <u>2,8</u> 0,2 | <u>8,2</u> 16,1 0,5 | 3,2 8,1 0,6 | <u>2,8</u> <u>25,4</u> <u>0,7</u> | <u>2,8</u> 6,4 0,4 | 4,7 8,9 0,5 |
| % expl. sans bovins % expl. sans ovins % expl. sans caprins | 58 <u>74</u> 69 | 40 64 47 | 43 73 69 | <u>37</u> <u>40</u> <u>34</u> | 65 72 63 | <u>81</u> 61 61 | 64 <u>74</u> <u>81</u> | 53 64 57 |
| nb. charrues/expl. | 0,3 | 0,4 | <u>0,6</u> | <u>0,6</u> | 0,3 | <u>ε</u> | <u>ε</u> | 0,4 |
| % popul. agr./popul. rurale | <u>99</u> | 92 | 98 | 97 | 95 | 49 | <u>33</u> | 89 |

(1) actif = 15-60 ans

source : Ministère du Plan

DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION ET
DU REVENU AGRICOLE BRUT PAR HABITANT

(moyenne 1978-1980)

| REGIONS | Valeur de la production (%) | | Rev. agr. B./hab. (F CFA) | |
|-----------------------|-----------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|
| | Cultures | Cultures + élevage | Cultures | Cultures + élevage |
| Kayes | 15,6 | 13,0 | 12 900 | 18 200 |
| Koulikoro | 15,2 | 13,6 | 11 600 | 16 800 |
| Sikasso | 20,4 | 16,0 | 13 350 | 17 300 |
| Ségou | 32,7 | 24,0 | 27 700 | 28 350 |
| Mopti | 13,3 | 17,0 | 8 600 | 18 950 |
| Tombouctou } Gao } | 2,8 | 16,4 | 7 550 | (1) 71 500 |
| TOTAL | 100,0 | 100,0 | 13 500 | 22 350 |

(1) il semble que cette valeur est largement surestimée et qu'il faille plutôt retenir une valeur moyenne de 39 500 F CFA.

Source : Lecaillon et Morrisson

Estimation de la répartition régionale
des valeurs ajoutées et des revenus monétaires (en %) - année 1982

| REGIONS | Valeur ajoutée agricole | Revenu monétaire net agricole | Valeur ajoutée pastorale | Revenu monétaire élevage et pêche | Population rurale (1) |
|---------------------------------|-------------------------|-------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| 1. Kayes | 14 | 6 | 11 | 8 | 14,5 |
| 2. Koulikoro | 14,5 | 11,5 | 12 | 12 | 16 |
| 3. Sikasso | 15,5 | 35 | 17 | 19 | 18,5 |
| 4. Ségou | 37 | 34 | 8 | 9 | 17,5 |
| 5. Mopti | 15,5 | 10,5 | 28 | 32 | 19 |
| 6. 7. Gao et Tombouctou | 3,5 | 3 | 23 | 20 | 14,5 |
| TOTAL (en %) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| TOTAL (milliards de francs CFA) | 75,4 | 12,3 | 71,6 | 15,0 | - |

(1) Population rurale en 1981 : 5,9 millions d'habitants répartie selon le Ministère du Plan - DNSI - Rapport de l'enquête agricole 1981/1982.

Tableau élaboré par la SATEC (Etude des ODR)

ESTIMATION DES COÛTS DE PRODUCTION ET DE LA REMUNERATION REELLE DU TRAVAIL
EN AGRICULTURE POUR LA CAMPAGNE 1984-1985.

(en Francs CFA, chiffres arrondis d'après les travaux de l'IER-Ministère
de l'AGRICULTURE) Avril 1984.

| Productions et zones | Frais cultu- raux | Rémunéra- tion du travail* | Total frais par hectare | Rendement prévu par hectare | Coût de produc- tion/kg | Prix officiel par kg |
|--|----------------------|----------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| <u>Coton graine</u> Mali Sud Exploitation type 5 ha | 55.000 | 73.000 | 128.000 | 1.200 | 107 | 75 |
| <u>Mil/Sorgho</u> Mali Sud en assolement coton | 7.000 | 50.000 | 57.000 | 800 | 47 | 50 |
| <u>Mil/Sorgho</u> NDIPAC assolement arachide | 8.000 | 36.000 | 44.000 | 800 | 55 | 50 |
| <u>Mil/Sorgho</u> culture ma- chuelle hors assolement | 1.000 | 36.500 | 37.500 | 600 | 63 | 50 |
| <u>Maïs</u> Mali Sud assolement coton | 23.500 | 59.500 | 83.000 | 1.600 | 52 | 50 |
| <u>Riz Paddy</u> Office du Niger - Irrigation | 69.500 | 57.000 | 126.500 | 2.000 | 63 | 65 |
| <u>Riz Paddy</u> Delta (Sénoù, Mopti, ...) submersion, semi-moderne. | 37.000 | 41.500 | 78.500 | 1.200 | 65 | 65 |
| <u>Riz Paddy</u> Delta submersion, traditionnelle | 12.500 | 32.000 | 44.500 | 700 | 63 | 65 |
| <u>Arachide</u> NDIPAC assolement céréales | 25.500 | 73.000 | 98.500 | 1.000 | 99 | 50** |
| <u>Fabac</u> OHV Irrigation .Paraguay | 305.000 | 322.000 | 627.000 | 2.000 | 314 | 180 |
| .Br.Kentucky | 325.000 | 392.000 | 717.000 | 10.500 | 68 | 105 |

* Base forfaitaire de 600 FCFA par journée de travail.

** Il n'y a plus de prix officiel depuis 1984 : en 1983, le prix officiel était de 45 FCFA.

Source : IER

MALI : COMMERCIALISATION OFFICIELLE DES
PRINCIPALES CULTURES (1 000 T.)

| moyenne 75-84 (moyenne 80-83) | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| campagne culture | | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 |
| Mil-Sorgho (9) | 26 | 48 | 70 | 27 | 46 | 26 | 14 | 15 | 7 | 2 | 4 |
| Riz paddy (57) | 67 | 100 | 107 | 66 | 64 | 59 | 59 | 59 | 53 | 56 | 51 |
| Maïs (5) | 2 | | | | 3 | | 1 | 3 | 11 | 2 | |
| TOT. CEREAS. | (71) 95 | 148 | 177 | 93 | 113 | 85 | 74 | 77 | 71 | 60 | 55 |
| Arachide c. (14) | 34 | 93 | 80 | 42 | 37 | 36 | 28 | 15 | 11 | 0,4 | 1,1 |
| Coton g. (118) | 123 | 103 | 119 | 114 | 128 | 151 | 108 | 96 | 128 | 141 | 144 |
| Tabac (0,2) | 0,2 | | | | | 0,2 | 0,2 | | 0,3 | 0,3 | |
| Dah (kénaf) (E) | 1,6 | 1,4 | 1,3 | 1 | 1,9 | 2,1 | 1,6 | | | | |
| Karité (18) | 13 | | | | | | | 20 | 19 | 14 | 0,1 |
| TOT.CULT.IND. | (150) 172 | 197 | 200 | 157 | 167 | 189 | 138 | 131 | 158 | 156 | 145 |

Source : Ministère de l'agriculture - données corrigées)

COMMERCIALISATION TRADITIONNELLE (1 000 T.)

| (moyenne 80-83) | | | | | | | | | | | |
|--------------------|-------|----|----|----|----|----|-----|-----|-----|--------|--|
| Mil-Sorgho (127) | | | | | | | 110 | 147 | 134 | 116 | |
| Riz paddy (21) | | | | | | | 21 | 40 | 10 | 12 | |
| Maïs (17) | | | | | | | 14 | 11 | 22 | 23 | |
| TOT. CEREAS. | (165) | | | | | | 145 | 198 | 166 | 151(1) | |
| Arachide c. (19) | | 34 | 41 | 42 | 47 | 34 | 27 | 41 | 1 | 6 | |

Source : Ministère de Plan

(1) 250 000 T. selon une autre source.

ENSEMBLE DE LA COMMERCIALISATION (1 000 T.)

| (moyenne 80-83) | | | | | | | | | | | |
|--------------------|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------|-----|
| Mil-Sorgho (136) | | | | | | | 124 | 162 | 141 | 118 | |
| Riz paddy (78) | | | | | | | 80 | 99 | 63 | 68 | |
| Maïs (22) | | | | | | | 15 | 14 | 33 | 25 | |
| TOT. CEREAS. | (236) | | | | | | 219 | 275 | 237 | 211(2) | |
| Arachide c. (33) | | 127 | 121 | 84 | 84 | 70 | 55 | 56 | 12 | 6,4 | |
| Coton g. (118) | | 103 | 119 | 114 | 128 | 151 | 108 | 96 | 128 | 141 | 144 |
| Tabac (0,2) | | | | | | 0,2 | 0,2 | | 0,3 | 0,3 | |
| Dah (E) | | 1,4 | 1,3 | 1 | 1,9 | 2,1 | 1,6 | | | | |
| Karité (18) | | | | | | | | 20 | 19 | 14 | 0,1 |
| TOT. CULT. IND. | (169) | 231 | 241 | 199 | 214 | 223 | 165 | 172 | 159 | 162 | |

(2) 310 000T selon une autre source;

MALI : PRIX D'ACHAT OFFICIELS AU PRODUCTEUR (F CFA/KG)

| Campagne | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 | 85/86 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Culture | | | | | | | | | | | |
| Mil-Sorgho | 16 | 16 | 18 | 20 | 25 | 35 | 42,5 | 45 | 50 | 50 | 55 |
| Riz paddy | 20 | 20 | 22,5 | 25 | 31,3 | 37,5 | 50 | 55 | 60 | 65 | 70 |
| Maïs | 16 | 16 | 18 | 20 | 25 | 35 | 45 | 47,5 | 50 | 50 | 55 |
| Arachide coque | 20 | 22,5 | 25 | 30 | 40 | 40 | 45 | 45 | 45 | 50 | |
| Coton graine 1° choix | 37,5 | 37,5 | 45 | 45 | 55 | 55 | 65 | 65 | 75 | 75 | 85 |
| Tabac Paraguay | 125 | 125,8 | 125,8 | 130 | 130 | 145,7 | 174,7 | 174,7 | 180 | 180 | |
| Dah (Kénaf) | 45,7 | 58 | 58,6 | 91,5 | 91,5 | 91,5 | 91,5 | | | | |

Sources maliennes

MALI : EVOLUTION DES PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR PRATIQUES PAR LE SECTEUR PRIVE (en F. CFA/kg) (source : PRMC)

Campagne 83/84

| Mois | | Octobre 83 | | | Novembre 83 | | | Décembre 83 | | | Janvier 84 | | | Moyenne | | |
|-----------|--|------------|--------|------|-------------|--------|------|-------------|--------|------|------------|--------|------|---------|--------|------|
| Céréales | | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs |
| Régions | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SIKASSO | | ← | NT | → | ← | NT | → | 73 | 75 | 65 | 83 | 85 | 75 | 78 | 80 | 70 |
| SEGOU | | 63 | 65 | 55 | 63 | 75 | 63 | 73 | — | 65 | 83 | 90 | 75 | 71 | 77 | 65 |
| KOULIKORO | | 75 | 85 | 75 | ← | NT | → | 75 | 88 | 75 | ← | NT | → | 75 | 87 | 75 |
| MOPTI | | ← | NT | → | 60 | 73 | 60 | 75 | — | 75 | 88 | 88 | 75 | 74 | 81 | 70 |
| | | | | | | | | | | | | | | 75 | 81 | 70 |

Campagne 84/85

| Mois | | Octobre 84 | | | Novembre 84 | | | Décembre 84 | | | Janvier 85 | | | Moyenne | | |
|-----------|----------------------------|------------|--------|------|-------------|--------|------|-------------|--------|------|------------|--------|------|---------|--------|------|
| Céréales | | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs | Mil | Sorgho | Maïs |
| Régions | Arachide coque Zone ODIPAC | | | | | | | | | | | | | | | |
| SIKASSO | | — | — | 65 | ← | NT | → | 90 | 80 | 85 | 90 | 90 | 90 | 90 | 85 | 80 |
| SEGOU | de 100 | ← | NT | → | 70 | 70 | 80 | — | — | 75 | ← | NT | → | 70 | 70 | 78 |
| KOULIKORO | à | | | 80 | ← | NT | → | ← | NT | → | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| MOPTI | 200 | | | | | | | 100 | 90 | 90 | ← | NT | → | 100 | 90 | 90 |
| | Moy.: 150 | | | | | | | | | | | | | 85 | 81 | 82 |

RAPPORT PRIX OFFICIELS/PRIX SECTEUR PRIVE (oct-Janv.) (%)

| Produit | Campagne | 83/84 | 84/85 |
|-------------|----------|-------|-------|
| Mil | | 67 | 59 |
| Sorgho | | 62 | 62 |
| Maïs | | 71 | 61 |
| Arachide c. | | — | 33 |

MALI - Indices de prix aux producteurs de l'agriculture et de l'élevage commercialisés.

| | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 ¹⁵ | (1984) |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|--------------|--------------|--------------------|----------------|
| <u>Agriculture</u> ⁽¹⁾ | <u>63.6</u> | <u>75.6</u> | <u>72.7</u> | <u>94.8</u> | <u>100</u> | <u>105.6</u> | <u>111.6</u> | - | <u>(124,7)</u> |
| Agriculture vivrière ⁽¹⁾ | 61.4 | 73.2 | 64.8 | 89.9 | 100 | 100.3 | 108.7 | - | 113.0 |
| Agriculture indust. et exp. ⁽¹⁾ | 66.3 | 77.8 | 84.0 | 98.5 | 100 | 111.2 | 113.9 | - | 133.4 |
| <u>Intrants agricoles</u> | | | | | | | | | |
| Engrais | 74.8 | 74.8 | 86.0 | 93.5 | 100 | - | - | - | - |
| Matériel | 92.0 | 93.0 | 100.0 | 100.0 | 100 | 103 | 104 | - | (151) |
| <u>Bétail</u> | <u>71.0</u> | <u>72.4</u> | <u>73.5</u> | <u>87.0</u> | <u>100</u> | <u>113.2</u> | <u>96.4</u> | <u>90.2</u> | - |

(1) Indice de Paasche

SOURCE : Rapport de A.MARTINEZ (Projet MLI/82/020) novembre 1984

MALI : PRIX DE VENTE OFFICIELS AU CONSOMMATEUR .
CIRCUIT OPAM - COOPERATIVES DE CONSOMMATION
FCFA/Kg ET INDICE BASE 100 DU 1/7/62 AU 1/7/63

| PRODUITS | CAMPAGNE | | | | | | | | | |
|------------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 | 85/86 |
| Mil-Sorgho-Maïs (F/Kg) | 26 | 28 | 32,5 | 38,5 | 42,5 | 58 | 62,5 | 62,5 | 65 | 95 |
| Sorgho (indice) | 315 | 339 | 394 | 467 | 515 | 703 | 758 | 758 | 788 | 1 152 |
| Riz RM 40 (F/Kg) | 66 | 68 | 75 | 90 | 100 | 115 | 125 | 125 | 125 | 165 |
| Riz RM 40 (indice) | 357 | 368 | 406 | 487 | 541 | 622 | 676 | 676 | 676 | 892 |

Source : D N S I

PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR SUR LE MARCHÉ LIBRE
FCFA/Kg ET INDICE BASE 100 DU 1/7/62 AU 1/7/63

| Source | PRODUIT | ANNÉES | | | | |
|-------------|----------------------|--------|-------|-------|---------------|---------------|
| | | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1984 |
| <u>PRMC</u> | Mil-Sorgho (FCFA/Kg) | 82 | 103 | 140 | Janvier-avril | Janvier-avril |
| | Maïs (FCFA/Kg) | 72 | 87 | 118 | 120 | 129 |
| | Riz RM 40 (FCFA/Kg) | 166 | 162 | 172 | 108 | 120 |
| | Riz BB (FCFA/Kg) | | | | 173 | 166 |
| <u>DNSI</u> | Petit mil (FCFA/Kg) | 96 | 109 | 138 | 160 | 154 |
| | Sorgho (FCFA/Kg) | 91 | 102 | 142 | Janvier-mars | Janvier-mars |
| | Sorgho (indice) | 1 102 | 1 235 | 1 720 | 121 | 119 |
| | Riz RM 40 (FCFA/Kg) | 176 | 163 | 182 | 128 | 130 |
| | Riz RM 40 (indice) | 947 | 877 | 974 | 1 552 | 1 582 |
| | Riz BB (FCFA/Kg) | 162 | 152 | 166 | 173 | 175 |
| | | | | 937 | 946 | |
| | | | | 165 | 164 | |

RAPPORT PRIX OFFICIELS/PRIX MARCHÉ LIBRE (%)

| Source | PRODUIT | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1984 |
|-------------|------------|------|------|------|---------------|---------------|
| | | | | | Janvier-avril | Janvier-avril |
| <u>PRMC</u> | Mil-Sorgho | 71 | 61 | 45 | 54 | 48 |
| | Maïs | 81 | 72 | 53 | 60 | 52 |
| | Riz RM 40 | 69 | 77 | 73 | 72 | 75 |
| <u>DNSI</u> | Petit mil | 60 | 57 | 45 | Janv-mars 54 | Janv-mars 53 |
| | Sorgho | 64 | 61 | 44 | " 51 | " 48 |
| | Riz RM 40 | 65 | 77 | 69 | " 72 | " 71 |

AIDE ALIMENTAIRE (A.A.)
IMPORTATIONS CEREALIERES (M)
BILAN CEREALIER

| DONNEES | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 |
|-----------------------------------|-------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|--------------------|--------------------|
| AA CERE. (mds FCFA) | | 1,75 | 2,5 (66 %) | 5,3 (82 %) | 8,3 (75 %) | 22,1 (90 %) | |
| AA TOT. (mds F CFA) | | | 3,8 (100 %) | 6,5 (100 %) | 11,1 (100 %) | 24,6 (100 %) | |
| AA CERE. (mt) | 49,6 | 15,0 (35 %) | 24,8 (33 %) | 53,7 (70 %) | 65,2 (42 %) | 124,0(1) (49 %) | 168,4(2) (57 %) |
| M CERE. (mt) | | 27,5 (65 %) | 50,2 (67 %) | 23,2 (30 %) | 91,7 (58 %) | 131,6 (51 %) | 127 (43 %) |
| TOT. M.CERE. (mt) (4) | | 42,5 (100 %) | 75,0 (100 %) | 76,9 (100 %) | 156,9 (100 %) | 255,6 (100 %) | 295 (100 %) |
| AA CERE. FR (mt) | | | | 5,0 (9 %) | 10,0 (15 %) | 15,0 (12 %) | 15,0 (9 %) |
| déf.CERE estim.(mt) | 80 | 167 | 75 | 74 | 148 | 330 | 360 |
| TOT. M. CERE/ déf.CERE (%) | | 25 | 100 | 104 | 106 | 77 | 82 |
| Prod. B. CERE (mt) | 1 210 | 1 079 | 902 | 1 199 | 1 322 | 1 507 | |
| Prod. Nette (mt) (3) | 1 089 | 971 | 812 | 1 079 | 1 190 | 1 356 | |
| Δ stock (mt) (5) | | | | | | +14 | |
| non distrib. (mt) (6) | | | | | | -29 | |
| Semences (mt) (7) | -54 | -49 | -41 | -54 | -60 | -68 | |
| Disponible à la consom.(8)(mt) | | 965 | 846 | 1 102 | 1 287 | 1 529 | |
| éq. farine (mt) | | 859 | 753 | 981 | 1 145 | 1 361 | |
| Population (M d'habitants) | 6,916 | 7,099 | 7,287 | 7,480 | 7,678 | 7,882 | 8,090 |
| C.B. grain/ hab. (kg) | | 136 | 116 | 147 | 168 | 194 | |
| C.N. Fa./ hab. (kg) | | 121 | 103 | 131 | 149 | 173(9) | |
| cal. CERE/ hab./j | | 1 146, | 975 | 1 241 | 1 411 | 1 638 | |
| cal. TOT/ hab./j | | 1 508 | 1 283 | 1 633 | 1 857 | 2 155(10) | |
| % besoins (12) | | 66 | 56 | 71 | 81 | 94 | |
| % autosuffi. céréalière (11) | | 95,5 | 91 | 93 | 88 | 85 | |

Source : statistiques maliennes.

- (1) dont 95 000 t distribuées
- (2) engagement d'aide alimentaire obtenu au 15/03/85, aide publique et privée
- (8) = (3) + (4) + (5) - (6) - (7)
- (9) estimation PADEM : 160 kg/hab./an (consommation nette farine)
- (10) estimation PADEM : 2020 cal./hab./j (Tous produits)
- (11) $\left[(3) + (5) - (7) \right] / (8)$

- la consommation journalière moyenne (tous produits, en cal/hab./j) semble sous évaluée pour les années 1980, 81 et 82.

- Selon des travaux de la FAO les disponibilités moyennes en calories ont été de :

x Période 1961-1977 :

2 034 cal./hab./j

(fourchette : de 1 811 cal. en 73)

à 2 148 cal. en 76)

dont céréales : 1 551 cal. (76 %)

x Période 1975-1977 :

2 115 cal./hab./j

dont céréales : 169 kg/hab./an

(farine sauf le fonio qui est en grain)

(12) Besoins en calories/hab./j (Norme) = 2 300 cal.

- Estimation du déficit céréalier en 1978 : 216 000 t.

Caractéristiques des filières
(en milliards de francs CFA - 1982)

| Filière | Valeur ajoutée primaire | Consommat. interm. | Production brute de la filière | | | | Total |
|--------------------|-------------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------|-----------------|---------|-------|
| | | | Exportat. | Consommat. finale | Auto-consommat. | Autres* | |
| Oton | 3,1 | 3,25 | 18,6 | 1,5 | | 1,0 | 21,1 |
| Cultures vivrières | 70,0 | 10,0 | | 41,5 | 53,0 | 4,5 | 99,0 |
| Arachide | 2,25 | 2,0 | 0,85 | 3,0 | 2,25 | 0,25 | 6,35 |
| Elevage | 71,6 | 12,8 | 17,6 | 28,4 | 42,4 | 19,0 | 107,4 |
| Pêche | 4,15 | 4,2 | 0,75 | 14,2 | 1,9 | 0,5 | 17,35 |
| TOTAL | 151,1 | 32,25 | 37,8 | 88,6 | 99,55 | 25,25 | 251,2 |

* Pertes, autofournitures, croît du troupeau et variation de stock.

SOURCES : - BCM : Bulletin trimestriel (83-4)

- Ministère du Plan - DNSI - Comptes nationaux 1981/82 - Version préliminaire (Avril 1984)

- OCDE - Centre de développement - Politique macro-économique et performances agricoles - Le cas du Mali (1960/1983) J. LECAILLON et Ch MORRISON - Version provisoire - (Février 1984)

Tableau élaboré par la SATEC (Etude des ODR)

Répartition par zone
de la surface utilisable pour
l'agriculture et l'élevage (%)

| | |
|--------------------|-------|
| Ouest | 21,8 |
| Sahel | 16,8 |
| Haute Vallée | 1,7 |
| Mali-Sud | 17,7 |
| Moyenne Vallée | 1,4 |
| Delta | 5,3 |
| Seno-Plateau Dogon | 6,1 |
| Lacustre | 3,3 |
| Fleuve | 25,9 |
| TOTAL | 100,0 |

Sources maliennes.

3. B A R E M E S

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES

DU BAREME OFFICE DU NIGER

| CAMPAGNES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Production | | | | | | 74 600T | 71 425T | 74 000T | 74 000T |
| Commercial-Prévisions | Paddy | Paddy | Paddy | Paddy | Paddy | | | | |
| -Réalizations | 65 000T | 7 000T | 72 000T | 70 000T | 63 000T | 52 000T | 50 000T | 50 000T | 50 000T |

Unité en FM/c

| N° | POSTES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|----|--|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|---------|
| 1 | Prix au producteur | 40 000 | 40 000 | 45 000 | 50 000 | 60 000 | 75 000 | 100 000 | 110 000 | 120 000 |
| 2 | Déchets dessiccation 5 % | 2 000 | 2 000 | 2 250 | 2 500 | 3 000 | 5 250(7%) | 7 000(7%) | 7 700(7%) | 8 400 |
| 3 | Frais de collecte et de marché | 4 507 | 4 507 | 5 859 | 5 860 | 5 325 | 5 325 | 5 325 | 5 325 | 3 370 |
| 4 | Frais financiers | 1 898 | 1 898 | 2 127 | 1 286 | 1 715 | 2 596 | 1 350 | 1 350 | 2 961 |
| 5 | Sacherie Paddy + Ficelle | 3 000 | 3 000 | 4 249 | 3 773 | 4 838 | 4 838 | 5 199 | 4 850 | 4 835 |
| 6 | Transport Manutention/Usine | 3 209 | 3 209 | 4 261 | 1 799 | 1 890 | 2 540 | 3 424 | 3 044 | 3 272 |
| 7 | Frais d'encadrement | - | - | - | 3 866 | 4 295 | 5 573 | 5 573 | 6 130 | 11 655 |
| 8 | Participation aux frais généraux | 6 580 | 6 580 | 3 597 | 5 594 | 5 875 | 10 766 | 8 912 | 9 803 | 9 803 |
| 9 | Protection des cultures | - | - | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 10 | Prix de revient Paddy carreau/usine | 61 194 | 61 194 | 67 843 | 75 178 | 87 438 | 112 388 | 197 213 | 148 702 | 164 796 |
| 11 | Valeur rendement 62 % | 98 700 | 98 700 | 109 424 | 121 255 | 141 029 | 181 271 | 221 312 | 239 842 | 265 800 |
| 12 | Usine frais d'usage | 8 695 | 8 695 | 10 434 | 8 775 | 9 215 | 10 615 | 10 145 | 13 145 | 14 460 |
| 13 | Prix de revient Riz nu carreau/usine | 107 395 | 107 395 | 119 850 | 130 030 | 150 244 | 191 886 | 234 456 | 252 987 | 280 260 |
| 14 | Valeur sous-produit | - | - | - | 1 040 | 1 025 | 1 351 | - 2 700 | - 2 700 | - 2 991 |
| 15 | Prix de revient Riz carreau/usine | - | - | - | - | - | - | - | - | 277 269 |
| 16 | Transp. et Manut. carr./usine quai Ségou | 3 232 | 3 232 | 4 137 | 4 765 | 4 130 | 7 495 | 9 227 | 10 106 | 9 674 |
| 17 | Perte sur transport (0,8 %) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 18 | Prix de revient quai Ségou | 110 627 | 110 627 | 123 995 | 133 755 | 153 349 | 198 030 | 240 983 | 260 393 | 286 943 |
| 19 | Soutien O.S.R.P. | 8 489 | 8 489 | 13 995 | 13 755 | 4 127 | 38 030 | 20 000 | -30 000 | -82 225 |
| 20 | Prix de cession OPAM | 102 138 | 102 138 | 110 000 | 120 000 | 149 222 | 160 000 | 220 983 | 230 393 | 214 718 |
| 21 | Perte/transport et distribution OPAM | - | - | - | - | - | - | - | P.M | P.M |
| 22 | Amortissement sacherie B'Twill | - | - | - | - | - | - | P.M | P.M | P.M |
| 23 | Frais financiers 6 % | - | - | - | - | - | - | 13 159 | 13 159 | 12 523 |
| 24 | Transport pondéré | - | - | - | - | - | - | 17 469 | 17 469 | 17 469 |
| 25 | Taxe O P A M | - | - | - | - | - | - | 9 500 | 9 500 | 9 500 |
| 26 | Marge de détail | - | - | - | - | - | - | 4 000 | 4 000 | 4 000 |
| 27 | Prix au consommateur | - | - | - | - | - | - | 265 211 | 274 521 | 248 210 |

SOURCE : OSRP/Décrets de Commercialisation.

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES
DU BAREME OPERATION RIZ S E G O U

| CAMPAGNES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Production | | - | | | | | 26 000 | 23 480 | 28 500T |
| Commercialisation - Prévisions | 18 800 | | | | | | | | |
| - Réalisations | | | | 8 251 | | | 10 000 | 7 800 | 10 000T |

Unité : en FM/t

| N° | POSTES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|----|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|----------|
| 1 | Prix au producteur | 40 000 | 40 000 | 45 000 | 50 000 | 60 000 | 75 000 | 100 000 | 110 000 | 120 000 |
| 2 | Déchets dessiccation 2 % | 800 | 800 | 900 | 1 000 | 1 200 | 5 250 | 7 000(%) | 7 700(%) | 8 400 |
| 3 | Frais de collecte et de marché | 2 533 | 3 131 | 3 444 | 2 212 | 2 837 | 3 498 | 3 498 | 3 498 | 5 330 |
| 4 | Usure Sacherie Paddy | - | - | - | - | - | - | - | - | 4 370 |
| 5 | Ramassage - Manutention | 975 | 975 | 1 275 | 1 768 | 2 268 | 2 658 | 2 089 | 2 989 | 2 589 |
| 6 | Frais d'encadrement et frais généraux | | | | | | | | | |
| | Direction | P.M | 4 300 | 5 517 | 9 275 | 9 340 | 3 911 | 10 000 | 11 000 | 12 100 |
| 7 | Protection des cultures | - | - | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 8 | Prix de cession OPAM carreau /usine | 44 308 | 49 206 | 57 336 | 64 755 | 76 145 | 110 817 | 123 987 | 135 687 | 153 289 |
| 9 | Transp. et Manut. casier carreau/usine | | | | | | 6 777 | 7 135 | 5 638 | 5 147 |
| 10 | Prix de revient Paddy carr./usine | | | | | | 117 594 | 131 122 | 141 325 | 158 436 |
| 11 | Valeur rendement 62 % | | | | | | 189 667 | 211 487 | 227 943 | 255 542 |
| 12 | Frais d'usinage | | | | | | 12 317 | 17 579 | 17 579 | 17 579 |
| 13 | Valeur sous-produits | | | | | | - | - 700 | - 700 | - 2 991 |
| 14 | Prix de revient Riz nu carr./usine | | | | | | 201 984 | 229 766 | 244 822 | 270 130 |
| 15 | Usure Sacherie Paddy | | | | | | 6 941 | 7 518 | 7 048 | - |
| 16 | Sacherie B'Twill | | | | | | 1 648 | P.M | P.M | P.M |
| 17 | Prix de revient Riz logé | | | | | | 210 573 | 237 284 | 251 870 | 270 130 |
| 18 | Perte/transport et distribut. OPAM(2%) | | | | | | - | - | P.M | P.M |
| 19 | Frais financiers 6 % | | | | | | 12 636 | 14 335 | 16 730 | 16 207 |
| 20 | Transport pondéré | | | | | | 16 027 | 17 469 | 17 469 | 17 469 |
| 21 | Taxe O P A M | | | | | | 9 500 | 9 500 | 9 500 | 9 500 |
| 22 | Marge détail | | | | | | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 4 000 |
| 23 | Soutien O.S.R.P. | | | | | | - 734 | -17 427 | -25 048 | - 69 096 |
| 24 | Prix au Consommateur | | | | | | 252 000 | 265 211 | 274 521 | 248 210 |

SOURCE : OSRP/Décrets de Commercialisation.

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DU BAREME

OPERATION RIZ MOPTI PADDY BLANC 62 %

| CAMPAGNES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Production (estimation) | | | | | | 14 928T | 19 475T | | |
| Commercialisation - Prévisions | 8 000T | 8 000T | 10 000T | 8 000T | 8 000T | | | | |
| - Réalisations | | | | | | 5 000T | | | |

Unité : en F.M/T

| N° | POSTES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|----|---------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|---------|---------|
| 1 | Prix au producteur | 40 000 | 40 000 | 45 000 | 50 000 | 60 000 | 75 000 | 100 000 | | |
| 2 | Déchets dessication | 2 000 | 2 000 | 2 250 | 2 500 | 3 000 | 5 250 | 7 000(7%) | | |
| 3 | Frais de collecte et de marché | 2 475 | 2 475 | 3 444 | 5 318 | 5 318 | 7 285 | 7 324 | | |
| 4 | Frais de ramassage | 2 275 | 4 030 | 5 913 | 8 077 | 8 077 | 9 935 | 9 935 | | |
| 5 | Frais d'encadrement | 2 645 | P.M | 4 821 | 8 213 | 8 213 | 13 032 | 28 248 | | |
| 6 | Participation aux frais généraux | - | - | - | 11 286 | 11 286 | 16 929 | - | | |
| 7 | Protection des cultures | - | - | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | | |
| 8 | Prix de revient Paddy carreau/usine | 49 395 | 48 505 | 61 930 | 85 894 | 96 394 | 127 931 | 153 007 | F | T |
| 9 | Valeur rendement Riz | 79 669 | 78 239 | 95 276 | 132 145 | 148 298 | 196 817 | 246 785 | | |
| 10 | Frais d'usinage | 8 695 | 8 695 | 20 270 | 19 478 | 19 544 | 26 153 | 18 982 | N | N |
| 11 | Valeur sous-produits | - | - | - | - | - | - | - 2 700 | | |
| 12 | Prix de cession du Riz nu carr./usine | 88 364 | 86 920 | 115 545 | 151 623 | 167 842 | 222 970 | 263 067 | A | A |
| 13 | Usure Sacherie Paddy | - | 8 516 | 8 310 | 5 540 | 6 941 | 6 941 | 7 484 | | |
| 14 | Sacherie B'Twill | 1 450 | 2 790 | P.M | 1 343 | 1 648 | 1 648 | - | E | E |
| 15 | Prix de revient Riz logé | 89 814 | 98 234 | 123 855 | 158 506 | 176 431 | 231 559 | 270 551 | | |
| 16 | Frais financiers 6 % | 2 582 | 5 486 | 6 821 | 9 510 | 10 586 | 13 894 | 16 433 | N | N |
| 17 | Transport pondéré | 6 000 | 6 000 | 8 000 | 12 000 | 13 600 | 16 027 | 17 469 | | |
| 18 | Taxe O P A M | 7 000 | 5 000 | 7 500 | 8 055 | 8 055 | 9 500 | 9 500 | | |
| 19 | Marge détail | 1 500 | 1 500 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 4 000 | 4 000 | | |
| 20 | Prix de revient au Consommateur | 106 896 | 116 220 | 149 177 | 191 071 | 210 672 | | 317 953 | | |
| 21 | Soutien O.S.R.P. | - | 620 | - | - | - | | 27 953 | | |
| 22 | Prix au Consommateur | 106 896 | 115 600 | 149 177 | 191 071 | 210 672 | 274 980 | 290 000 | | |

SOURCE : OSRP/Décrets de Commercialisation.

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DU
BAREME MIL - MAIS - SORGHO OPAM

| CAMPAGNES | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|----------|----------|---------|
| Production (estimation) | 870 000 | 280 000 | 850 000 | 1055 000 | 1007 000 | |
| Commercialisation - Prévisions | 60 000 | 60 000 | 60 500 | 60 000 | 60 000 | |
| - Réalisat. | 46 640 | 33 610 | 28 830 | 48 900 | 25 460 | |

Unité : en F.M/T

| N° | POSTES | Camp. 1975/76 | Camp. 1976/77 | Camp. 1977/78 | Camp. 1978/79 | Camp. 1979/80 | Camp. 1980/81 | Campagne 1981/82 | Campagne 1982/83 Mil-Sorgho/Maïs | Campagne 1983/84 | |
|----|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------|-------------------------------------|------------------|---------|
| 1 | Prix au producteur | 32 000 | 32 000 | 36 000 | 40 000 | 50 000 | 70 000 | | 90 000 | 95 000 | 100 000 |
| 2 | Frais de collecte | 2 786 | 2 786 | 3 386 | 3 156 | 3 156 | 5 394 | 350 perte/transp | 5 040 | 5 040 | 7 827 |
| 3 | Prix de cession OPAM/C.L.Arrdis | 34 786 | 34 786 | 39 386 | 43 156 | 53 156 | 75 744 | Perte s/transport | 950 | 1 000 | 1 105 |
| 4 | Frais de ramassage | 3 000 | 3 000 | 3 900 | 4 534 | 4 534 | 6 842 | Commis.Collecteur | 4 800 | 5 052 | - |
| 5 | Prix de revient C. L. Cercle | 37 786 | 37 786 | 43 286 | 47 690 | 57 690 | 82 586 | Prix Cess.OPAM CLA | 100 790 | 106 092 | 2 700 |
| 6 | Perte/transport stockage magasin | 800 | 800 | P.M | 400 | 500 | 700 | Frs Ramass.& Manut. | 6 538 | 6 538 | 6 538 |
| 7 | Protect. Stock-Emballage-Magasin | P.M | P.M | P.M | 91 | 100 | 110 | | | | |
| 8 | Amortissement Sacherie | 325 | P.M | P.M | 1 343 | 1 648 | 1 648 | Perte/transport 0,5% | 537 | 563 | 590 |
| 9 | Taxe O P A M | 6 000 | 5 000 | 7 500 | 8 055 | 8 055 | 9 500 | Com.Collecteur 5% | 5 153 | 5 407 | |
| 10 | Frais de transport pondéré | 4 000 | 4 000 | 8 000 | 12 000 | 12 600 | 16 027 | P.R Chef L. Cercle | 108 218 | 113 548 | 118 760 |
| 11 | Frais bancaire | 2 220 | 2 172 | 3 700 | 4 175 | 4 835 | 6 634 | Perte/stockage | P.M | P.M | 16 198 |
| 12 | Prix de revient | 50 131 | 49 758 | 62 426 | 73 754 | 85 428 | 117 205 | Amort. Sacherie | P.M | P.M | 134 958 |
| 13 | Soutien O.S.R.P. | P.M | P.M | 9 000 | 11 750 | 11 428 | 36 205 | Taxe OPAM | 9 500 | 9 500 | 8 097 |
| 14 | Prix de retrocession | 50 000 | 50 000 | 62 426 | 62 000 | 74 000 | 81 000 | Transport pondéré | 17 469 | 17 469 | 17 469 |
| 15 | Marge de détail | 1 500 | 1 500 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 4 000 | Frais Financiers | 8 111 | 8 431 | 9 500 |
| 16 | Prix à la Consommation | 51 500 | 51 500 | 56 500 | 65 000 | 77 000 | 85 000 | P.R et retrocession | 143 298 | 148 948 | |
| | | | | | | | | Soutien OSRP | 22 290 | 27 948 | 45 024 |
| | | | | | | | | Marge de détail | 4 000 | 4 000 | |
| | | | | | | | | Prix au Consommateur | 125 000 | 125 000 | 125 000 |

SOURCE : OSRP/Décrets de Commercialisation.

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DU
BAREME OPERATION MIL - SORGHO M O P T I

| Campagnes | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Production | - | - | 163 000 | 164 000 | 144 390 | 174 840 | 181 670 | 184 500 | |
| Commercialisation - Prévisions | - | - | 11 900 | 10 675 | 8 000 | 10 000 | | | |
| - Réalisations | | | 8 203 | 9 566 | 6 356 | | 9 660 | 8 940 | |

Unité : en FM/T

| | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1 Prix au producteur | | | | | 50 000 | 70 000 | 85 000 | 90 000 | |
| 2 Frais de collecte | | | | | 2 406 | 2 964 | 3 278 | 4 768 | |
| 3 Perte sur stockage 0,50 % | | | | | - | - | 425 | 948 | |
| 4 Frais de ramassage | | | | | P.M | P.M | P.M | P.M | |
| 5 Perte sur transport manutention 0,5 % | | | | | 250 | 350 | 425 | - | |
| 6 Frais d'encadrement | NEANT | NEANT | NEANT | NEANT | P.M | 5 722 | 6 165 | 6 165 | |
| 7 Participation - entretien pistes | | | | | P.M | P.M | P.M | 4 097 | |
| 8 Soutien O.S.R.P. | | | | | 502 | 3 292 | P.M | 5 188 | |
| 9 Taxe O.S.R.P. | | | | | - | - | 3 712 | - | |
| 10 Prix de cession OPAM Chef Lieu d'Arrond | | | | | 53 156 | 75 744 | 99 005 | 100 790 | |

N E A N T
- 40 -

SOURCE : D.S.R.P./Décrets de Commercialisation.

ANALYSE DE L'INCIDENCE FINANCIERE DE L'AUGMENTATION DU PRIX AU PRODUCTEUR DU PADDY SUR LE PRIX AU CONSOMMATEUR AU TITRE DE LA CAMPAGNE 1984/85.

I BARRAGE DE L'OFFICE DU NIGER.

UNITE : FCF/T

| N° | POSTES | PROPOSITION | | INCIDENCE A LA TONNE |
|----|--|---------------------|--------------------|----------------------|
| | | COMMIS-INT. 1984/85 | PROPOSIT. 1984/85* | |
| 1 | PRIX AU PRODUCTEUR | 60.000 | 65.000 | |
| 2 | DECLUT. DIFFERENTIAL (7%) | 4.200 | 4.550 | |
| 3 | FRAIS DE COLLECTE ET DE MARGE | 4.581 | 4.681 | |
| 4 | FRAIS FINANCIERS | 2.160 | 2.160 | |
| 5 | SACRIFICE PADDY + FIBRE | 3.187 | 3.187 | |
| 6 | TRANSPORT CARRAU USINE | 1.741 | 1.741 | |
| 7 | FRAIS DE RENDEMENT | 5.828 | 5.828 | |
| 8 | PARTICIPATION AUX FRAIS GEN. DE LA MBEI | 4.902 | 4.902 | |
| 9 | PROTECTION DES CULTURES | 250 | 250 | |
| 10 | PRIX DE REVIENT PADDY CARRAU USINE | 83.948 | 89.299 | |
| 11 | VALEUR BENEVOLENT (63%) | 133.252 | 164.764 | |
| 12 | FRAIS D'USURE | 7953 | 7953 | |
| 13 | PRIX DE REVIENT AIZ CARRAU USINE | 141.205 | 149.696 | |
| 14 | VALEUR SOUS-PRODUITS | - 1496 | - 1496 | |
| 15 | PRIX DE REVIENT AIZ CARRAU USINE | 139.710 | 148.202 | |
| 16 | TRANSPORT ET MANUT. CARR. USINE QUAI-SEGOU | 3900 | 3900 | |
| 17 | PERTE SUR TRANSPORT (9,8%) | P.M | P.M | |
| 18 | PRIX DE REVIENT QUAI-SEGOU | 143.610 | 152.105 | |
| 19 | SOUS-PRODUITS | - 43.958 | - 52.454 | +8496 |
| 20 | PRIX DE REVIENT OPAM | 99.652 | 99.651 | |
| 21 | PERTE SUR TRANSPORT ET BENEVOLENT OPAM | P.M | P.M | |
| 22 | AMORTISSEMENT SACRIFICE B'TWILL | P.M | P.M | |
| 23 | FRAIS FINANCIERS (10%) | 8968 | 8968 | |
| 24 | TRANSPORT PONSARE | 8735 | 8735 | |
| 25 | TAXE OPAM | 4750 | 4750 | |
| 26 | MARGE DE DETAIL | 2000 | 2000 | |
| 27 | PRIX AU CONSOMMATEUR | 124.105 | 126.105 | |

* Cette hypothèse suppose une augmentation du prix au producteur. En tenant compte des prix au consommateur de riz au titre de la campagne de commercialisation 1984/85 soit 2000 T. L'impact de la diminution de 20.000 T x 8496 F-FYt = 1.69.920.000 FCF à CEAT

II BAREME DE L'OPERATION RIZ-SEGOU :

UNITE = EN F.C.F.A./T.

| N° | POSTES | PROPOSITION COMMES. INT. - 1984/85 | PROPOSITIONS 1984/85 | INCIDEN- CE A LA TONNE |
|-----|---|--|-------------------------|------------------------------|
| 1. | PREX AU PRODUCTEUR | 60.000 | 65.000 | |
| 2. | DECHET ET DEGRADATION (1%) | 4200 | 4550 | |
| 3. | FRAIS DE COLLECTE ET DE MARCHÉ | 2411 | 2411 | |
| 4. | USURE SACHERIE PADDY | 2972,5 | 2972,5 | |
| 5. | RAMASSAGE MANUTENTION | 1295 | 1295 | |
| 6. | FRAIS D'EMBALLAGE ET FRAIS GEN. DE DEP. | 6050 | 6050 | |
| 7. | PROTECTION DES CULTURES | 250 | 250 | |
| 8. | PREX DE REVIENT CARREAU-USENE | 77.478,5 | 82.828,5 | |
| 9. | TRANSPORT ET MANUT. CASIER. CAR. USENE | 2573,5 | 2573,5 | |
| 10. | PREX DE REVIENT PADDY CARREAU USENE | 80.051 | 85.402 | |
| 11. | VALEUR RENDEMENT (61%) | 129.116 | 137.745 | |
| 12. | FRAIS D'USURE | 9668 | 9668 | |
| 13. | VALEUR SOUS-PRODUITS | - 1496 | - 1496 | |
| 14. | PREX DE REVIENT RIZ HU CAR. USENE | 137.288 | 145.917 | |
| 15. | SACHERIE B TWILL | P.M. | P.M. | |
| 16. | SOUTIEN | - 37.637 | - 46.266 | + 8629 |
| 16. | PREX DE REVIENT RIZ LOCE | 99.651 | 99.651 | |
| 17. | PEAGE SUR TRANSPORT ET DEST. OPAM | P.M. | P.M. | |
| 18. | FRAIS FINANCIERS (1%) | 8969 | 8969 | |
| 19. | TRANSPORT PONDAGE | 8735 | 8735 | |
| 20. | TAXE OPAM | 4750 | 4750 | |
| 21. | MARGE DE DETAIL | 2000 | 2000 | |
| | PREX AU CONSOMMATEUR | 124.105 | 124.105 | |

Le pourcentage commercialisable du riz par pays étant de 4960 T
 le montant du financement financier en cibif est à F.C.F.A.
 soit : $4960 T \times 9629 \text{ F.C.F.A./T} = 47799.840 \text{ F.C.F.A.}$

(à suivre →)

III

BARÈME DE LA CMOY :

UNITÉ EN FUA/T

| N° | PAGES | PROPOSTE = | | INCIDEN- CE A LA TANNE |
|----|---|------------------------|------------------------|------------------------------|
| | | COMMISS-INT 1984/85 | PROPOSITION 1984/85 | |
| 1 | PREX D'ACHAT AU PRODUCTEUR | 60.000 | 65.000 | |
| 2 | DECHET ET DESHÉCATION | 4.240 | 4.550 | |
| 3 | FRAIS DE COLLECTE ET TEMAACHU | 1.568 | 1.568 | |
| 4 | USAGE SACCHAGE PADDY | 3.198,5 | 3.198,5 | |
| 5 | FRAIS DE RAMASSAGE | 2.932 | 2.932 | |
| 6 | PARTICIPATION AUX FRAIS D'ENCADREMENT | P.M | P.M | |
| 7 | SUBVENTION ENTRANS | P.M | P.M | |
| 8 | PROTECTION DES CULTURES | 250 | 250 | |
| 9 | PREX DE REVIENT PADDY CARREAU VERNE | 72.147,5 | 77.497,5 | |
| 10 | VALEUR RENDEMENT (58%) | 126.392 | 133.612 | |
| 11 | USHAGE | 6050 | 6050 | |
| 12 | STOCKAGE EVALUATION | - | - | |
| 13 | FRAIS FINANCIERS (1 MOIS.) | - | P.M | |
| 14 | REMUNERATION CMOY (5%) | 6522 | 6983 | |
| 15 | PREX DE REVIENT AIR / CAMION O.P.A.M. | 136.964 | 146.649 | |
| 16 | SACCHAGE B.T.WILL. | - | - | |
| 17 | SOUTIEN: | +36.481 | -46.176 | +9685 |
| 18 | PREX DE REVIENT AIR LOGE | 100.473 | 100.473 | |
| 19 | PERTE SUR TRANSPORT ET DEST. O.P.A.M (2%) | P.M | P.M | |
| 20 | FRAIS FINANCIERS (10%) | 9042 | 9042 | |
| 21 | TRANSPORT POMBERE | 8735 | 8735 | |
| 22 | TAXE O.P.A.M. | 4750 | 4750 | |
| 23 | MARGE DE DETAIL | 2000 | 2000 | |
| | PREX AU CONSOMMATEUR | 125.000 | 125.000 | |

Le montage commercialisé de riz marchand livré au S.F.O.T au
 lieu de la Compagnie 1984/85 le montant de l'incidence financière
 sera de $870 T \times 9685 FUA/T = 8.425.950 FUA$

IV

TABLEAU RECAPITULATIF DES SOUTIENS LIES A L'AVANCEMENT DU PRIX AU PRODUCTEUR

UNITE = EN FCFA

| LIBELLE | SOUTIENS A LA TONNE | TONNAGE DE RIZ MARCHAND | MONTANT DES SOUTIENS |
|---------------|---------------------|-------------------------|----------------------|
| RIZ-OM | 8496 | 20.000 T | 169.920.000 |
| RIZ-ORS | 8629 | 4960 T | 42.799.840 |
| RIZ CM&T | 9685 | 870 T | 8.425.950 |
| TOTAL GENERAL | | 25830 T | 221.145.790 |

Le soutien additionnel total lie à l'avancement du prix au producteur de 5000 FCFA/T de paddy s'élève à 221.145.790 FCFA
Soit à la tonne :

$$\frac{221.145.790 \text{ FCFA}}{25830 \text{ T}} = 8561,587 \text{ } \approx \text{ arrondi à } \underline{\underline{8562 \text{ FCFA/T}}}$$

Source : P R M C

STRUCTURE DES PRIX DE VENTE

DESTINATION BAMAKO - IMPORTATION en 25/3/1985 DE RIZ - ORIGINE : ASIE QUALITE 100% de brisure

| VIA DAKAR (fer) : | | FCFA / t | VIA ABIDJAN (route) : | | FCFA / t |
|---|---|------------|---|---|------------|
| 1- Valeur CAF DAKAR | : | 102.000 | 1- Valeur CAF ABIDJAN | : | 102.000 |
| 2- Transport DAKAR-KIDIRA | : | 9.500 | 2- Transport ABIDJAN-frontière | : | 15.100 |
| 3- Valeur CAF rendu frontière | : | 111.500 | 3- Valeur CAF frontière | : | 117.100 |
| 4- Taxe des EMASE | : | 3.680 (1) | 4- Taxe des EMACI | : | 3.680 (1) |
| 5- D.D. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) | 5- D.D. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) |
| 6- T.I. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) | 6- T.I. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) |
| 7- Frais de transit | : | 9.100 (3) | 7- Frais de transit | : | 10.240 (3) |
| 8- Frais bancaires (2% CAF) | : | 2.040 | 8- Frais bancaires | : | 2.040 |
| 9- Prix de revient licite frontière | : | 126.376 | 9- Prix de revient licite frontière | : | 133.116 |
| 10- + T.M.B. 13,63% | : | 17.215 (4) | 10- + T.M.B. 13,63% | : | 18.443 (4) |
| 11- + Prix de vente licite détail frontière | : | 143.591 | 11- + Prix de vente licite détail frontière | : | 151.559 |
| 12- - Remise 6% | : | -8.616 | 12- - Remise 6% | : | -9.075 |
| 13- + Prix de vente licite gros frontière | : | 134.975 | 13- + Prix de vente licite gros frontière | : | 142.484 |
| 14- + TVA (11,12 sur sacherie CAF+Taxes) | : | 68 (5) | 14- + TVA (11,12 sur sacherie CAF+Taxes) | : | 68 (5) |
| 15- + CPS (5% sur total poste 3) | : | 5.575 (6) | 15- + CPS (5% sur total poste 3) | : | 6.255 (6) |
| 16- + OSRP (5FCFA/kg sur sacherie) | : | 50 (7) | 16- + OSRP (5FCFA/kg sur sacherie) | : | 50 (7) |
| 17- + Transport KIDIRA-BAMAKO | : | 5.734 | 17- + Transport frontière BAMAKO | : | 9.400 |
| 18- Prix de vente licite gros magasin | : | 146.412 | 18- Prix de vente licite gros magasin | : | 157.557 |
| 19- Prix de vente licite détail magasin | : | 155.028 | 19- Prix de vente licite détail magasin | : | 166.632 |

STRUCTURE DES PRIX DE VENTE

DESTINATION BAMAKO - IMPORTATION en 25/3/1985 DE RIZ - ORIGINE : ASIE QUALITE 35% de brisure.

| VIA DAKAR (fer) : | | FCFA / t | VIA ABIDJAN (route) : | | FCFA / t |
|---|---|------------|---|---|------------|
| 1- Valeur CAF DAKAR | : | 110.000 | 1- Valeur CAF ABIDJAN | : | 110.000 |
| 2- Transport DAKAR-KIDIRA | : | 9.500 | 2- Transport ABIDJAN-frontière | : | 15.100 |
| 3- Valeur CAF rendu frontière | : | 119.500 | 3- Valeur CAF frontière | : | 125.100 |
| 4- Taxe des EMASE | : | 3.680 (1) | 4- Taxe des EMACI | : | 3.680 (1) |
| 5- D.D. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) | 5- D.D. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) |
| 6- T.I. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) | 6- T.I. (5% sur sacherie) | : | 28 (2) |
| 7- Frais de transit | : | 9.100 (3) | 7- Frais de transit | : | 10.240 (3) |
| 8- Frais bancaires (2% CAF) | : | 2.000 | 8- Frais bancaires | : | 2.200 |
| 9- Prix de revient licite frontière | : | 134.556 | 9- Prix de revient licite frontière | : | 144.276 |
| 10- + T.M.B. 13,63% | : | 18.357 (4) | 10- + T.M.B. 13,63% | : | 19.256 (4) |
| 11- + Prix de vente licite détail frontière | : | 152.913 | 11- + Prix de vente licite détail frontière | : | 163.532 |
| 12- - Remise 6% | : | -9.172 | 12- - Remise 6% | : | -9.631 |
| 13- + Prix de vente licite gros frontière | : | 143.741 | 13- + Prix de vente licite gros frontière | : | 153.901 |
| 14- + TVA (11,12 sur sacherie CAF+Taxes) | : | 68 (5) | 14- + TVA (11,12 sur sacherie CAF+Taxes) | : | 68 (5) |
| 15- + CPS (5% sur total poste 3) | : | 5.575 (6) | 15- + CPS (5% sur total poste 3) | : | 6.255 (6) |
| 16- + OSRP (5FCFA/kg sur sacherie) | : | 50 (7) | 16- + OSRP (5FCFA/kg sur sacherie) | : | 50 (7) |
| 17- + Transport KIDIRA-BAMAKO | : | 5.734 | 17- + Transport frontière BAMAKO | : | 9.400 |
| 18- Prix de vente licite gros magasin | : | 155.128 | 18- Prix de vente licite gros magasin | : | 166.674 |
| 19- Prix de vente licite détail magasin | : | 164.300 | 19- Prix de vente licite détail magasin | : | 176.305 |

- (1) - postes 4 : les taxes des EMASE et EMACI sont calculées ici sur la base de 92 FCFA/tonne/Jour (avec IAS) et un forfait de 40 jours. Sans IAS le prix est de 80 FCFA/Tonne/Jour pour une opération commerciale et de 20 FCFA/Tonne/jour pour des aides alimentaires (soit 3.600 FCFA/T et 300 FCFA/T pour 40 jours)
- (2) - postes 5 et 6 : les importations de riz sont exonérées des droits de douane (D.D.) et de la Taxe d'importation (T.I.) Ces taxes sont par contre perçues sur la valeur de la sacherie (soit sur 10 sacs par tonne avec une valeur de 55 FCFA/sac (forfait).
- (3) - Postes 7 : C'est la valeur du forfait transitaire diminuée des frais directs de transports qui y sont inclus : soit pour DAKAR-KIDIRA-BAMAKO = (9.500 + 5734) postes 2 et 17. et pour ABIDJAN : ABIDJAN-frontière = 151100 + 0,75% taxe affrètement et frontière-BAMAKO : 20 FCFA x 470 km + 6% IAS (postes 2 et 17).
- (4) - Postes 10 : T.M.B. = Taux de marge brute.
- (5) - Postes 14 : TVA : le riz en est exonéré mais elle s'applique au taux de 11,12 sur la valeur de la sacherie (CAF + taxes).
- (6) - Postes 15 : CPS (Contribution à Prestation de Service)
- (7) - Postes 16 : OSRP : le riz en est exonéré mais non la sacherie ! on a retenu 1 Kg par sac de jute soit 10 Kg/de sacs/t de riz.

EVOLUTION DU BAREME COTON CMDT DE 1977 à 1982

| En FM / T | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1) Prix d'achat moyen aux producteurs | 74.000 | 86.000 | 90.000 | 110.000 | 110.000 | 130.000 |
| 2) Frais de marché | 3.722 | 3.445 | 2.987 | 3.136 | 4.704 | 4.704 |
| 3) Frais de collecte/usine | 7.560 | 9.860 | 9.023 | 10.137 | 12.543 | 12.543 |
| 4) Entretien des pistes agricoles | - | 653 | 861 | 362 | 313 | 313 |
| 5) Taxe municipale | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 6) Subventions intrants agricoles (SCAER) | 13.000 | 17.975 | 18.000 | 10.000 | 12.500 | 24.167 |
| 7) Participation encadrement | 10.156 | 10.157 | 8.910 | 8.646 | 14.631 | 14.631 |
| 8) Appui technique CFDI | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 |
| 9) Remboursement Mali-Sud | - | 5.210 | 5.536 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 10) Protection des cultures | - | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 11) Assurance | 329 | 559 | 290 | 428 | 428 | 435 |
| 12) Prix de revient coton brut carreau usine | 111.467 | 138.559 | 139.607 | 147.409 | 160.819 | 192.493 |
| 13) Prix de revient coton fibre | 296.445 | 366.558 | 371.295 | 394.704 | 427.710 | 505.291 |
| 14) Egrillage | 45.451 | 54.692 | 44.617 | 49.428 | 69.613 | 73.227 |
| 15) Assurance coton fibre usine | 1.922 | 2.486 | 1.747 | 2.619 | 2.932 | 4.305 |
| 16) Intérêts bancaires | 19.223 | 38.025 | 13.306 | 17.932 | 19.962 | 22.892 |
| 17) Taxe Office des prix | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 18) Rémunération CMDT | 17.672 | 22.137 | 21.798 | 23.234 | 25.011 | 27.159 |
| 19) Prix de revient fibre | 395.723 | 498.898 | 472.765 | 502.917 | 561.228 | 644.419 |

extrait de : Evaluation des filières coton et maïs au Mali. MRE-CD

Barèmes et Budgets

(en FCFA/t)

| | 1982-83 | 1983-84 | 1984-85 |
|--|---------|---------|---------|
| <u>Prévisions de commercialisation :</u> | barème | budget | budget |
| CMDT (t) | 95 500 | 130 000 | 125 918 |
| OHV (t) | 4 500 | 6 300 | 5 582 |
| Total (t) | 100 000 | 136 300 | 131 500 |
| 1/ Prix au producteur | 65 000 | 74 700 | 75 000 |
| 2/ Frais de marché | 2 873 | 3 184 | 3 960 |
| 3/ Frais de collecte | 9 434 | 11 972 | 12 930 |
| 4/ Entretien pistons | 157 | 263 | 272 |
| 5/ Taxe municipale | 100 | 100 | 100 |
| 6/ Subventions intrants | 12 083 | 14 911 | 21 575 |
| 7/ Participation encadrement | 11 512 | 15 940 | 11 876 |
| 8/ Charges récurrentes (Mali Sud I) | - | - | 12 389 |
| 9/ Fiscalité Mali Sud II | - | - | 6 209 |
| 10/ Appui technique CFDT | 1 250 | 1 250 | 1 250 |
| 11/ Temboursement Mali Sud I | 5 000 | 8 717 | 5 105 |
| 12/ Protection des cultures | 1 250 | 1 000 | 1 000 |
| 13/ Assurances coton graine | 122 | 271 | 400 |
| 14/ Valeur coton graine / usine | 108 781 | 132 309 | 151 976 |
| 15/ Equivalent fibre | 200 364 | 338 559 | 404 192 |
| 16/ Egreinage | 50 000 | 114 574 | 115 582 |
| 17/ Assurance fibre | 514 | 1 127 | 1 100 |
| 18/ Intérêts / crédits campagne | 16 544 | 19 812 | 22 247 |
| 19/ Frais d'évacuation | - | 546 | 6 012 |
| 20/ Rémunération CMDT | 17 371 | 27 730 | 27 457 |
| 21/ I.A.S. | 10 000 | PM | 4 113 |
| 22/ Prix de revient | 374 793 | 498 348 | 580 708 |

extrait de : Réactualisation de la filière coton au Mali (1984-1985). MRE - CD.

EVOLUTION DU BAREME COTON FIBRE SOMIEX

| En FM/T | 76/77 | | 77/78 | | 78/79 | | 79/80 | | 80/81 | | 81/82 | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | ABIDJAN | DAKAR |
| 19) Prix de revient/usine .CMDT. | 395.723 | | 498.898 | | 472.765 | | 502.917 | | 561.228 | | 648.418 | |
| 20) Transport usine/frontière Sénégal | | 13.076 | | 13.730 | | 16.401 | | 16.416 | | 20.869 | | 24.019 |
| 21) Transport usine/frontière Côte d'Ivoire | 8.170 | | 8.579 | | 8.636 | | 8.836 | | 9.181 | | 9.972 | |
| 22) Valeur frontière H.T. | 403.893 | 408.799 | 507.477 | 512.628 | - | - | - | - | 570.409 | 582.097 | 658.390 | 672.437 |
| 23) Transport frontière/Dakar | | 13.356 | | | | | | 14.789 | | 15.378 | | 23.018 |
| 24) Transport frontière/Abidjan | 28.029 | | 29.431 | | | | 29.970 | | 33.372 | | 38.633 | |
| 25) C.P.S. | 12.116 | 12.264 | 15.224 | 15.375 | 14.914 | 15.141 | 15.849 | 16.067 | 17.112 | 14.463 | 19.752 | 20.173 |
| 26) Taxe export | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 | 35.000 | 35.000 | 30.000 | 30.000 | 20.000 | 20.000 | P.M. | P.M. |
| 27) Intérêts bancaires | - | - | - | - | 15.542 | 15.542 | 16.535 | 16.535 | 21.070 | 20.874 | 23.566 | 23.527 |
| 28) Prix de revient wagon ou camion | 484.038 | 474.419 | 592.132 | 581.361 | 577.027 | 567.195 | 604.107 | 596.724 | 661.963 | 655.812 | 740.371 | 739.155 |
| 29) Prix pondéré | 481.729 | | 589.547 | | 574.864 | | 602.334 | | 660.425 | | 740.140 | |
| 30) Intervention transit | 11.574 | | 17.817 | | 18.708 | | 18.704 | | 18.911 | | 16.748 | |
| 31) Assurance stock | 4.030 | | 4.793 | | 4.808 | | 4.808 | | 6.250 | | 6.320 | |
| 32) Valeur FOB port/embarquement | 497.333 | | 612.157 | | 598.380 | | 625.850 | | 685.425 | | 763.208 | |
| 33) Fret maritime | 42.583 | | 50.252 | | 56.964 | | 60.284 | | 67.590 | | 66.792 | |
| 34) Valeur CAF | 539.916 | | 622.409 | | 655.344 | | 686.134 | | 753.176 | | 830.000 | |

4. ELEVAGE

MALI : ESTIMATION DU CHEPTEL PAR ESPECE
(milliers de têtes)
ET PART RATTACHEE A DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

| ANNEES ESPECES | 1 9 8 1 | 1 9 8 2 | 1 9 8 3 | 1 9 8 4 |
|-------------------|---------------|---------------|---------|---------|
| BOVINS | 6 596 (34 %) | 6 663 (40 %) | 5 676 | 4 825 |
| OVINS-CAPRINS | 12 383 (32 %) | 12 437 (40 %) | 11 244 | 11 750 |
| PORCINS | 50 | 45 | 45 | 45 |
| CAMELINS | 350 | 394 | 406 | 418 |
| EQUINS | 150 (30 %) | 77 (53 %) | 77 | 77 |
| ASINS | 600 (32 %) | 765 (31 %) | 803 | 851 |

Source : statistiques maliennes

1982 : ESTIMATION DU CHEPTEL

PAR ESPECE ET PAR REGION

(milliers de têtes)

et part rattachée à des exploitations agricoles.

| ESPECES REGIONS | BOVINS | OVINS - CAPRINS |
|--------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 1 KAYES | (4) 801 (30 %) (4) (12,0 %) | (5) 1 137 (20 %) (6) (9,1 %) |
| 2 KOULIKORO | (3) 838 (50 %) (2) (12,6 %) | (4) 1 188 (30 %) (5) (9,6 %) |
| DISTRICT BAMAKO | (8) 10 (0,2 %) | (8) 40 (0,3 %) |
| 3 SIKASSO | (2) 1 066 (41 %) (3) (16,0 %) | (7) 618 (39 %) (3) (5,0 %) |
| 4 SEGOU | (6) 739 (100 %) (1) (11,1 %) | (6) 1 063 (100 %) (1) (8,5 %) |
| 5 MOPTI | (1) 1 974 (26 %) (5) (29,6 %) | (2) 2 905 (44 %) (2) (23,4 %) |
| 6 TOMBOUCTOU | (5) 775 (15 %) (6) (11,6 %) | (1) 3 003 (34%) (4) (24,1 %) |
| 7 GAO | (7) 460 (10 %) (7) (6,9 %) | (3) 2 483 (4 %) (7) (20,0 %) |
| TOTAL | 6 663 (40 %) (100 %) | 12 437 (40 %) (100 %) |

N.B. Si on s'en tenait aux données statistiques existantes la part du cheptel de la région de Ségou rattachée à des exploitations agricoles serait supérieure à 100 %....

Source : statistiques maliennes

MALI : ABATTAGES CONTROLES PAR ESPECE (1)

(nb. d'animaux)

| ANNEES ESPECES | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1983 8 mois | 1984 8 mois |
|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------------|----------------|
| BOVINS | 86 070 | 95 441 | 81 509 | 108 461 | 74 676 | 100 068 | 123 416 | 99 166 | 126 971 | 79 123 | 102 341 |
| OVINS-CAPRINS | 197 091 | 260 827 | 220 948 | 278 936 | 221 016 | 318 084 | 289 554 | 366 756 | 329 408 | 227 157 | 240 753 |
| PORCINS | | | | | | | | 212 | 493 | 279 | 393 |
| CAMELINS | | | | | | | | 264 | 335 | 292 | 384 |

Source : statistiques maliennes

MALI : EXPORTATIONS CONTROLEES DU BETAIL SUR PIEDS (2)

(n b. d'animaux)

| | | | | | | | | | | | |
|----------------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| BOVINS | 22 615 | 25 606 | 29 658 | 43 333 | 61 228 | 66 943 | 79 433 | 75 778 | 87 999 | 52 239 | 47 085 |
| OVINS-CAPRINS | 46 163 | 96 412 | 97 437 | 166 495 | 105 712 | 133 521 | 158 256 | 153 641 | 180 429 | 107 277 | 86 067 |
| AUTRES ANIMAUX | | | | | | | | 325 293 | 218 391 | 187 240 | 104 128 |

Source : statistiques maliennes

TOTAL CONTROLE (1) + (2)

(nb. d'animaux)

| | | | | | | | | | | | |
|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| BOVINS | 108 685 | 121 047 | 111 167 | 151 794 | 135 904 | 167 011 | 202 849 | 174 944 | 214 970 | 131 362 | 149 426 |
| OVINS-CAPRINS | 243 254 | 357 239 | 318 385 | 445 431 | 326 728 | 451 605 | 447 810 | 520 397 | 509 837 | 334 434 | 326 820 |
| AUTRES ANIMAUX | | | | | | | | 325 769 | 219 219 | 187 811 | 104 905 |

1983 : EXPORTATIONS CONTROLEES
DU BETAIL SUR PIEDS PAR PAYS DE DESTINATION

| pays \ espèces | BOVINS | OVINS-CAPRINS | AUTRES ANIMAUX |
|---------------------|--------|---------------|----------------|
| SENEGAL | 28 | 1 385 | 22 285 |
| R C I | 76 124 | 159 061 | 30 844 |
| LIBERIA | 9 342 | 10 251 | 730 |
| BURKINA | 262 | 87 | |
| GHANA | | | 35 |
| NIGER | 1 638 | 2 543 | 162 |
| NIGERIA | 335 | 460 | |
| ALGERIE | 70 | 6 232 | 524 |
| GUINEE | | 7 | 616 |
| HOLLANDE | | | 25 554 |
| BELGIQUE | | | 26 883 |
| FRANCE | | | 81 528 |
| URSS | | | 6 |
| ARABIE SAOUDITE | | | 66 |
| ITALIE | | | 1 000 |
| GAMBIE | | 2 | |
| LYBIE | | | 49 |
| MAROC | | | 25 766 |
| AUTRES DESTINATIONS | 200 | 401 | 2 343 |
| TOTAL | 87 999 | 180 429 | 218 391 |

Source : statistiques maliennes'

5. SECTEUR PRIMAIRE
ET COMMERCE EXTERIEUR

MALI : SECTEUR PRIMAIRE ET COMMERCE EXTERIEUR

(mds F CFA et %)

| Données | | Années | | | | | | | | | |
|------------------------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 |
| IMPORTATIONS | Pt. ALIM. (P.A.) | 9,5 | 6,0 | 5,2 | 11,8 | 10,2 | 16,6 | 22,4 | 20,3 | 30,3 | 57,0 |
| | Dt. CEREALES | 3,0 | - | - | 4,3 | 3,4 | 6,2 | 9,0 | 8,5 | 17,5 | 40,6 |
| | P.A./TOT.M. | 25 % | 16 % | 13 % | 18 % | 13 % | 18 % | 21 % | 19 % | 23 % | 36 % |
| | CERE./P.A. | 32 % | - | - | 36 % | 33 % | 37 % | 40 % | 42 % | 58 % | 71 % |
| | P.A./TOT.X. | 61 % | 27 % | 17 % | 47 % | 33 % | 38 % | 54 % | 43 % | 48 % | 72 % |
| | CERE/TOT.X. | 19 % | - | - | 17 % | 11 % | 14 % | 22 % | 18 % | 28 % | 51 % |
| EXPORTATIONS | COTON | 6,1 | 12,1 | 18,5 | 12,5 | 17,0 | 21,8 | 17,1 | 18,5 | 28,1 | 41,9 |
| | ANIMAUX V. + PEAUX, CUIR | 2,6 | 2,9 | 4,0 | 7,5 | 7,8 | 12,9 | 14,5 | 17,7 | 22,0 | 22,0 |
| | AUTRES Pt. Agr. | 3,0 | 5,7 | 7,1 | 3,3 | 4,3 | 3,3 | 4,3 | 3,4 | 2,4 | 4,2 |
| | POISSONS | 0,7 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,3 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 1,6 | 0,7 |
| | TOT.SECT.PRIM. % X | 12,4 80 % | 21,2 94 % | 30,1 98 % | 23,6 93 % | 29,4 93 % | 38,5 89 % | 36,5 87 % | 40,3 85 % | 54,1 86 % | 68,8 87 % |
| % X SP/M P.A. | | 131 % | 353 % | 579 % | 200 % | 288 % | 232 % | 163 % | 199 % | 179 % | 121 % |
| % (X SP - COTON) / M P.A. | | 66 % | 152 % | 223 % | 94 % | 122 % | 101 % | 87 % | 107 % | 86 % | 47 % |

Source : statistiques maliennes

6. DEVELOPPEMENT RURAL

| Tableau | | - Nomenclature des ODR | |
|------------|---|------------------------|-----------|
| N° d'ordre | Appellation | | Sigle |
| 1 | Office du Niger | | ON |
| 2 | Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles | | CMDT |
| 3 | Office de Développement Intégré des Productions Arachidières et Céréalières | | ODIPAC |
| 4 | Opération Haute Vallée | | OHV |
| 5 | Opération de Développement Intégré de Baguineda | | ODIB |
| 6 | Opération Riz Segou | | ORS |
| 7 | Opération Riz Mopti | | ORM |
| 8 | Opération Mil Mopti | | OMM |
| 9 | Opération Zone Lacustre | | OZL |
| 10 | Action Riz et Sorgho de Décru | | ARSD |
| 11 | Opération de Développement Intégré du | | ODIK |
| 12 | Opération Production Semences (Kaarta(Mil)) | | OPS |
| 13 | Opération Protection des Semences et Conservation des Récoltes | | OPSCR |
| 14 | Opération Vallée du Sénégal Térékolé Magui | | OVSTM |
| 15 | Opération Thé Sikasso | | OTS |
| 16 | Opération N'Dama Yanfolila | | ONDY |
| 17 | Mali Livestock II - Sahel Occidental | | ML II /so |
| 18 | Opération de Développement de l'Elevage dans la région de Mopti | | ODEM |
| 19 | Opération Avicole du Mali - Sotuba | | OAM |
| 20 | Opération Elevage Mali Sud | | OEMS |
| 21 | Opération Pêche Mopti | | OPM |
| 22 | Opération Aménagement et Production Forestière | | OAPF |
| 23 | Opération Parc National de la Boucle du Baoulé | | OPNBB |
| 24 | Opération Aménagement et Reboisement Sikasso | | OARS |
| 25 | Opération des Travaux d'Equipement Rural | | OTER |
| 26 | Opération Puits | | OP |
| 27 | | | PRODES0 |

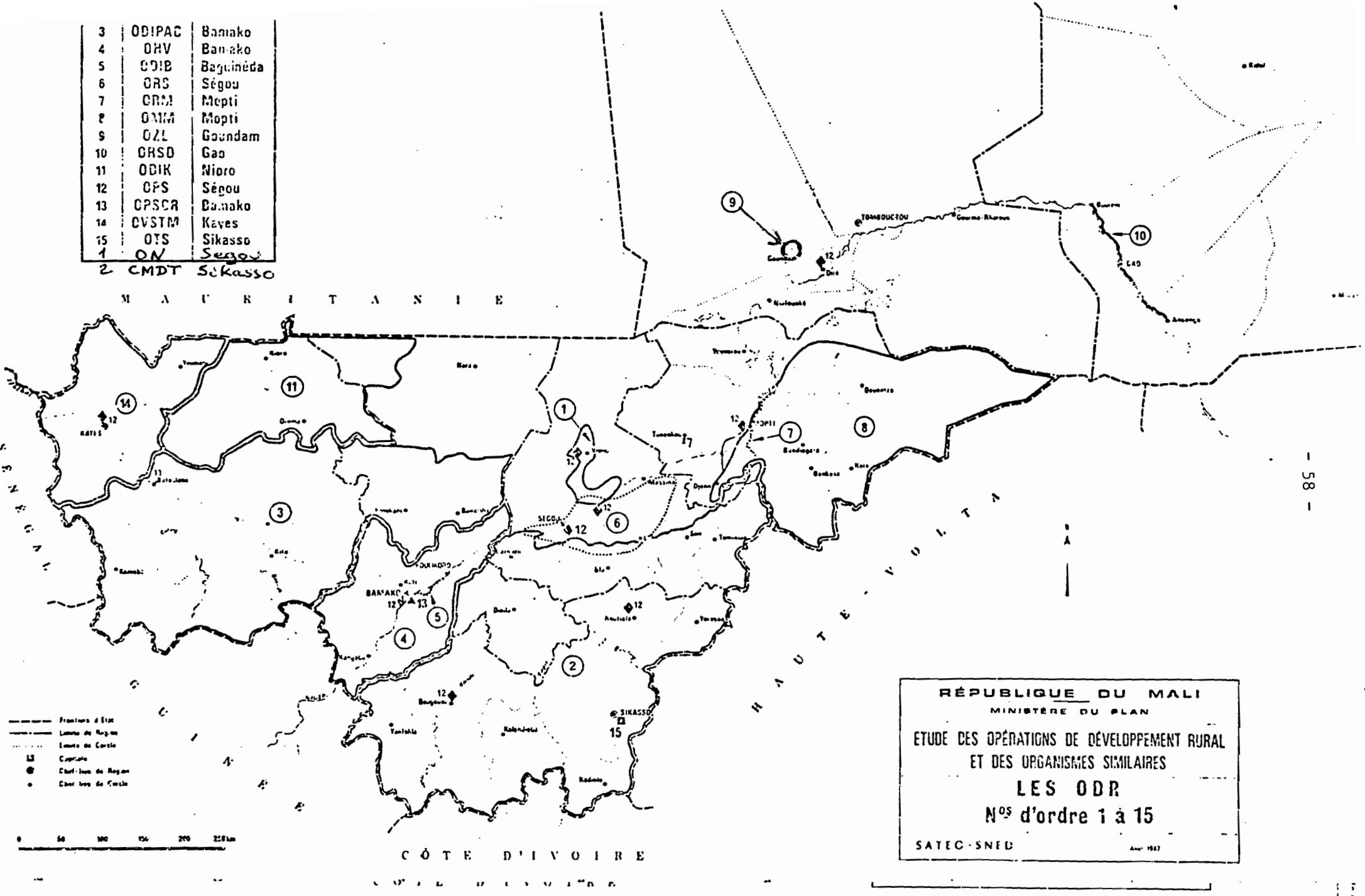
Source : SATEC. Etude des ODR

ODR : Zones géographiques actuelles d'intervention

- ODIPAC** : 1ère région : cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita (en partie).
2ème région : cercle de Kolokani (en partie).
- OMM** : 5ème région(P)cercles de Bankass, Koro, Douentza, Mopti, Djenné,
Ténenkou, Bandiagara.
- OHV** : 2ème région(P)cercles de Kangaba, Kati, Koulikoro, Banamba.
- ODIK** : 1ère région(P)cercles de Nioro, Diema.
- OZL** : 6ème région(P)cercles de Niafunké, Goundam (aucune limite administra-
tive précise).
- OVSTM** : 1ère région(P)cercles de Kayes, Yélimané.
- ARSD** : 7ème région(P)cercles de Gao, Bourem, Ansongo.
- OEMS** : 3ème région(P)cercles de Kangaba, Dioila.
- ONDY** : 3ème région(P)cercle de Yanfolila.
- MALI II** : 2ème région(P)cercle de Nara.
- PRODES** : 1ère région(P)cercles de Kayes, Yelimané.
2ème région(P)cercle de Nara.
4ème région(P)cercle de Niono.
- OTS** : 3ème région(P)cercle de Sikasso.
- ORS** : 4ème région(P)cercle de Ségou.
- ODIB** : 2ème région(P)cercle de Kati.
- OPM** : 5ème région et 7ème région. (P)
- OPSCR** : District de Bamako. Tout le pays.
- OAM** : District de Bamako.
1ère région (Kayes), 3ème région (Sikasso), 4ème région (Ségou),
5ème région (Mopti).
- OPNBB** : 2ème région(P)cercle de Kita, Kolokani.
District de Bamako.
- OTER** : Intervention au niveau national : siège à Bamako et unités
géographiques en 1ère région (Kayes) et en 5ème région (Mopti).
- OP** : Bamako (siège). Tout le pays.
1ère région Kayes.
2ème région Nara.
5ème région Mopti.
- OARS** : 3ème région(P)cercle de Bougouni, Kokondieba, Sikasso.
- CMDT** : 3ème région ; 4ème région (P) ; 2ème région (P)
- QPS** : Tout le pays.
- ON** : 4ème région (P)
- ORM** : 5ème région (P)
- ODEM** : 5ème région ; 6ème région (P)
- OAPF** : Tout le pays.

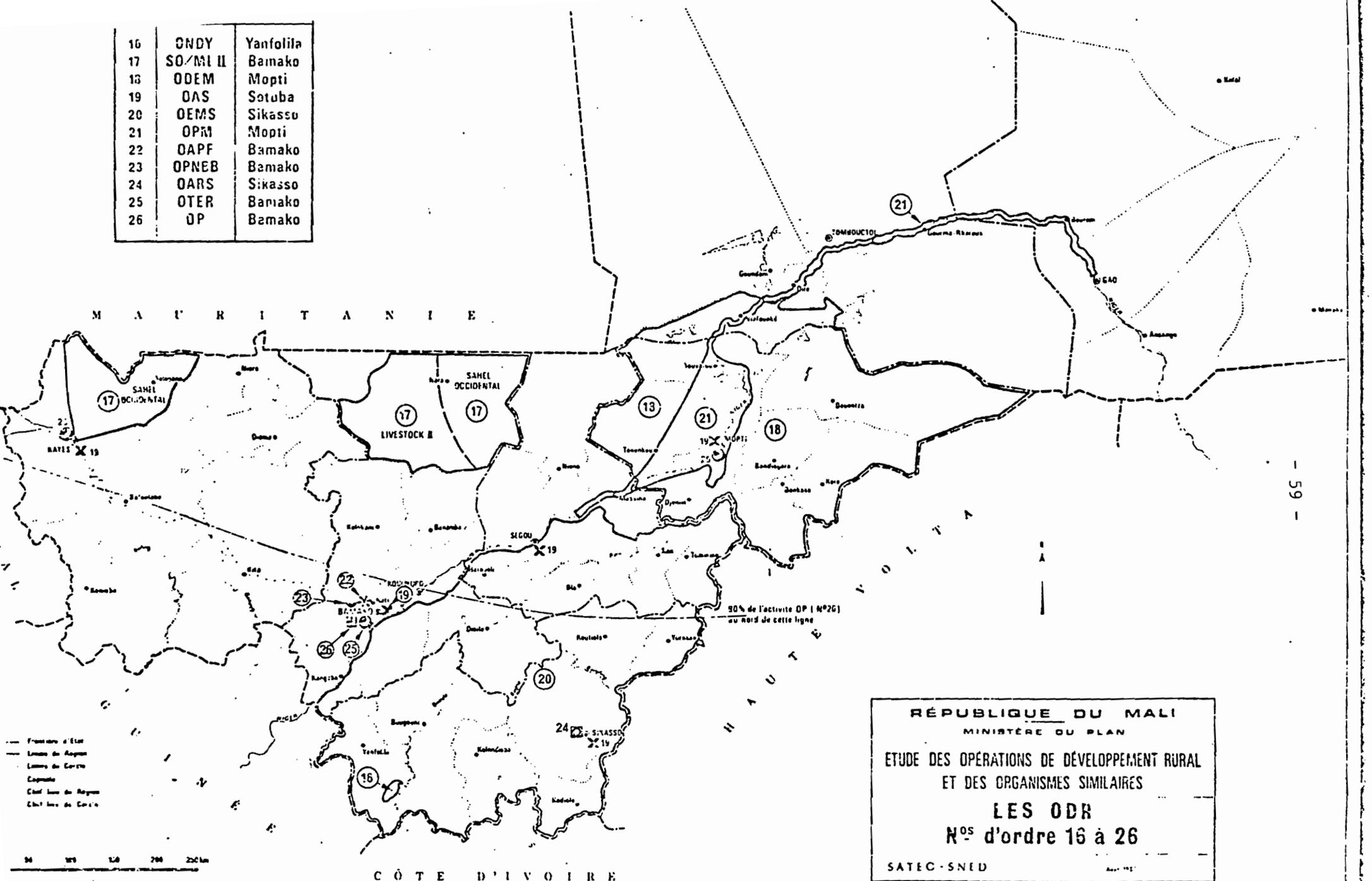
Source : SATEC. Etude des ODR (P = Partiel)

| | | |
|----|--------|-----------|
| 3 | ODIPAC | Bamako |
| 4 | OHV | Bamako |
| 5 | ODIB | Baguinéda |
| 6 | ORS | Ségou |
| 7 | ORM | Mopti |
| 8 | OMM | Mopti |
| 9 | OZL | Goundam |
| 10 | ORSD | Gao |
| 11 | ODIK | Nioro |
| 12 | OFS | Ségou |
| 13 | OPSCA | Bamako |
| 14 | CVSTM | Kayes |
| 15 | OTS | Sikasso |
| 1 | ON | Ségou |
| 2 | CMDT | Sikasso |



RÉPUBLIQUE DU MALI
 MINISTÈRE DU PLAN
 ETUDE DES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT RURAL
 ET DES ORGANISMES SIMILAIRES
LES ODR
 N^{os} d'ordre 1 à 15
 SATEC-SNEB Aout 1967

| | | |
|----|----------|-----------|
| 16 | ONDY | Yanfolila |
| 17 | SO/MI II | Bamako |
| 18 | ODEM | Mopti |
| 19 | OAS | Sotuba |
| 20 | OEMS | Sikasso |
| 21 | OPM | Mopti |
| 22 | OAPF | Bamako |
| 23 | OPNEB | Bamako |
| 24 | OARS | Sikasso |
| 25 | OTER | Bamako |
| 26 | OP | Bamako |



RÉPUBLIQUE DU MALI
 MINISTÈRE DU PLAN
 ETUDE DES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT RURAL
 ET DES ORGANISMES SIMILAIRES
LES ODR
 N^{OS} d'ordre 16 à 26
 SATEC-SNED

| N° | ODR | ACTIVITE PRINCIPALE | DIMENSION | EMPRISE GEOGRAPHIQUE | | | |
|----|------------------------|---|--|--------------------------------|---|-------------------------|-------------------|
| | | | | Régions agricoles | Nombre villages | Population ruraux (hab) | Nombre exploitat. |
| 14 | OVSTM <u>42 940</u> | <u>maïs</u> <u>mil - sorgho</u> <u>arachide</u> <u>maraichage</u> | 13 800 ha 24 700 ha 4 390 ha 50 ha | Ouest Vallée | 611 | 490 000 | |
| | (4) (3) | a2 <u>Production animale</u> a21 <u>Production bovine</u> <u>et ovine</u> | B. 2 810 448 O. 2 300 000 T. 5 110 448 | | | | |
| 17 | ML II SO 220 000 | santé animale embouche bovine amélioration product. | 220 000 têtes - 15 troupeaux | Kaarta Nara (28 000 km2) | | | |
| 18 | ODEM 3 900 000 | santé animale amélioration product. | 1 600 000 têtes bovins 2 300 000 ovins | 4 cercles 89 000 km2 | 30 % | 100 000 familles | |
| 20 | OEMS 990 448 | santé animale embouche bovine boeufs de labour | 990 000 têtes 200 an 248 boeufs | Sud Ouest Sud Est | 5 350 000 (nbre de têtes) 18 % | | |
| | (1) | a22 <u>Pêche</u> | | | | | |
| 21 | OPM 6 300 | poisson | 6 300 tonnes | Mopti à Gao (500 km) | 80 000 pêcheurs (Production : 80 - 95 000 t) | | |
| | (3) (1) | b - <u>Production agricole</u> <u>régie</u> | 207 830 | | | | |
| 15 | OTS 100 (2) | b1 <u>Ihé</u> b2 <u>Bois</u> | 100 ha 207 730 | Sud Est | Plantation | | |
| 22 | OAPF 4 730 | plantation forestière aménagement forêt | 3 530 ha 1 200 ha | Bamako Centre | Ponctuel - Pépinières rurales | | |
| 24 | OARS 203 000 | aménagement forêt plantation forestière | 200 000 ha 3 000 ha | Sud Est | 74 000 km2 - 200 villages | | |
| | (6) (2) | c - <u>Fournitures amont</u> <u>agriculture</u> c1 <u>Travaux équipements</u> | | | | | |
| 25 | OTER | réalisation des aménagement | | Tout le pays | 3 points d'implantation : Bamako, Kayes, Mopti | | |
| 26 | OP 183 | entreprise d'exécution de puits | 183 puits/an | Tout le pays | Implantations régionales (6) | | |

.../...

Tableau - Approche dimension de l'activité principale des ODR (suite)

| N° | ODR | ACTIVITE PRINCIPALE | DIMENSION | EMPRISE GEOGRAPHIQUE | |
|----|-------------------------|---|---|----------------------|----------------------------------|
| | | | | Régions agricoles | Divers |
| 12 | (4) OPS 814 | c2 - <u>Fournitures agricoles</u> semences riz mil-sorgho maïs | 731 tonnes 51 tonnes 32 tonnes | Huit Régions | Fermes semencières (8) |
| 13 | OPSCR 222,5 | <u>pesticides</u> HCH fongicides céréales arachide coton | 193 t 12 t 2,5 t 15 t | Tout le pays | Unité de formulation à Bamako |
| 16 | ONDY 2 200 | reproduction bovins N'Dama | troupeaux 2 200 têtes 290 reproducteurs potentiels | Sud Est | Ranch de Yanfolila |
| 19 | OAM 1 000 125 000 | aliments bétail poussins d'un jour | 1 000 tonnes 125 000 unités | Bamako | Sous-centres régionaux (4) |

Source : SATEC. Etude des ODR

Technique principale/culture principale

| Technique principale | Surface | | | | | | ODR | | ha/O D R | | |
|----------------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-----------|--------------|-----|-----|-----------------|------------------|---------|
| | cult.princ. | | cult.second. | | TOTAL | | nb | % | cult. princ. | cult. second. | TOTAL |
| | ha | % | ha | % | ha | % | | | | | |
| pluvial (% →) | 787 340 | 82 (80) | 199 950 | 88 (20) | 987 290 | 83 (100) | 5 | 42 | 157 468 | 39 990 | 197 458 |
| irrigué (% →) | 167 536 | 18 (86) | 27 740 | 12 (14) | 195 276 | 17 (100) | 7 | 58 | 23 934 | 3 963 | 27 897 |
| TOTAL (% →) | 954 876 | 100 (81) | 227 690 | 100 (19) | 1 182 566 | 100 (100) | 12 | 100 | 79 573 | 18 974 | 98 547 |

(d'après l'étude SATEC : étude des ODR)

Tableau : Analyse par filière / domaine d'activité des ODR
- Typologie -

| Filière/Domaine d'activité principal | ODR concernés | Régions d'intervention | Recettes monétaires/ producteurs nettes-1982 (milliards de FCFA) | Part des ODR dans commercialisation |
|--|---|--|--|-------------------------------------|
| A. Coton 1 | CMDT | Sikasso - Ségou (p) - Koulikoro (p) | 3,1 | 96 % + 4 % OHV |
| B. Riz 3 | ON ORS ORM | Ségou (p) Ségou (p) Mopti (p) | 4,5 dont zone 3 | 60 % |
| C. Mil - maïs - sorgho arachide - divers 8 | ODIPAC OHV ODIB OMM OZL ARSD OVSTM ODIK | Kayes(p)Koulikoro (p) Koulikoro (p) Koulikoro (p) Mopti (p) Tombouctou (p) Gao (p) Kayes (p) Kayes (p) | Mil - maïs sorgho 4,05 arachide 0,65 dont zone 4 | 5 à 10 % |
| D. Elevage et pêche 5 | MLIISO PRODESO ODEM OEMS OPM | Koulikoro (p) Kayes(p)Ségou(p)Koulikoro(p) Mopti - Tombouctou (p) Sikasso (p) Mopti - Gao (p) | Elevage: 12,5 Pêche : 2,5 | |
| E. Entreprises 10 - production en régie 3 - travaux d'équipements 2 - fourniture d'intrants 4 - Tourisme 1 | OTS OAPF OARS OP OTER OPS OPSCR ONDY OAM OPNBB | Sikasso (p) Mali Sikasso (p) Mali Mali Mali Mali Sikasso (p) Bamako, Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti Koulikoro (p)-Bamako | | |

NOTE : (P) : partiel

SOURCES : Estimations à partir de :

- Ministère du Plan - DNSI - Comptes nationaux 81/82 - Version préliminaire Avril 1984
- OCDE - Centre de Développement - Politique macro-économique et performances agricoles - le cas du Mali (1960/1983) - J. LECAILLON et Ch MORRISSON - Version provisoire - Février 1984
- Recettes monétaires nettes d'achats d'intrants

Extrait de : SATEC. Etude des ODR

Rang de classement des ODR - Tableau d'ensemble

| Classement | Rang | Notation | Observations |
|-----------------------------|------|----------|-----------------------|
| <u>Ier groupe</u> 4/16 % | | | Saine Gestion |
| CMDT | 1 | 81,4 | |
| OAPF | 2 | 77,0 | |
| ODEM | 3 | 76,5 | |
| OTS | 4 | 76,1 | |
| <u>IIème groupe</u> 4/16 % | | | Gestion insuffisante |
| OEMS | 5 | 62,2 | |
| ORM | 6 | 61,7 | |
| OP | 7 | 57,6 | |
| ON | 8 | 56,3 | |
| <u>IIIème groupe</u> 9/36 % | | | Mauvaise gestion |
| OHV | 9 | 52,9 | |
| OTER | 10 | 52,9 | |
| ODIK | 11 | 52,9 | |
| OPS | 12 | 52,8 | |
| OPM | 13 | 50,9 | |
| ODIPAC | 14 | 49,6 | |
| ML II SO | 15 | 47,9 | |
| OAM | 16 | 47,2 | |
| OPSCR | 17 | 45,7 | |
| <u>IVème groupe</u> 7/28 % | | | Très mauvaise gestion |
| OPNBB | 18 | 45,6 | |
| ARSD | 19 | 44,9 | |
| ODIB | 20 | 44,0 | |
| OZL | 21 | 40,7 | |
| OVSTM | 22 | 40,6 | |
| ONDY | 23 | 39,1 | |
| ORS | 24 | 37,5 | |
| <u>Vème groupe</u> 1/4 % | | | Pas de gestion |
| OMM | 25 | 28,1 | |
| <hr/> | | | |
| 25/100 % | | | |

N.B. : OARS (création en 1981, impossible à classer)

Source : SATEC. Etude des ODR

Tableau : NOMBRE D'ORGANISATIONS VILLAGEOISES DEBUT 1984

| | DNC | | | | | | | SS TOTAL | ODR | | | | | | | SS TOTAL |
|-------------------------------|-------|-----------|---------|-------|-------|------------|-----|----------|------|-----|--------|------|-----|-----|-----|----------|
| | Kayes | Koulikoro | Sikasso | Ségou | Mopti | Tombouctou | Gao | | OMIT | OHV | ODIPAC | ODIK | ON | ORS | ORM | |
| TONS VILLAGEOIS | 19 | 5 | 0 | 7 | 2 | 0 | 0 | 33 | 460 | 2 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 527 |
| GR RELANCES | 13 | 54 | 30 | 46 | 64 | 72 | 120 | 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| COOPAC | 81 | 106 | 102 | 149 | 150 | 22 | 50 | 610 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GROUPEMENTS VILLAGEOIS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 0 | 0 | 0 | 16 |
| COOPERATIVES | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 140 | 3 | 0 | 143 |
| GROUPEMENTS PRODUCTION DE RIZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 125 | 125 |

Source : DNC, janvier 1984 "Politique Nationale de promotion des TONS villageois"

Extrait de : SATEC. Etude des ODR

Tableau . Niveau de pratique des thèmes techniques

| | % Surface Encadrée | | | % Surface Totale | | % Objectif |
|----------------------------|--------------------|------|------------|------------------|------|---------------------------------|
| | C M D I | | | ODIPAC | OMM | ODIK |
| | coton | maïs | mil-sorgho | arachide | mils | toutes cul- tures confondues |
| Labour (boeufs) | 78 | 100 | 75 | 20 | 15 | 77 |
| Semences sélectionnées | 100 | - | - | 35 | - | - |
| Traitement de semences | 100 | 100 | - | 35 | 17 | 93 |
| Semis à bonne date | 69 | - | - | 56 | - | - |
| Semis en ligne | 100 | 100 | 100 | 95 (e) | 3 | 38 |
| Semis en semoir | 30 | 33 | 34 | 25 (e) | - | 38 |
| Densité de semis | -30% (1) | - | - | -40% (1) | - | - |
| Sarclage culture attelée | 75 | 70 | 75 | 10% | - | - |
| Battage culture attelée | 61 | 47 | 47 | - | - | - |
| Fumure organique | 33 | 49 | - | - | 25 | - |
| Engrais | 48 | 33 | 5 | 32 | NS | - |
| Traitement au moins 4 fois | 75 | - | - | - | - | - |

e = estimé à partir du nombre de semoirs.

(1) : le signe - avant un pourcentage indique l'écart par rapport à l'optimum.

Source : SATEC. Etude des ODR

COUT ET FINANCEMENT DES OPERATIONS DU PLAN 1981-1985

CONCERNANT LES CULTURES PLUVIALES

Prévisions (M F CFA)

| Opérations | Coût investisse ^t | Charges récurrentes | TOTAL | Financement acquis au 31/12/80 | | Financement à rechercher | | Financement TOTAL | |
|------------------|------------------------------|---------------------|--------|--------------------------------|--------------|--------------------------|-----------|-------------------|-----------|
| | | | | intérieur | extérieur | intérieur | extérieur | intérieur | extérieur |
| Mali-Sud (CMDT) | 5 000 | 6 500 | 11 500 | 750 | (divers)1500 | 4 250 | 5 000 | 5 000 | 6 500 |
| OHV | 1 750 | 1 750 | 3 500 | - | (USAID) 875 | 350 | 2 275 | 350 | 3 150 |
| ODIPAC | 750 | 4 250 | 5 000 | 250 | - | 2 750 | 2 000 | 3 000 | 2 000 |
| Zone hors ODIPAC | 400 | 1 600 | 2 000 | - | - | 2 000 | - | 2 000 | - |
| OZL | 4 000 | 2 000 | 6 000 | - | - | 600 | 5 400 | 600 | 5 400 |
| ODIK | 2 750 | 1 750 | 4 500 | - | (Can) 4500 | - | - | - | 4 500 |
| OMM | 1 025 | 1 475 | 2 500 | - | (USAID) 1100 | 500 | 900 | 500 | 2 000 |
| ARSD | 2 250 | 1 250 | 3 500 | - | (USAID) 125 | 250 | 3 125 | 250 | 3 250 |
| S-TOTAL | 17 925 | 20 575 | 38 500 | 1 000 | 8 100 | 10 700 | 18 700 | 11 700 | 26 800 |
| Op. irriguées | 47 375 | 11 625 | 59 000 | 650 | 13 775 | 8 150 | 36 425 | 8 800 | 50 200 |
| TOTAL | 65 300 | 32 200 | 97 500 | 1 650 | 21 875 | 18 850 | 55 125 | 20 500 | 77 000 |

- Les charges récurrentes (sur 5 ans) représentent 53 % du coût total des projets portant à titre principal sur les cultures pluviales,

- Pour les cultures pluviales, le financement acquis représentait au début du Plan quinquennal 23,6 % des coûts prévus, dont 30,2 % pour les projets dépendant du financement extérieur et 8,5 % pour les projets sur financement national.

extrait de : Développement des cultures pluviales au Mali. Club du Sahel.

| PROJETS | PERSONNEL A.T. 1985 | | | FIN M.R.E 1985 | | | FINANCEMENT GLOBAL MILLIONS FF |
|---|---------------------|-----|--|----------------|-------|-------|--|
| | ATD | VSN | SOCIETES D'INTERVENTION | T.IV | T.VI | TOTAL | |
| MALI-sud II | 2 | | CFDT 9 | 0,8 | 7,0 | 7,8 | IDA, FIDA, CCCE, FAC, néer. MALI. Total sur 5 ans : 597 M FF |
| ODIPAC II | 1 | | | 0,4 | 1,8 | 2,2 | FAC, IDA, MALI Total sur 3 ans : 62,5 M FF |
| SOCAM-BAGUINEDA | | | Missions BDPA | | 0,8 | 0,8 | FAC, CCCE 1978-81 : 11 M FF |
| PROSEDO | | | Missions BURGEAP | 0,5 | | 0,5 | |
| Blé DIRE | | | SCET 1 | | 1,5 | 1,5 | 1974-84 : FAC : 12,6 M FF |
| Office du NIGER | 1 | | SOGREAH : 2 SORGEM : 2 TECHNI sucre : 1 | 0,9 | 10,0 | 10,9 | BIRD, FED, KFW, CCCE, FAC, MALI 1983-85 : 597 M FF |
| FORGHO | | | BDPA 1 | | 2,0 | 2,0 | Coût projet : 13 M FF |
| AQUA VIVA | 2 | 1 | | 0,8 | | 0,8 | CCCE, FAC, MALI : 27,5 M FF |
| Petits barrages en pays DOGON | | 1 | | 0,08 | | 0,08 | Programme FAC : 3 M FF |
| OAPP | 4 | | | 1,6 | | 1,6 | FAC, CCCE, BIRD 1980-85 : 41,5 M FF |
| "ACTIFS" 28 | 10 | 2 | 16 | 5,08 | 23,1 | 28,18 | |
| Appui à l'OPAM | 1 | | | 0,4 | 0,2 | 0,6 | |
| " " FRUITEMA | | | 1 BDPA | | 0,8 | 0,8 | |
| " " IER | 4 | 1 | | 2,0 | 0,5 | 2,5 | |
| " " MIN-AGRI GR | 3 | 2 | | 1,8 | | 1,8 | |
| " " la dir. hydraulique | 1 | | | 0,4 | | 0,4 | |
| Cellule d'appui à la direction de l'élevage | 3 | | | 1,2 | 0,5 | 1,7 | |
| " " des forêts | 1 | | | 0,5 | 0,7 | 1,2 | |
| Appui à ODEM II | | | Mission d'appui | 0,03 | 1,0 | 1,03 | |
| "PASSIFS" 17 | 13 | 3 | 1 | 6,33 | 3,7 | 10,03 | |
| ETUDES : agro-climato : eau-sol-plante | 1 | | | 0,7 | | 0,7 |) Financement acquis 3,2 ...) Décision de financement non prise 8,6 |
| Evaluation ressources ligneuses | | | | | 2,5 | 2,5 | |
| Aménagement plaine HAMADJA | | | | | 1,5 | 1,5 | |
| Consolidation PPI Kayes | | | | | 1,0 | 1,0 | |
| Relance gomme arabique | | | | | 1,6 | 1,6 | |
| Recherche ichtyologique Delta | | | | | 3,0 | 3,0 | |
| Hydrologie Adras des IFORHAS | | | | | 1,5 | 1,5 | |
| ETUDES 1 | 1 | | | 0,7 | 11,1 | 11,71 | |
| TOTAL | | | | 12,11 | 29,3 | 41,41 | Financement acquis + 8,6 Décision de financement non prise |
| | 46 | 25 | 5 | 16 | 12,11 | 37,9 | 50,01 |

PAYS MALI
 TYPOLOGIE DES PROJETS "ACTIFS"

| TYPES D'INTERVENTION PROJETS | CREATION DE POINTS D'EAU | INFRA. GENERALE | PROTECTION DEV. DES RES-SOURCES | MAITRISE DE L'EAU | EXTENSION ET CREATION D'EXPL. | EQUIP. ET REHABILITATION D'EXPL. | STRUCTURES VILLAGES | INCADREMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE | SILVENCES | APPROVISIONEMENT IN-TANTS | COMMERCIALISATION | TRANSFORMATION INDUSTRIE | MACHINISME AGRICOLE | RECHERCHE | MELIORATION DEVELOPPEMENT | ELEVAGE SOINS VETERINAIRES | INFRASTRUCTURES | | Types de projets |
|---------------------------------|--------------------------|-----------------|---------------------------------|-------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------------------|-----------------------------------|-----------|---------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|-----------|---------------------------|----------------------------|-----------------|--------------|------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | NATIONAL PLAN | SECTORIELLES | |
| MALI-sud | | /// | | /// | | ■ | | ■ | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | | | | PROJETS DE DEVELOPPEMENT REGIONAL |
| ODIPAC | | ■ | | /// | | /// | | /// | /// | | | | | | | | | | |
| Office du NIGER | | ■ | | ■ | | | /// | /// | /// | /// | /// | /// | | | | | | | |
| FORGHO | | | | ■ | | | /// | ■ | ■ | ■ | ■ | | | | | | | | PROJETS D'INTENSIFICATION AGRICOLE |
| Mé DINE | | | | ■ | | | | ■ | ■ | ■ | ■ | | | | | | | | |
| SOCAM-BAGUINEDA | | | | ■ | | | | ■ | ■ | ■ | ■ | | | | | | | | |
| Petits barrages DOGON | | /// | | ■ | | | | /// | /// | /// | | | | | | | | | |
| PRODES0 | | /// | ■ | | | | | /// | | | | | | | | ■ | | | ELEVAGE |
| UAPF | | /// | ■ | | | | /// | /// | | | /// | | | | | | | | FORESTIER |
| AQUA VIVA | ■ | | | | | | | | | | | | | | | | | | CREATION DE PUIITS FORAGES |

Source : Rapport de Mission de M. Dubois de la Sablonnière 14-28/2/85

PROJETS ET FONCTIONS DU PERSONNEL A.T. FRANCAIS

| PROJETS | CHEF DE PROJET C.T. FONCTION GLOBALE | ADMINIS- TRATION COMPTA- BILITE | AGRO-ECO- SUIVI-EVA- LUATION CREDIT | FORMATION ANIMATION COOPERA- TIVES | AGRO- NOMIE | GENIE RURAL | ZOO- TECHNIE | PECHE | PEDO- HYDRO | FORETS PAR- COURS | RECHER- CHE | INDUSTRIE GARAGE | AGRO- MACHI- NISME | AU- TRES | TO- TAL |
|------------------------------------|--|--|--|---|----------------|----------------|-----------------|-------|----------------|-------------------------|----------------|---------------------|--------------------------|-------------|------------|
| <u>PROJETS</u> | | | | | | | | | | | | | | | |
| MALI-sud | | 2 | 1 | 2 | 1 | | | | | | 1 | 3 | 1 | | 11 |
| ODIPAC | | | | | | | | | | | | 1 | | | 1 |
| OFFICE DU NIGER | | 2 | | | | 3 | | | | | | | 1 | | 6 |
| FORGHO | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| BLE DIRE | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| SOCAM-BAGUINEDA | | | | | | | | | | | | | | | - |
| BARRAGES DOGON | | | | | | 1 | | | | | | | | | 1 |
| PRODESO | | | | | | | | | | | | | | | - |
| OAPF | | 1 | | | | | | | | 1 | | 2 | | | 4 |
| AQUA VIVA | 1 | | | | | | | | 2 | | | | | | 3 |
| | 1 | 5 | 1 | 2 | 3 | 4 | | | 2 | 1 | 1 | 6 | 2 | | 28 |
| <u>APPUI A :</u> | | | | | | | | | | | | | | | |
| L'OPAM | | 1 | | | | | | | | | | | | | 1 |
| FRUITEMA | 1 | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| MIN. AGRI GR | | | | | 1 | 3 | | | | | | | 1 | | 5 |
| DIR. HYDRAULIQUE | | | | | | | | | 1 | | | | | | 1 |
| CELLULE APPUI ELEVAGE E & F | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | 3 |
| IER | | | 3 | | 1 | | | | | 1 | | | | 1 | 5 |
| | 1 | 1 | 4 | | 2 | 3 | 1 | | 1 | 2 | | | 1 | 1 | 17 |
| <u>ETUDES</u> | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sol-eau-plante | | | | | 1 | | | | | | | | | | |
| Evaluation ressources ligneuses | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| TOTAL | 2 | 6 | 5 | 2 | 6 | 7 | 1 | | 3 | 3 | 1 | 6 | 3 | 1 | 46 |

- 70 -

Source : Rapport de Mission de M. Dubois de la Sablonnière 14-28/2/85

Bourses accordées par la France en 1985

| P R O J E T S | S T A G E S | | E T U D E | | R E C H E R C H E | | T O T A L | |
|-----------------------------|-------------|---------------|-----------|---------------|-------------------|---------------|-----------|---------------|
| | NB | MONTANT FF | NB | MONTANT FF | NB | MONTANT FF | NB | MONTANT FF |
| <u>Projets actifs</u> | | | | | | | | |
| PRODESO | 3 | 181 500 | | | | | 3 | 181 500 |
| Off. du NIGER | 4 | 134 200 | | | | | 4 | 134 200 |
| | 7 | 315 700 | | | | | 7 | 315 700 |
| <u>Projets passifs</u> | | | | | | | | |
| IER | 7 | 349 700 | | | | | 7 | 349 700 |
| Appui à la cellule E & F | 2 | 74 700 | | | | | 2 | 74 700 |
| ODEM II | 1 | 27 700 | | | | | 1 | 27 700 |
| | 10 | 452 100 | | | | | 10 | 452 100 |
| <u>Etudes</u> | | | | | | | | |
| Sol-eau-plante | | | | | 5 | 255 700 | 5 | 255 700 |
| T O T A L | 17 | 767 800 | | | 5 | 255 700 | 22 | 1 023 500 |

Source : Rapport de Mission de M. Dubois de la Sablonnière 14-28/2/85

7. LA STRATEGIE ALIMENTAIRE

LISTE DES OBJECTIFS REFORMULES DE LA STRATEGIE ALIMENTAIRE DU MALI

1. assurer l'autosuffisance alimentaire
2. assurer la sécurité alimentaire
3. assurer l'équilibre nutritionnel individuel
4. garantir des prix raisonnables à la consommation
5. améliorer le revenu agricole
6. redéployer les ressources en faveur de la S.A.
7. améliorer la balance commerciale
8. favoriser l'épargne et sa mobilisation

9. réduire les importations alimentaires
10. réduire l'aide alimentaire en l'adaptant à la S.A.
11. augmenter la production alimentaire
12. diversifier la production alimentaire
13. améliorer la conservation des aliments
14. développer la transformation agro-alimentaire
15. réduire les coûts de production
16. réduire les coûts de commercialisation
17. réduire les coûts de transformation
18. favoriser une rémunération incitative des productions alimentaires
19. augmenter la productivité des facteurs de production
20. dégager un surplus commercialisable
21. promouvoir la maîtrise de l'eau
22. promouvoir la réadaptation de l'élevage
23. augmenter les exportations agro-alimentaires

24. améliorer la répartition régionale des produits alimentaires
25. améliorer le ravitaillement des villes
26. améliorer le ravitaillement des zones rurales déficitaires
27. développer les activités rurales de saison sèche
28. maintenir les populations en zone rurale
29. favoriser le désenclavement des zones rurales
30. constituer des stocks de sécurité
31. rendre disponibles aux producteurs les moyens de production et transformation
32. favoriser l'accès au crédit des producteurs et associations paysannes
33. renforcer les circuits de commercialisation
34. renforcer les services d'appui technique et/ou institutionnel à la production
35. encourager les actions collectives des producteurs
36. harmoniser les systèmes agro-pastoraux.

Source : Schulman. Sélection multicritère des projets de développement en fonction de la S.A.

CLASSEMENT FINAL DES PROJETS EN FONCTION DE LEUR ADEQUATION A LA STRATEGIE ALIMENTAIRE ET DE LEURS COUTS ET DIFFICULTES D'ABOUTISSEMENT.

Hypothèse A : Pondération 70% - 30% entre les critères de la S.A. et les critères complémentaires.

| <u>Rang</u> | <u>Projets</u> | <u>score</u> |
|-------------|--|--------------|
| 1 | Promotion Paysanne Kayes | 79,1 |
| 2 | Pêche Delta Central | 60,3 |
| 3 | Redynamisation du Mouvement Coopératif | 55,4 |
| 4 | Polder de Bancoumana | 54,5 |
| 5 | Fonds d'Investissement de l'Artisanat Agro-alimentaire | 32,8 |
| 6 | Elevage Zone Lacustre et Mali Nord-Est 1 | 31,4 |
| 7 | Réhabilitation Office du Niger | 26,0 |
| 8 | Pharmacie Vétérinaire | 24,4 |
| 9 | Zone Lacustre Agriculture | 19,1 |
| 10 | Opération Vallée du Sénégal | 18,5 |
| 11 | Action Blé Diré | 17,6 |
| 12 | Action Riz-Sorgho Gao | 4,9 |
| 13 | Extension Opération Riz Ségou | 4,6 |
| 14 | Baguinéda | 2,4 |
| 15 | Reboisement Ségou | (- 5,9) |
| 16 | Inventaire Ressources Ligneuses | (- 7,5) |
| 17 | Abattoirs Gao | (- 9,9) |
| 18 | Aménagement Seuil de Djenné | (- 14,8) |
| 19 | AGRHYMET | (- 18,9) |
| 20 | Lutte contre l'Ensablement des Lacs du Delta | (- 19,5) |
| 21 | Complexe Sucrier de Bancoumana | (- 27,5) |
| 22 | Barrage de Tossaye | (- 40,0) |
| 23 | Exploitation des Eaux Souterraines | (- 42,0) |
| 24 | Phosphates de Bourem | (- 42,7) |
| | (non classé : Sélingué Agriculture) | - |

Source : Schulman. Sélection multicritère des projets de développement en fonction de la S.A.

CLASSEMENT FINAL DES PROJETS EN FONCTION DE LEUR ADEQUATION
A LA STRATEGIE ALIMENTAIRE ET DE LEURS COUTS ET DIFFICULTES
D'ABOUTISSEMENT.

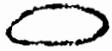
Hypothèse B : Pondération 50 % - 50 % entre les critères de la
S.A. et les critères complémentaires

| <u>Rang</u> | <u>Projets</u> | <u>score</u> |
|-------------|---|--------------|
| 1 | Promotion Paysanne Kayes | 49,4 |
| 2 | Pêche Delta Central | 43,1 |
| 3 | Redynamisation du mouvement coopératif | 26,7 |
| 4 | Polder de Bancoumana | 21,8 |
| 5 | Fonds d'investissement de l'Artisanat Alimentaire | 19,2 |
| 6 | Pharmacie vétérinaire | 16,0 |
| 7 | Elevage Zone Lacustre et Mali Nord Est | (- 3,3) |
| 8 | Inventaire ressources ligneuses | (- 12,5) |
| 9 | Abattoir Gao Sikasso | (- 20,0) |
| 10 | Reboisement Ségou | (- 22,8) |
| 11 | Action Blé Diré | (- 24,6) |
| 12 | Zone Lacustre Agriculture | (- 24,9) |
| 13 | AGRHYMET | (- 32,1) |
| 14 | Lutte contre l'ensablement des lacs du Delta | (- 32,1) |
| 15 | Action Riz-Sorgho Gao | (- 33,6) |
| 16 | Opération Vallée du Sénégal | (- 38,2) |
| 17 | Opération Riz Ségou | (- 41,2) |
| 18 | Réhabilitation de l'Office du Niger | (- 47,2) |
| 19 | Baguinéda | (- 58,3) |
| 20 | Seuil de Djéné | (- 67,7) |
| 21 | Phosphates de Bourem | (- 77,6) |
| 22 | Barrage de Tossaye | (- 80,0) |
| 23 | Exploitation des eaux souterraines | (- 81,4) |
| 24 | Complexe sucrier de Bancoumana | (- 82,5) |
| | (non classé) : Sélingué Agriculture | - |

Source : Schulman. Sélection multicritère des projets de développement en
fonction de la S.A.

8. L'HYDRAULIQUE RURALE

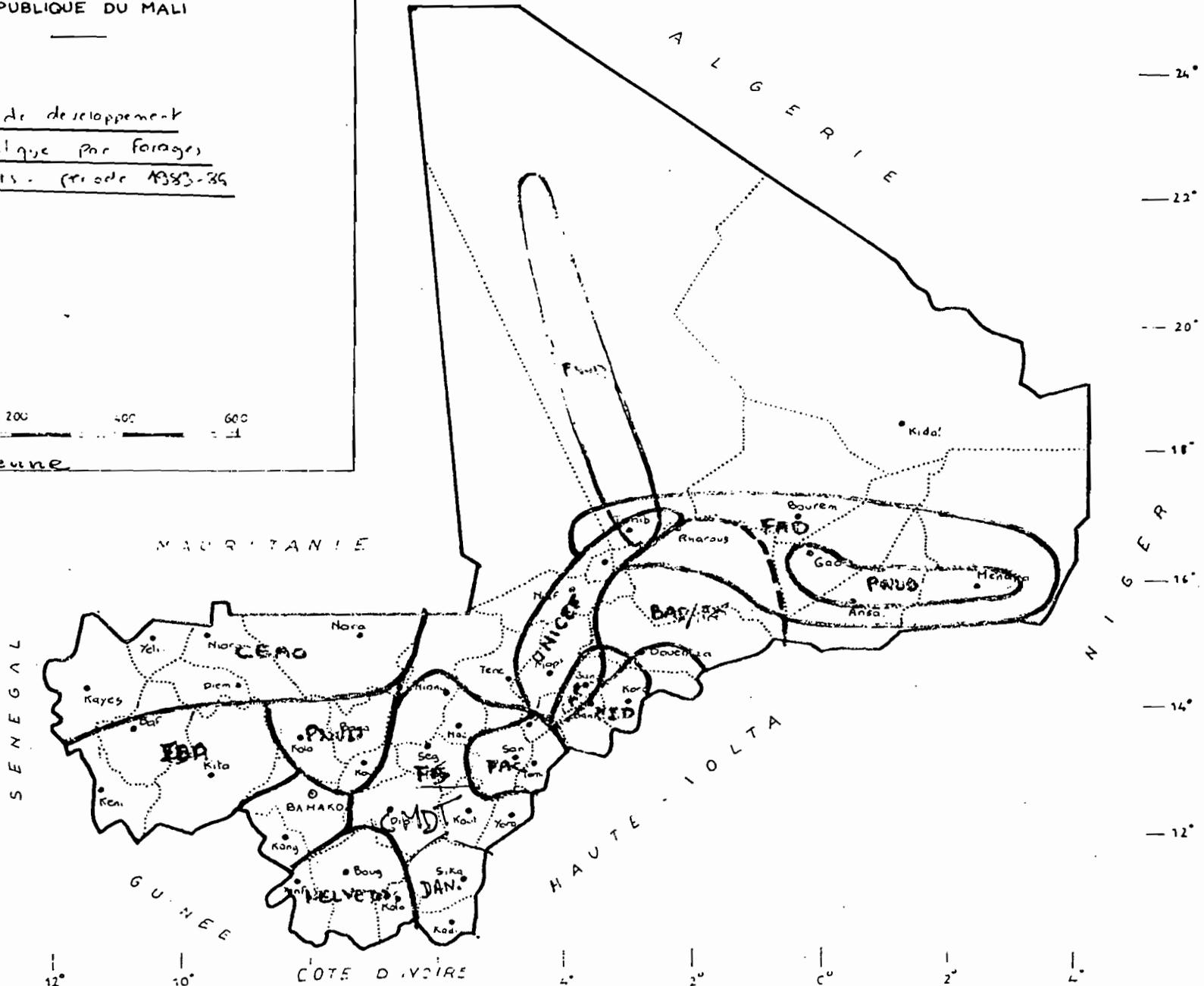
REPUBLIQUE DU MALI



Projets de développement
hydraulique par forages
et puits - période 1983-89

0 km 200 400 600

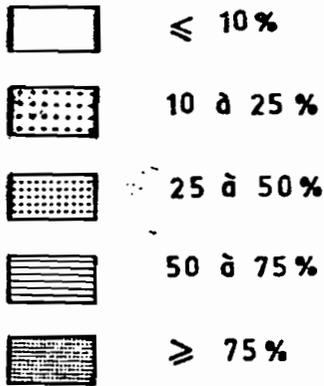
Source malienne



Republique du Mali

Hydraulique villageoise et pastorale

Taux de couverture des besoins 1990



source malienne

MAURITANIE

SENEGAL

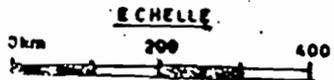
GUINEE

CÔTE D'IVOIRE

HAUTE-VOLTA

ALGERIE

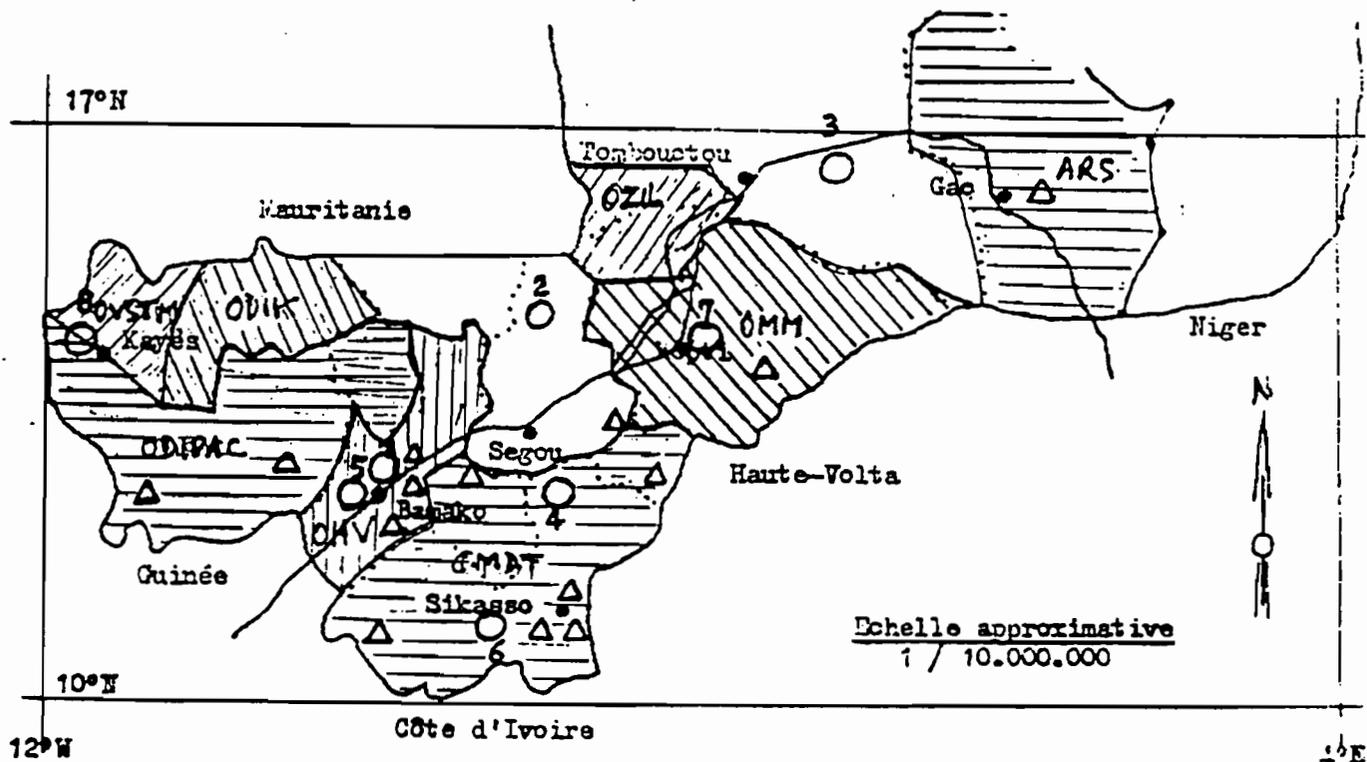
NIGER



*à l'échelle 1:100 000
sur 2 feuilles*

9 . LA RECHERCHE
EN MILIEU RURAL

Implantation géographique de la Recherche Agronomique au Mali



Stations de Recherche Agronomique ○

- (1) SOTURA Céréales-Oléagineux-Techniques culturales
- (2) KOGONI Riz, autres Céréales et Coton irrigués
- (3) DIRE Blé irrigué
- (4) N'TARLA Coton et Fibres jutières
- (5) BAHAKO Fruits et Maraichage
- (6) TIEROUALA Recherches sur les Systemes de Production
- (7) MOPTI Projet Associé ADRAO - Riziculture flottante
- (8) SAME Projet Associé ONVS - Céréales et légumineuses

Annexes, Sous-stations et Points d'Appui de la Recherche △

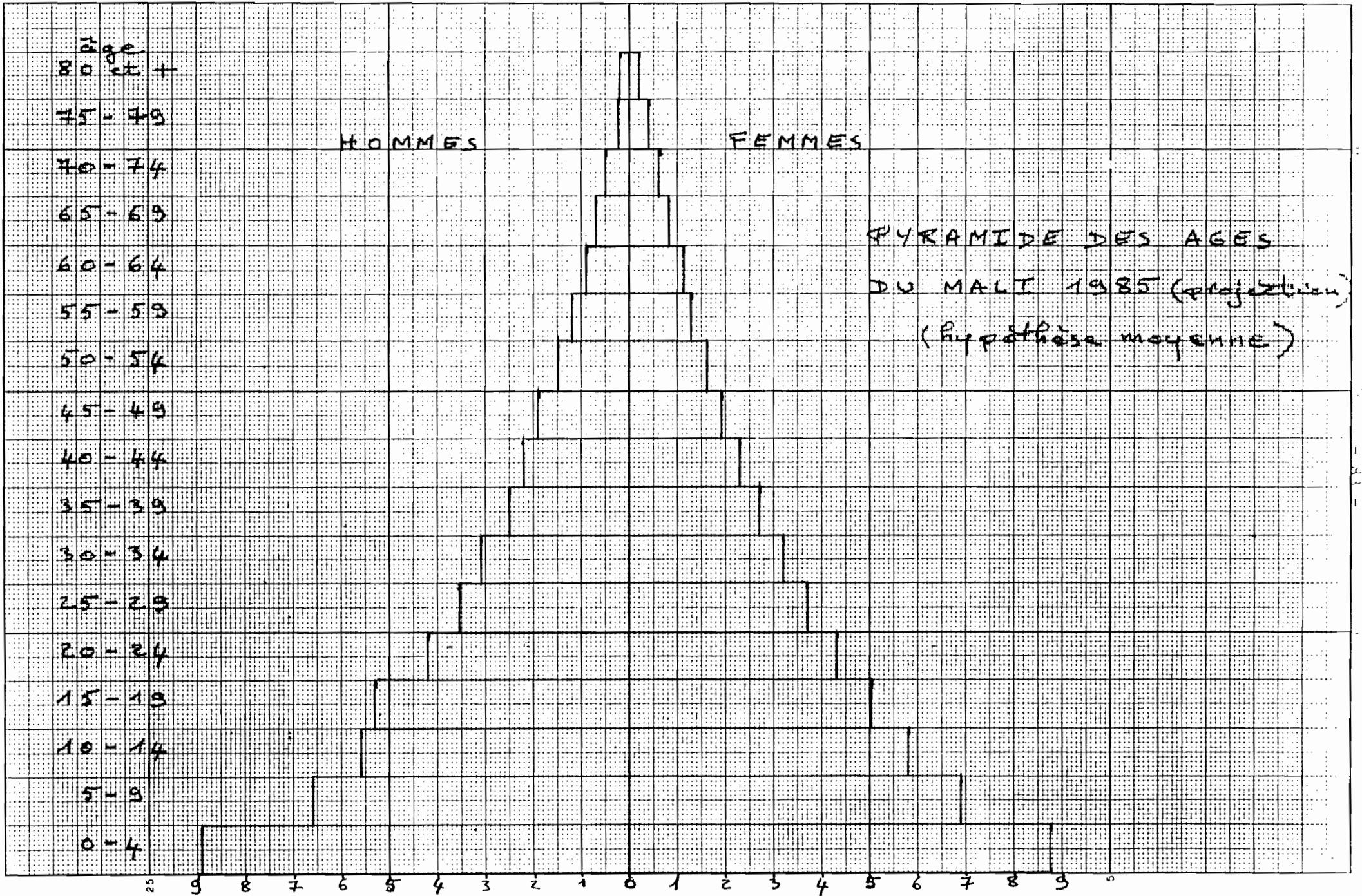
Source : Développement des cultures pluviales au Mali .
Club du Sahel, 1983

10. DEMOGRAPHIE

REPARTITION DE LA POPULATION RESIDENTE DU MALI PAR SEXE
ET GROUPE D'AGE (hypothèse moyenne)

| AGE | 1 9 8 5 | | |
|---------|-----------|-----------|-----------|
| | M | F | T |
| 0 - 4 | 722 203 | 708 125 | 1 430 328 |
| 5 - 9 | 537 363 | 555 028 | 1 092 391 |
| 10 - 14 | 453 783 | 467 418 | 921 201 |
| 15 - 19 | 431 817 | 409 023 | 840 840 |
| 20 - 24 | 337 457 | 351 397 | 688 854 |
| 25 - 29 | 287 940 | 301 555 | 589 495 |
| 30 - 34 | 247 876 | 257 229 | 505 105 |
| 35 - 39 | 206 164 | 218 807 | 424 971 |
| 40 - 44 | 180 503 | 185 593 | 366 096 |
| 45 - 49 | 150 549 | 156 366 | 306 915 |
| 50 - 54 | 120 924 | 130 828 | 251 752 |
| 55 - 59 | 96 445 | 107 933 | 204 378 |
| 60 - 64 | 76 439 | 86 883 | 163 322 |
| 65 - 69 | 57 395 | 67 637 | 125 032 |
| 70 - 74 | 39 974 | 49 572 | 89 546 |
| 75 - 79 | 20 843 | 33 206 | 54 049 |
| 80 et + | 15 150 | 20 096 | 35 246 |
| TOTAL | 3 982 825 | 4 106 696 | 8 089 521 |

Source : Projection de la population résidente du Mali du 1-1-1977 au 1-1-2007 par sexe, groupe d'âge et par année civile. ...
(D.N.S.I. BAMAKO) ,



Source: DNSI

pourcentage de population

MALI : ESTIMATION DE LA POPULATION
PAR REGION EN 1985
(milliers d'habitants)

| REGIONS | RURAUX | URBAINS | TOTAL | DENSITE HAB./KM2 |
|-----------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| 1 KAYES | (5) 924 (15%) | (5) 144 (8%) | (5) 1 068 13% | 8,9 (6). |
| 2 KOULIKORO | (4) 1 027 (16%) | (6) 106 (6%) | (4) 1 133 14% | 11,8 (5) |
| DISTRICT BAMAKO | 0 | (1) 780 (45%) | (6) 780 10% | 3 095,2 (1) |
| 3 SIKASSO | (2) 1 177 (19%) | (4) 165 (10%) | (2) 1 342 17% | 17,5 (3) |
| 4 SEGOU | (3) 1 105 (17%) | (2) 228 (13%) | (3) 1 333 16% | 23,7 (2) |
| 5 MOPTI | (1) 1 205 (19%) | (3) 175 (10%) | (1) 1 380 17% | 17,5 (4) |
| 6 TOMBOUCTOU | (6) 526 (8%) | (7) 73 (4%) | (7) 599 7% | 1,2 (8) |
| 7 GAO | (7) 390 (6%) | (8) 65 (4%) | (8) 455 6% | 1,4 (7) |
| TOTAL | 6 354 (100 %) | 1 736 (100 %) | 8 090 (100 %) | 6,5 |
| % | 78,5 % | 21,5 % | 100 % | - |

Population urbaine = les chefs lieux de cercles et les communes (même s'ils n'atteignent pas 5 000 habitants) ainsi que toutes les agglomérations de 5 000 habitants ou plus.

Source : statistiques maliennes

TAILLE DES VILLES EN 1976

| TAILLE DES VILLES | NB. DE VILLES | % VILLES | % POPUL. URBAINE |
|-------------------------|---------------|----------|------------------|
| - de 5 000 habitants | 18 | 31 | 5 |
| 5 000 à - de 10 000 " | 22 | 38 | 14 |
| 10 000 à - de 20 000 " | 9 | 16 | 12 |
| 20 000 à - de 50 000 " | 6 | 10 | 19 |
| 50 000 à - de 100 000 " | 2 | 3 | 11 |
| 100 000 et + (BAMAKO) " | 1 | 2 | 39 |
| TOTAL | 58 | 100 | 100 |

En 1985 Ségou est une ville d'environ 100 000 habitants.

Source : statistiques maliennes

MALI : POPULATIONS RURALES ET URBAINES
EVOLUTION (milliers d'habitants)

Source : statistiques maliennes

| TYPE DE POPULATION | 1960 | 1976 | PROJECTION 1985 |
|--------------------|-------------------|------------------|------------------|
| RURALE | 3 780 (92,2%) | 5 318 (83,2%) | 6 354 (78,5%) |
| URBAINE | 320 (7,8%) | 1 077 (16,8%) | 1 736 (21,5%) |
| TOTALE | 4 100 (100 %) | 6 395 (100 %) | 8 090 (100 %) |

1960-1985 : croissance moyenne de la population urbaine = + 7 %/an

Bamako : 1960 110 000 habitants }
1965 162 000 " } + 8,7 %/an
1976 419 000 " }
1983 675 000 " } + 7,0 %/an
projection : 1985 780 000

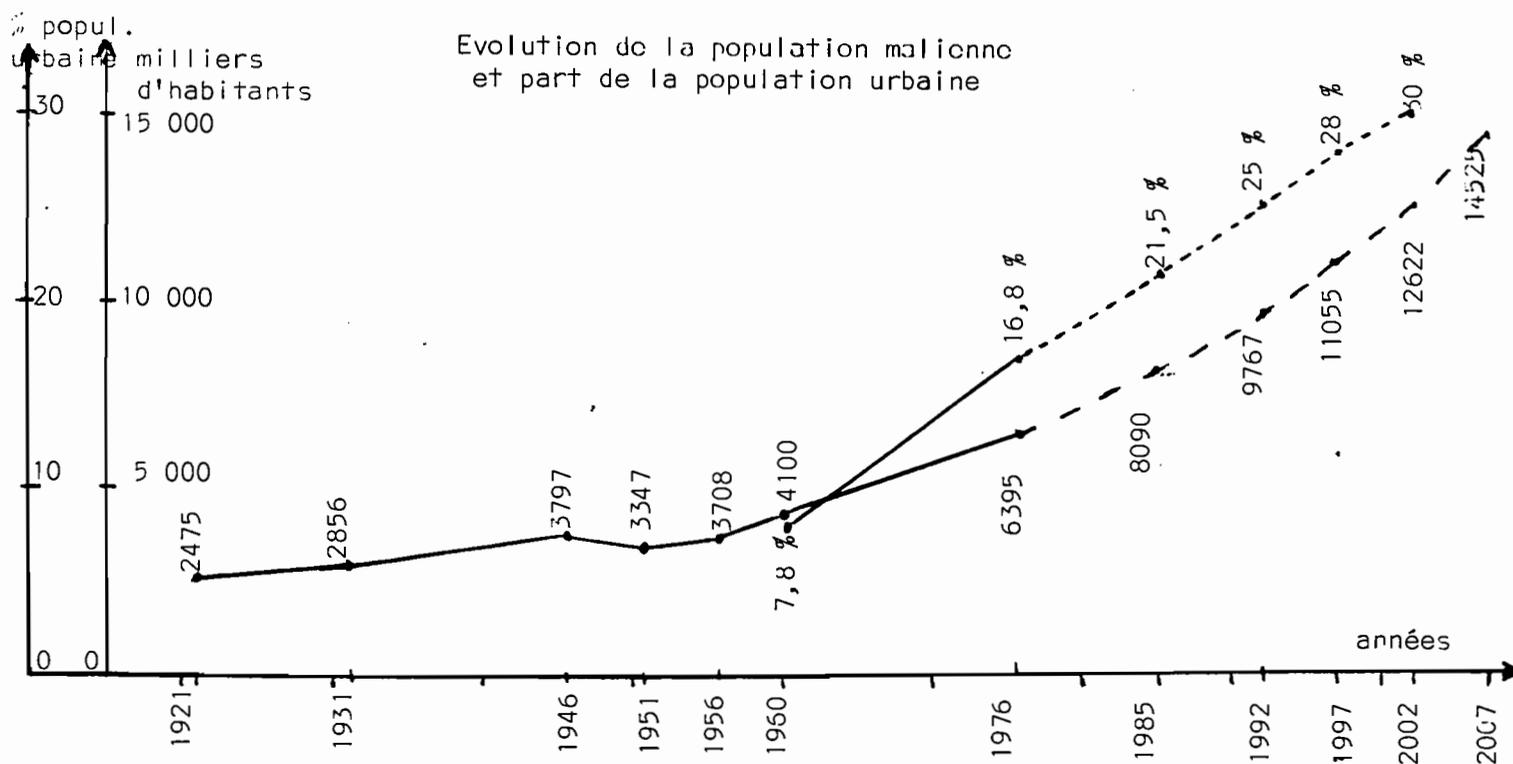
1983 : 62 % seulement de la population de Bamako y était née

population scolaire 22,1 %
" employée 23,1 %

Revenu moyen : 62 000 F CFA/famille/mois

popula. Bamako/popul. Totale popul. Bamako/popul.urbaine

| | | |
|------|-------|--------|
| 1960 | 2,7 % | 34,4 % |
| 1965 | 3,5 % | 39,9 % |
| 1976 | 6,6 % | 38,9 % |
| 1983 | 9,0 % | 45,0 % |
| 1985 | 9,6 % | 44,9 % |



MALI : EVOLUTION DE LA POPULATION

PAR GROUPE D'AGE (milliers d'habitants)

| GROUPE D'AGE | 1960 | 1976 | PROJECTION | |
|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| | | | 1985 | 2007 |
| - de 15 ans | 1 791 (44%) | 2 816 (44%) | 3 444 (42%) | 5 969 (41%) |
| 15 à - de 60 ans | 2 109 (51%) | 3 178 (50%) | 4 179 (52%) | 7 665 (53%) |
| 60 ans et + | 200 (5%) | 401 (6%) | 467 (6%) | 891 (6%) |
| TOTAL | 4 100 (100 %) | 6 395 (100 %) | 8 090 (100 %) | 14 525 (100 %) |

Source : D N S I

MOUVEMENT DE LA POPULATION

| CRITERES | 1976 | PROJECTION | |
|-------------------------|----------|------------|-----------|
| | | 82-87 | 2002-2007 |
| Tx brut natalité | 43,2 ‰ | 45,7 ‰ | 38,7 ‰ |
| Nb. moy. d'E/F | | 6,26 E | 5,22 E |
| Tx brut mortalité | 18,1 ‰ | 16,6 ‰ | 10,7 ‰ |
| Esp. vie nais. : | | | |
| H | | 49,6 ans | 57,8 ans |
| F | | 52,6 ans | 61,3 ans |
| TOTAL | 48,2 ans | | |
| Tx moy. d'accroissement | 2,5 % | 2,9 % | 2,8 % |

Tx moyen d'accroissement 1960 - 1983 : 2,7 %

Esp. de vie à la naissance en 1960 : 35 ans.

Source : D N S I

1976 : POPULATION NOMADE ET SEDENTAIRE

(milliers d'habitants)

| TYPE DE POPULATION | POPULATION TOTALE | POPULATION RURALE |
|--------------------|-------------------|-------------------|
| SEDENTAIRES | 5 969 (93%) | 4 892 (92%) |
| NOMADES | 426 (7%) | 426 (8%) |
| TOTAL | 6 395 (100 %) | 5 318 (100 %) |

Source : D N S I

1976 : POPULATION NOMADE ET
RURALE SEDENTAIRE PAR REGION

| REGIONS | NOMADES (%) | | RURAUX SEDentaires (%) | | % NO/RURAUX | |
|--------------|-------------|-----|------------------------|-----|-------------|----|
| 1 KAYES | (4) | 6 | (5) | 15 | (4) | 3 |
| 2 KOULIKORO | (5) | 3 | (4) | 17 | (5) | 1 |
| 3 SIKASSO | (7) | 0 | (1) | 20 | (7) | 0 |
| 4 SEGOU | (6) | 1 | (3) | 19 | (6) | 1 |
| 5 MOPTI | (3) | 10 | (2) | 20 | (3) | 4 |
| 6 TOMBOUCTOU | (2) | 37 | (6) | 6 | (2) | 36 |
| 7 GAO | (1) | 43 | (7) | 3 | (1) | 56 |
| TOTAL | | 100 | | 100 | | 8 |

N.B. Les régions de Koulikoro et Tombouctou ont été créées en 1977.

Source : D N S I

11. MINISTERE DU PLAN

(organigramme)

1. Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI)
(Mr. NAMAN KEITA)
Comporte 5 divisions :
 - 1.1. Comptabilité Nationale (et conjoncture)
(Mr. SOULEYMANE TRAORE)
 - 1.2. Statistiques Générales (Prix)
(Mr. MOHAMED DIALLO)
 - 1.3. Enquêtes (Agricultures)
(Mr. SEKOUBA DIARRA)
 - 1.4. Population
(Mme FATOUMATA SIDIBE)
 - 1.5. Informatique
2. Direction Nationale de la Planification (DNP)
(Dir.adj. : Mr. MAMADOU TRAORE)
Comporte 6 divisions :
 - 2.1. Planification Economique et Sociale
(Stratégie Alimentaire ; Table Ronde)
(Mr. KAMISOTO)
 - 2.2. Planification des Ressources Humaines
(Mr. DIARRA)
 - 2.3. Programmation et Financement
(Mr. DEMBELE)
 - 2.4. Macro économie, finances et monnaie
(Mr. ABOUBACAR TOURE)
 - 2.5. Stratégie Aménagement Régional (F.A.I.B.)
(Mr. DIALLO)
 - 2.6. Investissements Privés (Industrie)
(Mr. SALIF DIALLO)
3. Cabinet du Ministre du Plan
(Mr. OUSMANE DIALLO)
4. Mission PNUD
(Mr. PLANTAGENET)

12. ABREVIATIONS

| | |
|--------|---|
| ABN | Autorité du Bassin du fleuve Niger (Bénin, Niger, Nigeria, Cameroun, Tchad, Burkina, Mali, Guinée, Côte d'Ivoire) |
| ACDI | Association Canadienne pour le Développement International |
| AMIRA | Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieux Informels et Ruraux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine |
| ARSD | Action Riz et Sorgho de Décru (Gao) |
| BCEAO | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| BCM | Banque Centrale du Mali (la BCEAO lui a succédé) |
| BDM | Banque de Développement du Mali |
| BDPA | Bureau pour le Développement de la Production Agricole |
| BECIS | Bureau d'Etude privé Malien |
| BIRD | (BM) Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale) |
| BNDA | Banque Nationale de Développement Agricole |
| CCAU | Comité de Coordination des Actions d'Urgences des ONG |
| CCCE | Caisse Centrale de Coopération Economique |
| CEAO | Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest |
| CEDEAO | Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CEE | Communauté Economique Européenne |
| CEPI | Centre de Promotion Industrielle |
| CESA | Commission Consultative Nationale d'Etude et de suivi de la mise en oeuvre de la Stratégie Alimentaire (Ministère de l'Agriculture ; Secrétariat : IER) |
| CILSS | Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel |
| CIRAD | Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement. |
| CMDT | Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles |
| CNAVS | Commission Nationale d'Aide aux Victimes de la Sécheresse (Aide d'Urgence) (Ministère de l'Intérieur) |
| CNRA | Commission Nationale de Réforme Administrative (Ministère du Travail et de la Fonction Publique) |

| | |
|-----------|--|
| CNUCED | Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement |
| COMATEX | Compagnie Malienne de Textiles |
| COPACO | Compagnie Cotonnière |
| CVIB | Caisse Villageoise d'Initiative de Base |
| DNAFLA | Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée (Ministère de l'Education Nationale) |
| DNHE | Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Energie (Ministère du Développement Industriel) |
| DNSI | Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (Ministère du Plan) |
| EPIC | Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial |
| FAC | Fonds d'Aide et de Coopération |
| FAIB | Fonds d'Assistance aux Initiatives de Base (Ministère du Plan - PNUD) |
| FED | Fonds Européen de Développement |
| FMI | Fonds Monétaire International |
| FNUAP | Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population |
| FRUITEMA | Société Malienne pour la Commercialisation des Fruits et Légumes |
| HUICOMA | Huilerie Cotonnière du Mali |
| IDA (AID) | Association Internationale pour le Développement (BIRD) |
| IER | Institut d'Economie Rurale |
| INRZFH | Institut National de la Recherche Zootechnique, Forestière et Hydro-biologique (Ministère des Ressources Naturelles et de l'Elevage) |
| IPR | Institut Polytechnique Rural (Katibougou) |
| ISH | Institut des Sciences Humaines (Ministère des Sports, des Arts et de la Culture) |
| ITEMA | Industrie Textile Malienne |
| MAC | Mission d'Aide et de Coopération (Mission Française de Coopération) |
| ODEM | Opération de Développement de l'Elevage dans la région de Mopti |
| ODIB | Opération de Développement Intégré de Baguineda |
| ODIK | Opération de Développement Intégré du Kaarta (Mil) |
| ODIPAC | Office de Développement Intégré des Productions Arachidières et Céréalières |
| ODR | Opération de Développement Rural |
| OGA | Opération à Gestion Autonome |

| | |
|-----------|--|
| OHV | Opération Haute Vallée |
| OMBEVI | Office Malien du Bétail et de la Viande (Ministère des Ressources Naturelles et de l'Elevage) |
| OMM | Opération Mil Mopti |
| OMVS | Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (Sénégal, Mauritanie, Mali) |
| ON | Office du Niger |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| OPAM | Office des Produits Agricoles du Mali (Ministère de Tutelle des Sociétés d'Etat) |
| OPM | Opération Pêche Mopti |
| ORM | Opération Riz Mopti |
| ORS | Opération Riz Ségou |
| OSRP | Office de Stabilisation et de Régulation des Prix (Ministère des Finances et du Commerce) |
| OZL | Opération Zone Lacustre |
| PADEM | Programme Africain de Mise en place des Dispositifs d'Enquête auprès des Ménages (projet PNUD) |
| PAM | Programme Alimentaire Mondial |
| PMA | Pays les Moins Avancés |
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| PMI | Petites et Moyennes Industries |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PRMC | Projet de Restructuration du Marché Céréaliier (Ministère de Tutelle des Sociétés d'Etat) |
| RCFM | Régie des Chemins de Fer du Mali |
| SA | Stratégie Alimentaire (Ministère de l'Agriculture) |
| SATEC | Société d'Aide Technique Et de Coopération |
| SEDES | Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social |
| SEPAMA | Société d'Exploitation des Produits Arachidiiers du Mali |
| SEPOM | Société d'Exploitation des Produits Oléagineux du Mali |
| SERVULART | Service de Vulgarisation Artisanal |

SIKA Société Industrielle du Karité

SMECMA Société Malienne d'Etude et de Construction de Matériel Agricole

SNED Société Nationale d'Etude et de Développement (Bureau d'étude malien ;
Société d'Economie Mixte)

SNS Stock National de Sécurité (Céréales)

SOCAM Société de Conserverie Alimentaire du Mali

SOMIEX Société Malienne d'Import-Export

SONATAM Société Nationale des Tabacs du Mali

SRCFJ (IER) Section de Recherche sur le Coton, les Fibres et le Jute

SRCVO (IER) Section de Recherche sur les Cultures Vivrières et les Oléagineux

SRFM (IER) Section de Recherche Fruitière et Maraîchère

UMOA Union Monétaire Ouest Africaine

USAID Agence des Etats-Unis pour le Développement International.